TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 128 — 22 PAGES — MARDI 23 AOUT 1977

LA RÉUNION DE LA CNUCED

La dette des pays en voie de développement dépassera 250 milliards de dollars à la fin de 1977

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Militaires et techniciens dominent la nouvelle hiérarchie du P.C. chinois

Le goût des traditions

Faut-il que chacun des congrès du P.C. chinois soit l'occasion de réquisitoires et de condamnations ? Le neuvième congrès avait fait le procès de Lui Shao-chi, le dixième celui — posthume — de Lin Piao. Les débats du onzième ont été largement consacrés à la dénonciation de la « bande des quatre ».

Plus que les précédents, toutefois, ce onzième congrès donne l'impression d'une volonté de revanche, d'un retour en arrière sur bien des plans. Non seulement la page de la révolution culturelle est officiellement tournée — même si l'on veut faire à la mémoire de Mao Tse-toung la grâce de dire qu'elle fut « victorieuse », — mais les hommes qui avaient été écartés par ce mouvement reviennent en force. M. Teng Hsiao-ping en tête, bien sûr, dont ce n'est pas la première restauration, mais aussi des personnages que leur âge prépare mal, à première vue, aux lourdes responsabilités dont ils sont théoriquement chargés. Moins de trente ans après sa fondation, la République populaire est écrasée par les longues années de service de ses dirigeants. Les plus neufs ne sont pas loin de la soixantaine. Les septuagénaires et leurs aînés pèsent du poids le plus lourd.

Cette difficulté à renouveler et à rajeunir ses cadres témoigne, au sein du régime, d'un goût du passé qui s'exprime également dans le souci maintes fois formulé de « rétablir les traditions ». Souci respectable, certes, mais ambigu. Ne procède-t-il vraiment que du désir d'éviter les errements du passé et les menaces d'anarchie ou également d'une volonté de préserver des positions acquises — ou reconquises ? Est-ce bien dans cette référence aux « traditions » que la Chine et sa jeunesse trouveront toutes les ressources morales nécessaires pour accomplir le prodigieux bond en avant qui doit conduire le pays et son économie « aux premiers rangs du monde » d'ici à la fin du siècle ?

Ordre, discipline, stabilité, unité, ont été les mots-clés d'un congrès qui, tout en se réclamant de la pensée de Mao Tse-toung, a voulu clore le chapitre de la révolution continue dont le président défunt avait été l'initiateur. De telles formules, toutefois, ne suffisent que très imparfaitement à définir un avenir vers lequel le congrès était moins tourné qu'il ne le prétend. Cet avenir, au demeurant, reste porteur de conflits. Les tendances gérontocratiques qui triomphent aujourd'hui laissent prévoir à plus ou moins longue échéance de graves frustrations au sein des générations montantes, trop longtemps privées de véritables responsabilités. D'autres régimes en ont fait l'expérience.

A plus court terme, et même si l'alliance entre les techniciens de M. Teng Hsiao-ping et les militaires paraît aujourd'hui dominer la situation, des germes de crise sont visibles entre des hommes venus d'horizons différents, dont les idées ne coïncident qu'en partie sur les méthodes de gouvernement et qui risquent fort de se concurrencer.

Le onzième congrès du parti, préparé hâtivement dans la foulée d'une crise de succession et dans le souci de légaliser au plus tôt la situation de fait qui en résultait, apparaît comme l'un des actes du scénario étrange qui se déroule à Pékin depuis la mort de Mao. Et ce n'est pas le dernier. Il est douteux dans ces conditions que la visite du secrétaire d'Etat américain, qui débarque sur ces entrefaites dans la capitale chinoise et se dit surtout animé lui-même d'intentions « exploratoires », fasse franchir aux relations sino-américaines un pas décisif. Ce n'est pas en tout cas ce que permet d'augurer le remarquable conservatisme manifesté par le congrès du P.C. chinois en matière de politique étrangère.

M. Cyrus Vance a commencé ses entretiens à Pékin

Pour le deuxième jour consécutif, des manifestations ont eu lieu, lundi 22 août, à Pékin, pour célébrer la réunion du XI[e] congrès du parti communiste chinois. Selon l'agence Chine nouvelle, quatre millions de personnes ont déjà défilé dans les rues de la capitale et autant à Changhaï.

Le congrès, qui s'est ouvert le 12 août, s'est terminé le 18, après avoir élu un nouveau comité central comprenant deux cent un membres de plein droit et cent trente-deux suppléants. Cet organisme, qui a été largement *renouvelé dans sa composition*, s'est aussitôt réuni en session plénière, le 19 août, pour désigner les membres de son bureau politique. Il apparaît que les militaires et les techniciens dominent la nouvelle hiérarchie du parti.

Les résultats du XI[e] congrès n'ont jusqu'ici suscité que peu de commentaires à l'étranger. L'agence Tass a brièvement cité le communiqué final en annonçant la confirmation de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et la nomination de ses quatre vice-présidents. L'agence soviétique se borne à ajouter que « le congrès s'est tenu sous les slogans maoïstes », mais Radio-Moscou, dans une émission en langue chinoise, a parlé du « début d'une nouvelle *étape dans la lutte* pour le pouvoir » à Pékin. Parmi les messages de félicitations adressés au P.C. chinois, celui du P.C. vietnamien exprime la résolution de conserver et de développer des liens de « solidarité militante » et de « coopération » entre les deux partis.

Le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, est arrivé lundi en fin de matinée, heure locale, à Pékin, où il a été accueilli par le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang-Hua. Il a eu l'après-midi même un premier entretien avec ce dernier, consacré, croit-on, aux questions internationales.

Quelques heures avant l'arrivée de M. Vance, l'agence Chine nouvelle a diffusé des extraits du rapport présenté au XI[e] congrès par M. Hua Kuo-feng, dans lequel celui-ci réaffirme les principes de la politique chinoise envers les États-Unis. Il a notamment déclaré que, selon l'esprit du communiqué de Changhaï de 1972, la normalisation des relations entre les deux pays exigerait que les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec le régime de Taipeh, abrogent leur traité de défense mutuelle avec ce dernier et retirent leurs forces de Taïwan. Le président du P.C.C. a également réaffirmé la détermination de la Chine de « *libérer* la province de Taïwan », soulignant qu'il s'agissait d'une « affaire intérieure chinoise qui ne souffre aucune ingérence étrangère ».

Priorité à l'ordre et à la discipline

Les résultats du XI[e] congrès du parti communiste chinois comportent d'autant moins de surprises que les jeux étaient faits avant même que ses délégués ne se réunissent. Les nouvelles orientations du régime avaient été progressivement définies depuis la mort de Mao Tse-toung et l'élimination de quatre des dirigeants du bureau politique représentant l'aile la plus « fondamentaliste » et la plus révolutionnaire du parti — même s'ils sont aujourd'hui condamnés, pour les besoins de la cause, comme « contre-révolutionnaires de droite ». On devait nécessairement s'attendre, d'autre part, qu'un remaniement important du personnel dirigeant du parti suive une crise aussi grave. Dans les provinces comme dans les organismes centraux, l'opération avait d'ailleurs été sérieusement entamée.

La question était de savoir jusqu'où iraient les changements, tant sur le plan des idées que sur celui des hommes. L'impression dominante, à la lumière des documents disponibles, est que la nouvelle tendance a *été* fortement contre-balancée par le désir de préserver au moins des apparences de continuité. Le renversement n'en est pas moins net dans les priorités que se donne le régime.

Ni M. Hua Kuo-feng, ni le maréchal Yeh Chien-ying, ni M. Teng Hsiao-ping ne semblent avoir trouvé de formules trop fortes pour rendre hommage à Mao Tse-toung et affirmer leur fidélité à son héritage. Le nouveau président du parti n'en n'a pas moins déclaré avec une netteté jusqu'alors inédite que l'ère *de la révolution culturelle était* terminée, précisant même qu'elle avait trouvé son terme avec la chute des quatre dirigeants qui avaient figuré parmi ses principaux acteurs aux côtés de Mao. Rien de comparable ici au XX[e] congrès du P.C. soviétique, qui fit le procès de Staline et du « culte de la personnalité ». La pensée de Mao Tse-toung est toujours censée servir de ciment unificateur pour le parti et le pays, mais elle est vidée de son contenu le plus explosif.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 2.)

Mobilisation générale en Éthiopie

Addis-Abeba accuse Mogadiscio d'« étendre la guerre à de nouveaux fronts »

Le lieutenant-colonel Menguistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien, a décrété la mobilisation générale pour répliquer à l'« agression » menée par la Somalie, qui « étend la guerre à de nouveaux fronts dans le sud du pays » et « menace l'existence même de l'Ethiopie ».

Dans un communiqué diffusé dimanche 21 août par la radio, Addis-Abeba reconnaît par ailleurs l'ampleur des combats qui se déroulent depuis le 16 août près de Dire-Daoua, en Ogaden. Les Ethiopiens assurent avoir repoussé les troupes somaliennes en leur infligeant de lourdes pertes et déclarent avoir eu cent cinquante tués au cours de très durs combats.

Embarras croissant à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique est de plus en plus embarrassée et préoccupée par l'évolution de la situation dans la corne de l'Afrique. Cette inquiétude et cet embarras sont compréhensibles puisque le conflit met aux prises deux pays qui sont encore officiellement ses alliés. Ils s'expriment pratiquement tous les jours dans les articles de la presse et les commentaires de l'agence Tass.

Malgré ses appels à la sagesse et à la négociation, « *seule voie raisonnable* » pour diminuer la tension qui, selon la *Pravda*, a pris des « *proportions dangereuses* », l'U.R.S.S. n'a pas adopté une attitude neutre dans l'affrontement somalo-éthiopien. Tout en évitant les gestes qui pourraient conduire à une rupture avec Mogadiscio, elle penche ouvertement pour Addis-Abeba, dont elle soutient les thèses.

Les commentateurs n'oublient jamais de signaler la présence des troupes régulières somaliennes dans l'Ogaden. « *Les faits sont les faits* », écrivent les *Izvestia*. Les hostilités se déroulent en territoire occupé, et c'est bien l'Ethiopie qui est victime d'une ingérence armée. La Somalie n'en continue pas moins d'être qualifiée de « *pays progressiste* », et il n'est pas facile à la presse soviétique d'expliquer que ce pays soit devenu « *l'instrument des impérialistes* » dans leur « *tentative d'étouffer coûte que coûte la révolution éthiopienne* ».

Les commentateurs reconnaissent que « *les problèmes territoriaux laissés par la colonisation sont embrouillés* », mais le principe selon lequel les Africains doivent s'accommoder des frontières de la colonisation a toujours été admis par Moscou. C'est aussi une constante de la politique africaine soviétique depuis le début des années 60 — dans la crise congolaise comme dans l'affaire du Biafra — de soutenir le gouvernement central contre les mouvements sécessionnistes. La sympathie manifestée par Moscou aux rebelles katangais, en avril dernier, fait figure d'exception.

« *Le prétexte, apparemment décent, du principe d'autodétermination* », écrivent encore les *Izvestia*, cache les menées des pays impérialistes et des réactionnaires arabes qui « *ont peur de la révolution éthiopienne* ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR

SO LONG GROUCHO

Groucho, dernier représentant sur terre de la planète Marx, est donc reparti pour toujours vers les nébuleuses d'un rire qui venait de loin tant il résonnait sur cette terre de non-sens.

Tous les marxistes de tendance Groucho regretteront le départ de ce sage qui ne prenait pas grand-chose au sérieux et qui laisse la scène internationale occupée par les comiques involontaires qui pensent sérieusement avoir en charge les destinées des peuples.

De tels regrets, bien sûr, ne sont pas sérieux. Pourtant le cinéma des maîtres de ce monde, qui parcourent la planète en débitant de grands messages sur la paix, la sécurité et la coopération internationales, nous semble à la réflexion moins sérieux que le cinéma des Marx Brothers. Mais il est vrai qu'en matière de non-sens l'actualité dépasse toujours la fiction.

BERNARD CHAPUIS.

Une politique de la montagne

M. Giscard d'Estaing définit les trois axes d'une relance

M. Giscard d'Estaing se rend, le mardi 23 août, dans les Hautes-Alpes, où, au cours de l'après-midi, il visite à pied le territoire de la commune de Pelvoux, s'arrête à la maison du parc national des Ecrins, située à Vallouise, et s'entretient avec les élus locaux. Il devait surtout prononcer un discours dans lequel il définirait une nouvelle politique nationale de la montagne.

Celle-ci sera désormais fondée sur trois principes : le maintien (et le développement) d'activités économiques diversifiées ; l'améliorations des conditions de vie des montagnards ; la protection (et la valorisation) des espaces naturels.

Le président de la République devait annoncer une série de mesures concrètes : la restauration des territoires en montagne par la plantation de forêts recevrait de nouveaux crédits ; les aides à l'agriculture, à l'artisanat et à la petite industrie seraient renforcées ; aux communes les plus pauvres, on assurerait un budget minimum.

Ces coups d'accélérateurs seront probablement accompagnés de coups de frein destinés à stopper la dégradation du capital naturel : interdiction de construire sur les terres agricoles, strict contrôle de l'Etat sur le développement des stations de haute montagne, abandon de certains projets d'équipements lourds.

Un espoir pour les Français des hautes terres

Après cent ans d'abandon progressif et quinze ans d'aménagement anarchique, voici peut-être un espoir pour les Français de la montagne. Electoralement parlant, ils sont devenus quantité négligeable : 2 700 000. Mais économiquement ils comptent encore : 188 000 exploitations agricoles en moyenne montagne et 2 700 000 têtes de bétail, ça pèse dans une balance commerciale. Elles pèsent aussi leur poids en devises les soixante-quinze stations de sports d'hiver qui parsèment la haute montagne.

10 millions d'hectares

Au regard de l'aménagement du territoire, ces montagnards sont encore plus importants : ils maintiennent la vie sur plus de 10 millions d'hectares, le cinquième de l'Hexagone. Sont en montagne, selon une définition européenne reprise par la France, toutes les communes situées au-dessus de 600 mètres d'altitude ou dont les points les *plus bas et les plus* hauts sont séparés par un dénivelé de plus de 400 mètres. Elles sont quatre mille six cent soixante-seize qui, chez nous, répondent à ces critères et elles sont réparties sur quarante départements, tous situés au sud-est d'une ligne Strasbourg-Hendaye.

Cette France des plateaux venteux, des volcans éteints, des forêts, des glaces et des pics, a-t-on le droit de l'abandonner à ses *difficultés* ? Car elle en a d'exceptionnelles. C'est une France dont la population est plus rurale, plus dispersée, où les emplois procurés par les services (30 %) et l'industrie (27 %) sont moins nombreux que dans le bas pays. C'est une France mal équipée : moins de maternités et d'écoles maternelles qu'en plaine, moins de postes à essence et de guichets de banque, moins de cinémas et de collèges. Alors, parce qu'en plus le climat est rude, que les terres en pente sont difficiles à travailler, que tout est plus cher à cause de l'altitude, les jeunes se laissent glisser vers les vallées.

En montagne on ne dénombre plus, en moyenne, que vingt-cinq habitants au kilomètre carré (contre soixante-quinze pour le reste du pays). Et l'exode continue. Dans les Pyrénées centrales, le sud-est du Massif Central, les Alpes du Sud la population s'amenuise de 1 % par an. La fuite des hommes entraîne la récession des activités, puis la fermeture des services publics, d'où aggravation des conditions de vie, qui elle-même accélère la fuite des hommes. C'est le cycle infernal du sous-développement.

Comment en sortir ? La politique de la montagne menée depuis quinze ans — si tant est qu'on puisse qualifier ainsi une succession d'initiatives parfois contradictoires — est celle des illusions perdues. Il y a d'abord eu le « plan neige » des années 60, c'est-à-dire l'exploitation soi-disant rationnelle de l'or blanc.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 8.)

« HITLER, UNE CARRIÈRE »

Le III[e] Reich sans étoile jaune

Une série d'attentats et de manifestations néo-nazis ont eu lieu pendant le week-end en France et dans plusieurs pays européens.

A Soltau, en Basse-Saxe, une vingtaine de personnes, habillées de noir, ont exprimé leur soutien, le samedi 20 août, à l'ancien colonel SS Herbert Kappler, évadé, il y a une semaine, d'un hôpital militaire de Rome. Le maire de la commune, où le criminel de guerre, pense-t-on, a trouvé refuge, a déclaré que nombre de ses concitoyens « admirent le courage de Mme Kappler » qui a permis la fuite de son mari. Selon le journal « Bild Zeitung », l'évasion de Kappler aurait été favorisée par d'anciens SS.

A Vienne, en Autriche, la synagogue et le cimetière juif ont été profanés.

En France un attentat a visé, le 20 août, le consulat d'Italie à Paris ; selon un appel téléphonique anonyme reçu à Bonn, il serait l'œuvre d'un Front national qui déclare combattre « pour le rétablissement de la loi et de l'orde dans la grande Allemagne ». (Lire page 6.)

Ces activités et déclarations, produisent alors que certains hommes politiques et historiens allemands, tels MM. Willy Brandt, ancien chancelier, ou le professeur Eugen Kogon, s'inquiètent de la hardiesse croissante des groupes extrémistes de droite et qu'un film intitulé « Hitler, une carrière » déchaîne en République fédérale les controverses.

par MANUEL LUCBERT

Les Allemands ont toujours tort. Qu'ils se désintéressnt de leur passé récent, et les voilà taxés d'indifférence *coupable envers les crimes du* III[e] Reich. Qu'ils se pressent au contraire aux portes d'une salle de cinéma affichant un film sur Hitler, et les voici soupçonnés, accusés, avant plus ample examen, de céder une fois de plus à leurs démons familiers.

Hitler, une carrière : le portrait du Führer — bras tendu, visage déchiré, pathétique — domine de nouveau, au fronton d'un cinéma, l'une des principales places de Berlin. A l'Ouest, évidemment. A l'Est... c'est une tout autre histoire. Car, tel n'est pas l'un des moindres paradoxes de l'« œuvre » accomplie par le « plus grand Allemand de l'histoire ». A son arrivée au pouvoir, l'Allemagne était faible, mais une. A sa chute, elle se retrouva de nouveau morcelée et sa division actuelle est devenue un élément fondamental de l'ordre européen. Hitler voulait réunir, assure-t-on, tous les fils d'Arminius, tous les membres épars de la nation allemande. Il n'a réussi qu'à les séparer, à les dresser les uns contre les autres, de façon apparemment durable.

Hitler, une carrière ? Quelle carrière ? Le titre du film de Joachim Fest et Christian Herrendoerfer est déjà en soi une provocation. Ses auteurs n'auraient-ils pas dû plutôt l'appeler, comme l'a remarqué un jeune spectateur à la sortie d'une projection organisée par le journal *Die Zeit* : « *Hitler, une tragédie* » ?

Concession à l'air du temps ? Historien réputé sérieux, co-éditeur de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le plus grand journal de l'establishment politique d'outre-Rhin, Joachim Fest ne nous avait pas préparé, dans son *Hitler*, publié il y a quatre ans (1), ni dans son ouvrage plus ancien *les Maîtres du III[e] Reich* (2) à une telle facilité.

Mais le nazisme, néo — ou paléo, — semble-t-il, est à la mode. Le magazine *Stern*, l'un des plus forts tirages *de la presse ouest-allemande et* plutôt favorable, ces dernières années, à la coalition social démocrate libérale, commence cette semaine la publication des *Carnets du Dr Gœbbels*. La semaine dernière, l'hebdomadaire *Der Spiegel* « faisait » sa couverture sur Hitler en révélant les connaissances proprement déconcertantes des jeunes Allemands sur la période nazie mises à nu par une enquête auprès de trois mille écoliers.

La vague charrie le meilleur et le pire. On tremble d'horreur en apprenant la sortie, à la rentrée, d'un opéra rock intitulé, il fallait y penser, *Der Führer*. « L'esprit du mal » y prend possession du corps et de l'âme de Hitler.

(Lire la suite page 4.)

(1) Gallimard, 2 volumes.
(2) Grasset, 1966.

M. LI-HSII

LE COMMUNIQUÉ FINAL

« La « bande des quatre » abattue, nous pouvons réaliser la stabilité et l'unité et assurer l'ordre dans l'ensemble du pays »

Le communiqué officiel publié à l'issue du XI° congrès du P.C. chinois précise que celui-ci s'est tenu du 12 août au 18 août, après une séance préparatoire le 11 août. Le congrès a réuni mille cinq cent dix délégués représentant *« plus de trente-cinq millions »* de membres du parti.

Selon le communiqué, *« les ouvriers, paysans et soldats, ainsi que les autres travailleurs, représentent 72,4 % du total des délégués ; les intellectuels révolutionnaires 6,7 % et les cadres révolutionnaires 20,9 %. Parmi les délégués, les femmes représentent 19 %, les membres du parti appartenant aux minorités nationales 9,3 % et ceux d'âge moyen et jeune 73,8 %. Les membres du parti originaires de la province de Taïwan étaient également représentés au congrès ».*

Au cours de sa séance préparatoire, le congrès a élu M. Hua Kuo-feng à la présidence de son présidium. Ont été élus vice-présidents le maréchal Yeh Chien-ying, ainsi que MM. Teng Hsiao-ping, Li Hsien-nien et Wang Tung-hsing. Ce dernier a été, en outre, désigné comme secrétaire général du présidium du congrès.

Présentant, le 12 août, son rapport politique au nom du comité central, le président Hua Kuo-feng a d'abord proposé que les délégués observent une minute de silence à la mémoire du président Mao Tse-toung, du premier ministre Chou En-lai et des principaux dirigeants du parti décédés ces dernières années.

Le communiqué poursuit :

« Le président Hua a indiqué dans son rapport que notre congrès assume des responsabilités historiques d'importance majeure : lever haut le grand drapeau du président Mao, continuer sa volonté, faire le bilan de la lutte contre la « bande des quatre » (...), maintenir fermement la ligne fondamentale du parti, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, faire jouer tous les facteurs positifs au sein comme en dehors du parti, en Chine comme dans le monde ; s'unir avec toutes les forces susceptibles d'être unies et lutter pour matérialiser cette politique de portée stratégique : axer tout le travail sur la lutte de classes pour que l'ordre règne dans le pays et faire de notre pays, avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste puissant et moderne.

» Le président Hua a souligné que toutes les victoires de la révolution chinoise des cinquante dernières années et plus ont été remportées sous la direction du président Mao et à la lumière de sa ligne révolutionnaire. Le drapeau du président Mao, c'est le drapeau victorieux du peuple chinois dans sa révolution. Le président Mao a continué, sauvegardé et développé le marxisme-léninisme, il est le plus grand marxiste de notre temps. La pensée-maotsetoung constitue l'acquis le plus récent du patrimoine théorique du marxisme-léninisme et représente ce que le président Mao a légué de plus précieux à notre époque (...). Nous devons porter toujours plus haut et défendre fermement le grand dapeau du président Mao et transmettre, de génération en génération, ce patrimoine précieux qu'est le grand drapeau du président Mao (...).

La « onzième lutte »

» Dressant le bilan de la onzième lutte entre les deux lignes au sein du parti, le président Hua a indiqué que notre président Mao était la clairvoyance même ; il s'était aperçu depuis longtemps des activités antiparti de la « bande des quatre », et il leur adressa plusieurs fois de sérieuses critiques et des avertissements sévères ; c'est ainsi qu'il dirigeait lui-même notre parti dans une lutte toujours renouvelée contre les « quatre ». Toutes les directives importantes et décisions clairvoyantes du président Mao ont jeté les bases qui nous ont permis de résoudre par la suite le problème de la « bande des quatre ». Si la onzième lutte entre les deux lignes au sein du parti a été couronnée d'une grande victoire, le mérite en revient à notre grand dirigeant, le président Mao, à la grande pensée-maotsetoung, à la ligne révolutionnaire du président Mao, ainsi qu'à notre grand parti, à notre grande armée et à notre grand peuple.

» Le président Hua a fourni, dans son rapport, un exposé précis au sujet de la théorie magistrale du président Mao sur la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Le président Hua a indiqué que le président Mao a continué, sauvegardé et développé la pensée de Marx et de Lénine, et a fondé la théorie complète et magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat. Cette théorie magistrale du président Mao a montré aux pays où a triomphé la révolution prolétarienne la voie fondamentale à suivre pour consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme. (...)

» Le président Hua a souligné que, du point de vue idéologique et théorique, la onzième lutte entre les deux lignes au sein de notre parti s'est déroulée précisément autour du thème suivant : maintenir fermement la théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, ou bien dénaturer cette théorie. C'est là un trait distinctif important de cette lutte entre les deux lignes. La « bande des quatre » avait totalement falsifié la théorie magistrale du président Mao, dénaturé la ligne fondamentale du parti pour toute la période historique du socialisme et la thèse complète que le président Mao a donnée au sujet du problème des responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. Elle a avancé le programme politique contre-révolutionnaire soutenant que « les vieux cadres sont » des démocrates », et que « les » démocrates sont des responsa- » bles engagés dans la voie capi- » taliste » ; elle a affirmé calomnieusement qu'« une bourgeoisie » s'est formée dans notre parti et dans notre armée, et inversé radicalement les rôles entre l'ennemi et nous dans l'étape historique du socialisme, cela dans la vaine tentative d'abattre un grand nombre de nos cadres dirigeants révolutionnaires du parti, du gouvernement et de l'armée, de démolir notre parti et notre armée, de renverser la dictature du prolétariat et de restaurer le capitalisme.

La fin de la révolution culturelle

» Se servant de la pensée-maotsetoung comme d'une arme, le président Hua a fait une critique pénétrante du programme politique contre-révolutionnaire de la « bande des quatre ». Il a souligné : tant que le pouvoir suprême du parti et de l'Etat est détenu par le noyau dirigeant qui persévère dans la ligne marxiste-léniniste, les responsables engagés dans la voie capitaliste ne constituent dans le parti qu'une poignée et sont dénoncés et expulsés du parti les uns après les autres. Ils ne sauraient former une bourgeoisie. Les vieux cadres de notre parti, dans leur immense majorité, ne sont certainement pas des démocrates bourgeois : ce sont des révolutionnaires prolétariens. Les trois principes fondamentaux définis par le président Mao sur ce qu'il faut faire et ne pas faire (1) précisent le critère de base qui permet de discerner les responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. A la lumière de ce critère, nous pouvons aider les cadres et les masses à reconnaître sans faute et isoler complètement les responsables irréductiblement engagés dans cette voie, tels que Liu Shao-chi, Lin Piao et la « bande des quatre », et concentrer nos attaques sur eux.

» Le président Hua a indiqué : l'écrasement de la clique antiparti des « quatre » a été une nouvelle victoire éclatante de la grande révolution culturelle prolétarienne. Le président Hua a souligné les grands acquis victorieux et la portée historique de la grande révolution culturelle prolétarienne, en disant que notre grande révolution culturelle prolétarienne s'inscrira comme une grande initiative dans les annales de la dictature du prolétariat. Il a ajouté : aujourd'hui, la « bande des quatre » abattue, nous pouvons, conformément aux directives du président Mao, réaliser la stabilité et l'unité et assurer l'ordre dans l'ensemble du pays. Ainsi, avec l'écrasement de la « bande des quatre », est proclamée la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne de notre pays, qui a duré onze ans. Mais cela ne signifie pas du tout la fin de la lutte de classes, ni l'achèvement de la révolution continue sous la dictature du prolétariat. Suivant les enseignements du président Mao, nous irons jusqu'au bout dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.

« La division en trois mondes »

» Le président Hua a analysé dans son rapport l'excellente situation qui règne actuellement sur le plan international et souligné qu'alors que les facteurs de la révolution continuent à augmenter, les facteurs de la guerre ont grandi sensiblement. L'Union soviétique et les Etats-Unis sont les foyers d'une nouvelle guerre mondiale. Le social-impérialisme soviétique, en particulier, revêt un caractère encore plus dangereux. Les peuples de tous les pays doivent redoubler de vigilance, s'unir étroitement et poursuivre leur lutte sans relâche. Il a réaffirmé : nous porterons haut levé le grand drapeau du président Mao, resterons fidèles à l'internationalisme prolétarien et continuerons d'appliquer la ligne révolutionnaire du président Mao pour les affaires étrangères. Nous resserrerons notre unité avec les pays socialistes, avec le prolétariat, les peuples et nations opprimés du monde entier, renforcerons notre union avec les pays du tiers-monde et nous unirons avec tous les pays victimes de l'agression, de la subversion, de l'intervention, de la mainmise et des vexations de l'impérialisme et du social-impérialisme, pour former le front uni le plus large contre l'hégémonisme des deux superpuissances que sont l'Union soviétique et les Etats-Unis. Nous sommes disposés à nouer et à développer des relations avec tous les pays sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Nous renforcerons notre unité avec tous les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques du monde et mènerons jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique des renégats révisionnistes soviétiques.

» Le président Hua a fait un exposé pénétrant au sujet de la théorie du président Mao sur la division en trois mondes, soulignant que cette théorie indique clairement quelle est l'orientation à suivre à cette époque dans la lutte sur le plan international, quelles sont les forces principales de la révolution, quels sont nos principaux ennemis et quelles sont les forces intermédiaires, susceptibles d'être ralliées et unies, ce qui permet au prolétariat international d'unir toutes les forces qui peuvent s'unir à lui dans la lutte de classes à l'échelle mondiale et de former le front uni le plus large en vue de combattre les principaux ennemis. Voilà le juste concept stratégique et tactique pour le prolétariat international à l'époque actuelle, et la ligne de classe du prolétariat dans sa lutte internationale.

» Le président Hua a souligné : la fin victorieuse de la première grande révolution culturelle prolétarienne a fait accéder notre révolution et notre édification socialistes à une nouvelle phase de développement. La situation est excellente et tout le monde aspire à l'ordre. Sous l'impulsion de la grande lutte de classes pour dénoncer et critiquer la « bande des quatre », un nouveau grand bond en avant se dessine dans notre economie nationale. La révolution dans les domaines de la science et de la technique, de l'enseignement, de la littérature et de l'art, ainsi que de la santé publique, continue de progresser. (...)

» Le président Hua a exposé d'une façon approfondie les huit principales tâches de combat que notre parti doit accomplir à l'heure actuelle et pendant une période donnée à venir. (...) Il s'agit des huit tâches suivantes : mener jusqu'au bout la grande lutte de dénonciation et de critique de la « bande des quatre » ; mener à bien la consolidation du parti et la rectification du style de travail et renforcer l'édification du parti ; mener à bien la consolidation et l'édification des équipes dirigeantes du parti aux différents échelons ; faire la révolution et promouvoir la production pour imprimer un grand essor à l'économie nationale ; mener à bien la révolution dans les sphères de la culture et de l'enseignement et assurer l'essor de la culture et de l'éducation socialistes ; renforcer l'appareil d'Etat du peuple ; développer la démocratie et raffermir le centralisme démocratique ; procéder à une planification d'ensemble et prendre des dispositions globales afin de mettre en jeu tous les facteurs positifs dans l'édification du socialisme.

» Le président Hua a indiqué : nous devons mobiliser les masses plus largement encore pour mener en profondeur une guerre populaire ayant pour but de dénoncer et critiquer l'essence d'extrême droite de la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de la « bande des quatre » et ses manifestations dans tous les domaines. Procéder à des enquêtes sur le cas de ceux qui ont été impliqués dans les activités conspiratrices de la « bande des quatre » visant à usurper le pouvoir du parti et de l'Etat et sur les affaires qui s'y rapportent, est une composante majeure de la dénonciation et de la critique de cette bande, et on doit mobiliser à fond les masses pour éclaircir ces cas et ces affaires. (...)

» Le président Hua a annoncé que, conformément à une décision du comité central, la V° Assemblée populaire nationale sera convoquée en temps opportun et que, parallèlement, sera réuni le comité national de la V° Conférence consultative politique du peuple chinois. »

Le communiqué donne ensuite la substance du rapport présenté le 13 août par le maréchal Yeh Chien-ying, vice-président du comité central, sur la modification des statuts du parti. Le maréchal a d'abord rendu hommage à M. Hua Kuo-feng.

« Le président Hua, a-t-il dit, *est, effectivement un excellent disciple du président Mao et son digne successeur, il est incontestablement le dirigeant clairvoyant de notre parti et de notre peuple, et le commandant en chef clairvoyant de notre armée. Il est certain que le président Hua fera progresser sans cesse la cause révolutionnaire du prolétariat, dont le président Mao fut le pionnier en Chine ; et c'est sous sa direction que notre parti, notre armée et notre peuple multinational franchiront victorieusement le seuil du vingt et unième siècle. »*

(Dessin de PLANTU.)

Le communiqué poursuit :

« Le vice-président Yeh a indiqué : les nouveaux statuts du parti soulignent que le parti communiste chinois portera toujours haut levé et défendra fermement le grand drapeau du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsetoung (...). Les statuts font ressortir que le parti s'oppose avec persévérance au révisionnisme, ainsi qu'au dogmatisme et à l'empirisme. Fermement attaché à la conception du monde formée par le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, le parti lutte contre celle caractérisée par l'idéalisme et la métaphysique. Ces statuts donnent une place marquante aux trois principes fondamentaux sur ce qu'il faut faire et ne pas faire, et soulignent que, face au courant dirigé contre les trois principes fondamentaux, il faut s'armer de l'esprit révolutionnaire d'oser s'y opposer. Ils insistent sur l'extrême importance du centralisme démocratique et stipulent qu'il faut développer pleinement la démocratie, qu'il n'est absolument pas permis, à qui que ce soit, d'étouffer la critique et d'abuser de représailles. Quiconque recourra à de tels procédés fera l'objet de poursuites et de sanctions. Ils indiquent que si la démocratie est nécessaire, le centralisme l'est encore plus et qu'il faut renforcer la discipline du parti. Pour préserver le principe du centralisme démocratique et la discipline du parti, les nouveaux statuts du parti prévoient la création des commissions de contrôle de la discipline. Ils prescrivent en outre qu'il faut, conformément aux cinq conditions définies par le président Mao, éduquer et former des millions de continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat au cours de la lutte de masse et former les équipes dirigeantes aux divers échelons conformément au principe de triple union des personnes âgées, des personnes d'âge moyen et des jeunes. Ils soulignent qu'il faut conserver et faire rayonner l'excellente tradition qui exige de suivre la ligne de masse et de rechercher la vérité dans les faits. Ils stipulent que les stagiaires ne peuvent être admis comme membre du parti qu'à l'expiration du stage, qui est d'un an, ceci pour assurer la qualité politique des membres. »

Le communiqué indique que ces deux rapports ont été discutés *« dans une atmosphère d'entrain et de dynamisme »* mais ne cite aucune des interventions.

« Le congrès, ajoute-t-il cependant, *a exprimé cette détermination : sous la direction du comité central du parti, ayant à sa tête le président Hua, continuer à avancer sur la lancée de la victoire, faire la révolution et promouvoir la production, améliorer le travail et se préparer activement en prévision d'une guerre, réaliser des succès encore plus importants, et lutter pour compenser les pertes causées par les activités perturbatrices et destructrices de la « bande des quatre », tout cela afin d'apporter une plus grande contribution à la cause de la transformation de notre pays en un puissant Etat socialiste moderne. »*

Le 18 août enfin, les délégués ont élu « au scrutin secret » les membres du onzième comité central du P.C. chinois, qui comprend 201 membres de plein droit et 132 suppléants.

C'est M. Teng Hsiao-ping qui a prononcé le discours de clôture. *« Il a souligné,* rapporte le communiqué, *que ce congrès s'inscrivait dans les glorieuses annales de notre parti comme un congrès qui a appliqué intégralement et correctement la ligne révolutionnaire du président Mao, rétabli et développé les excellentes traditions et le bon style de travail de notre parti, et fait accéder notre révolution et notre édification socialistes à une phase nouvelle de leur développement. (...)*

» Le vice-président Teng a souligné : depuis l'écrasement de la « bande des quatre », tout le parti et tout le pays ont pris un visage nouveau. Nous avons déjà remporté des victoires importantes. Mais, il nous reste encore bien des problèmes à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Nous sommes profondément convaincus qu'en faisant vraiment confiance aux masses et en nous appuyant sur elles, nous pourront vaincre successivement toutes les difficultés et remporter sans cesse de nouvelles victoires. »

M. Teng Hsiao-ping a enfin lancé un appel à tout le parti, toute l'armée et toute la population en vue de *« consolider la dictature du prolétariat »* et de faire de la Chine *« avant la fin du siècle, un grand Etat socialiste puissant et moderne ».*

(1) Ces trois principes sont les suivants : pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture et ne pas tramer complots et intrigues.

(Traduction des services de l'ambassade de la République populaire de Chine à Paris ; les sous-titres sont de la rédaction du « Monde ».)

Priorité à l'ordre et à la discipline

(Suite de la première page.)

De même, si la thèse de la poursuite de la lutte des classes en régime socialiste est conservée, les impératifs d'ordre et de discipline prennent largement le pas sur ceux de l'agitation révolutionnaire. La nouvelle équipe dirigeante ne semble avoir voulu laisser subsister aucune équivoque sur ce point, allant jusqu'à déclarer, par la voix du maréchal Yeh Chien-ying, au sujet du renforcement de la discipline au sein du parti, que *« si la démocratie est nécessaire, le centralisme l'est encore plus ».*

De telles formules font douter que beaucoup de militants songent dans un avenir proche à *« aller à contre-courant »* au sein du P.C. chinois. La création annoncée de *« commissions de contrôle de la discipline »* devrait d'ailleurs contribuer à les en dissuader. On notera cependant qu'un tel langage et la mise en place d'un tel appareil laissent supposer la persistance de problèmes non négligeables dans les organisations du parti. L'annonce que les enquêtes seront poursuivies pour éliminer tout ce qui pourrait subsister de l'influence de la « bande des quatre » confirme ce point.

Les changements intervenus sur le plan des hommes procèdent du même esprit, même s'ils sont tempérés par un souci de stabilité. Les bouleversements les plus profonds *interviennent au comité* central, dont la composition est renouvelée dans la proportion de plus de 40 %. Près de quatre-vingts de ses membres élus du X° congrès en 1973 sont éliminés, parmi lesquels un vice-premier ministre, une vice-présidente de l'Assemblée nationale populaire et deux anciens ministres. Reviennent en force, en revanche, un certain nombre de personnages, militaires notamment, écartés à l'époque de la révolution culturelle et dont la « réhabilitation » n'était pas encore tout à fait achevée. Ainsi, parmi d'autres, les généraux Lo Jui-ching, ancien chef d'état-major général de l'armée, et Hsiao Hua, ancien directeur du département de politique générale de l'A.L.P. A ce niveau du comité *central du moins,* le *terme* de « purge » ne paraît pas exagéré.

Il en va différemment pour le bureau politique, car, à l'exception des membres de la « bande des quatre » désormais exclus du parti, et d'une ancienne suppléante, Mme Wu Kuei-hsien, tous les survivants de cet organisme y conservent leur siège. Ce phénomène a de quoi surprendre si l'on se souvient des sympathies que certains de ces personnages, le général Li Teh-sheng par exemple, ont pu montrer pour le « groupe de Changhaï », ou des critiques sévères dont le maire de la capitale, M. Wu Teh, et le commandant de la région militaire de Pékin, le général Chen Hsi-lien, ont été l'objet par voie d'affiches en pleine place Tien-An-Men au mois de janvier dernier. Ceux qui auraient pu être menacés ont-ils donné des gages de leur fidélité au nouveau régime, ou bien leur maintien résulte-t-il d'un rapport de forces qui rendait leur élimination délicate ? On serait tenté d'incliner pour la seconde hypothèse quand on constate l'impressionnante ascension de M. Wang Tung-hsing, que son *passé désigne comme l'un des hommes les plus proches de Mao* Tse-toung et comme étant éloigné aussi bien des militaires que des « pragmatistes » de l'école de M. Teng Hsiao-ping.

Il est vrai que ce dernier, ainsi que l'armée, où il compte de puissants amis, voient leur influence sensiblement renforcée par l'arrivée d'une douzaine de *nouveaux venus dans* le bureau politique. Sur un total de vingt-six membres de plein droit ou suppléants, cet organisme compte désormais une dizaine de militaires et une notable proportion de « techniciens », dont MM. Yu Chiu-li et Fang Yi, ainsi que Mme Chen Mu-hua sont de bons exemples.

Ce dispositif s'accorde assez *bien aux objectifs d'ordre,* de développement économique et de renforcement de la défense nationale que se fixe la direction chinoise. Quelques points d'interrogation n'en subsistent pas moins.

Quant à l'équilibre futur des pouvoirs d'abord. Le congrès a annoncé la convocation « en temps opportun » de la cinquième Assemblée *nationale populaire* — vers la fin de l'année si les intentions déjà connues des dirigeants de Pékin restent valables. C'est alors que seront désignés les membres du gouvernement, en particulier le nouveau premier ministre, M. Hua Kuo-feng ne pouvant exercer indéfiniment cette fonction en même temps que celle de président du parti. M. Teng Hsiao-ping fait aujourd'hui figure de candidat favori pour ce poste. S'il y accède, et compte tenu des soutiens dont il dispose en même temps que des fonctions qui viennent de lui être données au sommet de la hiérarchie du parti, il est difficile de penser que son autorité ne fera pas sérieusement concurrence à celle de M. Hua Kuo-feng.

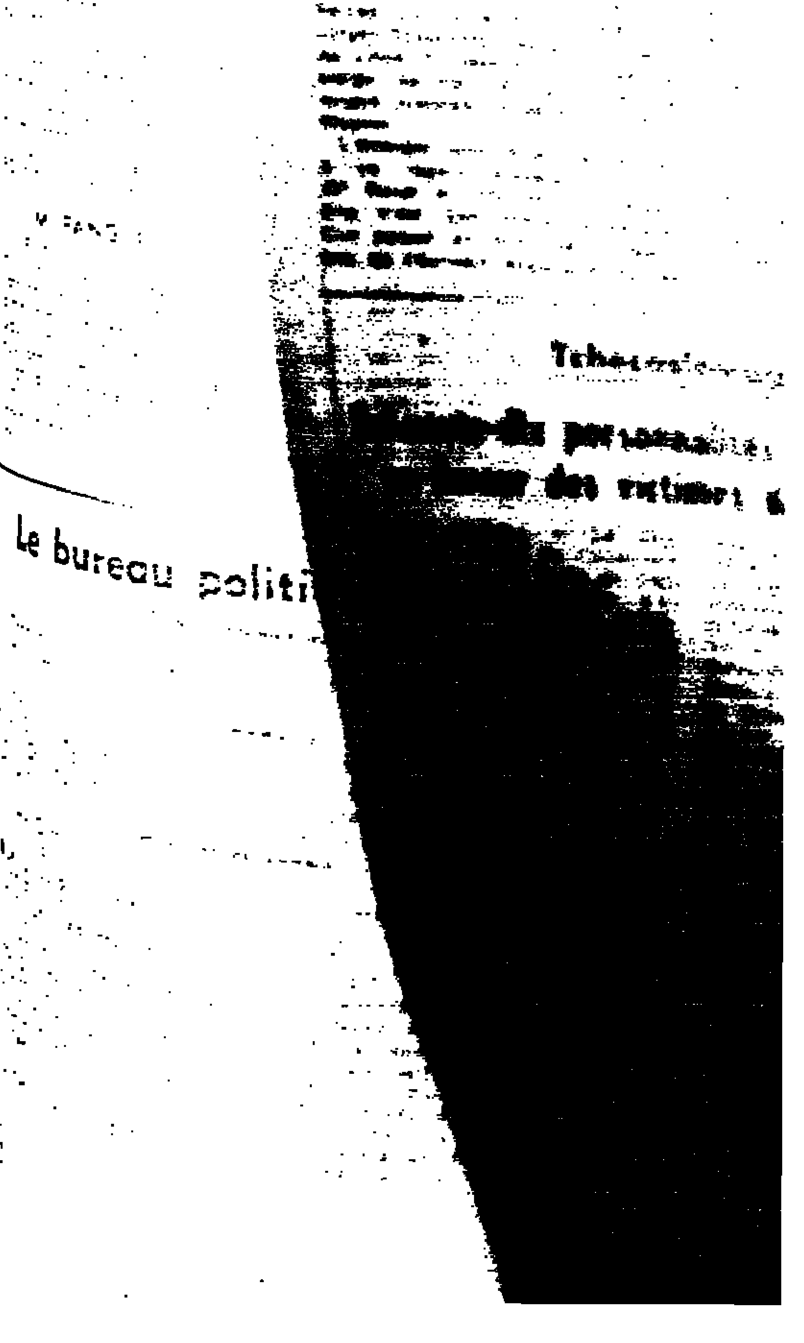
Comment va se constituer, *d'autre part, le noyaux actif* du bureau politique ? Certains personnages, vieux maréchaux ou généraux, y font leur entrée ou sont maintenus en fonctions alors que leur âge ne leur permet guère d'envisager une activité politique intense très prolongée. Inversement, un homme jeune comme M. Ni Chih-fu — dont les quarante-quatre ans ne suffisent pas à compenser l'*impressionnante* tendance gérontocratique du régime — ne peut guère espérer faire entendre sa voix autrement qu'avec la modestie qui convient à son âge. L'expérience et l'état de santé de quelques-uns permettront de déterminer à qui reviennent les responsabilités réelles.

Si les objectifs du développement économique, enfin, ont été établis sans grande difficultés, il ne semble pas que les moyens de les atteindre aient été définis avec beaucoup de précision. C'est sans doute à la prochaine session de l'Assemblée nationale populaire qu'il appartiendra de combler cette lacune. Même si les thèses de M. Teng Hsiao-ping sont aujourd'hui très en faveur, il ne semble pas que tous les choix, même parmi les plus importants, aient été arrêtés en cette matière. En témoigne, par exemple, le débat qui se poursuit dans la presse chinoise sur le problème de la rétribution du travail et des stimulants matériels.

Le seul domaine où le onzième congrès ne paraît pas avoir fait évoluer d'une ligne la doctrine du P.C. chinois est finalement celui des affaires étrangères. Les formules dénonçant l'« impérialisme » des Etats-Unis et le « social-impérialisme » de l'Union soviétique — avec priorité à ce dernier — sont celles-là mêmes que l'on entendait bien avant la chute de la « bande des quatre », et qui ont été répétées depuis au cours d'innombrables banquets diplomatiques à Pékin.

Il est presque paradoxal que cet *immobilisme en matière* internationale soit justement à l'origine du seul changement sensible dans les relations extérieures de la Chine depuis la mort de Mao Tse-toung : la détérioration des rapports avec Tirana. La fermeté avec laquelle le président Hua a réitéré la théorie de la « division en trois mondes » — ouvertement critiquée par l'Albanie — laisse supposer que l'on ne se soucie guère à Pékin de ménager ce lointain ami.

ALAIN JACOB



LE XIe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

PORTRAITS

DEUX NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS

M. LI-HSIEN-NIEN

M. Li Hsien-nien occupait déjà, avant le onzième congrès, l'une des toutes premières places dans la hiérarchie du régime, et sa nomination à la vice-présidence du comité central ne fait que consacrer cette situation.

Sobriété, compétence, sont les mots par lesquels ceux qui l'ont rencontré le caractérisent le plus volontiers. Mais il est surtout l'un des très rares personnages qui aient, depuis plus de vingt ans, conservé sans interruption les mêmes hautes fonctions à la direction du parti et de l'Etat, en dépit des crises et des tempêtes de toutes sortes : il est vice-premier ministre depuis 1954 et membre du bureau politique depuis 1956.

Né vers 1906 dans la province du Houpeh, fils de paysans, il n'a pas eu le loisir de faire des études universitaires. Mais c'est un militant de la première heure, qui participe à la Longue Marche, étudie quelque temps à la « base » de Yennan, revient au combat dans la région de Wuhan, et entre, dès le septième congrès, en 1945, au comité central du P.C. chinois. Il est toujours à Wuhan au moment de la libération, et devient maire de la ville, où il se spécialise dans les affaires économiques et financières. Son ascension est désormais rapide, car il n'avait jamais encore exercé de fonctions dans la capitale lorsqu'il y est nommé vice-premier ministre et ministre des finances, en remplacement de M. Teng Hsiao-ping. C'est à ce poste qu'il devient l'un des proches collaborateurs de Chou En-lai, qui prendra publiquement sa défense lors de la Révolution culturelle, quand les gardes rouges reprocheront à M. Li Hsien-nien ses *« tendances capitalistes »*.

Le destin agité de M. Teng Hsiao-ping, son collègue, fait apparaître par contraste M. Li Hsien-nien comme le champion de la survie politique et de la stabilité. S'il sait très certainement se taire lorsque les circonstances l'exigent, ses sympathies n'en sont pas moins claires. N'avait-il pas disparu au lendemain de la mort de Chou En-lai pour ne reparaître que plusieurs mois plus tard, le jour même de la destitution de M Teng Hsiao-ping, le 7 avril 1976 ? Mais pour apparaître plus que jamais comme l'homme de la continuité au milieu d'une équipe dirigeante en plein bouleversement.

On dit que M. Li Hsien-nien a refusé, au lendemain de la chute des « quatre », le poste *de premier ministre*, laissant entendre que ces fonctions devaient revenir à M. Teng Hsiao-ping. *Il* est certain, en tout cas, que les deux hommes sont politiquement proches et qu'ils appartiennent l'un et l'autre à la même génération, à *la même école de dirigeants* chinois. Et le moindre de leurs points communs n'est pas d'avoir tous les deux conservé dans l'armée de solides amitiés — qui ne peuvent être tout à fait étrangères à leur destin. — A. J.

M. WANG TUNG-HSING

M. Wang Tung-hsing est l'un des personnages les plus mystérieux de la haute direction du P.C. chinois, et sans doute les responsabilités qu'on lui connaît en matière de sécurité publique contribuent-elles à sa réputation d'homme puissant et secret.

On ignore son âge — la soixantaine peut-être, — et ses premières fonctions connues sont celles de garde du corps de Mao Tse-toung en 1947. Il n'avait guère quitté ensuite le fondateur de la révolution chinoise, jusqu'à la mort de ce dernier, en 1976. Pendant un peu plus de deux ans seulement, entre 1958 et 1960, il fut vice-gouverneur du Kiangsi, où il s'occupa particulièrement de l'université communiste du travail.

Il est de retour à Pékin au début des années 60, en qualité *de vice-ministre de la sécurité*. Toujours très proche de Mao, on le voit figurer, mais avec discrétion, dans le groupe très restreint des responsables qui « dirigent » la révolution culturelle. En 1968, il est encore identifié comme chef des gardes et du cabinet de Mao Tse-toung, mais la plupart des documents ajoutent qu'à la même époque ses autres fonctions sont *« mal connues »*. L'année suivante, M. Wang Tung-hsing entre au comité central, élu par le neuvième congrès, et devient en même temps membre suppléant du bureau politique. Il était membre de plein droit de cet organisme depuis le dixième congrès (1973).

Les liens personnels qu'on lui connaissait avec Mao Tse-toung — ainsi que son ascension pendant et après la révolution culturelle — ont été à l'origine des bruits les plus divers sur son compte lors de la crise d'octobre 1976. On le crut lié à la « bande des quatre », et un journal de Hongkong annonça *même qu'il avait été tué de plusieurs* balles dans la poitrine lors de l'arrestation de Mme Chiang Ching et de ses amis. D'aucuns ne furent pas peu surpris de le découvrir au premier rang de la tribune de la place Tien-An-Men, quelques jours plus tard, lorsque la foule pékinoise fut invitée à venir acclamer la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti.

Tout indique aujourd'hui que M. Wang Tung-hsing, en raison même des responsabilités qu'il exerçait en matière de sécurité autour des plus hauts dirigeants du parti, a joué un rôle décisif pendant cette nuit d'octobre où furent arrêtés quatre membres du bureau politique. Sa promotion à l'une des quatre vice-présidences du comité central fait inévitablement penser à une récompense pour service rendu.

Sans doute sa nomination correspond-elle aussi à des préoccupations de dosage politique dans les plus hautes sphères du parti. Des cinq membres du *comité permanent du bureau* politique, M. Wang Tung-hsing apparaît en tout cas comme le plus éloigné de M. Teng Hsiao-ping, et le plus proche — politiquement et par son passé — de M. Hua Kuo-feng. — A. J.

DOUZE PROMUS AU BUREAU POLITIQUE

LE GÉNÉRAL CHANG TING-FA

Militaire de carrière, le général Chang Ting-fa a pris récemment les fonctions de commandant de l'armée de l'air en remplacement du général Ma Ning, limogé, semble-t-il, en raison de ses liens avec la « bande des quatre ». Le général Chang Ting-fa était déjà depuis plusieurs années l'un des commandants adjoints de l'armée de l'air chinoise. C'est la première fois qu'il siège non seulement au bureau politique mais également au comité central — dont son prédécesseur à la tête des forces aériennes est en revanche exclu.

Mme CHEN MU-HUA

Membre du comité central du P.C. depuis le dixième congrès, Mme Chen Mu-hua a succédé, en janvier 1977, à M. Fang Yi — dont elle était jusqu'alors l'adjointe — au poste de ministre des relations économiques avec l'étranger. A ce titre, elle devrait conduire une politique de relative « ouverture », notamment vis-à-vis des pays industriels occidentaux.

M. CHAO TZU-YANG

L'une des rares personnalités à avoir occupé de hautes responsabilités provinciales sans avoir appartenu au comité central. Mais cet homme du centre — il est originaire de la même province, le Setchouan, que M. Teng Hsiao-ping, dont il passe pour être proche — a fait presque toute sa carrière dans le sud, au Kwantung. Sa progression dans le parti est celle d'une personnalité rompue aux rouages de l'appareil, et dont la compétence ne se limite pas aux questions politiques, mais s'étend à l'agriculture.

Premier secrétaire du P.C. du Kwantung, de 1965 à 1967, il fut très attaqué pendant la révolution culturelle et dut s'effacer pendant quelque temps. Mais il fit sa réapparition après le dixième congrès du parti et a pris, depuis, la direction du P.C. dans sa province natale.

M. FANG YI

M. Fang Yi — vice-président, mais exerçant en fait les fonctions de président — de l'Académie des sciences chinoises depuis janvier 1977, est considéré, depuis trente ans, comme le grand spécialiste des relations économiques et financières internationales. Il occupait, depuis 1970 et jusqu'à sa nomination à l'Académie des sciences, le poste de ministre des relations économiques avec l'étranger.

Né en 1909, ayant adhéré au P.C. en 1936, M. Fang Yi est également réputé pour ses qualités d'administrateur — qu'il a mises à l'épreuve d'abord pendant la révolution, puis, après 1949, à la tête de diverses commissions — et pour sa connaissance des langues étrangères. Il a d'autre part signé de nombreux accords de coopération technique avec des pays étrangers et supervisé, notamment, l'aide chinoise au Vietnam. Représentant un courant favorable à une certaine « ouverture » dans le domaine de la collaboration technologique avec les pays industriels, il conseille volontiers aux pays pauvres de compter également « sur leurs propres forces ».

M. Fang Yi est entré au comité central du P.C. à l'issue du dixième congrès, en 1973.

M. HSU HSIANG-CHIEN

L'un des quatre ou cinq — si l'on compte Peng Teh-Huai — maréchaux chinois encore en vie. Agé de soixante-quinze ans, c'est en effet l'une des grandes figures de l'armée rouge, dans laquelle il a occupé divers postes de haut commandement. Fils d'un petit propriétaire terrien du Shansi, il est entré au P.C. en 1927, après avoir étudié à l'académie militaire de Whampoa. Il a participé au soulèvement ouvrier de Canton, pris ensuite la tête d'une des premières divisions de l'armée rouge, dont il est devenu, selon des biographes officiels, l'un des « trois principaux piliers ». Des ennuis de santé l'empêcheront toutefois d'assumer effectivement des responsabilités militaires et politiques pendant quelque temps. Il demeurera ainsi dans une relative obscurité avant d'apparaître au premier plan en 1967. A la fin de la révolution culturelle, il est cependant identifié, pendant une courte période, comme membre du bureau politique du P.C., mais il ne fut pas confirmé à ce poste par le neuvième congrès. Outre sa qualité de membre du comité central, il conserva néanmoins de hautes fonctions : vice-président du conseil de la défense nationale, vice-président de l'Assemblée nationale populaire. Il était également vice-président de la commission militaire du précédent comité central

M. KENG PIAO

M. Keng Piao est l'un des plus influents parmi les hauts fonctionnaires du parti communiste chinois, dont il dirige depuis 1971 le département des liaisons internationales. En cette qualité, il reçoit à Pékin les délégations des partis frères étrangers et assiste à leurs entrevues avec le président du parti.

Agé de soixante-huit ans, il a participé aux combats de la guerre de libération, puis a longtemps été diplomate, notamment ambassadeur en Suède, au Pakistan, en Birmanie et en Albanie. Il est l'un des rares personnages dont la carrière n'a nullement souffert de la révolution culturelle. Le dixième congrès l'a au contraire fait entrer au comité central, dont il est resté membre depuis cette date. Son passé le désigne comme un expert de politique étrangère et des problèmes du mouvement communiste international.

M. NI CHIH-FU

Agé de quarante-quatre ans, M. Ni Chih-fu est le benjamin du nouveau bureau politique. C'est un authentique ouvrier qui travailla en usine dès son plus jeune âge, mais il se fit remarquer, dès 1953, par l'invention d'un modèle perfectionné de fraiseuse, qui porte son nom. Il est l'un des jeunes dont la révolution culturelle a assuré la promotion, et il est membre du comité central depuis le dixième congrès (1969)

Devenu spécialiste des questions d'ordre public, il a été responsable notamment de la milice de Pékin depuis 1973. Ces fonctions l'ont sans doute amené à jouer un rôle notable lors de l'opération contre la « bande des quatre » au mois d'octobre dernier. C'est en tout cas l'un de leurs hommes de confiance que M. Hua Kuo-feng et la nouvelle direction chinoise expédient à Changhaï pour y « nettoyer » l'ancien fief des « quatre », et devenir le numéro deux dans l'organisation municipale du parti

M. NIEH JUNG-CHEN

L'un des derniers maréchaux de l'armée chinoise et l'une des figures de proue de sa politique militaire. Agé de soixante-dix-huit ans, il est chef du service scientifique et technologique de la défense nationale et passe, à ce titre, en Occident pour l'un des plus grands experts chinois en ce qui concerne la recherche militaire. Comme bien des responsables, il est né dans une famille de paysans du Setchouan mais il a pu faire des études en France en travaillant chez Renault au début des années 20. Entré au parti communiste en 1923, occupant dans l'armée révolutionnaire des fonctions à la fois politiques et militaires, il est considéré comme ayant été l'un de ses officiers les mieux expérimentés. Il a joué un rôle de premier plan dans la Longue Marche. Après la révolution, il a été pendant quelque temps chef d'état-major, ainsi que maire de Pékin, avant de présider la commission du développement scientifique et technologique dont les attributions sont très larges.

Le maréchal Nieh Jung-chen est membre du comité central du P.C. depuis 1945 ; il a déjà siégé au bureau politique dans la dernière phase de la révolution culturelle, en 1968, à la veille du neuvième congrès.

M. PENG CHUNG

Originaire de la province maritime du Fukien, M. Peng Chung a servi comme commissaire politique dans l'armée rouge avant d'assumer ses premières responsabilités dans l'organisation du parti de sa province natale au lendemain de la libération. Mais, c'est dans le Kiangsu qu'il a fait l'essentiel de sa carrière, depuis 1955, où il était déjà maire de Nankin, jusqu'à l'été dernier, où il occupait les fonctions de premier secrétaire du parti pour la province.

La municipalité de Changhaï forme une enclave dans la province du Kiangsu, et l'on sait que les rapports n'étaient pas toujours excellents entre les dirigeants du parti qui siégeaient à Nankin et les « changhaïens », c'est-à-dire, en fait, avec les principaux personnages désignés aujourd'hui sous le terme de « bande des quatre ». Il était donc tout naturel que M. Hua Kuo-feng fasse appel à M Peng Chung pour l'opération de remise en ordre déclenchée à Changhaï après la crise d'octobre 1976. Depuis cette date, M. Peng Chung occupait, dans cette ville, le poste de numéro trois de l'organisation municipale du parti. Il est âgé d'une soixantaine d'années et bénéficie d'une importante promotion. Le neuvième et le dixième congrès ne l'avaient, en effet, élu que comme membre suppléant de leurs comités centraux.

M. SU CHEN-HUA

Originaire du Hunan, province où M. Hua Kuo-feng a fait l'essentiel de sa carrière, M. Su Chen-hua est un vieux routier des forces armées chinoises. Ancien de la Longue Marche, commissaire politique de plusieurs grandes unités pendant la guerre de libération, il rejoint la marine en 1953, toujours en qualité de commissaire politique. Nommé amiral en 1956, il entre, la même année, au comité central en temps que membre suppléant. Sévèrement critiqué pendant la révolution culturelle, il n'est pas réélu au neuvième congrès, mais reparaît comme un « réhabilité » de marque à l'issue du dixième congrès qui l'élit comme membre de plein droit, cette fois, du comité central.

Il avait en même temps retrouvé toute son autorité à la tête de la marine nationale, au sein de laquelle son influence est toujours restée forte. C'est grâce à lui notamment, et en dépit des efforts de Mme Chiang *Ching, que l'uniforme des forces* navales est resté conforme à la tradition et n'a pas été transformé pendant la révolution culturelle, comme celui des forces terrestres.

Ce passé désignait M. Su Chen-hua pour être le principal responsable d'une énergique reprise en main de la ville de Changhaï après la chute de la « bande des quatre ». Pour cette mission, il a été nommé au mois d'octobre dernier, en remplacement de M. Chang Chun-chiao, à la tête de l'organisation municipale du parti dans cette ville.

M. ULANFU

De nationalité mongole et âgé de soixante et onze ans, M. Ulanfu est membre du parti communiste depuis son adolescence ; il a participé, dans les années 30, à la résistance anti-japonaise en Mongolie. C'est également un ancien de la « base » de Yennan, où il a enseigné à l'Institut des nationalités. Depuis la libération, il a été l'un des principaux personnages symbolisant, dans les organes dirigeants du régime, la place faite aux minorités nationales. Ainsi fut-il membre du septième, puis du huitième comité central, qui le désigna même comme membre suppléant de son bureau politique. Approximativement à la même époque (1954-1966), il a également occupé les fonctions de vice-premier ministre.

A la révolution culturelle, toutefois, M. Ulanfu fut vivement mis en accusation par les gardes rouges et disparut pour un temps de la scène politique. Il y revint à l'occasion du dixième congrès, qui le réintégra, en 1973, parmi les membres du comité central. Il était parallèlement vice-président de l'Assemblée nationale populaire, et le plénum de juillet du comité central l'avait nommé directeur du département du Front uni du travail, le désignant comme l'un des principaux responsables de la préparation de la prochaine conférence consultative politique du peuple chinois, où une représentation particulière est prévue pour les minorités nationales.

M. YU CHIU-LI

Ancien militaire venu à l'économie, M. Yu Chiu-li est âgé de soixante-trois ans. Après avoir combattu dans l'armée rouge, il se spécialise, au lendemain de la libération, dans les problèmes *de logistique de l'A.P.L. et finit* par prendre, avec le grade de général, la direction du département financier de l'armée. Il a quitté l'uniforme en 1958 pour devenir ministre de l'industrie pétrolière. Il passe alors beaucoup plus pour un technocrate planificateur que pour un homme de parti. Aussi bien est-il, à partir de 1965, vice-président de la commission du plan, dont il prendra la présidence en 1972. Entre-temps, cet économiste à l'école de Teng Hsiao-ping n'a pas échappé aux campagnes de critiques de la révolution culturelle, mais la protection de Chou En-lai, semble-t-il, lui permet de traverser ces orages sans encombre, et il entre même, en 1969, au neuvième comité central du parti. Le dixième congrès l'a confirmé en 1973 dans ce titre, et la quatrième Assemblée nationale populaire, en janvier 1975, l'a élevé au poste de vice-premier ministre.

Plus « expert » que « rouge », ce haut fonctionnaire émerge naturellement au premier plan après la chute de la « bande des quatre ». C'est lui, notamment, qui a présenté le principal rapport au mois de mai dernier devant la conférence nationale sur l'industrie réunie à Pékin. On croit M. Yu Chiu-li originaire du Setchouan, province natale de M. Teng Hsiao-ping.

Le bureau politique élu...

Comité permanent

MM. Hua Kuo-feng, président du comité central ; Yeh Chien-ying, Teng Hsiao-ping, Li Hsien-nien, Wang Tung-hsing, vices-présidents du comité central.

Autres membres

MM. Wei Kuo-ching, Ulanfu*, Fang Yi*, Liu Po-cheng, Hsu Chi-yu, Chi Teng-kuei, Su Chen-hua*, Li Teh-sheng, Wu Teh, Yu Chiu-li*, Chang Ting-fa*, Chen Yung-kuei, Chen Hsi-lien, Keng Piao*, Nieh Jung-chen*, Ni Chih-fu*, Hsu Hsiang-chien*, Peng Chung*.

Membres suppléants

Mme Chen Mu-hua*, MM. Chao Tzu-yang*, Saifudin.

(*) Ne figurait pas parmi les membres du précédent bureau politique.

● *Le bureau politique* élu par le Xe congrès en 1973 comptait vingt et un membres de plein droit. Cinq sont décédés : Mao Tse-toung, Chou En-lai, Kang Sheng, Chu Teh et Tung Pi-wu. Quatre ont été exclus du parti : Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan.

M. Teng Hsiao-ping est entré au bureau politique en janvier 1975 ; il en a été exclu le 7 avril 1976 ; il a été rétabli comme membre de plein droit de cet organisme en juillet dernier.

Un autre membre du bureau politique élu par le Xe congrès, le général Liu Po-cheng, est âgé de quatre-vingt-cinq ans et a cessé toute activité politique depuis plusieurs années en raison de son état de santé.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● DES GUERILLEROS de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), armés de mitrailleuses et mortiers, ont pris, samedi 20 août, la ville de Calai, dans le sud de l'Angola, rapportent des témoins.

Depuis différents points d'observation situés à Rundu, dans la région de Kavango, au nord de la Namibie, ces témoins ont vu des soldats insurgés entrer dans Calai, sur l'autre rive du fleuve Okavango. Les forces gouvernementales n'auraient pas opposé de résistance. — *(Reuter.)*

Espagne

● DEUX ORGANISATIONS EXTREMISTES, les GRAPO (Groupes antifascistes du 1er octobre) (*le Monde* daté 21-22 août) et le M.R.A. (Mouvement révolutionnaire antifasciste), ont revendiqué la responsabilité de la tentative d'attentat perpétrée, le mercredi 17 août, à Palma-de-Majorque, contre le roi Juan Carlos et M. Adolfo Suarez, premier ministre. Le M.R.A. a également revendiqué l'attentat à la bombe commis, le vendredi suivant, contre le consulat du Chili à Malaga. — *(A.F.P., Reuter.)*

République d'Irlande

● LE FIANNA FAIL, le parti du premier ministre, M. Jack Lynch, a obtenu la majorité de justesse aux élections sénatoriales qui se sont déroulées, la semaine dernière, dans le pays. Sur les 49 sièges à pourvoir, le Fianna Fail en obtient 20, le Fine Gael, principal parti d'opposition 18, les travaillistes 7 et les indépendants 4. Le premier ministre pouvant désigner 11 autres sénateurs, son gouvernement est ainsi assuré d'une majorité de 2 voix à la Chambre Haute. — *(U.P.I.)*

Union soviétique

● LA CONSTRUCTION DES MISSILES CRUISE et des bombes à neutrons *« oblige »* l'U.R.S.S. *« à augmenter sa vigilance »*, a déclaré dimanche à Moscou le maréchal Pavel Koutakhov, commandant en chef des forces aériennes soviétiques. Dans une déclaration à la télévision soviétique, le maréchal Koutakhov a ajouté : *« Le désir des pays impérialistes d'augmenter leurs capacités stratégiques, la construction des bombardiers, de missiles Cruise et des bombes à neutrons, tout cela nous oblige à élever notre vigilance. »* — *(A.F.P.)*

LE XI[e] CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

DE LA CRITIQUE DE LIN PIAO AU SECOND RETOUR DE M. TENG HSIAO-PING

1973

AOUT. — X[e] congrès du P.C. chinois, modification des statuts du parti et remaniement du bureau politique ; M. Teng Hsiao-ping, éliminé pendant la révolution culturelle, redevient membre du Comité central. A trente-cinq ans, M. Wang Hong-wen devient vice-président du parti et membre du bureau politique.

NOVEMBRE. — Lancement de la campagne « contre Confucius ».

1974

JANVIER. — Important remaniement du commandement militaire ; la critique de Lin Piao est jointe à celle de Confucius.

NOVEMBRE. — M. Chiao Kuan-hua remplace M. Chi Peng-fei comme ministre des affaires étrangères.

1975

7-8 JANVIER. — Plénum du comité central ; M. Teng Hsiao-ping devient membre du bureau politique et vice-président du parti.

13-17 JANVIER. — Réunion de l'Assemblée nationale populaire *devant laquelle Chou En-lai* présente un programme visant à « porter l'économie du pays au premier rang du monde avant la fin du siècle » ; M. Teng Hsiao-ping devient vice-premier ministre, et l'on apprend à la fin du mois qu'il est également chef d'état-major général de l'armée.

MARS-AVRIL. — Campagnes sur l'étude de la théorie de la *dictature du prolétariat et sur la* limitation du droit bourgeois ; dénonciation des « nouveaux bourgeois dans le parti et l'Etat ».

AOUT. — Troubles dans divers établissements industriels de province ; « le Quotidien du peuple » signale que de graves perturbations ont eu lieu à Hangchow.

DECEMBRE. — Début de la campagne contre le « vent révisionniste de droite » ; des journaux muraux accusent le ministre de l'éducation nationale.

1976

8 JANVIER. — Mort de Chou En-lai, dont M. Teng Hsiao-ping prononce le 15 l'éloge funèbre.

8 FEVRIER. — M. Hua Kuo-feng *est nommé premier ministre* par intérim.

17 FEVRIER. — « Le Quotidien du peuple » annonce que le comité central est « scindé » ; dénonciation des « éléments bourgeois faussement repentis » et des dirigeants qui « suivent la voie capitaliste ».

26 FEVRIER. — M. Teng Hsiao-ping est nommément dénoncé dans des journaux muraux.

5 AVRIL. — De violents incidents ont lieu place Tien-An-Men à Pékin, apparemment provoqués par la disparition des couronnes déposées les jours précédents à la mémoire de Chou En-lai.

7 AVRIL. — Par décision du bureau politique, M. Teng Hsiao-ping est démis de toutes ses fonctions dans le parti, l'Etat et l'armée ; M. Hua Kuo-feng devient chef du gouvernement.

JUIN. — Le président Mao cesse de recevoir des visiteurs étrangers.

6 JUILLET. — Mort du maréchal Chu Teh, président de l'Assemblée nationale populaire.

9 SEPTEMBRE. — Mort de Mao Tse-toung ; prononçant l'éloge funèbre du président, le 18 septembre, M. Hua Kuo-feng déclare que la lutte contre la « bourgeoisie au sein du parti » et la critique de Teng Tsiao-ping doivent être poursuivies.

6 OCTOBRE (?). — Quatre membres du bureau politique — Mme Chiang Ching, M. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan — sont arrêtés ; la nouvelle filtre quelques jours plus tard à Pékin ; elle est officiellement confirmée le 21, en même temps que la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du parti et à celle de la commission militaire du comité central ; des manifestations de masses sont organisées pour saluer ces événements.

NOVEMBRE. — Tandis que se développe la campagne de dénonciation *de « la bande des quatre »*, « le Quotidien du peuple » lance des appels à la discipline et annonce le rétablissement de « règles et règlements rationnel » dans l'industrie.

2 DECEMBRE. — Réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire ; la veuve de Chou En-lai, Mme Teng Ying-chao, devient vice-présidente de cet organisme ; le ministre des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, est remplacé par M. Huang Hua.

25 DECEMBRE. — Publication d'un texte de Mao Tse-toung, « Sur les dix grands rapports », datant de 1956, et dont l'étude intensive est proposée à la population.

1977

JANVIER. — A l'occasion de l'anniversaire de la mort de Chou En-lai, de nombreuses affiches murales apparaissent dans le centre de Pékin, et beaucoup réclament le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping ; certaines affiches critiquent deux membres du bureau politique, le maire de Pékin, M. Wu Teh, et le commandant de la région militaire de Pékin, *le général Chen Hsi-lien.*

28 FEVRIER. — Le ministre des affaires étrangères, M. Huang Hua, déclare que le retour de M. Teng Hsiao-ping à un poste de responsabilité aura lieu « à *un moment* opportun ».

MARS. — Une « conférence centrale de travail » se tient à Pékin ; cette réunion sera révélée officiellement par le communiqué du plénum de juillet du comité central qui précise que M. Hua Kuo-feng y a suggéré la convocation de la « troisième session plénière du dixième comité central du parti » en vue de « prendre une décision *officielle*, afin que le camarade Teng Hsiao-ping puisse reprendre sa tâche ».

Plusieurs dizaines d'exécutions capital sont signalées dans diverses provinces.

1[er] MAI. — Publication d'un long article de M Hua Kuo-feng commentant le cinquième volume des « Œuvres choisies de Mao Tse-toung », qui viennent de sortir des presses.

3 MAI. — Diffusion (révélée lors du plénum de juillet) au sein du parti de lettres adressées par M. Teng Hsiaoping au président Hua, au vice-président Yeh Chien-ying et au comité central.

14 MAI. — Fin d'une conférence nationale sur l'industrie qui s'était ouverte le 20 avril.

JUILLET. — Plusieurs écrits attribués à M. Teng Hsiao-ping et critiqués en 1976 comme « herbes vénéneuses » sont réhabilités par « le Quotidien du peuple ».

16-21 JUILLET. — Session plénière du comité central, qui décide de rétablir M. Teng Hsiao-ping dans toutes ses fonctions dans les organes dirigeants du parti, de l'Etat et de l'armée, d'« exclure à jamais » du parti les membres de la « bande des quatre » et de convoquer le onzième congrès du parti.

Les précédents congrès

LE PREMIER : juillet 1921. Tenu à Changhai. Il fut celui de la fondation du P.C. par Mao Tse-toung. M. Chen Tu-hsiu fut le premier secrétaire général.

LE SECOND : juillet 1922. Il fut convoqué également à Changhai, mais Mao Tse-toung ne put y assiter. Le congrès adopta les premiers statuts du parti et un manifeste-programme préconisant un front démocratique au sein duquel la petite bourgeoisie devait avoir sa place aux côtés des paysans et des ouvriers.

LE TROISIEME : juin 1923. Réuni à Canton, en présence d'une douzaine de délégués, il se prononce en faveur de l'alliance avec le Kouomintang dirigé par Sun Yat-sen, auquel est reconnu la direction de la révolution après l'appui apporté par le Komintern de Moscou au Kouomintang

LE QUATRIEME : janvier 1925 à Changhai. Il a lieu avant la mort de Sun Yat-sen et l'expédition, au nord, des nationalistes et des communistes contre les « seigneurs de la *guerre* ».

LE CINQUIEME : ouvert à Hangchow en 1927, immédiatement après le coup de Tchiang Kai-chek contre les communistes. Le P.C., sous la direction de Tu-hsiu confirme cependant sa collaboration avec le Kouomintang, qui rompra avec lui quelques mois plus tard. Le P.C. passe) la résistance sur des bases rurales *dans la Chine centrale.*

LE SIXIEME se tient à Moscou en 1928. Le parti est alors sous l'influence du Komintern. M. Li Li-san remplace M. Chen Tu-hsiu et impose une nouvelle ligne : la révolution ouvriériste et urbaine. C'est un échec. Mao, appuyé par l'armée et la révolution paysanne, impose peu à peu son influence et prend définitivement la direction du parti *lors de la Longue* Marche (1934-1935).

LE SEPTIEME : 1945. Le P.C. compte un million deux cent mille membres, le congrès, qui se tient à Yénan, est celui de l'union autour de Mao, qui est nommé président du parti, M. Liu Shao-chi étant « numéro deux ». Un nouveau programme est adopté : gouvernement de coalition, révolution néo-démocratique avec la participation des bourgeois patriotes, avec pour but ultime la révolution socialiste. Le congrès est suivi de l'échec de tout accord avec Tchiang Kai-chek et de la guerre civile. La République populaire de Chine naît en octobre 1949, après la défaite du Kouomintang.

LE HUITIEME : première session, septembre 1956. Le premier après la prise du pouvoir. Il a lieu à Pékin. Ses 1 026 délégués représentent 10 730 000 membres. M. Teng Hsiao-ping est nommé *secrétaire général.* M. Chou En-lai présente le plan quinquennal.

Seconde session en mai 1958 à Pékin. C'est le congrès du « bond en avant » mais aussi du durcissement après l'épuration des mécontents. Le comité central est élargi et porté à 170 membres ; le bureau politique passe de 17 à 20 membres. M. Lin Piao entre au comité permanent du bureau politique et est nommé vice-président du comité central.

LE NEUVIEME : avril 1969, à Pékin, consacre l'élimination de plusieurs hauts dirigeants à la suite de la révolution culturelle commencée en 1966 : MM. Teng Hsiao-ping, secrétaire général du P.C. ; Liu Shao-chi, ancien chef de l'Etat ; Peng Chen, maire de Pékin. Le maréchal Lin Piao est nommé successeur du président Mao Tse-toung. Le comité permanent du bureau politique est formé, outre le président, de MM. Lin Piao, Chen Po-ta, Chou En-lai et Kang Sheng.

Mais l'opposition entre le maréchal et la majorité de la direction du P.C. éclate au plénum de Lushan, en août 1970. M. Lin Piao est accusé de vouloir prendre le contrôle de l'apareil du parti et de l'Etat et de s'opposer à la politique maoïste. Il disparaît mystérieusement en septembre 1971.

LE DIXIEME : août 1973, à Pékin, condamne le « groupe anti-parti » de Lin Piao et Chen Po-ta et lance une mise en garde solennelle au « social-impérialisme » soviétique ».

Un difficile équilibre est réalisé entre la promotion de jeunes dirigeants issus de la révolution culturelle et la réintégration de nombreux cadres éliminés lors de ce mouvement.

EUROPE

Allemagne fédérale

Le III[e] Reich sans étoile jaune

(Suite de la première page.)

On attend avec curiosité, la che, avec impatience et curiosité, la diffusion du monumental *Hitler* (six heures de projection) tourné par Jürgen Syberberg, l'auteur tourmenté de *Louis II, requiem pour un roi vierge*, de *Karl May* et d'une très *longue interview filmée de Winnifred* Wagner.

L'étranger apporte sa contribution à ce regain d'intérêt pour le III[e] Reich et ses sombres héros. Elle n'est pas moins troublante. Que penser en effet de la tentative de l'écrivain anglais à succès David Irving de disculper Hitler de la mort de six millions de juifs ? (3).

Tel n'est pas le propos de Joachim Fest. Et pourtant, il faut bien se demander si son documentaire de *deux* heures et demie sur celui que Golo Mann a appelé le « *plus répugnant et le plus minable scélérat de l'histoire européenne* » n'est pas, lui non plus, une déformation particulièrement nocive, parce qu'insidieuse, de la vérité. « *Hitler, tel qu'il n'a pas été* », a commenté *Der Spiegel* à propos de ce film qui déchaîne les controverses outre-Rhin, divise les rédactions, réanime, trente-deux ans après la fin de la guerre, un débat d'une vigueur surprenante.

Naïveté ? Inexpérience de l'historien *formé à l'étude du document* écrit, mais maladroit dans la manipulation de l'image ? Mauvais tour joué à l'auteur par une trop grande intimité avec son sujet ? Au mieux, Joachim Fest est victime d'hitléromanie. Au pire, il est coupable de mystification.

Fest ne croit pas aux explications simplistes et irrationnelles qui ont fait de Hitler un monstre psychopathe. *Il n'accorde pas plus de crédit* aux démonstrations mécanistes de type marxiste qui le présentent comme le produit de forces économiques désireuses de sauver *in extremis* de la débâcle le capitalisme allemand en crise du début des années 30.

La vision que Fest a du personnage, telle qu'il l'a exposée dans sa volumineuse biographie (plus de *mille pages) publiée en 1973 est* celle, selon sa propre expression, d'un Hitler « objectivisé ». Cette objectivisation, qui n'est pas synonyme d'objectivité, ne lui fait pas oublier le démagogue, ni le criminel ; mais la condamnation morale passe au second plan, elle est secondaire par rapport à la conviction que la biographie d'Hitler a été l'expression d'une époque, ou, comme l'affirme Fest, « *un mélange presque exemplaire de toutes les angoisses, des sentiments contestataires et des espoirs* » de son temps. Il existe, écrit-il, une « *identité secrète* » entre Hitler et *son* époque et ce ne furent pas les caractéristiques démoniaques du Führer, mais ses qualités exemplaires et même « normales » qui ont rendu sa carrière possible.

De cette thèse contestable, mais passionnante et argumentée par une ample documentation, il ne reste, hélas ! dans le film du même auteur sur le même sujet, rien ou presque. L'époque s'efface derrière le « *génie démagogique* », le milieu devant l'acteur. La démonstration devient affirmation pure et simple : « *C'était un homme de la rue* », « *ce fut une carrière allemande* », « *il représenta son époque* », nous dit sèchement le commentaire accompagnant les scènes de foules en adulation devant leur idole.

Fasciné, Fest l'est-il, lui aussi ? Devant le terrible pouvoir simplificateur et mystificateur des images des archives nazies, la distance qu'il avait prise jusque-là avec son héros se réduit en tout cas dangereusement. *Fest ne s'en cache pas : il a voulu* surtout montrer la nature « théâtrale » de Hitler, son talent de metteur en scène, son penchant pour les gigantesques cérémonies, sa sublimation esthétique de la mort, le plaisir de nature érotique de son contact avec les masses (mais, dans cet ordre d'idées, pourquoi ne pas avoir souligné le rapport évident chez Hitler entre l'érotisme et l'instinct de mort, au sens où l'entend Georges Bataille ?).

Conforme finalement à ses représentations les plus vulgarisées, l'ère hitlérienne est montrée comme un spectacle permanent, une sorte de geste teutonique d'un très lointain passé. *Mein Kampf*, le film du Suédois d'origine allemande Erwin Leiser, sorti il y a une quinzaine d'années sur nos écrans, commençait par des vues des camps de concentration nazis. *Hitler, une carrière* s'ouvre, lui, sur un défilé de chevaliers germaniques à croix gammée. Une retraite aux flambeaux du parti nazi suit immédiatement cette reconstitution folklorique moyenâgeuse, suggérant ainsi une continuité historique entre les hérauts d'avant-hier et ceux d'hier. La « nuit de cristal », déchaînement sauvage d'exactions antisémites ? Connais pas. Les pleurs des habitants de Prague à l'entrée des troupes allemandes ? Ignorés. La sinistre réalité des camps d'extermination ? Expédiée en quelques images (sur cinq cents photos, le livret du film, fidèle reflet, en contient seulement cinq sur les camps). *Mein Kampf*, ce « *livre des Allemands* » *par* excellence, comme le vantait la propagande de Goebbels ? Complètement passé sous silence. C'est Hitler, sans l'hitlérisme. C'est le III[e] Reich san. étoiles jaunes.

En prenant ce parti, Fest a assumé une grave responsabilité non seulement devant les Allemands, mais aussi devant nous, car Hitler, hélas, nous appartient aussi. Son entreprise contribue à la réintégration de l'hitlérisme dans l'histoire allemande (la remarquable exposition sur deux cents ans d'histoire de l'Allemagne montrée depuis quatre ans dans l'édifice de l'ancien Reichstag *témoigne de l'intérêt porté d'une* façon générale, en R.F.A., au passé). Tâche sans doute nécessaire, mais délicate, car comment assumer le passé, sans l'affronter ?

Fest est convaincu que le national-socialisme empêche une fois pour toutes l'Allemagne de revenir à l'Etat autoritaire de jadis. Il pense qu'avec Hitler a pris fin chez nos voisins le dix-neuvième siècle et que dans l'Etat ouest-allemand *d'aujourd'hui*, où la pensée, dit-il, est plus politique qu'elle ne l'a jamais été, l'extrémisme est réduit à un phénomène marginal. Il a sans doute raison. Mais la succession à intervalles réguliers de poussées de néonazisme — John Le Carré avait déjà dépeint ce phénomène de façon saisissante dans « *Une petite ville en Allemagne* », — ne contribue pas à *désarmer la vigilance. Surtout quand* on constate à quelles défaillances peut être sujet un esprit aussi averti que Fest, l'historien. Car, force est de dire que Fest, le cinéaste, est, *malgré lui, espérons-le, la plus* récente victime de la propagande nazie, une victime tout de même étonnamment complaisante.

MANUEL LUCBERT.

(3) Hitler's war, Hodder and Stoughton.

Tchécoslovaquie

Soixante-dix personnalités lancent un appel en faveur des victimes de la répression

Prague (*A.F.P.*). — Le neuvième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie est passé, *comme les années précédentes*, inaperçu à Prague. Le dimanche 31 août, la capitale avait été désertée par ses habitants partis à la campagne, et envahie par les touristes venus des deux Allemagnes, *comme chaque week-end en été.* Les patrouilles de police étaient toutefois un peu plus nombreuses qu'à l'accoutumée.

Soixante-dix Tchécoslovaques, pour la plupart signataires de la Charte 77, ont lancé, à la veille de cet anniversaire, un appel en faveur des victimes de la répression. Les pétitions citent les cas de MM. Jiri Lederer, Ota Ornest, Ales Brezina, Vladimir Lastuvka, Ales Machacek, Jan Princ, toujours détenus, ainsi que ceux de MM. Vaclav Havel et Frantisek Pavlicek, remis tous deux en liberté provisoire après plusieurs mois de détention.

M. Jiri Lederer, précise l'appel, « *est inculpé pour avoir prétendument expédié à l'étranger des textes d'écrivains interdits en Tchécoslovaquie. Il s'est, en fait, efforcé de réparer les torts causés à la culture tchèque par des mesures discriminatoires contre maints bons auteurs* ». Le metteur en scène Ota Ornest est accusé d'avoir été l'intermédiaire du journaliste Lederer. MM. Lastuvka et Machacek « *sont accusés de subversion pour avoir possédé des revues étrangères et des œuvres littéraires tchèques éditées à l'étranger. Le prêtre Ales Brezina a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir refusé de faire son service militaire. Jan Princ est en détention pour trouble de l'ordre public* ».

L'appel affirme : « *Tous sont poursuivis pour avoir agi en fait selon leur conscience : si les droits de l'homme étaient réellement respectés en Tchécoslovaquie, aucun d'entre eux ne serait traduit en justice, car ils n'ont commis aucun délit.* »

AFRIQUE

Tanzanie

Après l'incident diplomatique de Dar-Es-Salaam

LE PRÉSIDENT NYERERE ESTIME QUE LA FRANCE EST « ARROGANTE ET MERCANTILE » A L'ÉGARD DE L'AFRIQUE

Dar-Es-Salaam (*A.F.P., Reuter*). — Le président Nyerere a déclaré, samedi 20 août, que la France avait réussi à imposer son néocolonialisme dans toute l'Afrique francophone, exception faite de la Guinée, rapporte la radio d'Etat tanzanienne.

Evoquant, en présence du premier ministre guinéen, M. Lansana Beavogui, l'incident diplomatique qui vient d'entraîner l'annulation de la visite de M. de Guiringaud, le président Nyerere a déclaré : « *Il est impensable que le ministre françait ait exigé de nous des excuses, alors que la France devrait s'excuser pour ses ventes d'armes aux régimes minoritaires blancs d'Afrique australe.* »

Le premier ministre guinéen, en visite officielle en Tanzanie, a « *applaudi* », selon la radio, la décision du gouvernement tanzanien.

Au cours d'une conférence de presse, le président tanzanien a, d'autre part, assuré que la France, « *le plus ferme partisan du racisme en Afrique australe de tous les pays occidentaux* », se montrait « *arrogante, provocante et mercantile dans ses relations avec l'Afrique* ». Malgré cela, a-t-il ajouté, « *il est difficile de critiquer la France au sein de l'O.U.A., car elle a de très nombreux amis en Afrique* ».

Rhodésie

L'ATTAQUE D'UNE FERME PAR DES MAQUISARDS NATIONALISTES AURAIT FAIT SEIZE MORTS

Seize civils africains, dont des femmes et des enfants, ont été tués, selon Salisbury, près de la ville d'Umtali, non loin de la frontière du Mozambique, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 août, au cours d'une attaque menée contre une ferme par des maquisards nationalistes. Non loin de là, une attaque semblable, provoquant la mort de vingt-sept personnes dans une exploitation à Inyanga, avait eu lieu à la fin de l'an dernier. Les autorités militaires locales avaient récemment déclaré que la menace de guérilla dans la région était écartée.

Par ailleurs, les autorités rhodésiennes assurent que dix-sept maquisards et « *cinq civils qui les accompagnaient* » ont été tués « *au cours de récents combats* ». — (*A.F.P.*).

Selon Nouakchott

DES COMBATS MEURTRIERS AURAIENT OPPOSÉ LES TROUPES MAURITANIENNES AU FRONT POLISARIO

Dix-huit militaires mauritaniens et trente membres du Front Polisario ont été tués au cours de violents combats qui se sont dernièr. au nord de Zouérate et deroulés à la fin de la semaine près de Ouadane, localité située à *400 kilomètres* au nord-est de Nouakchott, apprenait-on samedi 20 août de source autorisée dans la capitale mauritanienne.

Quatorze soldats mauritaniens et treize Sahraouis ont été tués lors d'un premier affrontement jeudi 18 août, aux abords d'un poste à une douzaine de kilomètres au sud-est de Ouadane. Cette région avait été le théâtre de très durs combats il y a une quinzaine de jours.

Le second accrochage s'est produit vendredi matin, après qu'une colonne du Front Polisario, constituée d'une quarantaine de véhicules, eut attaqué un poste de protection de Zouérate situé à *une vingtaine de kilomètres* au nord de la cité minière. Selon Nouakchott, quatre militaires mauritaniens ont été tués et quatorze blessés. Dix-sept guérilleros du Front Polisario ont été tués au cours de *cet accrochage.*

A Alger, le Front Polisario a affirmé, samedi, avoir tué dix-sept soldats marocains et blessé de nombreux autres lors d'une embuscade tendue par les combattants sahraouis, au *début de* la semaine, à une colonne marocaine près de Tifariti, au Sahara occidental. Le Front assure que ses combattants ont détruit, au cours de cette embuscade, neuf véhicules et un *engin blindé* et récupéré des armes automatiques. Le Polisario fait état également, dans le communiqué, de harcèlements de concentration de troupes marocaines à Ras-Arni et à Labeirate, également au Sahara occidental, durant la même période. — (*A.F.P.*)

AFRIQUE

LE CONFLIT SOMALO-ÉTHIOPIEN

Embarras croissant à Moscou

(Suite de la première page.)

L'hebdomadaire *Temps nouveaux* cite l'exemple de l'Arabie saoudite, mais se garde bien sûr de toute allusion à l'Irak, qui a pris fait et cause pour la Somalie et y enverrait même des pilotes. Jusqu'à présent, l'Irak ne passe pas ici pour un « *pays arabe réactionnaire* ». Dans une telle situation, il n'est certes pas facile de distinguer ses alliés de ses adversaires, mais l'explication des *Izvestia* selon laquelle la propagande occidentale a « *désorienté* » les forces anti-impérialistes et antifascistes d'Afrique paraît un peu courte.

« Quelques brebis galeuses »

Pour les Soviétiques, en effet, les véritables bénéficiaires du conflit sont « *les régimes racistes d'Afrique australe qui voient leur dernière chance dans l'aggravation des guerres intestines entre les pays indépendants du continent* ». *Temps nouveaux* donne, dans un commentaire sur la réunion de l'O.U.A., qui s'est tenue au début de juillet à Libreville, l'image d'une Afrique unie et déterminée. C'est une invention de la propagande occidentale de distinguer entre les pays radicaux et les pays modérés. Pour *Temps nouveaux* il y a seulement « *quelques brebis galeuses* » comme le Soudan du général Nemeiry, qui, à Libreville, a « *accusé l'Union soviétique de transformer l'Afrique en une immense arène de conflits* ».

En ouvrant un deuxième front en Afrique entre l'Ethiopie et la Somalie, les forces impérialistes « *détournent l'attention* » de « *tous les pays africains indépendants* » du front principal de lutte contre le régime raciste d'Afrique australe, estiment les *Izvestia*.

La presse soviétique s'emploie à ramener l'attention sur cette région. Après la déclaration autorisée de l'agence Tass, qui accusait la France d'aider la République sud-africaine à se doter de la bombe atomique, la presse n'a pas renouvelé ses attaques. Se référant à l'A.F.P., Tass s'est contentée de relever que le ministre français des affaires étrangères s'était « *prononcé de manière négative* » à propos du communiqué de l'agence qui disait que les « *équipements nucléaires français vendus à l'Afrique du Sud pourraient servir à la fabrication d'armes nucléaires* ».

La presse a été également très circonspecte sur la fin brusquée du voyage de M. de Guiringaud en Tanzanie. Tass a simplement indiqué que le ministre était parti « *à la suite d'une manifestation spontanée de protestation contre la coopération de la France avec le régime raciste d'Afrique du Sud, tout particulièrement dans le domaine nucléaire* ». Dans la mesure où le voyage de M. de Guiringaud pouvait apparaître comme une tentative de « *percée diplomatique* » dans les pays africains progressistes, les dirigeants de Moscou ne sont sans doute pas mécontents de cet échec, mais n'en n'ont rien laissé paraître officiellement.

La France n'est pas la seule sur la sellette. La presse soviétique critique également les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, accusés d'« *encourager l'arrogance des racistes* » de Pretoria et de Salisbury, en élaborant « *leurs nouveaux plans* » avec la participation active de ceux-ci, mais, surtout, la République fédérale d'Allemagne : la télévision a consacré, dimanche 21 août, un reportage à la « *coopération économico-militaire* » entre Bonn et Pretoria, et le journal de l'armée, *l'Etoile rouge*, a dénoncé l'accord passé entre le Zaïre et la société ouest-allemande Otrag, qui disposera d'une vaste région pour les essais de fusées (*le Monde* du 8-9 août). Non seulement cet accord pourrait amener la création d'une base dans le cœur de l'Afrique, dirigée contre les régimes progressistes d'Angola, de Zambie et de Tanzanie, et contre les mouvements de libération de l'Afrique australe, mais il s'agit d'une « *transaction dangereuse entre les autorités du Zaïre et les milieux de la R.F.A., qui, en infraction aux accords de Potsdam, sont pour la militarisation du pays, et qui voudraient créer leur propre armement nucléaire* ».

DANIEL VERNET.

Le lieutenant-colonel Menguistu lance un appel à la mobilisation générale

Addis-Abeba reconnaît avoir eu cent cinquante tués à Dire-Daoua

La radio éthiopienne a diffusé, samedi 20 août, un appel du lieutenant-colonel Menguistu à la mobilisation générale contre l'« *agression somalienne* ». Le chef de l'Etat demande « *à tous, hommes, femmes, enfants, jeunes ou vieux, de se lever pour combattre* ». Il ajoute : « *C'est une question de vie ou de mort pour la révolution. A l'heure présente, nos troupes régulières et nos milices luttent pour repousser l'envahisseur près de Dire-Daoua, Harrar et Jijiga.* » Le lieutenant-colonel Menguistu reconnaît par ailleurs, pour la première fois, la perte de Nakfa, Karora et Keren en Erythrée. Il estime que « *l'honneur du pays est souillé* », affirme que « *les forces armées de Somalie, d'Irak et de Syrie ont envahi l'Ethiopie sous le couvert d'un front fantôme de libération* », et promet au président somalien Syaad Barre le « *sort de Benito Mussolini* » s'il ne retire pas immédiatement ses troupes.

Dimanche, l'agence de presse éthiopienne a reconnu que de très violents combats se déroulent autour de Dire-Daoua et assuré : « *Cinq cents soldats somaliens ont été tués et quatre à cinq cents blessés lorsque l'attaque lancée le 16 août a été repoussée. Nos forces ont eu cent cinquante tués et environ trois cents blessés.* » Selon l'agence éthiopienne, un Mig-21 somalien a été abattu. En outre, « *deux lance-missiles, trois camions chargés de plusieurs centaines de roquettes, des pièces d'artillerie lourde et du matériel de communication, ont été pris à l'ennemi* ».

● A MOGADISCIO, la radio somalienne estime que la mobilisation générale en Ethiopie provoquera la désorganisation totale de l'économie. Par ailleurs, l'ambassadeur de Somalie à Nairobi a démenti une information diffusée par la radio kényane et selon laquelle son pays aurait rompu les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. La radio somalienne avait déclaré récemment : « *La Somalie ne veut pas se brouiller avec ses amis et espère que les choses n'en viendront pas là, et que l'U.R.S.S sera au moins neutre dans le conflit.* » Le même commentaire assurait que Mogadiscio « *ne peut accepter que Cuba aide le régime fasciste d'Addis-Abeba* ». — (A.F.P., Reuter, A.P.)

(Dessin de KONK.)

BIBLIOGRAPHIE

LA TRAGÉDIE DU NÉGUS de Jean-Marie Damblain

Sévère pour l'ancien empereur Haïlé Selassié, Jean-Marie Damblain n'est pas plus tendre pour la junte qui, en septembre 1974, a évincé le vieux souverain de la scène politique. Quand l'auteur évoque les méthodes autocratiques du monarque déchu, et l'impéritie de la plupart des hauts dignitaires de la Cour impériale, il porte sur un règne long d'un demi-siècle un jugement qui se fonde surtout sur sa phase ultime. Cette sévérité le laisse d'autant plus à l'aise pour dénoncer les abus de l'actuelle dictature militaire.

Affaiblie par les querelles intestines qui n'ont cessé de jeter ses chefs les uns contre les autres, harcelée par les attaques continuelles de contestataires, la junte cède de plus en plus fréquemment à la tentation de la répression sanglante. Amorcée par l'assassinat du général Aman Amdon et d'une soixantaine de personnalités de l'ancien régime, cette évolution a été perçue par Jean-Marie Damblain dès mars 1975, date de son expulsion d'Addis-Abeba. C'est pourquoi il est moins question au fil de ces pages de la tragédie du Négus, achevée avec une mort restée mystérieuse, que de la tragédie du peuple éthiopien qui, elle, ne faisait peut-être que commencer. Débuts terrifiants, si l'on se reporte non seulement au massacre récent d'un millier d'étudiants par l'armée, mais encore au rapport d'Amnesty International qui, dès novembre 1975, recensait seize mille cinq cents prisonniers politique dans les geôles de la junte. — Ph. D.

★ Presses de la Cité, 200 p., 32 F.

République Sud-Africaine

UNE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE POURRAIT CRÉER DES « PARLEMENTS » MÉTIS ET INDIENS

M. Pik Botha, ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud, a démenti catégoriquement, le dimanche 21 août, les informations soviétiques, selon lesquelles Pretoria allait procéder à des expériences pour mettre au point un armement nucléaire. Le ministre estime que les Soviétiques se livrent à « une action de camouflage pour dissimuler leur agression en Afrique ». La veille, Washington avait demandé à Pretoria de fournir des précisions sur les mêmes informations. Le porte-parole du département d'Etat avait notamment déclaré : « Nous savons que l'Union soviétique partage nos préoccupations quant à la prolifération nucléaire et, en conséquence, nous prenons au sérieux ses allégations dans ce domaine. » — (A.F.P., Reuter.)

(De notre correspondante.)

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a rencontré récemment des représentants métis et indiens pour leur présenter un projet de modification de la Constitution. Il s'agirait de transformer les conseils métis et indiens en des Parlements bénéficiant de pouvoirs égaux à ceux des Blancs, mais, bien entendu, séparés, chacun devant traiter des problèmes spécifiques de la communauté.

Les partis majoritaires dans ces Parlements ethniques éliraient les membres (de soixante à cent) d'un conseil lui-même chargé de désigner un président pour trois ans. L'élection de ce dernier se ferait sur une base proportionnelle donnant la majorité aux Blancs (quatre pour les Blancs, deux pour les métis et un pour les Indiens).

Il se pourrait alors que le président soit investi de tous les pouvoirs exécutifs et nomme son premier ministre.

Il est encore impossible de connaître les pouvoirs réels du conseil présidentiel multiracial envisagé.

Pour la première fois cependant le leader du parti travailliste métis, M. Sonny Leon, est sorti optimiste de la rencontre avec le premier ministre. « *Nous avons toujours demandé ce type de consultation* », a-t-il dit. Il n'en reste pas moins que les dix-huit millions d'Africains, dont il s'est toujours déclaré solidaire, restent bel et bien à l'écart de ces projets de Constitution. — C. C.

PROCHE-ORIENT

POINT DE VUE

ISRAËL : un nouveau chapitre

par MAURICE BERNSOHN (*)

UN historien qui écrivait le chapitre des tribulations récentes du Parti du travail d'Israël pourrait l'intituler *Anatomie d'un suicide*. Quotidiennement presque, ce parti a accumulé depuis des années, en matière de gestion intérieure, des erreurs fatales, des nominations erronées, l'incurie et la gabegie. Itzhak Rabin, qui devait le laver des péchés de jugement qui ont précédé l'agression du Kippour, resta le prisonnier de l'appareil médiocre et ne connut guère que la devise politique : « Je suis leur chef, donc je les suis. »

Shimon Pérès, bien plus doué, et qui aurait pu sauver le parti de ces avanies, fut écarté de la primauté par ce même appareil noyauté par d'autres. On ne lui confia finalement le gouvernail qu'un mois avant les élections législatives, quand le bateau, démâté, courait vers les récifs.

La crise économique, les disparités sociales, l'arrêt de l'immigration, la bureaucratie, et même le gangstérisme, laissaient prévoir un transfert important de sièges à une nouvelle formation centriste, le « Dash » (Parti démocratique pour le changement), présidé par le général-archéologue Yadin. Ce parti groupe une impressionnante brochette de généraux et de professeurs, tous populaires et expérimentés, dans leur grande majorité issus du Parti du travail, et très décidés à maintenir une certaine tradition socialiste, tout en se démarquant de l'appareil gangrené de ce parti.

L'alarme

La coalition post-électorale s'annonçait ainsi comme devant avoir Shimon Pérès à sa tête et comporter une vaste majorité de travaillistes et d'apparentés soucieux de renouveau.

La vanité de ces prévisions et le renversement de la majorité sont sans doute le fait du président Carter, qui ne le souhaitait certainement pas. Négligeant le calendrier électoral israélien, et braqué sur son propre calendrier de rencontres avec Sadate, Assad et Fahd, le président américain se mit à faire des déclarations comminatoires aux Israéliens, trois semaines avant le scrutin. Rabin, Pérès et Allon étaient occupés par des luttes intestines pour maîtriser le parti à la dérive. Ils laissèrent un vide diplomatique à Washington, où se succédaient les visites de dirigeants arabes.

Si le « baroud » diplomatique s'annonçait si menaçant, il fallait y envoyer « l'équipe des durs » et ne plus compter sur les spécialistes des formules filandreuses. C'est ce réflexe qui fit basculer huit sièges et créa une nouvelle majorité. Mais non pas un nouveau consensus ! Celui-ci existait depuis longtemps : pour le maintien de la frontière militaire sur le Jourdain, contre la cession de territoires avant la paix réelle et contre la création d'un Etat palestinien dans ces territoires. Une arithmétique rigoureuse démontre que, dans la nouvelle Knesset comme dans la précédente, sept députés sur cent vingt seulement sont d'un avis contraire, dont cinq élus par les voix communistes arabes. En ce sens, Sadate a raison de soutenir que, pour la négociation immédiate, il n'y a pas de différence entre Rabin, Allon, Pérès, Dayan ou Begin. A cela près que les deux derniers disent à voix haute ce que les trois premiers et la presque totalité des Israéliens balbutient à voix basse.

Aucun politologue ne peut comprendre ce qui se passe en Israël s'il ne comprend pas que dans ce pays les fils, tout soucieux de paix et de détente, votent plus à droite que les pères. Souvent confrontés à l'ennemi, ils ont appris à ne pas lui faire confiance, et ils ne sont pas prêts à commencer une probable nouvelle guerre sur des lignes moins avantageuses. La majorité des habitants est originaire, à la première ou à la seconde génération, des communautés d'Afrique du Nord ou de l'Asie musulmane, et le verbiage pacifiste de la gauche est en discordance totale avec la réalité arabe qu'ils connaissent de près et qu'ils continuent à suivre à la radio et à la télévision. Une partie de cette même population continue à vivre dans des conditions de pauvreté alors que, depuis trente ans et plus, la direction du gouvernement est socialiste. En réaction, ce prolétariat vote à droite et la progression de cette tendance est constante depuis la création de l'Etat (1).

Entre le glaive et le baiser

Le destin historique du juif qui veut conserver son identité lui impose la navigation périlleuse et solitaire entre le glaive et le baiser. Celui de l'Etat d'Israël est présentement le même, entre ses ennemis et ses amis qui, parfois sans le savoir, mettent son existence et son essence en péril.

Mais la réalité est pire encore. Seuls quelques êtres d'élite, à travers le monde, ont le souci sincère du bien-être des Palestiniens ou des Israéliens. Pour tous les autres habitants du globe, le Biafra, le Bangladesh, le Cambodge, la Palestine, etc., sont des quantités bien négligeables face à leurs intérêts égoïstes immédiats qui s'appellent : pétrole, marchés, prestige national.

Pour Israël, l'intérêt de survie prédomine. Il a été pour beaucoup dans le renversement de majorité.

Les amalgames faciles avec les conflits du Vietnam et de l'Algérie n'ont aucune valeur, car ni les soldats ni les civils israéliens n'ont de métropole sur laquelle se replier. L'analogie valable est celle avec la Tchécoslovaquie de 1938. La région des Sudètes présentait, certes, une particularité ethnique, ce qui fournit un prétexte à Hitler pour l'annexer, avec la complicité des puissances occidentales à Munich. Mais elle était aussi le seul glacis de défense possible pour la Tchécoslovaquie qui tomba alors comme un fruit pourri aux mains de l'envahisseur, en prélude à une guerre qui fit des dizaines de millions de victimes.

La Cisjordanie pourrait certes devenir une « patrie » pour les Palestiniens, mais les Arabes ne veulent pas pour eux d'un Vatican ou d'un Luxembourg. Ce qu'ils veulent, c'est un tremplin à 15 kilomètres de la Méditerranée qui permettrait d'y acculer les juifs et de laisser place à un Etat laïque et multinational conformément à l'exemple lumineux du Liban.

Il se trouvera bien du monde, en Amérique, en Europe et ailleurs, pour en vouloir aux Israéliens d'être si peu compréhensifs et de se confirmer comme le « *peuple à la nuque roide* » que décrit la Bible. En fait leur attitude alliée, comme toujours dans l'histoire, un réflexe de défense personnelle à un rôle de défenseur des valeurs morales judéo-chrétiennes. Le « déclin de l'Occident » décrit par Spengler, Beuve-Méry et Raymond Aron est-il irrémédiable ? Pourquoi le holà ne serait-il pas hurlé précisément à Jérusalem ?

Il est confortable de vitupérer la société de consommation, le féodalisme qui se déguise sous le nom de socialisme et d'autres contresens du vocabulaire politique pour se soumettre ensuite au « diktat » du pétrole camouflé derrière la bienveillance hypocrite pour les réfugiés palestiniens et pour prôner une solution qui inévitablement, aux yeux des Israéliens — qui eux savent de quoi ils parlent, — amènerait leur destruction à terme.

La paix finira par s'établir dans la Grande Palestine géographique et historique sur les deux rives du Jourdain. Les Palestino-Jordaniens y trouveront leur patrie et leur Etat, et l'Etat d'Israël, dans son territoire, y sera assuré de la sécurité.

Mais cela ne sera possible que lorsque les gouvernements arabes se rendront aussi ridicules vis-à-vis de qui prônerait aujourd'hui la reconnaissance d'Israël qu'un gouvernement a emand qui proposerait aujourd'hui la reconquête de l'Alsace-Lorraine.

Tenir dix ans

Dix ans ou plus sont encore nécessaires pour en arriver là. Sous l'hégémonie énergétique arabe actuelle, le chantage direct ou indirect sur les Israéliens ne peut amener ceux-ci, par saucissonnages successifs, que sur les plages. Un très large consensus national est bien décidé à s'y opposer par la force.

Sadate déclare que la paix ne peut être que pour la prochaine génération. Les ouvertures sincères ou pragmatiques de certains dirigeants arabes ne sont chez d'autres que tactiques politiques dans le cadre d'une stratégie destinée à en finir avec Israël avant la prochaine génération.

L'impératif est de durer jusqu'à la prochaine génération. Cette tâche incombe aux gouvernements israéliens à venir, et présentement à celui de M. Begin, qui, après sa teinture droitiste de départ, prendra tôt ou tard la dimension de l'union nationale.

Il devra affirmer sa volonté de paix. Cette dernière devra respecter la souveraineté et le bien-être des peuples et Etats arabes avoisinants mais ne peut se fonder sur des formules ou des frontières suicidaires pour Israël qui, dans l'océan arabe qui va de l'Atlantique au Pacifique, restera forcément le seul petit Etat juif, grand comme quelques départements français.

Il doit dissuader les Arabes d'attaquer Israël même si celui-ci ne se soumet pas à Genève ou ailleurs aux injonctions des Carter et autres. Pour ce faire, le nouveau gouvernement dispose du plus imaginatif trio de généraux possible : Weitzman, qui planifia la destruction au sol, dans la première heure de la guerre de six jours, de toutes les aviations arabes ; Sharon, qui, lors de la guerre du Kippour, arriva avec ses blindés dans le désert à 101 kilomètres du Caire et ne fut arrêté que par l'ultimatum soviétique ; Dayan, l'un des partenaires les plus écoutés du Pentagone en matière de stratégie globale et de connaissance du monde arabe d'Asie et d'Afrique. L'opération d'Entebbé a montré l'étendue des possibilités d'action israéliennes. Mais qu'en sera-t-il d'un nouvel ultimatum soviétique... ou américain, d'un nouveau Munich ? La réponse se trouve du côté des puissances et pas simplement chez les Israéliens. Ces derniers seront vraisemblablement moins coopératifs que l'ont été les Tchèques ou les Vietnamiens, et ils pourraient être enclins, devant la menace à leur survie, à opposer leur propre chantage offensif aux chantages venant d'en face.

Quant aux Américains, ils ont, comme tous les autres Occidentaux, le souci légitime de bonnes relations avec les fournisseurs arabes de pétrole. Mais ils ont besoin également d'Israël, et ils ne renonceront pas à cet allié stratégique le plus fiable et le plus efficace dans cette partie du monde, alors que l'Afrique et l'océan Indien sont de plus en plus menacés par l'autre grande puissance. Au besoin, l'électorat libéral et juif américain mettra dans la balance les arguments affectifs et moraux pour appuyer l'intérêt géopolitique.

Pour mener à bien ces actions de « résistance », le nouveau gouvernement israélien — qui a été porté au pouvoir dans ce but — doit reforger l'âme et l'union nationales, réformer l'économie et la rendre plus productive pour réduire les possibilités de pression américaine, atténuer les inégalités sociales et relancer l'immigration. Il doit inciter les juifs qui souhaitent participer à l'histoire et ne veulent pas simplement la subir à se retrouver dans un Israël redevenu plus inspiré et rayonnant, mais toujours aussi menacé.

Maurras écrivait qu'en mille ans quarante rois ont fait la France. Israël n'a pas encore trente ans !... Qui pourrait exiger qu'il fasse plus encore, et qui pourrait espérer qu'il soit au bout de ses peines ?

(1) Voir ouvrage cité, p. 62.

(*) Président honoraire de l'Union des juifs de France et d'Afrique du Nord en Israël.

POLITIQUE

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

UNE ÉTUDE D'EUROFINANCE SUR LA GAUCHE AU POUVOIR

A trop vouloir démontrer...

Au mieux le Portugal, au pire le Chili : voilà à peu près ce que nous promettent, sur le plan économique, les experts d'Eurofinance, dans les dix-huit mois qui suivraient la prise du pouvoir par la gauche. Promesse faite au terme d'une étude réalisée par cette société financière — créée par plusieurs banques européennes — sur « ce qui arriverait à l'économie française si l'union de la gauche gagnait les élections de mars 1978, et mettait en œuvre le programme sur lequel elle s'est engagée ».

Le scénario central retenu est simple et se dit éloigné de toute préoccupation politique. Il suppose que l'union de la gauche gagne les élections, qu'elle nationalise l'ensemble du système bancaire et neuf groupes industriels. Il admet aussi une augmentation non seulement du salaire minimum garanti (de 25 %), mais aussi de l'ensemble des salaires jusqu'à un certain niveau de l'ordre de 20 %. Comme les dirigeants socialistes et communistes ne toléreront pas une érosion du pouvoir d'achat, les prix seront bloqués et l'inflation contenue dans des limites raisonnables (11 %).

1978 sera donc l'année du « repas à l'œil », n'en déplaise aux économistes anglo-saxons qui affirment : « There is no such a thing as a free lunch » (Il n'y a pas de repas à l'œil). *A vrai dire, ce sont les entreprises qui paieront avec quelque retard ce repas. Elles n'auront pas la possibilité de licencier et assisteront à une baisse rapide de leur marge bénéficiaire. Alors qu'elles devraient être à même de moins faire appel à l'emprunt, les sociétés françaises, privées de moyens propres de financement, seront obligées de se tourner vers le secteur bancaire non seulement pour leurs investissements mais même, dans certains cas, pour leurs dépenses courantes.*

Deux voies se présenteront alors (l'une n'excluant pas l'autre) : la « voie capitaliste », qui laisse les prix s'enfler et abaisse les salaires réels, ou la « voie socialiste », encore appelée « nationalisation par la porte de derrière », qui consiste à transformer en droit de propriété les créances de l'Etat, par banques nationalisées interposées, sur ces entreprises. Tout cela sera possible, selon les experts d'Eurofinance, sans difficultés majeures les premiers mois, ni pour le franc dont le cours pourra être maintenu « de manière hautement artificielle mais stable », *ni pour la balance des comptes moins désastreuse dans le pire des cas que celle de la Grande-Bretagne, en 1974, malgré un déficit évalué entre 6 et 10 milliards de dollars. La France vivra pendant quelque temps sur ses réserves.*

Sans doute les auteurs ont-ils raison de souligner les délais nécessaires à l'apparition tant des effets de réduction des hauts salaires ou des mesures d'imposition fiscale, que des premiers dérèglements de la machine économique. Et il est permis de s'interroger sur les conséquences d'éventuelles nationalisations déguisées. Mais les auteurs de l'étude se réfugient trop derrière les lois de l'économie, repoussant d'une pichenette intellectuelle treize autres scénarios possibles sous prétexte qu'ils font intervenir des facteurs politiques. S'ils prétendent partager les analyses de la « transition socialiste » de Serge-Christophe Kolm (le Monde du 6 avril 1977), *ils ont peut-être oublié que ce dernier affirme :* « La science économique est neutre, neutre comme un fusil, c'est-à-dire qu'elle sert qui s'en sert. »

L'arbitraire des chiffres avancés par Eurofinance étonne parfois. Ainsi, le taux de croissance de la production intérieure brute, fondement de la politique économique de la gauche, est-il fixé à 0,7 % (tendance vers la fin de 1968) en raison des grèves qui seront déclenchées par la C.G.T. pour obtenir des améliorations de salaires et « la célébration de la victoire par les forces laborieuses dans une atmosphère de carnaval, à peu près comme au Portugal en 1974 ». *Une véritable étude économique n'aurait-elle pas défini plusieurs hypothèses de croissance avant d'en étudier les conséquences plutôt que de se contenter de cette prévision unique ?*

Et si les analystes d'Eurofinance (au lieu de comparer la France à deux pays, le Chili et le Portugal, dont la situation politique et les structures économiques et sociales étaient très différentes) s'étaient rappelé la situation de 1968, ils se seraient aperçu que, après la forte hausse des salaires et un blocage des prix à la mi-1968, la croissance économique, l'année suivante, a été de 7,7 %, taux record. L'analyse mécanique des lois économiques a ses limites. A trop vouloir démontrer...

B. D.

M. Marchais : il ne faut pas des années pour s'en prendre à la domination du grand capital

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., répond dans *l'Humanité* du 22 août à une « lettre ouverte » de Roger Priouret, publiée dans *le Matin*, dans laquelle le journaliste explique que c'est sur la conjoncture économique « *que la gauche risque un accident dans les cent premiers jours de son arrivée au pouvoir* ». Il ajoute : « *Même dans une France qui connaîtrait un socialisme de liberté, le gouvernement serait obligé de refuser certaines revendications syndicales en alléguant le péril inflationniste. (...) Pour vous, comme pour vos adversaires de la majorité que vous rejoignez sur ce point, vous êtes sûr d'opérer un changement radical dans l'économie. Permettez-moi de vous dire que c'est là une illusion d'homme politique, dans la mesure où vous prévoyez un changement à court terme.* »

Roger Priouret conclut en estimant que la gauche doit, sans renoncer aux objectifs de la partie conjoncturelle du programme commun, prévoir leur étalement « *fondé sur un calcul économique précis* ».

Dans sa réponse le secrétaire général du P.C.F. note :

« *Les conclusions sur lesquelles vous débouchez sont bien, que vous le vouliez ou non, celles du plan Barre. Ce n'est pas vous faire un procès d'intention que de le dire. C'est constater les faits. (...) Non, M. Priouret, les salaires ne sont pas la cause de l'inflation et de la crise où s'enfonce notre pays.*

» *C'est, au contraire, l'austérité qui a des effets négatifs sur l'économie nationale, y compris sur le niveau des prix. (...)*

» *La cause de la crise, de l'inflation et du chômage ne vient pas du néant, elle provient de la domination sans partage sur toute l'économie de quelques immenses empires industriels et financiers qui n'ont en vue que le gonflement sans fin de leurs profits. (...)*

» *Pour ma part, ma conviction est faite : l'austérité, quelles qu'en soient les formes, est socialement intolérable et économiquement nuisible. On ne construit pas une économie en bonne santé sur la pauvreté de seize millions de Français et sur la régression sociale. (...)*

» *De plus, contrairement aux arguments que vous employez, et qui recoupent ceux du parti socialiste, nous considérons que les propositions de nationalisations et d'impôt sur le capital que nous avançons dans le cadre de l'actualisation du programme commun sont nécessaires pour sortir notre pays de la crise.* »

A ce propos M. Marchais reproche au P.S. de « *laisser de côté la nationalisation de Dassault, de Thomson-C.S.F., de C.I.T.-Alcatel, de Roussel-Uclaf, de C.I.I.-Honeywell-Bull et de centaines de filiales importantes des sociétés nationalisables.* »

Il ajoute, pour justifier la politique de nationalisation :

« *Oui, décidément, il est possible, rapidement, d'améliorer les choses.*

» *Il est possible tout de suite de relancer la production nationale sidérurgique en s'appuyant sur les progrès de la demade intérieure, d'arrêter les licenciements et la casse du matériel et, progressivement, de moderniser ce qui doit l'être. (...)*

» *Il est possible tout de suite de relancer l'industrie textile nationale et de limiter ainsi un courant inutile d'importation. (...)*

» *Il est possible d'économiser rapidement sur les dépenses d'E.D.F. en modifiant la politique énergétique de la France, en nationalisant Empain-Schneider, qui domine le secteur du nucléaire et, de fait, de changer les relations actuelles de l'entreprise publique avec le secteur privé.*

» *Il est possible d'orienter différemment la distribution du crédit, de sorte qu'elle finance, non les gaspillages du grand capital, sa spéculation et ses évasions de capitaux, mais la satisfaction des besoins populaires et nationaux, l'activité des petites et moyennes entreprises aujourd'hui étranglées. (...)*

» *Il est possible enfin d'imposer tout de suite les grandes fortunes, les très hauts revenus, le capital des grandes sociétés.*

» *Non, il ne faut pas des années pour s'en prendre à la domination du grand capital et dégager par là les ressources permetant de sortir progressivement notre pays de la crise, d'assurer son développement et son indépendance.* »

● *Le parti socialiste* n'a publié aucun commentaire à la lettre de M. Marchais. Il se borne à faire observer que, « *venant à la suite d'analyses économiques pour le moins sommaires, l'information selon laquelle les socialistes laisseraient de côté la nationalisation de Dassault, de Roussel-Uclaf et de CII-Honeywell-Bull est absolument contraire à la vérité.* » « *Pour ce qui est des autres nationalisations évoquées par le secrétaire général du parti communiste, elles font l'objet de discussions sur l'actualisation du programme commun* », ajoute-t-il.

M. KRIVINE : les dés sont pipés.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), commente, dans un article publié lundi 22 août par le quotidien *Rouge*, la réponse faite par M. Georges Marchais à M. Roger Priouret. M. Krivine écrit notamment : « *Les travailleurs suivent ce ballet avec malaise et se demandent où leurs dirigeants les entraînent dans ce débat de sourds où l'on a fortement l'impression que les dés sont pipés. (...) Le P.S. est tourné sur sa gauche et certains pourraient se demander si le P.C. n'est pas en train de prendre conscience des limites trop étroites du programme commun. Au mois d'octobre, les yeux s'ouvriront quand le P.C. signera le nouvel accord dans la droite ligne du précédent. C'est qu'en effet, dans toute cette bataille littéraire, il ne s'agit pas pour lui de signer « un bon programme » anticapitaliste mais tout simplement de recréer un bon rapport de forces à son profit. (...) Ceux qui misent sur une rupture de l'union de la gauche seront déçus. Ces partis n'ont pas de politique alternative. Par contre, la polémique contrôlée pourra se prolonger.*

M. Jospin : pas de nouvelles négociations avant le « sommet »

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du P.S., a déclaré samedi 20 août au micro de R.T.L. à propos de la proposition du P.C.F. de tenir de nouvelles réunions de négociations sur l'actualisation du programme commun avant la rencontre « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche : « *La mission des négociateurs est terminée. Le travail a été bon et les problèmes qui restent en litige ne peuvent être tranchés que par le sommet* ». Il a estimé que si sur certains points nouveaux du programme commun actualisé il pouvait y avoir accord, il n'était pas exclu non plus que des désaccords puissent subsister.

En ce qui concerne les divergences actuelles entre le parti socialiste et le parti communiste, M. Lionel Jospin a indiqué que celles-ci provenaient « *du fait que le parti communiste, pour la première fois depuis quarante ans, était devenu le second parti de gauche et que l'augmentation des voix du parti socialiste provoquait des phénomènes nouveaux sur la scène politique française, ce que le parti communiste a du mal à accepter.* » Il a ajouté que le P.S. veut l'« *union des forces populaires* » et a précisé : « *Notre politique est d'unir les travailleurs et non de les désunir. Les différents partenaires de l'union de la gauche ne peuvent que gouverner ensemble* ».

M. Fiterman : surpris et inquiet

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a répondu le jour même, au micro de R.T.L., aux propos de M. Jospin.

« *Je suis surpris et inquiet de cette prise de position, car elle ne correspond absolument pas aux décisions prises en commun, fin juillet, lors de la dernière réunion du groupe constitué en vue de l'actualisation du programme commun. En effet, en même temps que nous avancions une date pour la rencontre « au sommet », nous avons, à ce moment-là, décidé ensemble que des contacts auraient lieu dans le cadre du comité afin de s'efforcer de réduire ou d'éliminer les divergences qui subsistent. J'ajoute que, au cours d'un entretien que j'ai eu le 3 août avec M. Pierre Beregovoy et M. François Loncle, nous avons précisé, conformément à la décision commune, la façon dont les rencontres et échanges de vues se dérouleraient. Le parti socialiste remet-il aujourd'hui en cause, de façon unilatérale, la décision prise en commun de préparer efficacement la rencontre « au sommet » ? Voilà la question qui se pose. Elle est préoccupante, car il est évident, étant donné qu'il subsiste environ soixante-dix points de divergence d'importance diverse, que la création des meilleures conditions de déroulement et de succès de la rencontre « au sommet » passe par une préparation soigneuse, par des discussions sérieuses et constructives.* »

Dans « l'Express »

M. LEROY (P.C.) : pas de problèmes avec Marchais.

Dans un article que *l'Express* consacre à son rôle de dirigeant politique et de directeur de *l'Humanité*, M. Roland Leroy déclare au sujet de ses rapports avec M. Georges Marchais : « *... Dans le temps, on a dit que j'étais le libéral et que Marchais était le gros dur. Maintenant, on dit le contraire !* » Un sourire : « *En réalité, nous sommes très proches l'un de l'autre. Nous avons d'ailleurs tous les deux passé nos vacances en Corse en juillet.* » Ironique : « *Il est vrai que Marchais les a passées sur la côte, et moi je les ai passées dans la montagne.* »

Le bruit a pourtant couru que les deux hommes avaient eu une discussion orageuse après l'intervention des militants communistes de l'Aérospatiale à TF 1. « *C'est faux ! Je n'ai pas vu Georges Marchais en Corse pendant les vacances et je ne lui ai pas téléphoné. On a aussi écrit que j'avais hésité à publier, à la « une » de* l'Humanité, *le dessin de Wolinski qui montrait un Mitterrand indécis. Cela aussi, c'est faux.* »

● *M. Gabriel Péronnet*, député de l'Allier, ancien président du parti radical, a affirmé, dans une déclaration remise à la presse samedi 20 août : « *Je suis favorable à une réforme minuscule rendant à la notion de suppléance son sens strict et véritable. Il importe de ne plus éluder davantage l'examen d'une question trop longtemps différée. Il faut en finir avec cette affaire des suppléants dont l'expérience a démontré l'absurdité.* »

● *A Saugues* (Haute-Loire), le nom du docteur Jean-Claude Simon, ancien député, ancien maire de Saugues, ancien président du conseil général de la Haute-Loire, décédé accidentellement le 19 août 1976, a été donné par décision unanime du conseil municipal de cette commune à l'ancienne place de la Halle. L'inauguration a eu lieu dimanche en présence de MM. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'agriculture, des parlementaires de la Haute-Loire et de nombreuses personnalités.

M. LECANUET SOUHAITE QUE M. BARRE ENRICHISSE LE MANIFESTE DE LA MAJORITÉ

M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., a souhaité, le samedi 20 août, à T.F. 1, que le premier ministre présente un certain nombre de propositions qui « enrichiront » le manifeste de la majorité, « *de telle sorte*, a-t-il ajouté, *qu'on aboutisse, lorsque la rencontre avec M. Raymond Barre se produira dans le courant du mois de septembre, à une synthèse extrêmement libre et précise qui montrera aux Français l'étape qui pourrait être franchie au cours des cinq prochaines années, si la majorité est confirmée, comme je le crois, par le suffrage universel* ».

L'ancien ministred'Etat a indiqué que les réunions au sommet de la majorité donnaient lieu à un « *travail en profondeur* » sur le manifeste de la majorité et sur le choix des candidats aux prochaines élections qui « *naturellement sera soumis au premier ministre* ».

Pour M. Lecanuet, le « *mot d'ordre* » de la majorité doit être : « *Pas de vagues, pas de désordre, l'unité la plus profonde dans la manifestation de la personnalité de chaque formation politique* ».

● *M. Jean-Pierre Raffarin*, délégué national du parti républicain, conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels, a annoncé son intention de se présenter aux prochaines élections législatives dans la première circonscription de la Vienne. Le député sortant est M. René Métayer (app. R.P.R.), qui était entré à l'Assemblée nationale en sa qualité de suppléant de M. Pierre Vertadier, nommé le 12 avril 1973 secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

● *M. Pierre Bracque*, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, estime « *surprenant* » le fait que le président de la République ne « *s'aperçoive que maintenant de l'importance de l'agriculture dans l'équilibre de l'économie française* », après « *un passé d'incurie et de carence* », marqué par la « *disparition de très nombreuses exploitations familiales* ». Dans une déclaration publiée vendredi 19 août, M. Bracque préconise « *une réorganisation des marchés, la recherche de débouchés extérieurs, une politique agricole contractuelle entre producteurs, une politique des revenus* » et « *une remise en ordre du marché foncier par la démocratisation des SAFER* ».

EN SAONE-ET-LOIRE

Un « comité d'action fasciste » revendique deux attentats contre des sièges de partis

Trois attentats commis au cours de la nuit du samedi 20 au dimanche 21 août, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), contre les sièges des fédérations du P.C. et du P.S., à Paris contre le consulat d'Italie, ont été revendiqués ou signés par des individus et organisations se réclamant du fascisme ou du nazisme.

Deux explosions ont endommagé, dimanche à 0 h. 20 et 0 h. 40, les locaux du P.C., puis ceux du P.S. à Chalon-sur-Saône. Si l'attentat commis contre le P.S. a fait peu de dégâts, l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale devant la porte de la fédération du P.C. a gravement endommagé les locaux de ce parti ainsi qu'un appartement voisin qui était inoccupé.

Deux jeunes gens qui avaient échappé à une patrouille de police alors qu'ils circulaient sur un cyclomoteur volé ont été entendus dimanche à propos des attentats. Ils avaient été aperçus à proximité de la fédération du P.S. Au terme de cet interrogatoire, ils ont été mis hors de cause.

La seule signature des attentats est un appel téléphonique anonyme. Une voix d'homme a déclaré, dimanche matin, au quotidien local *le Courrier de Saône-et-Loire* : « *Ici, le C.A.F.-Comité d'action fasciste. Nous revendiquons les attentats. Il y en aura d'autres, à vous de le faire savoir.* »

La fédération départementale du P.S. rappelle, dans un communiqué de protestation diffusé dimanche 21 août, les attentats déjà commis, notamment au mois d'avril contre la Bourse du travail de Grenoble. Cet attentat avait été revendiqué par un « *Front d'action fasciste* ».

Dans *l'Humanité* du lundi 21 août, Francette Lazard s'interroge sur l' « *étrange impunité qui protège les professionnels de l'explosif* ». « *La police*, lit-on dans l'éditorial de *l'Humanité*, qui rappelle les attentats commis à Paris (contre la statue du maréchal Leclerc, le M.R.A.P., France-U.R.S.S...), en Corse (contre l'émetteur de télévision de Bastia) et dans diverses villes de province, *est en effet parfaitement au courant de l'activité de ces groupes néo-fascistes. La question est grave. Elle en appelle une autre. Ces attentats ne font-ils pas partie du dispositif politique mis en place par la coalition giscardienne avant l'échéance de mars 1978 ?* » Telle est aussi l'appréciation du P.S. de Saône-et-Loire, pour qui le but de ces attentats est de « *créer un climat de peur et d'insécurité à l'approche des consultations électorales de mars 1978* ».

A Paris, un engin explosif de nature indéterminée a provoqué, samedi 20 août, vers 23 h. 30, de légers dégâts au consulat d'Italie, 5, boulevard Emile-Augier (16e arrondissement). Quelques vitres ont été brisées par le souffle. Deux notes manuscrites ont été trouvées dans la boîte aux lettres du consulat. L'une d'entre elles portait l'inscription « *Solidarité avec le camarade Kapler* ». Cet attentat a été revendiqué dimanche matin à Bonn. Un correspondant anonyme a déclaré par téléphone au responsable du bureau de l'agence France-Presse de cette ville : « *L'attentat contre le consulat d'Italie a été perpétré par le Front national. Le Front national combat pour le rétablissement de la loi et de l'ordre dans la grande Allemagne.* »

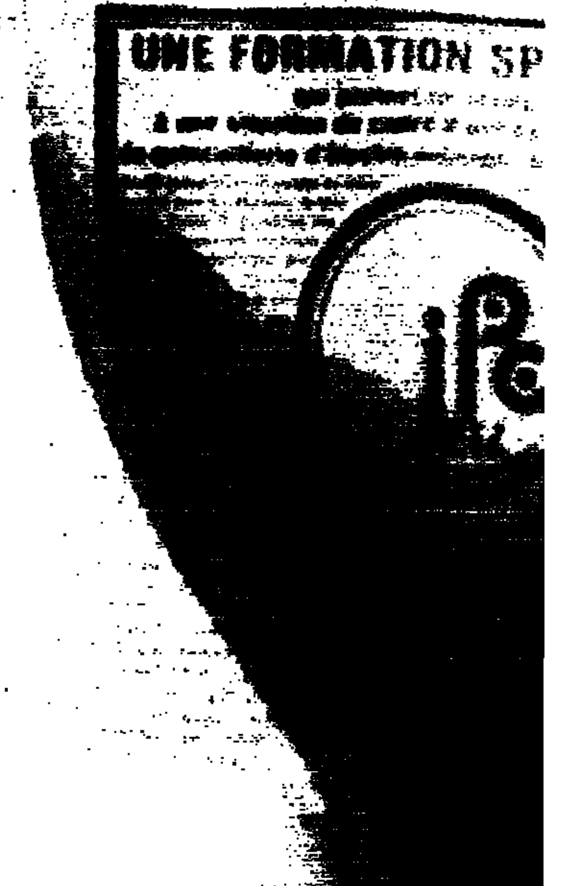
● *L'attentat contre la statue du maréchal Leclerc : nouvelles protestations.* — Après l'attentat commis le 18 août contre la statue du maréchal Leclerc, à Paris (*le Monde* du 19 août), la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) observe, dans un communiqué, que celui-ci « *s'inscrit dans le cadre d'une campagne qui vise à réhabiliter le nazisme en République fédérale allemande, comme le témoigne l'affaire Kappler, le pétainisme en France et les bourreaux aux millions de crimes.* » La Fédération « *s'étonne que les auteurs de tant d'attentats et de profanations restent impunis* ». D'autre part, l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance « *appelle tous ceux qui ont combattu pour l'indépendance et la liberté et tous les jeunes qui s'inspirent de ces combats à se montrer attentifs et actifs* ». L'association dénonce aussi « *l'impunité dont jouissent les groupes factieux en France* ».

● *Acte de vandalisme contre un monument à Béziers.* — Dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 août des inconnus ont brisé le mât métallique supportant le drapeau tricolore qui orne un monument dédié à Jean Moulin, au Plateau des Poètes, en plein centre de Béziers (Hérault). Aucune inscription n'a été relevée sur la stèle et la statue de Jean Moulin, et cet acte n'a toujours pas été revendiqué.

● *Deux cocktails Molotov ont été lancés* contre la façade de la Banque de Paris et des Pays-Bas, située rue des Marchands, à Toulouse, dimanche 21 août, peu avant minuit.

Ces engins, de fabrication artisanale, ont brisé les vitres du hall et causé de légers dégâts à la porte d'entrée de l'immeuble.

L'attentat vient d'être revendiqué, ce lundi 22 août, par un groupe jusqu'alors inconnu : « *Solidarité révolutionnaire internationale* ». Dans un appel téléphonique au bureau de l'Agence France-Presse à Toulouse, ce groupe affirme sa « *solidarité avec les détenus politiques allemands qui observent une grève de la faim depuis le début du mois, pour protester contre leurs conditions de détention* ».



POLITIQUE

MINISTRE DE L'AIR DE 1933 A 1938

Pierre Cot est mort

Un avocat fervent de l'unité de la gauche

M. Pierre Cot, ancien ministre, ancien député, est mort le dimanche 21 août à l'âge de quatre-vingt et un ans, dans sa propriété de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier en Savoie. Il était le père de M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, membre du bureau exécutif du parti socialiste.

Né à Grenoble le 20 novembre 1895, dans une famille de la bourgeoisie aisée, pourvu, grâce aux jésuites, d'une solide éducation qui le conduira jusqu'à l'agrégation des facultés de droit, Pierre Cot avait reçu en partage tous les dons de l'esprit : une intelligence vive et brillante, une remarquable rigueur de pensée, jointes à un humour qui savait être féroce sans être méchant et à une passion pour la chose publique.

C'est à une autre cause que celle du Palais que cet avocat à la cour d'appel de Paris — de 1922 à 1946 — consacra aussi ses splendides talents d'orateur et l'agilité d'un esprit dont les yeux mobiles derrière de grosses lunettes, les traits aigus, les gestes rapides, étaient la parfaite expression. Tout au long de sa vie, du Front populaire jusqu'à la campagne présidentielle de 1965 et au-delà, avec une continuité que les aléas de l'histoire ne devaient pas entamer, Pierre Cot plaida et œuvra sans cesse pour la gauche et son unité.

Au lendemain de la première guerre mondiale, au cours de laquelle il fut blessé et décoré — il était officier de la Légion d'honneur et titulaire de la croix de guerre — rejoint, après un bref passage par les Jeunesses catholiques et la tradition du « Sillon », l'autre branche de cette famille d'idées dont devait naître, à la Libération, le courant progressiste : il adhère au parti radical, où il compte parmi les radicaux de gauche, ceux qu'on devait appeler les « jeunes Turcs ».

Après une première tentative infructueuse en 1924, comme candidat du Bloc national dans les Basses-Alpes, il est élu, en 1928, député radical de Chambéry — il le restera jusqu'en 1940, — et en 1929 conseiller général de Montmélian ; il est élu, la même année, maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier : son fils lui succédera en 1971. Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le cabinet Paul Boncour (décembre 1932), il est ministre de l'air dans le premier cabinet Daladier (janvier 1933), dans le cabinet Sarraut (octobre 1933), dans le cabinet Chautemps (novembre 1933) et dans le deuxième cabinet Daladier (janvier 1934). Lors des émeutes du 6 février 1934, il est l'une des cibles de la presse d'extrême droite, qui va jusqu'à le qualifier de « *galopin sanglant* ».

Pierre Cot redevient ministre de l'air dans le gouvernement de Front populaire de Léon Blum, en juin 1936, dont il était l'un des trois survivants avec M. Charles Spinasse (économie nationale) et Georges Monnet (agriculture).

L'aide à l'Espagne

Dès l'appel du gouvernement de Madrid, le 20 juillet 1936, Pierre Cot est de ceux qui se déclarent favorables à l'envoi de matériel de guerre à l'Espagne républicaine, qui demande notamment vingt-quatre bombardiers Potez 54 (1). Devant les remous provoqués dans la presse et l'hostilité de plusieurs ministres radicaux, il est décidé de faire transiter le matériel par des pays tiers et de limiter l'envoi à des avions non armés et non pilotés par des Français. La décision est secrètement mise en œuvre par Jean Moulin, chef de cabinet de Pierre Cot, futur président du C.N.R., Jules Moch, secrétaire général de la présidence du conseil, et Gaston Cusin, fonctionnaire des douanes alors au cabinet de Vincent Auriol, ministre des finances.

Après la chute du ministère Blum, Pierre Cot reste ministre de l'air dans le cabinet Chautemps jusqu'au 18 janvier 1938 et devient ministre du commerce dans les deux gouvernements suivants : Chautemps (janvier 1938) et Blum (mars-avril 1938).

Le bilan de la gestion de Pierre Cot au ministère de l'air — et notamment la nationalisation des sociétés d'aviation — a été critiqué, en particulier sous le régime de Vichy. A l'opposé, il a été soutenu que la nationalisation n'avait « nullement nui, au contraire, au réarmement français » (2).

Sous la IVe

Lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, après l'armistice, il a déjà quitté la France pour Londres, d'où il gagne, en juillet 1940, les Etats-Unis. Mis en cause comme ancien ministre de l'air, il sera inculpé en septembre 1940 et jugé par le Conseil de justice politique institué par le maréchal Pétain et déchu de la nationalité française. Il déclarera, dans un télégramme adressé aux juges : « *L'état-major a été le premier obstacle à la modernisation de l'armée.* »

En novembre 1943 il est à Alger, où il est nommé membre de l'Assemblée consultative.

Elu en octobre 1945 à l'Assemblée constituante, il est désigné en avril 1946, après la démission de M. de Menthon, comme rapporteur général du premier projet de loi constitutionnelle, qui sera repoussée par le pays le 5 mai 1946. Elu en juin 1946 à la deuxième Assemblée constituante, puis en novembre 1946 à l'Assemblée nationale, il sera sans interruption, avec l'appui du parti communiste, député de la Savoie (jusqu'en 1951), puis du Rhône (jusqu'en 1958). Il est élu en 1954 conseiller général de Chamoux-sur-Gelon. Mais, exclu, avec Albert Bayet, en avril 1946 du parti radical quand celui-ci donne un coup de barre à droite, Pierre Cot va siéger au groupe des « républicains et résistants » que préside Emmanuel d'Astier et qui sera le noyau de la future Union progressiste.

Dès juin 1945, en effet, Pierre Cot avait participé, aux côtés d'Emmanuel d'Astier et de Gilbert de Chambrun notamment, à la création du MURF (Mouvement unifié de la renaissance française), puis, après son exclusion du parti radical et le départ du MURF des radicaux modérés comme Edouard Herriot, du Comité national des radicaux et résistants de gauche : partisans, en politique intérieure, d'une union de la gauche alliant « le républicanisme d'antan à l'esprit neuf de la Résistance », en politique extérieure, d'un « neutralisme actif », ces « radicaux et résistants de gauche » étaient, à l'Assemblée nationale, le plus souvent apparentés au groupe communiste.

En décembre 1950, Pierre Cot fonde, en compagnie d'Emmanuel d'Astier, l'Union progressiste, qui associe aux « radicaux et résistants de gauche » des représentants du *parti socialiste unitaire* et de l'*Union des chrétiens progressistes*. Cette formation, dont il est le président, participera au cours des années 50 aux diverses tentatives de regroupement de la « nouvelle gauche », mais refusera de se joindre en 1957 à l'Union de la gauche socialiste, composante du futur P.S.U.

Pierre Cot intervient dans tous les grands débats de politique étrangère de la IVe République : des accords de Londres sur l'Allemagne en 1948 à la ratification du traité de Rome en 1957. Ses interventions, qu'il fait sans notes, sont toujours écoutées attentivement par l'ensemble des députés. En 1953, Pierre Cot avait reçu le prix Staline de la paix.

Bien qu'elle ne fût pas constamment en accord avec les positions du P.C.F., n'hésitant pas notamment à désapprouver l'intervention soviétique à Budapest en 1956, l'Union progressiste fut accusée par ses adversaires de « crypto-communisme ».

Député de Paris

En 1958, il refuse l'investiture au général de Gaulle, et, tandis que certains de ses amis verront dans la politique étrangère gaulliste l'application des principes du « progressisme », il demeurera pour sa part résolument opposé aux dirigeants de la Ve République. Battu en 1958 en Savoie puis en 1962 à Paris, il fait campagne pour M. Mitterrand, lors de l'élection présidentielle de 1965 et, aux élections législatives de 1967, présenté par le parti communiste dans la treizième circonscription de Paris, il est élu, battant M. Sanson, député sortant U.N.R., de près de deux mille voix

Entre-temps, il a été nommé, en 1960, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (chaire de sociologie du droit et des relations internationales).

Au cours de la brève législature qui s'ouvre en 1967, il se fait remarquer à plusieurs reprises par des interventions aussi solides que brillantes : rapporteur, en mai 1967, de la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi donnant pouvoir au gouvernement de prendre par ordonnance des « *mesures d'ordre économique et social* », il intervient également avec talent, en avril 1968, dans le débat sur l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F.

En mai 1968, lors du débat sur la motion de censure, Pierre Cot dresse un réquisitoire impitoyable contre la Ve République et s'oppose avec vivacité à M. Pompidou. Battu de moins de cent voix aux élections de juin 1968, par M. Modiano, U.D.R., il ne se retire pas pour autant de la vie publique, apportant son soutien à Jacques Duclos lors de l'élection présidentielle de 1969, participant aux discussions sur l'avenir de la gauche, notamment, en avril 1970, sur le « *rôle social des cadres, ingénieurs et techniciens* », et présidant, en juillet 1970, à Helsinki, le neuvième congrès de l'Association internationale des juristes démocrates. C'est au nom de cette association qu'il avait, deux ans auparavant, condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

THOMAS FERENCZI.

(1) Cf. L'article de Pierre Cot dans « le Monde » du 21 novembre 1975 : « Ce que fut la non-intervention relâchée ».

(2) *Le Front populaire*, Jules Moch (Perrin).

Témoignages

M. MENDÈS FRANCE : un talent exceptionnel.

M. Pierre Mendès France, élu député de l'Eure en 1932 (Pierre Cot entra à l'Assemblée en 1928), fut sous-secrétaire d'Etat au trésor en 1938 dans le second cabinet Léon Blum au sein duquel Pierre Cot occupait le poste de ministre du commerce.

« *Lorsque je suis arrivé pour la première fois à la Chambre des députés, Pierre Cot était déjà considéré comme l'un des plus brillants représentants de sa génération. J'ai appris à connaître plus tard son intelligence lumineuse, et un talent exceptionnel qui n'a fait que s'enrichir au cours de sa carrière d'homme politique, de militant et de juriste. Mais surtout, les circonstances m'ont donné des occasions multiples, notamment pendant la guerre, d'apprécier un beau caractère et une fidèle amitié dont je suis en deuil aujourd'hui.* »

M. EDGAR FAURE : le don de sympathie.

Interrogé au micro de France-Inter, M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a notamment déclaré :

« *Ce qui frappe, quand on pense à lui, c'est d'abord l'intelligence, la faculté de traiter tous les sujets, d'analyser, de faire la synthèse, de parler sans notes. Mais, pour nous, qui le connaissions bien, il y avait un autre trait particulier. C'était un homme qui avait un très grand cœur, qui était sympathique et sympathisant. Il avait le don de sympathie. Il était très bienveillant. Quelquefois, peut-être, il le fut trop... Je me souviens de lui comme étant d'une intelligence hors pair et un cœur très loyal et très affectueux.* »

● *Aide aux victimes des inondations.* — La fédération de Paris du P.S. rappelle qu'elle poursuit son opération « Solidarité Sud-Ouest » en faveur des sinistrés du Gers et de la Haute-Garonne. Fonds à lui adresser : 31, rue Ballu, 75009 Paris.

M. Jules Moch : l'ami de l'Espagne républicaine

M. Jules Moch, ancien secrétaire général du gouvernement de Léon Blum, ancien ministre, ancien député socialiste, nous a déclaré :

« *La mort de Pierre Cot me cause une émotion profonde et est pour moi un véritable deuil. Avec lui disparaît un ami qui fut un des plus nobles hommes d'Etat du Front populaire et resta, jusqu'à la fin, fidèle à ses convictions.*

» *Nous avions fait connaissance en 1925, longtemps avant nos premières élections. Nous nous sommes retrouvés à la Chambre de 1928, dans l'opposition d'abord. Mais, à partir de 1932, il participe aux gouvernements à direction radicale, tandis que je reste dans l'opposition.*

» *Quand Léon Blum forme, en 1936, son ministère, dont il me demande de coordonner l'action comme secrétaire général du gouvernement, je considère la désignation de Pierre Cot au ministère de l'air comme un de ses meilleurs choix.*

» *Il y fait de l'excellent travail, dans un esprit remarquable d'organisation. Il rebâtit notre aéronautique en créant les grandes sociétés nationales de construction.*

» *Mais, surtout, il est pour l'Espagne républicaine, attaquée par un général insurgé, Franco, un ami d'une rare valeur.*

» *J'ai souvenir d'une réunion au domicile de Léon Blum, quai de Bourbon, dans la nuit du 24 au 25 juillet 1936, à laquelle participaient Daladier, Pierre Cot et moi pour examiner les demandes espagnoles qu'apportait de Los Rios, ancien ministre socialiste et nouvel ambassadeur à Paris.*

» *Nous avons, cette nuit-là, dressé le plan des livraisons en tentant, pour éviter les protestations de Mussolini et de Hitler, de leur donner la forme de ventes fictives à deux pays amis de l'Espagne républicaine, le Mexique et la République, alors indépendante, de Lituanie.*

Le débat sur ces livraisons reprend en conseil des ministres du 1er août 1936. Le partage entre partisans et adversaires d'une aide désormais nécessairement clandestine en raison des protestations de l'Axe, et plus encore de l'attitude hésitante de l'Angleterre, ne suit pas les limites des partis. Chez les radicaux, Pierre Cot et Jean Zay prennent position à fond pour la poursuite des livraisons, tandis que Chautemps, Daladier et Bastid opinent en sens inverse.

Le conseil de cabinet du 7 août est, pour moi, un souvenir très vif. On y discute une fois encore du pacte de non-intervention en Espagne, alors en discussion entre les chancelleries. Il ne reste, ce jour-là, que treize avions Dewoitine en état d'être livrés à l'Espagne. Le chef de cabinet de Pierre Cot m'avise des envols successifs de Pau. Pierre Cot et quelques autres ministres partageant notre point de vue font traîner la discussion. Quand le treizième et dernier avion a décollé, je préviens Léon Blum : nous n'avons plus rien à livrer dans l'immédiat. Le conseil accepte alors la proposition de non-intervention, qui sera signée dans toutes les grandes capitales du 18 au 25 août et entrera en vigueur le 8 septembre 1936. Mais les dirigeants des puissances de l'Axe le violent aussitôt, et le gouvernement espagnol nous en apporte la preuve à l'assemblée de Genève de la Société des nations. Ces violations nous permettent de revenir à la non-intervention relâchée, et Pierre Cot reprend aussitôt les livraisons, car il avait de nouveau du matériel en réserve.

Je n'oublie pas non plus que, lorsque les communistes ont entendu se venger de la résistance opposée à leur tentative de grève révolutionnaire, en 1947 et en 1948, Pierre Cot a été l'un de mes plus fidèles soutiens.

Il s'est maintenu immuablement dans la ligne qu'il s'était tracée. Ce radical de gauche, plus ferme dans ses convictions que beaucoup d'autres hommes, a voté, le 31 mai 1958, contre l'investiture de de Gaulle. L'Histoire a prouvé qu'il avait vu juste.

Sa mort, je le répète, est pour moi un véritable deuil personnel et, pour la France, une perte dont elle ne mesure pas encore la portée.

M. ANDRÉ WURMSER : un ami constant et sincère.

Dans *l'Humanité* du 22 août André Wurmser écrit notamment :

« *Vous étiez notre ami, constant et sincère. Constant, c'est-à-dire l'ami des jours de fêtes et des jours difficiles. Sincère, c'est-à-dire que cette merveilleuse union du peuple de France que fut le Front populaire n'a été pour vous ni une tactique, ni un marchepied, ni un moment à passer, vaille que vaille, dans la compagnie obligée des communistes. (...) Vous étiez radical alors, et sans doute y avait-il déjà des radicaux de diverses couleurs, mais le parti radical était le mandataire d'une bonne part des classes moyennes et de la paysannerie républicaine (ce fut une surprise, aux élections de 1936, que les socialistes l'aient devancé) et c'est vous qui représentiez le mieux sa tradition et son vieux mot d'ordre : « Pas d'ennemi à gauche ! »*

» *Vous pouviez vous honorer d'avoir été fabuleusement haï par tout ce qui a trahi de 1933 à 1945, préparant la défaite ou l'exploitant : par les gens du 6 février, de la cinquième colonne, de Vichy. Puis, la France libérée, vous avez été détesté par tout ce qui divisait pour régner. (...)*

● *L'Humanité* du 22 août publie en première page le texte du télégramme adressé par M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., après l'annonce du décès de Pierre Cot, « *démocrate, partisan de la paix et patriote résolu* [qui] *fut toute sa vie un artisan passionné de l'union des forces de gauche* ».

● *Nomination de sous-préfets.* — Le *Journal officiel* du 17 août a publié les nominations suivantes de sous-préfets : M. Pierre Hug, chargé de mission auprès du préfet de l'Oise, est nommé sous-préfet de Rochefort ; M. Jacques Juilhard, sous-préfet de Senlis, est nommé sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de l'Oise ; M. Eric Degremont, administrateur civil, est nommé sous-préfet de Senlis.

SCIENCES

La sonde Voyager-2 a commencé avec succès sa mission interplanétaire

Quarante-huit heures après le lancement, le samedi 20 août, de la sonde Voyager-2, les responsables de cette mission d'étude des planètes lointaines pouvaient envisager l'avenir immédiat avec sérénité. Pourtant, tout ne s'est pas passé au mieux, et l'on a cru, pendant quelques heures, que le lancement serait un échec. En fin de compte, les incidents étaient mineurs et ne compromettaient nullement la mission.

Le lancement proprement dit fut parfait. La fusée Titan-Centaure était mise à feu à 16 h. 30, heure française, avec seulement cinq minutes de retard sur l'horaire prévu : une valve qui donnait des signes de défaillance avait imposé une ultime vérification.

Les différents étages de la fusée fonctionnaient à la perfection, et la sonde était injectée sur la bonne orbite. C'est alors que commencèrent les ennuis.

Pour être logée sous la coiffe de la fusée, la sonde est dans une configuration repliée. La première opération à faire est le déploiement des trois mâts articulés qui sont fixés sur le corps de la sonde. L'un de ces mâts porte le générateur d'énergie à plutonium-238. Un second mât, le plus long, porte le magnétomètre : pour mesurer de faibles champs magnétiques, cet instrument doit être loin de toute masse métallique qui perturberait la mesure, donc du corps de la sonde. Le troisième mât porte les autres instruments de mesure et les deux caméras dont on attend des vues rapprochées de Jupiter, Saturne, Uranus et leurs satellites.

C'est le déploiement de ce dernier mât qui semblait ne s'être pas fait. Si cela avait été le cas, le programme de mesures imparti à la sonde, sans être entièrement compromis, aurait dû être sévèrement réduit. Mais il s'agissait d'une fausse alerte. Le bras s'était bien déployé, mais le signal qui indique la fin de l'opération n'avait pas été transmis.

Autre défaillance, mineure : un des trois gyroscopes qui contrôlent l'attitude de la sonde ne s'était pas mis en marche à l'instant prévu. Un ordre envoyé depuis la Terre a permis son démarrage.

Ces incidents n'auront finalement pas d'impact sur la mission, et les dernières vérifications montrent une sonde Voyager-2 parfaitement opérationnelle.

Leurs seules conséquences seront de retarder le départ de Voyager-1. Cette dernière sonde, seconde par le lancement mais première à exécuter sa mission — d'où la numérotation choisie, — devait partir le 1er septembre. La NASA vient de retarder son lancement au 3 septembre, pour se donner le temps d'étudier les incidents qui ont affecté la mise en état de marche de Voyager-2 et pour éviter qu'ils ne se reproduisent. — M. A.

RELIGION

L'histoire de l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

LE DÉFI INTÉGRISTE

L'occupation de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, par des catholiques traditionalistes, en est à son sixième mois. Les membres de la communauté paroissiale ont décidé de raconter en détail, dans un livre, l'histoire de ce « fait divers » à la fois dérisoire et significatif.

Après la relation des événements de l'occupation de Saint-Nicolas jusqu'au mois de juin, documents à l'appui, une deuxième partie donne les points de vue — juridique, sociologique, psychanalytique, théologique — de spécialistes qui s'interrogent sur les questions de fond soulevées par cette affaire : Comment l'Eglise affronte-t-elle l'épreuve à laquelle est soumise l'intelligence de la foi ? Comment peut-elle être présente au monde contemporain sans donner l'impression de perdre son identité ? Quelle place tiennent dans ce conflit les aspects politiques ? Une pièce importante à verser au dossier de cette nouvelle querelle des anciens et des modernes.

★ *Le Défi intégriste. Saint-Nicolas occupé.* Edit. du Centurion. 208 p. 30 F.

SAIT-ON OU EST L'ANCIEN TOMBEAU DE LA VIERGE ?

« On ne vénère aucun tombeau de Marie en Israël. » *Cette phrase de l'article sur l'assomption de la femme, paru dans* le Monde *daté 14-15 août, prête à confusion, ainsi que nous l'ont fait remarquer plusieurs lecteurs.*

Si l'on en croit le dogme, le corps de Marie a été élevé au ciel avec son âme à la fin de son séjour terrestre. Dans cette perspective, si Marie a été inhumée, ce fut très provisoirement et son tombeau éventuel est devenu vide. Mais on ne sait rien de sûr. Sur le lieu qu'habitait Marie à sa mort il existe deux traditions : l'une en faveur d'Ephèse, l'autre en faveur de Jérusalem, à Gethsémani, dans la vallée du Cédron.

Finalement, la question reste disputée, et il semble que l'Eglise ne reconnaît comme authentique aucun tombeau de la Vierge (au contraire du Saint-Sépulcre), et que, si elle en reconnaissait un, ce ne pourrait être qu'un tombeau vide. — H. F.

ÉQUIPEMENT

A PROPOS DE...

LES CHAMOIS DÉCIMÉS PAR UNE ÉPIZOOTIE EN SAVOIE

Le paradoxe des réserves

Cent à cent cinquante chamois ont été décimés par une épizootie de kérato conjonctivite dans la réserve nationale de chasse des Bauges, entre Chambéry et Annecy (Savoie). Soixante-dix chamois ont dû être abattus par les gardes de la fédération de chasse. Les autres, atteints de cécité, se sont tués à la suite d'une chute ou sont morts d'inanition en ne parvenant plus à trouver leur nourriture. Une opération de recensement sera organisée le vendredi 26 août pour déterminer l'ampleur de l'épidémie, que tente de juguler l'école vétérinaire de Lyon.

Dans la réserve nationale des Bauges vivent au minimum huit cents chamois sur un territoire de 5 000 hectares. Chasseurs et vétérinaires s'accordent pour reconnaître que la capacité d'accueil est très largement dépassée. On considère généralement que le nombre de chamois ne doit pas excéder dix pour 100 hectares. En raison de la présence, dans la réserve des Bauges, de chevreuils et de cent cinquante à deux cents mouflons, chaque chamois ne dispose plus, théoriquement, que de 3 hectares pour se nourrir. Selon le docteur Francis Roucher, vice-président de l'Association nationale pour la chasse rationnelle, « la capacité d'accueil du territoire étant dépassée, les animaux sont de moins bonne constitution, ce qui fait le lit des épidémies ».

Ce phénomène, que connaissent bien les chasseurs autrichiens, confrontés depuis plusieurs années à une épidémie de gale des chamois en Styrie, risque de se poser dans la plupart des autres réserves et des parcs nationaux des Alpes françaises. Ainsi, dans la Vanoise, on vient de dépasser le seuil des dix chamois pour 100 hectares. Il y aurait trois mille chamois sur 33 000 hectares de prairie et de pelouse alpines utilisables.

« Une mosaïque de déséquilibres »

Surtout, les Alpes françaises sont une « mosaïque de déséquilibres », estime le docteur Roucher. Si, en dehors des réserves, il n'y a pratiquement plus de chamois (ainsi dans l'Ain, où il ne reste plus que cent cinquante chamois, leur chasse n'a pas été autorisée), dans toutes les réserves et les parcs naturels on assiste à une surpopulation animale préjudiciable à la qualité du « cheptel ». On considère ainsi que le peuplement en chamois de l'arc alpin pourrait être aisément quintuplé si on évitait la « concentration abusive » des chamois dans des zones aujourd'hui trop petites.

La politique du tout ou rien — la chasse est interdite dans les parcs, mais elle n'est pas assez limitée dans les communes riveraines — entraîne des déséquilibres néfastes. La surpopulation dans les parcs et les réserves permet un accroissement annuel de 5 % du nombre total de chamois. Mais la pyramide des âges et la qualité des animaux protégés n'ont plus rien à voir, selon une étude récente de l'Office national de la chasse, avec les caractéristiques naturelles de cette espèce. Les malades et les animaux âgés restent, en effet, dans les réserves, tandis que les jeunes émigrent pour chercher leur nourriture... et se font « massacrer » sur les territoires de chasse (50 à 80 % des chamois qui y vivent sont tués chaque année).

Faut-il réintroduire prudemment la chasse dans les parcs et les réserves, tout en imposant des plans de chasse plus sévères dans les communes riveraines ? Les responsables du parc des Ecrins et du futur parc du Haut-Ariège y songent sérieusement. L'équilibre écologique est, en effet, une pyramide qui ne peut être tronquée. La disparition des grands prédateurs, le loup et le lynx, provoque un surpeuplement des zones protégées. Pour assurer aux chamois des conditions de survie normale, il faut ou bien réintroduire des lynx — cela a été fait en Suisse — ou bien que l'homme devienne un loup (intelligent) pour le chamois...

CLAUDE FRANCILLON.

MÉDECINE

● *Le choléra en Indonésie.* — Certains de nos lecteurs se sont émus d'une information parue dans nos colonnes (*le Monde* du 10 août), selon laquelle une épidémie de choléra aurait causé une quarantaine de décès dans la banlieue de Djakarta et au sud de Sumatra. On précise, à cet égard, à l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) que le choléra sévit en Indonésie de manière endémique, et qu'il ne s'agit pas d'une épidémie aiguë. L'O.M.S. recommande aux voyageurs de respecter les conseils de prudence classiques en matière de prophylaxie anticholérique, à savoir notamment : se faire vacciner avant le départ ; éviter fruits et légumes crus ; ne boire que de l'eau bouillie ou des boissons servies dans des récipients fermés. D'une manière générale, il est impératif de respecter les règles d'hygiène avec plus de précautions qu'en milieu non contaminé. L'O.M.S. ne déconseille pas pour autant de se rendre en Indonésie.

UN PALAIS DES SPORTS A PARIS ?

« *La capitale pourrait se voir doter prochainement d'un Palais des sports comportant un vélodrome d'hiver et des équipements qui permettraient la pratique de sports spectaculaires* », a annoncé M. Raymond Dohet, adjoint au maire de Paris, chargé des affaires sportives.

La municipalité consulte d'autre part la commission extra-municipale chargée des sports, pour la mise en place d' « abris-vélos » dans la capitale. En collaboration avec la Fédération française de tennis, la municipalité souhaite ouvrir de nombreux courts aux Parisiens, en dehors de leurs heures d'utilisation par les associations sportives.

Enfin, la Ville de Paris, copropriétaire des centres sportifs interdépartementaux de Bobigny, de La Courneuve, de Puteaux et du Tremblay, étudie les moyens de faciliter leur utilisation par les jeunes et les scolaires. Sur les quatre heures réservées au sport, les enfants ne passent actuellement qu'une heure et demie sur le terrain, du fait de la difficulté des transports.

ENVIRONNEMENT

Un espoir pour les Français des hautes terres

(Suite de la première page.)

Des milliards de francs ont été investis pour couvrir la haute montagne de pistes de ski. Résultat : peu de retombées locales, sauf dans les Alpes du Nord, quelques devises, l'accès à la neige des plus fortunés, d'énormes stations dont la rentabilité commence à être douteuse et des sites irrémédiablement gâchés.

Pendant le même temps, on créait dans les Alpes, les Pyrénées et le Massif Central quatre parcs nationaux. Des sanctuaires de nature gérés par l'Etat, mais dont les zones périphériques ont été oubliées. Là non plus on n'a pas arrêté la désertification.

« La vache tondeuse »

Ce n'est qu'à partir de 1972 qu'on a enfin compris une vérité pourtant première : pour maintenir les hommes, il faut leur trouver les moyens de vivre. Lors d'un congrès organisé à Clermont-Ferrand en septembre 1972, le ministre des finances de l'époque disait : « *Ce n'est pas le musée de la montagne qu'il faut protéger, c'est la vie de la montagne à laquelle nous devons donner ses justes chances.* » Ce ministre s'appelait Valéry Giscard d'Estaing. A partir de là, les rapports sur ce qu'il conviendrait de faire se sont succédé. Au moins quatre entre 1972 et 1975, dont le dernier, le plus connu, fut rédigé à la demande de M. Jacques Chirac, alors premier ministre, par M. Jean Brocard, député de Haute-Savoie. Conclusion : pour que la montagne vive, malgré ses handicaps, il faut que la nation lui témoigne en permanence sa solidarité, notamment par des mesures d'aide financière.

Ce coup de pouce, les agriculteurs le recevaient déjà depuis peu : c'est la fameuse « prime à la vache tondeuse », instituée par un texte de février 1974. Chaque éleveur de montagne touche une indemnité spéciale calculée en fonction de son cheptel. Avec les aides pour les bâtiments d'exploitation et celles accordées aux jeunes qui s'installent, on arrive à une injection de crédits de 600 millions de francs par an. Jean Brocard, qui avait déjà récolté dans le maquis administratif une cinquantaine de circulaires, instructions, arrêtés, décrets et lois instituant des mesures spéciales en faveur de la montagne, proposait, quant à lui, soixante-dix-huit mesures supplémentaires. C'était beaucoup. L'administration n'a finalement retenu que la plus efficace : une aide systématique à la création d'emplois non agricoles. Appliquée depuis le début de 1977, cette mesure a déjà permis de donner du travail dans l'artisanat, dans les services et dans la petite industrie à trois mille montagnards. Mais le pointillisme et l'accumulation des textes ne constituent pas une politique.

Aussi, le 29 septembre 1975, le président de la République lançait-il, devant le conseil régional d'Auvergne réuni au Puy le plan de développement du Massif Central. Quarante mesures touchant les communications, l'industrie, le remembrement des terres, l'hôtellerie, le téléphone, l'habitat et les écoles. Il s'agissait cette fois de rattraper en trois ans le retard que le Massif Central — la plus peuplée de nos montagnes — a pris sur les autres massifs. A la fin de cette année — date d'achèvement du plan triennal, — les kilomètres de routes, les postes de téléphone et les écoles qui devaient être créés le seront. Mais l'usine de pâte à papier de Langogne et l'usine à viande de Rodez, qui devaient tirer parti des ressources locales, sont encore dans les cartons. La « crise » est passée par là.

Conclusion : il est plus facile de faire tourner des bétonnières que de maintenir la vie d'une région. Les plans d'équipement sont nécessaires pour sauver la montagne. Ils ne sont pas suffisants. D'où la dernière entreprise lancée par la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) : élaborer avec les collectivités locales des schémas d'orientation et d'aménagement des massifs.

En effet, il n'y a pas une montagne abstraite, mais des massifs montagneux ayant chacun ses problèmes. Ensuite, c'est avec les habitants eux-mêmes qu'il faut trouver les idées qui, à long terme, sauveront le terroir. Tels sont les schémas : des réflexions, d'où sortiront des programmes concrets, et au niveau national une politique. Deux d'entre eux, celui du Jura et des Alpes du Sud, ont déjà été approuvés par les conseils généraux et régionaux. Trois autres — Vosges, Alpes du Nord et Pyrénées — le seront avant l'hiver. C'est de leur synthèse que s'est largement inspiré le président de la République pour élaborer sa nouvelle politique de la montagne. Car finalement, de la frontière espagnole aux futaies vosgiennes, la plupart des montagnards sont à peu près d'accord sur ce qu'ils veulent et sur ce qu'ils rejettent.

D'abord, ils disent « non » à la « fatalité » de la désertification. Ils veulent « vivre au pays ». C'est capital. Mais, pour s'en sortir, ils refusent l'exploitation des hautes terres par les gens des vallées, le secours de quelques super-stations de ski, le ballon d'oxygène de la mono-industrie saisonnière du tourisme, les succursales de grosses entreprises parachutées par la décentralisation, les grandes pénétrantes routières, qui ne profitent qu'au visiteur.

Ce qu'ils veulent, en revanche, c'est le maintien d'activités multiples : agriculture, tourisme, artisanat, petite industrie. Pas de schéma parisien plaqué partout, mais du « sur mesure ». Ils souhaitent encore que les communes prolétaires — celles qui ne peuvent plus décoller sans animation et sans argent extérieur — soient assurées d'un montant minimum de subventions : un SMIC communal, en somme. Pour l'agriculture, inutile de tenter de singer les fermes de la plaine. L'agriculteur de montagne doit se spécialiser, transformer ses produits sur place et préserver à tout prix ses meilleures terres. Les parcs nationaux ? On leur demande de jouer enfin leur rôle d'aménageurs exemplaires.

Le tourisme ? Il doit être diffus, ménager le paysage et profiter à tous les montagnards. La forêt ? Il faut relancer une politique abandonnée depuis quarante ans : le reboisement, par l'Office des forêts, des terres érodées. Mais — et c'est l'idée nouvelle — tout cela doit s'entreprendre en même temps et avec la participation des montagnards eux-mêmes ou, tout au moins, avec leurs représentants dans les conseils généraux ou les syndicats de communes. On ne sauvera pas la montagne malgré elle...

MARC AMBROISE-RENDU.

SEPT MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Pour marquer l'importance qu'il attache à la nouvelle politique de la montagne, M. Giscard d'Estaing a invité six membres du gouvernement à l'accompagner : quatre ministres (M. Christian Bonnet, pour les collectivités locales ; M. Jean-Pierre Fourcade, pour l'équipement ; M. Michel d'Ornano, pour l'environnement ; M. Méhaignerie, pour l'agriculture), et trois secrétaires d'Etat (M. Paul Dijoud, pour la jeunesse et les sports ; M. Bernard-Reymand, pour le budget, et M. Jacques Blanc, pour l'agriculture).

Mercredi, au cours du conseil des ministres, M. J.-P. Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, fera une communication sur la politique de la montagne, précisant le rôle de chaque ministère dans l'application des directives présidentielles.

RASSEMBLEMENT ANTINUCLÉAIRE DANS LE CHER

Val-de-Loire ou « val de l'atome » ?

De notre correspondant

Orléans. — Plus de deux mille cinq cents personnes se sont rassemblées le samedi 20 août sur le site de Belleville-sur-Loire (Cher) où E.D.F. envisage la construction d'une centrale nucléaire et où elle poursuit des études avant de lancer l'enquête publique.

En conviant les opposants à la centrale à une « conférence-débat » sur le nucléaire, avec MM. Haroun Tazieff, Philippe Courrège et Théo Leray, maîtres de recherches au C.N.R.S., plutôt qu'à une « manifestation », les organisateurs, impressionnés par les événements de Malville, marquaient leur volonté de dépassionner le débat et de donner le pas à l'information. Ils y ont réussi. Une dizaine de stands de comités anti-nucléaires et d'associations écologiques entouraient la tribune. Il n'y a pas eu le moindre incident. Les organisateurs, l'Association du Val-de-Loire berrichon pour la défense de la qualité de la vie, ont réaffirmé avec détermination leur hostilité au projet et réclamé l'organisation d'un référendum.

Les adversaires du projet invoquent notamment le risque de pollution de l'importante nappe phréatique située sous le site, utilisée par plus de vingt communes. Cette présence avait motivé il y a quelques dizaines d'années l'achat du domaine par la ville de Paris, en vue de réaliser des captages. Selon eux, également, la région de Belleville, déjà placée dans un étranglement de la Loire, sera encore plus sensible aux crues si on y installe une masse de béton. Enfin, ils rappellent qu'un décret interministériel du 4 septembre 1975 interdit de construire de « plein pied » en zone sondable dans le Val-de-Loire, du Bec d'Allier à Briare.

« *Si l'E.D.F. passe outre nous l'attaquerons en justice* », déclare l'association de défense.

Depuis plusieurs mois également, les partis de gauche locaux condamnent le projet. En effet, *la multiplication des centrales* nucléaires dans le Val-de-Loire, qui se transforme peu à peu en « Val de l'atome », avec Chinon, Saint-Laurent-des-Eaux et Dampierre-en-Burly, devient un sujet d'inquiétude pour bon nombre de responsables politiques.

Les ruraux de Belleville quant à eux se refusent à vivre à leur tour les difficultés nées de la construction de la centrale de Dampierre, à 35 kilomètres en aval de là. L'absence dramatique de structures d'accueil y a suscité de vives difficultés entre la population locale et la main-d'œuvre venue de l'extérieur.

Evoquant le programme électronucléaire, M. Haroun Tazieff a précisé qu'il était « *à la pointe de l'inaccessible* » et il a reproché aux partis politiques français de « manquer d'honnêteté » sur ce sujet. M. Tazieff a enfin expliqué que le programme nucléaire, en raison des précautions à prendre, « *obligeait à un Etat policier* » et conduisait au « *techno-fascisme* ».

RÉGIS GUYOTAT.

● *Manifestation antinucléaire en Italie.* — Une manifestation nationale antinucléaire — la première du genre — aura lieu en Italie, le 23 août, aux abords de la future centrale de Montalto-di-Castro, en Toscane. Les adhérents de plusieurs comités antinucléaires campent déjà depuis trois semaines autour du site.

TRANSPORTS

LE « FRANCE » TOUJOURS A L'ANCRE

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a reconnu que des négociations étaient en cours pour vendre le paquebot *France* à une société saoudienne. Il a démenti qu'un accord ait été signé.

Le journal *Sud-Ouest* avait, en effet, révélé dans ses éditions du dimanche 21 août qu'un protocole d'accord sous réserve d'expertise avait été conclu, au mois de juillet, entre la Compagnie générale maritime (C.G.M.), propriétaire du paquebot, et un émir d'Arabie Saoudite désireux de transformer le *France* en hôtel-restaurant flottant dans le port de Djeddah.

Selon la C.G.M., « *les discussions avec plusieurs acheteurs éventuels se poursuivent et n'ont pas abouti à la signature d'un contrat* ». Des pourparlers seraient engagés notamment avec une société brésilienne et une firme de Hongkong. La transformation du *France* en hôtel-restaurant nécessite des travaux importants dans le port d'accueil afin de mettre le bateau à l'abri des tempêtes et afin d'en faciliter l'accès aux visiteurs.

Désarmé et amarré dans l'arrière-port du Havre depuis 1974, le paquebot est maintenu en état de marche par un équipage de trente-trois hommes. Ces frais d'immobilisation et d'amortissement se sont élevés, en 1976, à 30,5 millions de francs.

LA GRÈVE DES CONTROLEURS AÉRIENS DE LONDRES RISQUE DE S'ÉTENDRE

La grève du zèle des « aiguilleurs du ciel » londoniens, qui dure depuis six jours, risque de s'étendre à l'ensemble de l'espace aérien de la Grande-Bretagne. Aucun accord n'est, en effet, intervenu entre le gouvernement britannique et le syndicat des « aiguilleurs », qui réclame les hausses de salaires prévues par des engagements salariaux.

Les contrôleurs aériens de l'aéroport de Heathrow refusent d'utiliser un ordinateur pour réglementer le trafic. Ils tracent à la main les plans de décollage et d'atterrissage. Cela crée des embouteillages et occasionne des retards de trois heures en moyenne.

La British Airways a annulé quarante-cinq vols ce lundi 22 août. Les « aiguilleurs du ciel » envisageraient de transformer leur mouvement en grève totale pour le prochain week-end.

● *Concorde à New-York... et au musée.* Un membre du Sénat de l'Etat de New-York, M. Sheldon Farber, a demandé, le 20 août, l'ouverture d'une enquête sur le retard apporté par l'autorité portuaire de New-York à la définition des niveaux sonores applicables au supersonique Concorde. Il souhaite déterminer quelles sortes de pressions ont été exercées sur cet organisme.

D'autre part, le prototype 001 du Concorde va rejoindre le musée de l'air Duxford (comté de Cambridge), où il sera maintenu en état de marche par des amateurs.

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Corse

Les contre-attentats dans l'île

UN DÉMENTI DU PRÉFET

Le préfet de la région Corse, M. Yves Burgalat, vient d'« *opposer le démenti le plus formel* » aux déclarations du Dr Edmond Simeoni, mettant en cause deux hauts fonctionnaires accusés de diriger les actions anti-autonomistes en Corse.

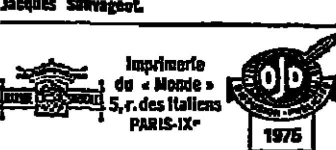
M. Burgalat, qui qualifie ces déclarations du leader autonomiste d'« *allégations sans aucune espèce de fondement* », fait référence aux déclarations de M. Simeoni dans une interview accordée au *Nouvel Observateur* et selon lesquelles « *deux hauts fonctionnaires, l'un relevant de la défense, l'autre du ministère de l'intérieur, dirigent un groupe de huit à dix voyous qui plastiquent chaque jour les militants autonomistes* ».

On retiendra d'autre part la déclaration faite au micro de France-Inter du préfet de région, auquel on demandait d'expliquer les causes qui justifiaient une plus grande fermeté de la part des autorités.

« *A partir du moment*, affirmait M. Burgalat, *où ceux qui se réclament de l'autonomie ont parlé de cette mise en cartes d'identités de façon à comptabiliser les Corses par ethnie, du moment où ils ont parlé d'internationaliser le ou les problèmes qui peuvent se poser à la Corse et au gouvernement, il est évident pour tout le monde, particulièrement pour les Corses et spécialement pour les élus, qui n'ont pas manqué de le souligner, que cette barrière que l'on croyait très solide, voire infranchissable, entre l'autonomie et l'indépendance est en papier carton et que pratiquement elle n'existe pas. En tout cas elle ne semble pas exister du tout dans l'esprit de ceux qui ont parlé. A partir du moment où le problème de l'intégrité de la République est posé, il appartient aux pouvoirs publics de faire en sorte que cette intégrité soit préservée conformément à notre Constitution.* »

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.

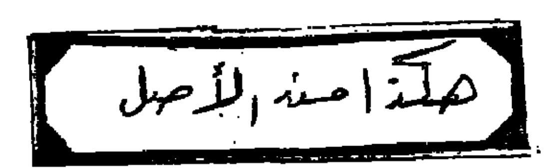
Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1975

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



EN ILE-DE-FRANCE

L'OPÉRATION «SPÉCIAL TROISIÈME AGE» A PARIS

«Ma seule angoisse : l'été...»

LEONIE habite un bel appartement d'un immeuble cossu du dix-septième arrondissement. Souffrant d'une jambe « *depuis dix ans* », elle ne descend plus guère dans la rue. Sa femme de ménage entretient l'appartement, la « petite-du-dessous » fait ses courses, la concierge « *discute le coup* » en montant le courrier et ses deux filles mariées lui rendent visite « *au moins une fois par semaine* ».

Léonie n'a pas de problèmes d'argent. « *Je mange et je m'offre tout ce qui me fait plaisir* », dit-elle. Sa seule angoisse : les mois d'été. Le mois d'août surtout. Ses filles sont en vacances, les voisins aussi, les commerçants ont fermé boutique. « *Heureusement, cette année, j'ai ma petite Martiniquaise. Quelqu'un à qui parler.* »

La « petite Martiniquaise », étudiante en informatique, recherchait un « job » pour l'été. Elle a répondu à une petite annonce d'un journal : la voici, pour un mois, « aide ménagère » auprès des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et des handicapés, dans le cadre de l'opération « spécial troisième âge ».

L'opération connaît un franc succès. Par voie de presse, par affichage, par message radiophonique, on a fait savoir aux personnes âgées que le maire de Paris avait mis en place une équipe pour venir en aide aux personnes restées seules en juillet et en août. Ce service, offert à toutes personnes de plus de soixante-cinq ans dépendant ou non d'un bureau d'aide sociale, et aux handicapés fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre (1).

Au bungalow installé place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris, les appels ne cessent pas. Plus de cent demandes par jour. Il s'agit de secourir une vieille dame qui ne parvient pas à surmonter son désespoir depuis l'hospitalisation de son mari. On voit des enfants venir signaler qu'ils partent en vacances et qui demandent qu'on s'occupe de leur mère. Ou bien, c'est un coup de téléphone anonyme révélant qu'« *une mémé dort avec son chat mort dans son lit depuis trois jours* ». Mais le plus souvent les appels réclament une aide pour le ménage et les courses.

Tentée dans le seizième arrondissement pendant l'été 1975, l'expérience avait montré l'extrême isolement des personnes âgées en juillet et en août. L'année suivante, l'opération avait été étendue à six arrondissements. Cette année, M. Jacques Chirac a généralisé l'opération « spécial troisième âge » à tous les arrondissements de Paris. Elle est financée par la Ville de Paris et conduite sous l'égide de la direction générale de l'action sanitaire et sociale. Budget : près de 2 millions de francs.

Au bureau d'aide sociale de Paris on souligne les difficultés dans le recrutement du personnel. Etudiantes, pour la plupart, 2 400 F par mois, « *pour faire ce travail, il faut beaucoup de dévouement et de patience. Il faut aimer les personnes âgées* », dit une jeune fille.

Comme la médecine préventive peut dépister les maladies, l'opération « spécial troisième âge » cherche à dépister la misère. Celle qui existe et qui ne se montre pas. On aura appris qu'une femme de cent six ans, grabataire, habite avec « sa petite », soixante-dix-huit ans, handicapée moteur.

Devant ces exemples, on promet à la mairie de Paris que, « *dès l'automne, l'aide ménagère à domicile sera considérablement développée, et qu'un personnel nombreux sera embauché à cet effet.* » Le comité d'information sociale aux personnes âgées de Paris s'est déjà mis à la tâche : « *La semaine dernière*, note une responsable du comité, *nous avons trouvé deux personnes âgées mortes dans un immeuble. Les voisins étaient en vacances. Ces gens n'avaient personne pour les secourir. A notre époque !* »

CHRISTIANE CHAMBENOIS.

(1) Permanence organisée place de l'Hôtel-de-Ville. Tél. : 278-78-07, 278-70-97, 278-74-06, 278-75-79. Le Centre d'information et de documentation pour les personnes âgées (CIDPA), est situé 9, place de l'Hôtel-de-Ville (tél. : 277-15.40, poste 43-18).

POINT DE VUE

Redéploiement et liquidation industrielle

par GUY POUSSY (*)

LA désindustrialisation de la région parisienne est-elle une invention ? Malheureusement non, les faits sont là : en 1975, le *niveau de l'emploi industriel dans* la région était inférieur à celui de 1954. L'évolution résultant du plan Barre est d'autant plus préoccupante que les créations d'emplois tertiaires ne compensent plus la disparition d'emplois industriels. La désindustrialisation continue de toucher la capitale : 105 055 emplois industriels supprimés en 1974 et 1975. Le recul constaté dans la petite couronne en 1970-1973 se poursuit. Ivry et d'autres communes industrielles sont maintenant *durement frappées* par les fermetures d'entreprises. L'emploi industriel stagne dans la grande couronne au lieu d'augmenter comme pendant les années précédentes.

Rien n'est plus faux que de parler de transferts d'emplois vers la province. En quatorze ans, 250 000 emplois industriels ont été supprimés à Paris. Ont-ils été tous transférés en banlieue et en province ? Absolument pas, car, pour six emplois supprimés en Ile-de-France, cinq le sont définitivement, on ne les retrouve nulle part. Le chômage sévit malheureusement sur tout le territoire. Des usines ferment dans le Nord, le Sud, dans les Vosges, tout comme en région parisienne. L'hypocrisie qui consistait à opposer artificiellement Paris à la province est moins crédible. En vérité, la « décentralisation industrielle » de la *région* parisienne a servi de paravent à la politique de redéploiement, de liquidation de secteurs entiers de l'appareil productif français, pratiquée par les grands groupes industriels et financiers. Cette politique mise en œuvre avec le soutien gouvernemental a entraîné la perte de nombreuses petites et moyennes entreprises sous-traitantes employant souvent une main-d'œuvre très qualifiée.

***

L'Ile-de-France, première région industrielle française, est touchée de plein fouet par cette politique de redéploiement. Des branches entières de son industrie sont sacrifiées, entraînant fermeture d'entreprises et licenciements collectifs. C'est le cas dans l'imprimerie, la machine-outil, le roulement à billes, l'électronique, *l'aéronautique, le papier-carton, le* bâtiment et les travaux publics. Le déséquilibre habitat-emploi s'est accru ; outre la fatigue des hommes et des femmes, le temps perdu dans les transports mal adaptés représente un milliard d'heures de travail par an. Il y a un énorme gâchis matériel et humain, néfaste pour la région Ile-de-France comme pour les autres régions françaises.

En fait, il est plus juste de parler de politique de bouleversement du territoire que de politique d'aménagement. M. Jean-Pierre Fourcade entend-il modifier cette politique ? Non, celui-ci déclarait récemment : « Les établissements industriels importants n'ont plus leur place en région parisienne. » Il réaffirmait aussi qu'il n'était pas question de modifier le régime des taxes et des redevances ni les procédures d'agrément mis en place par M. Monod, ancien délégué général de la DATAR, aujourd'hui secrétaire général du R.P.R.

Le Conseil régional tel qu'il est *constitué peut-il modifier cette politique* ? Non, car ce qui lui manque le plus, c'est la volonté politique. Les principaux leaders de la majorité votent à l'Assemblée nationale en faveur de toute la politique gouvernementale ; comment pourraient-ils ensuite *ne* pas l'appliquer ? C'est pourquoi, en dehors de vœux pieux *du président* R.P.R. de la *région*, les élus giscardiens, chiraquiens et centristes ne s'opposent pas réellement à la désindustrialisation.

Le gouvernement devrait prendre garde aux conséquences qu'entraîne sa politique. Le chômage atteint un niveau de gravité exceptionnelle en Ile-de-France. En mai, il y avait 320 000 chômeurs, ce qui veut dire que, directement ou indirectement, actuellement au moins un million de personnes sont touchées par le chômage, soit 10 % de la population. On peut estimer que durant une année une personne sur cinq a connu soit personnellement, soit dans son foyer le chômage et ses conséquences dramatiques. Les femmes, les jeunes sont le plus touchés. Que vont devenir les 150 000 jeunes gens *sortis des écoles et des universités* de l'Ile-de-France ? Parmi eux, 60 000 n'ont aucune qualification professionnelle, alors que seulement 5 300 places de stages classiques sont disponibles. Il est *prévu* officiellement que 100 000 jeunes s'inscriront à l'A.N.P.E.

***

Il ne peut y avoir de véritable politique d'aménagement du territoire *sans une nouvelle politique* économique et sociale : celle-ci existe avec le programme commun. La *mise à jour* des chapitres de la politique industrielle et de l'emploi renforcera son efficacité. Un nouveau type de croissance permettra de sortir de la crise, en redressant la production et l'emploi, en donnant à la croissance un contenu favorable aux travailleurs, au développement régional. Dans l'immédiat, les communistes savent qu'une action résolue, et suffisamment massive, peut amener le gouvernement et le patronat à mettre fin à certains gâchis, au démantèlement du potentiel industriel régional : *le chômage peut reculer.* En clair, les communistes n'attendent pas 1978 l'urne au pied pour agir.

Quels sont nos objectifs ? Plus une fermeture d'usine ne doit avoir lieu. Nous exigeons la suppression des avantages et aides publiques de toutes sortes dont *bénéficient* les sociétés industrielles telles les primes de décentralisation. Il faut interdire le changement d'usage des terrains industriels, une des sources de la spéculation financière et immobilière. Il faut supprimer les redevances d'installation qui servent en réalité à financer les départs d'entreprises de la région Ile-de-France. La DATAR doit être supprimée, ses prérogatives confiées à un comité d'urbanisme et d'emploi industriel composé d'élus, de représentants syndicaux, d'organisations professionnelles, habilité à intervenir dans la défense et la création d'emplois nouveaux. La création de dizaines de milliers d'emplois est nécessaire dans les services publics et nationalisés. Deux cent cinquante mille emplois peuvent être créés en Ile-de-France avec l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans pour les hommes, cinquante-cinq ans pour les femmes, la réduction de la *durée hebdomadaire du travail* à quarante heures effectives.

Dans le Val-de-Marne, par exemple, l'action conjuguée des travailleurs, de leurs organisations syndicales, et des élus communistes a permis de sauver de la destruction sept entreprises parmi lesquelles les Fonderies de Choisy, l'Imprimerie de France, le Centre hospitalier privé d'Ivry. Chaufour *revit* après neuf cents jours de lutte. Il faut renforcer la protection et l'indemnisation des chômeurs, en particulier celles des jeunes. L'aide publique doit être portée aux deux tiers du SMIC pour le travailleur d'une famille quand un salaire constitue le seul revenu. Une bourse doit être attribuée pour le départ en vacances des enfants de chômeurs.

Il faut interdire les expulsions, saisies, coupures de gaz et d'électricité qui frappent les chômeurs et leurs familles, étendre l'attribution de l'allocation-logement, créer une commission sociale spéciale dans chaque commune. Il faut assurer la gratuité des transports en commun dans toute l'Ile-de-France pour les chômeurs inscrits à l'A.N.P.E. par le financement sur fonds patronaux et d'Etat.

Analyse et propositions démagogiques ? Non, action conséquente et efficace pour changer quelque chose, telle est l'attitude des communistes.

(*) Membre du comité central, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du parti communiste, conseiller général du Val-de-Marne.

Le Monde L'ÉTÉ

Un chien de saison

Premier tableau : Néron empoisonneur

La communication, panacée sociologique pour société bloquée, peut, lorsqu'elle est téléphonique, ouvrir la voie à des bouleversements. A preuve ce psychodrame, en quatre tableaux et une chute, que nous livrons aux vacanciers à la recherche de thèmes de méditation.

QUAND le téléphone sonne à l'heure du petit déjeuner, que je prends ordinairement vers 9 h. 15 — un œuf brouillé, deux toasts mollets, deux cuillerées de marmelade et trois tasses de thé au lotus — c'est l'appel d'un intime ou tout au moins d'un familier.

La règle se trouva confirmée ce matin-là.

« Allô, Paul, c'est Irma... Bonjour... une grande joie nous arrive, Paul...

— Vous avez gagné au loto ?... Henry a la Légion d'honneur ?... Votre fils a réussi le bac ?...

— Vous n'y êtes pas... Mieux que cela, nous sommes invités, Henry, les enfants et moi à passer trois semaines en Ecosse !

— Formidable, Irma. Je vous y vois déjà : les distilleries de whisky, le monstre du Loch-Ness, les fantômes, la chasse au renard, Walter Scott, les tweeds de Pringle... et toute la famille en kilt... Vous allez être mignons !

— Oui, hein... mais Paul, il y a Néron !

— Néron ! que vient faire là le fils d'Agrippine ?

— Néron, Paul ! Voyons, notre boxer bringé... vous le connaissez vous êtes le seul de nos amis qu'il n'ait pas mordu !

— Il a essayé !

— Mais maintenant il vous connaît, et je sais que vous lui plaisez !

(Soit dit entre nous, je me moque comme d'une guigne de plaire à Néron !)

— Mais, Irma, je ne vois pas de rapport entre Néron et l'Ecosse.

— Justement, Paul, il ne peut y en avoir. Les Britanniques exigent une quarantaine de six mois pour les animaux étrangers. Il n'est donc pas question d'emmener Néron avec nous...

— Dommage, votre fauve eût été heureux au pays de la cornemuse. Il eût trouvé quantité de moutons à égorger et même, du côté de Dartmoor, des poneys égarés dans la lande. Il aurait pu aussi rencontrer le chien des Baskerville, qui lui aurait administré une bonne leçon !

— Ne plaisantez pas, Paul, c'est tragique, qu'allons-nous faire ?

— Mettez votre chien en pension. Je connais à Livry-Gargan un quatre étoiles pour chiens dont les maîtres sont en vacances.

— ... Pour traumatiser la pauvre bête !... vous n'y pensez pas. Il aurait l'impression d'être abandonné, enfermé dans un camp de concentration... oh ! non. Je ne prendrais aucun plaisir aux vacances et les enfants pleureraient tous les soirs ! »

Mon thé refroidit et je profite du lourd silence de la bakélit pour absorber une ou deux gorgées.

« Allô, Paul !

— Oui, Irma. Je suis là... pourquoi ne confiez-vous pas votre chien à votre mère ?

— Parce qu'elle a Octave, Paul

— Octave ?

— Une chienne teckel, hargneuse et insupportable... c'est empoisonnant.

— Comme vous dites, Irma, empoisonnant, surtout pour Octavie !

— Comment ça, ...surtout pour Octavie ?

— Parce que Néron, c'est bien connu, a liquidé Octavie, sa femme, après s'être fait la main sur Britannicus et Agrippine, sa maman !

— Je ne comprends rien à cette histoire...

— Romaine.

— Quoi ?

— Histoire romaine, Irma.

— Oui, bon, tout cela ne résout rien, Paul Qu'allons-nous faire... il va falloir renoncer à ce voyage.

— Ce serait idiot... pour un chien !

— Voyez-vous, Paul, il faudrait trouver quelqu'un de sûr, un ami que Néron connaisse, plutôt célibataire, libre de son temps, disposant d'une maison assez vaste et qui reste à Paris en août. »

Aïe, j'ai tout compris enfin. Irma la futée, vient d'une voix enjôleuse aux sonorités de viole d'amour de brosser mon portrait. Je les vois venir, mes amis. Henry et elle veulent me refiler leur chien baveur. Un monstre qui ne pense qu'à sauter sur ses congénères. Vous l'imaginez chez moi, bousculant les guéridons, souillant les tapis, se vautrant sur les canapés, aboyant pour me fâcher avec les voisins ou pleurant ses maîtres avec la discrétion d'une sirène d'usine pour faire croire que je le martyrise Car ce chien énorme, avec sa moue de vieux bonze à bajoues (il ressemble à Bodard), est vicieux, j'en suis certain.

Pas question, me dis-je, pendant que le temps mort téléphonique se prolonge. Au risque de faire de la peine à Henry, je ne céderai pas. Henry à qui j'ai toujours cédé depuis le collège. Henry qui trichait pour me prendre mes billes, qui copiait en compo de latin, qui m'a soufflé successivement tous mes flirts avant d'épouser la seule femme qui, peut-être, m'eût convenu. Je ne céderai pas au chantage du voyage annulé.

« Allo Irma, je viens de réfléchir... Je ne vois pas d'issue à votre dilemme tel que vous le présentez. Je persiste à croire cependant que la seule solution consiste à confier Néron à un établissement spécialisé...

— Non, Paul (le ton a changé la viole d'amour est devenue cymbale)... *ce qu'il nous aurait fallu, c'est un ami dévoué qui aurait hébergé Néron... Je Je m'aperçois qu'il est utopique de rechercher un tel être dans nos relations...*

— ...Ne vous découragez pas Irma, et dites bonjour à Henry pour moi.

— C'est cela, au revoir, Paul... Henry sera désolé de ne pouvoir aller en Ecosse... »

Le ton est si acide que je ne résiste pas au plaisir de me montrer désagréable.

« ...Il y a peut-être une solution, Irma.

— Ah, oui, dites, Paul. Laquelle ?

— Vous gardez votre chien et j'accompagne Henry et les enfants en Ecosse ! »

Irma a raccroché !

MAURICE DENUZIÈRE.

Prochain tableau :

VIVRE AVEC NÉRON !

L'enfant et la mer

L'ENFANT est assis sur le rocher. Immobile, il regarde la mer. La peau dorée par le soleil et par le sel, du sable dans les cheveux, il respire au rythme des vagues, il est la mouette, l'écume, le coquillage, le silence.

Je regarde l'enfant. Me frappent sa fragilité sur la pierre de granit, et le sentiment de sa courte durée face à l'éternité de la mer. De quel millénaire date le rocher battu des vents, que la mer creuse et caresse depuis toujours ? Roule la vague, s'arrondit le galet, grandit le garçon, rocher immuable, mer éternelle, enfant mortel. Mon fils n'est qu'un instant de la Terre.

Et pourtant la pierre ne parle pas, la mer ne s'entend pas, et l'enfant regarde, touche, sent, aime, vit, s'émerveille. Lui dont les enfants courront sur les mêmes rochers et sauteront dans les vagues, qui ne deviendra ni sable ni écume mais à nouveau un autre enfant, signe d'éternité fugitif et tenace sur la ligne d'horizon...

ANNE TOUZARD.

A VARENGEVILLE

L'empreinte de Braque

BLANCS gras de la craie où sont taillées les falaises abruptes, ocres des terres qui les teignent par longues coulées, verts et bleus instables d'une mer toujours prête à reprendre sombre mine si le soleil se refuse, basse chantante des noirs dans les rochers Et là-dessus tous les gris de la création échangés entre ciel et eau, en un perpétuel festival de perles et de nacres broyées : c'est Varengeville, côté mer Côté terre les prairies, des forêts luxuriantes, pleines d'oiseaux, des parcs débordant de roses, de marguerites et d'hortensias géants Un doux parfum de troènes flotte au long des sentiers creux, qui permettent, loin des voitures, de sillonner le pays, du phare de l'Ailly au manoir d'Ango, de Sainte-Marguerite au fameux cimetière marin, devenu trop petit pour la demande et qu'on se préoccupe d'agrandir.

Unissant les deux « côtés » : les valleuses, ces profondes entailles creusées dans la craie par de modestes ruisseaux. Ainsi, par des sentes sinueuses et de raides escaliers, gagne-t-on la grève On ne s'y baigne guère L'eau trop froide, les galets glissants, n'attirent pas — Dieu merci ! — les inconditionnels de la grillade sur sable. Mais les ramasseurs de coquillages, aussi bien que les amoureux des souffles salés et des paysages vierges, y trouvent leur compte

Varengeville, à 10 kilomètres de Dieppe Aux yeux des amateurs d'art, ce lieu appartient à Braque aussi sûrement qu'Aix-en-Provence à Cézanne Parce que le peintre a vécu et travaillé ici, de longues années, dans une retraite protégée Parce qu'il a enrichi de vitraux l'église et la chapelle Saint-Dominique, simple grange promue lieu de culte pendant l'occupation, en remplacement de celui qui se trouvait alors en zone côtière, interdite. Parce que sa tombe est, avec celle du dramaturge Porto-Riche et celle du musicien Albert Roussel, l'illustration du cimetière serré autour de l'église, en balcon, sur une admirable vue de mer, de falaises et de verdures.

(« Porto-Riche, qui est-ce ? », demandait pourtant ici l'autre jour un professeur de français, plus familier de Victor Hugo. L'auteur d'Amoureuse (1849-1930) s'est-il abusé en espérant, comme on le lit sur la pierre funéraire : « J'aurai peut-être un nom dans l'histoire du cœur » ? On doit le craindre.)

L'immense dalle sous laquelle repose Braque en compagnie de sa femme, venue le rejoindre en 1965, au bout de deux ans seulement, est ornée d'un de ces grands oiseaux qui ont traversé — messagers de l'au-delà, peut-être — la vieillesse de l'artiste Mais la mosaïque déjà s'altère, attaquée par l'humidité du climat Mieux conservé, dans l'église, le vitrail où le maître a traité le thème de l'Arbre de Jessé, résumé en formes simples, modulé dans l'azur et traversé d'éclats d'une émeraude raffinée.

Un autre vitrail a pris place tout à côté, magnifique lui aussi dans ses scintillements de bleus profonds et de jaunes légers. Il est dû à Raoul Ubac. Devant cette réussite, on fait un rêve, on émet un vœu Que les autres fenêtres du sanctuaire soient confiées tour à tour à quelques-uns des plus grands peintres d'aujourd'hui, qu'il serait exaltant de voir réunis autour de Braque Oui, rêvons, espérons ici un Bazaine, un Manessier, un Le Moal, un Vieira da Silva, un Zack... Quelle gemme rare deviendrait cette petite église, quelle suite et quel hommage au vieux sage de Varengeville !

On y méditerait mieux encore une maxime qu'on extraira de ses Cahiers, en l'inversant puisque, désormais, ce que le savoir prépare de plus perfectionné, c'est l'Apocalypse : « La science est faite pour troubler ; l'art rassure. »

JEAN GUICHARD-MEILI.



FEUILLETON N° 37 — 23 AOUT

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Après avoir découvert Maliniak mort étranglé, et persuadé que Maya ne peut qu'être l'assassin, Waltchak s'est enfui sans bruit Mais Maya, faisant quelques instants après la même découverte, pense que cela ne peut être que le fait de Waltchak et elle s'effraie de son attirance pour ce garçon. Une brève enquête l'ayant disculpée pour l'instant, elle s'enfuit à son tour à la recherche de Waltchak. C'est dans un tramway qu'elle fait la connaissance du célèbre voyant Hincz, et elle pense qu'il pourrait peut-être lui être utile.

ALORS qu'elle allait tout raconter à Hincz, Maya se mordit la langue. Etait-il prudent de se confier à ce voyant, dans sa situation ? Mais, d'un autre côté, il était le seul à pouvoir l'aider.

Elle se décida.

« Je suis à la recherche de quelqu'un, répéta-t-elle.

— Qui est-ce ?

— Cela n'a pas d'importance.

— Bien, dit-il. Vous pouvez ne pas me le dire. Il me suffit d'un objet appartenant à cette personne, d'un objet qu'elle a touché. Avez-vous quelque chose de ce genre ? »

Maya se souvint du crayon de Waltchak dans son sac. Fallait-il le lui donner ou non ? Si elle le donnait, il était bien capable de percer tous leurs secrets.

Hincz, qui avait à présent l'air grave et comme anxieux, lui saisit la main.

« Avec moi, vous pouvez parler ouvertement, dit-il, et je vous conseille de le faire. »

Elle lui tendit le crayon que Waltchak lui avait prêté quelques jours auparavant pour dessiner le plan de la villa. Il l'examina attentivement.

« Il porte les traces de morsure, dit-il.

— *Oui, son propriétaire le mordait* souvent. C'était un tic chez lui.

— Parfait. »

Il referma sa main sur le crayon et baissa les paupières Soudain, sa main se mit à trembler et sa respiration devint difficile.

« Allons-nous-en, dit-il avec violence je ne peux pas me concentrer ici. Venez chez moi ! Allons-y tout de suite...

Il appela un taxi.

« Avez-vous ressenti quelque chose ?

— C'est le crayon le plus extraordinaire auquel j'ai jamais eu affaire ! » repartit Hincz à mi-voix en la scrutant du regard

Il prit place dans le fauteuil qui se trouvait derrière son bureau et, tenant le crayon dans sa paume, commença :

« Je le vois. C'est un jeune homme, d'une vingtaine d'années peut-être, châtain foncé, en chapeau clair Il marche..

— Où ça ?

— Un instant. Ne m'interrompez pas : il marche sur une route, je ne vois pas la direction. Ah !... si, une borne kilométrique : 157 Il est au kilomètre 157 Il est fatigué, mais...

— Quoi ? »

Hincz se concentra

« Non, non. Il ne marche pas, il écrit.. Il écrit quelque chose sur un mur avec ce crayon... Un mur tout blanc, épais Un instant, il marche ! Qu'est-ce que cela signifie ? Un danger le menace.

— Un danger ?

— Cet homme est en danger... en grand péril Il faut le sauver tout de suite. Il veut faire quelque chose. En fait, il est soit fou, soit... Il y a quelque chose autour de lui Ou en lui. Ah ! le voilà qui écrit à nouveau sur le mur Je ne comprends pas.. Je ne vois plus rien. »

Hincz reposa le crayon et regarda Maya

« Il faut que nous le sauvions, murmura-t-il. Il y a des choses que je ne comprends pas Je vois deux hommes en même temps, l'un qui marche et l'autre qui écrit. Cela ne m'est encore jamais arrivé Mais tous deux courent un danger effrayant

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas très bien non plus De ma vie je n'ai eu affaire à un objet d'aussi mauvais augure que ce crayon.

— On ne peut laisser ce garçon dans cette situation ! Il va lui arriver malheur. Il faut le retrouver tout de suite. Mais comment ?

— Le kilomètre 157, dites-vous ? reprit Maya

— Oui J'ai vu distinctement la borne »

Où avait pu aller Waltchak ? Pourquoi se déplaçait-il à pied au lieu de prendre le train ? Quelle était cette route ?

Mais peut-être Hincz se trompait-il, peut-être n'était-ce que le fruit de son imagination ? Maya se souvint que le chemin de Polyka rejoignait la grand-route de Lublin au kilomètre 162

« Décrivez-moi un peu le paysage »

C'était bien ça. Une région plate, forestière, émaillée d'étendues d'eau.

« Je devine où cela se trouve Je connais cette région. »

Elle lui expliqua brièvement la situation géographique. Il consulta un horaire.

« Il y a un express dans deux heures. Nous n'avons pas de temps à perdre. »

Dans le train, Maya raconta à Hincz tout ce qui s'était passé, jusque dans les moindres détails, depuis qu'elle avait fait la connaissance de Waltchak.

Elle fut d'une sincérité absolue, et ne lui cacha même pas que c'était lui qui avait tué Maliniak. Elle était d'ailleurs trop épuisée pour dissimuler quoi que ce fût.

Hincz lui inspirait une totale confiance. Elle lui raconta ses rêves et lui parla de ces horribles lèvres bleues et de l'influence déplorable que *Waltchak et elle exerçaient l'un sur* l'autre.

« S'il a tué, c'est que moi aussi j'aurais pu tuer, répétait-elle fébrilement, nous possédons des natures identiques ! Je le sais. S'il est comme ça, c'est que je le suis aussi... et c'est vrai ! »

Hincz se concentra. Son regard scrutateur et perspicace semblait pénétrer Maya jusqu'au tréfonds d'elle-même

« C'est l'une des histoires les plus rocambolesques que j'ai jamais entendues, murmura-t-il Mais ne perdez pas espoir. Votre aventure pourrait s'expliquer le plus simplement du monde dans les faits et par la psychologie. Si vraiment il vous ressemble tant, la raison de votre néfaste influence réciproque devient claire. Vous êtes vous-même d'un tempérament extrêmement vif, passionné et agressif. Que cette nature en rencontre une qui lui soit proche, et son impétueuse énergie s'en trouve multipliée il vous excite, vous l'excitez à votre tour, et c'est un véritable cercle vicieux. Cette force constitue en elle-même un trésor inestimable. Mais, si elle n'est pas tournée vers le bien, elle se transforme en élément destructeur

» C'est ce qui a dû se produire dans votre cas, poursuivit-il, puisque vous *avez mutuellement perdu confiance* et respect dès le premier instant. Oui, tout serait clair, si...

— Si ?

— S'il ne s'y mêlait certains facteurs.. d'un autre ordre. Ces lèvres. Vos rêves. Le crayon. Il s'agit de phénomènes de nature différente. Faut-il vous parler franc ? J'ai l'impression qu'il est envoûté.

— Vous croyez aux envoûtements ?

— Je crois que l'homme peut créer en lui-même les conditions où le mal l'atteint plus facilement A ce moment, il attire le mal comme l'aimant. Or, il se trouve dans le monde une foule de gens et d'endroits que le mal imprègne. Prenez garde à vous, mademoiselle, *mais surtout ne perdez pas* espoir. »

Elle avait l'impression de rêver. Tout cela ne pouvait être réel, sentait le Moyen Age, les sorcières Pourtant, c'était un homme à l'avant-garde du savoir qui parlait.

Waltchak était donc envoûté ? Il avait tué dans un accès de folie ?

Cela l'emplissait d'espoir, mais aussi d'inquiétude Quel déchirement de penser que Waltchak errait sur les routes dans cet état, inconscient, incapable de se défendre.

« Sauvez-le », souffla-t-elle.

Le train entrait en gare. Le crépuscule enveloppait la petite ville : c'était le soir, vers les dix-neuf heures.

Maya n'eut aucun mal à recueillir des informations Quelqu'un qui ressemblait à Waltchak était arrivé par le train du matin pour se diriger à pied vers Polyka.

Les pressentiments de Hincz et les conjectures de Maya se vérifiaient.

Ils prirent un fiacre et partirent en hâte.

Ils roulèrent un bon moment en silence.

Peu après ils rencontrèrent quelques ouvriers qui rentraient chez eux par la route.

« C'est bien ça. Ils avaient vu un jeune monsieur, il y a environ *trois heures, qui se dirigeait* vers Koprzywie... »

C'était le nom de la petite ville voisine

« Donc, il a erré dans les environs. Il a dû rentrer pour la nuit à Koprzywie Nous le trouverons probablement à l'auberge. »

Ils firent demi-tour, mais l'un des ouvriers les retint

« Ce monsieur doit être fou, dit-il.

— *Pourquoi ?*

— Il s'est approché de moi et m'a demandé l'heure. Je lui ai répondu en tout bien tout honneur, mais lui m'a marché sur le pied et a failli me briser les orteils.

— Il n'a peut-être pas fait exprès ! suggéra Hincz.

— Allons donc ! Si encore il ne m'avait touché que du bout de la chaussure, je ne dis pas. Mais il a fait exprès de tourner le pied et de m'écraser les orteils avec son talon.

— Il a perdu la raison ! chuchota Maya.

— C'est pire, dit le voyant. Ne voyez-vous pas que tout cela trahit un mal poussé à son extrême limite ? *J'eusse préféré qu'il frappât* cet homme plutôt qu'il ne lui écrasât le pied. Ce détail prouve que son acte échappe aux limites du normal.

— A quoi bon le rechercher ! s'exclama-t-elle. Il faudra de toute façon le livrer à la police.

— Du calme, du calme Ce n'est peut-être pas lui qui a assassiné Maliniak. Du reste, son irresponsabilité est manifeste. »

Il essayait de la consoler, mais Maya se confinait dans un désespoir sans borne.

Malgré tout, elle n'arrivait pas à croire que Waltchak fût envoûté. Cela avait l'air par trop fantastique.

Elle était convaincue qu'il était devenu fou. Sinon, c'était un assassin.

De retour à Koprzywie vers minuit, ils se rendirent directement à l' « Hôtel polonais », qui était la seule auberge acceptable de la bourgade.

L'hôtel était une petite maison de bois à un étage qui comptait plusieurs chambres.

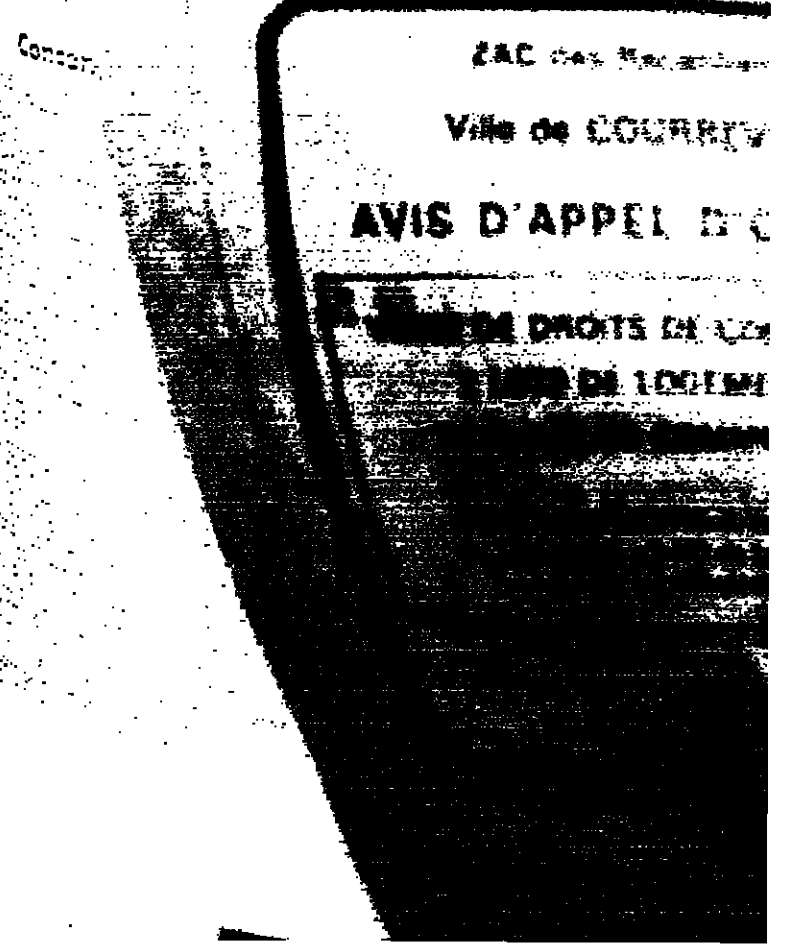
Au rez-de-chaussée se trouvait le restaurant que dirigeait M. Kotlak, qui s'inclina profondément lorsqu'il aperçut Mlle Okholowska.

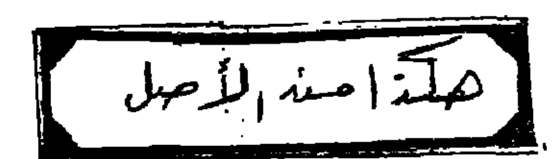
« En effet, en effet. Ce monsieur est arrivé il n'y a pas longtemps, il a loué une chambre. Maintenant, il doit dormir car il a éteint la lumière. »

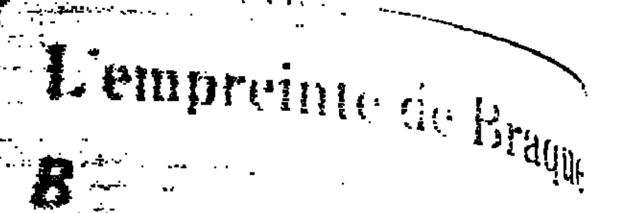
Hincz estima plus raisonnable d'attendre au matin plutôt que de le réveiller au cœur de la nuit. Il retint donc des chambres pour lui et Maya et commanda à dîner

Ils en étaient au plat de viande quand Waltchak entra à l'improviste et s'assit à une table près de la fenêtre.

(A suivre.)









Qui paie l'impôt ?

2 % des Français déclarent 19 % des revenus imposables et paient 33,5 % de la taxe

Depuis que le Conseil des impôts a fait une saine lumière sur la fiscalité française, les « découvertes » en la matière deviennent rares. Au point que le dernier bilan de la Rue de Rivoli sur le sujet (1) apporte peu de révélations. Comme les années précédentes, les services statistiques du fisc notent une légère progression (+ 5,6 %) du nombre des contribuables ; mais pour rappeler aussitôt que 49 % des Français n'acquittent pas encore d'impôt sur le revenu. Celui-ci continue à jouer un rôle modeste dans les recettes fiscales de l'Etat : 20,2 % seulement, soit même pas la moitié de ce que rapporte la T.V.A. (47,4 %). L'enquête officielle confirme la forte concentration des revenus dans notre pays, puisque 2,2 % des Français déclarent à eux tous 19 % des revenus imposables, soit autant que les 20 % de ménages situés au bas de l'échelle des contribuables. Les premiers versent 33,5 % du total de l'impôt sur le revenu et les seconds 8,7 %.

LE nombre des Français acquittant l'impôt sur le revenu continue donc à progresser : 11 millions en 1972, 11,5 l'année suivante, 12 en 1974, 12,7 en 1975, contre 5 seulement en 1961. Mais ils ne représentent encore que la moitié de la population : 51 % des foyers exactement. Les autres échappent *à la taxation de leurs revenus* ; soit qu'ils disposent de ressources trop faibles, soit qu'ils bénéficient des complaisances du législateur (le nombre d'exonérations ou d'abattements s'élargit d'année en année), soit encore qu'ils fraudent avec suffisamment d'habileté pour ne pas se faire prendre.

Le résultat est surprenant : l'ensemble des ressources imposables de ces 12,7 millions de contribuables représente un tiers à peine (37,6 %) des revenus disponibles des ménages en France (chiffres avant impôt ; 39,9 % après impôt sur le revenu et le patrimoine). Près des deux tiers des ressources des Français échappent donc à la taxation ! Comment s'étonner, dans ces conditions, que l'impôt sur le revenu soit en France l'un des plus faibles des pays industrialisés (5 % seulement du revenu disponible) et qu'il ne joue qu'un rôle modeste *dans les finances* publiques (un cinquième des recettes fiscales de l'Etat). La T.V.A. qui n'est, elle, pas progressive en fonction des ressources, pèse plus de deux fois plus lourd. Ce qui explique, pour l'essentiel, l'iniquité de la fiscalité française.

De 1 à 105

SELON les déclarations faites au fisc par les Français, le revenu imposable des dix mille quatre cent quarante et un plus gros contribuables était en moyenne de 58 100 F par mois en 1974. Ce qui devait correspondre, compte tenu des abattements et déductions *diverses autorisés par la loi, à un* revenu effectif voisin de 80 000 F par mois. Le fisc prélevait à l'époque un peu moins de 40 % de ce revenu (environ 30 700 F).

A l'époque, les quelque deux millions trois cent mille personnes âgées touchant *le minimum vieillesse — seule ressource* pour beaucoup d'entre elles — percevaient 479 F par mois (15,75 F par jour). Selon ces chiffres officiels, la hiérarchie des revenus entre groupes extrêmes de Français allait donc en 1974, après impôt, de 1 à 105 (479 F à 50 000 F par mois) et probablement davantage en réalité, vu l'ampleur de la fraude fiscale.

Concentration

L'étude de la Rue de Rivoli note que, parmi les Français payant l'impôt sur le revenu, un tiers environ sont des personnes seules, et 2,8 % des ménages sans enfant à charge ; 20 % environ ont un enfant, 13 % deux, et 7 % seulement trois enfants à charge ou davantage. La réalité démographique française est différente : le nombre des familles ayant des enfants dépasse ces pourcentages ; mais, par le jeu du quotient familial, les foyers en charge d'enfants échappent assez souvent à l'impôt. De sorte qu'au total le nombre des enfants parmi les contribuables imposés est de 895 pour 1 000 familles, contre 765 pour 1 000 familles dans l'ensemble de la population.

La pyramide ci-contre permet d'apprécier d'un seul coup d'œil la situation respective des Français au regard du fisc ; ou plutôt des 51 % de foyers *français (12,7 millions sur 24,8) qui* acquittent l'impôt sur le revenu, les autres se trouvant, par hypothèse, au-dessous de la ligne zéro. Comme on le voit, près de la moitié de ces contribuables (42,4 % soit environ 21,5 % des Français) se situent dans les basses tranches de revenus imposables : moins *de 20 000 F* en 1974 (impôt payé en 1975). A eux tous, ils déclarent 21,1 % des revenus imposés et paient 8,7 % du total de l'impôt.

A l'autre bout de la pyramide, 4,45 % des contribuables (2,23 % des Français) — ceux qui déclarent plus de 70 000 F de revenu imposable annuel — annoncent disposer de 19,1 % de l'ensemble des revenus imposés en France ; ils acquittent 33,5 % du total de l'impôt. Le fisc prélève donc le tiers de l'imposition des revenus sur 470 000 foyers seulement, tandis que 22,8 millions d'autres ménages ne lui en fournissent pas davantage : 12,1 millions qui ne paient rien de cet impôt et 10,7 mil*lions qui se partagent* 33,6 % de l'addition.

Cette concentration de la population fiscale est révélatrice tout à la fois :

— de la concentration des revenus en France ;

— de l'ampleur de l'évasion fiscale : *est-il raisonnable que le tiers de l'impôt* sur les ressources soit assis sur 7 % seulement des revenus disponibles des Français et 2 % de la population ?

— enfin de la pénalisation qui lèse les titulaires de revenus moyens ou élevés ne voulant pas — ou ne pouvant pas — échapper à l'imposition (quand ils sont *salariés par exemple)* ; ils supportent une part de l'impôt excessive eu égard à leurs ressources.

Multiplicité

Comme on le sait, c'est l'addition de *plusieurs revenus importants* qui permet à la partie la plus aisée de la nation de bénéficier de ressources élevées. Les 8,9 millions de petits contribuables n'ont, en moyenne, que 1,3 revenu par famille, ou même moins. A l'inverse, les 470 000 contribuables situés en haut de l'échelle disposent, en moyenne, de plus *de deux revenus par foyer, et souvent* de trois : revenus de capitaux mobiliers, rémunération de gérants, bénéfices industriels ou commerciaux, souvent en plus d'un salaire.

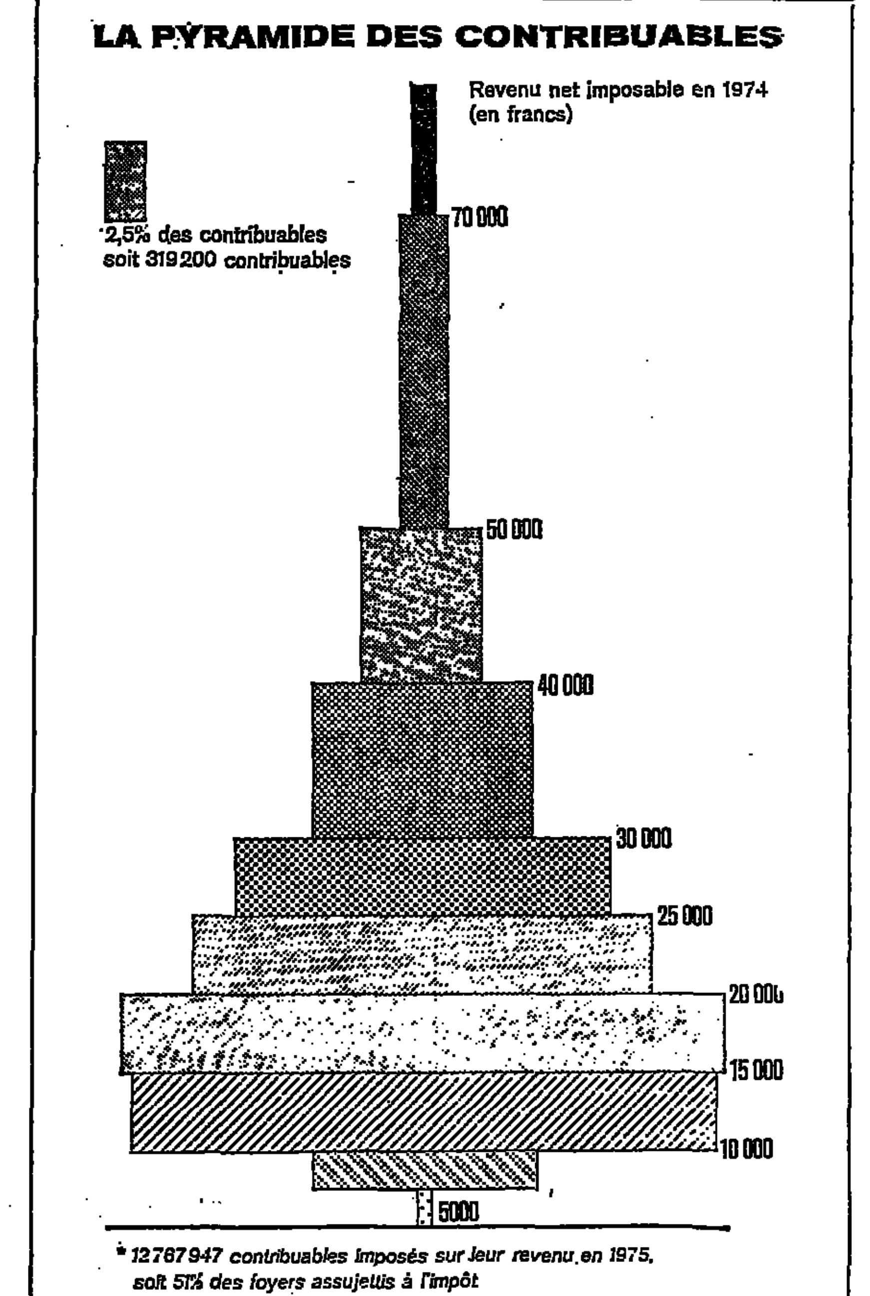
Ces revenus non salariaux constituent pour ces foyers infiniment plus qu'un appoint. Alors que les BIC ne *représentent que 11 % du total* des revenus imposables en France, ils constituent de 22 à 28 % des ressources des 260 000 contribuables les plus aisés. De même, les revenus mobiliers représentent jusqu'à 24 % des ressources de ces contribuables, alors que leur part dans l'ensemble des revenus imposables en France n'est que de 2,4 %. Pareillement les revenus de professions libérales constituent quelque 20 % des ressources de ces contribuables privilégiés, contre 4 % seulement dans l'ensemble des revenus imposables du pays.

Ce constat donne à penser que les plus gros contribuables français appartiennent le plus souvent aux professions non salariées. De ce fait, le Conseil des impôts avait indiqué il y a trois ans que le tiers des trois mille Français déclarant au fisc les plus gros revenus était composé de chefs d'entreprise, un dixième seulement de cadres supérieurs, mais près de 50 % de médecins, de chirurgiens, de notaires, d'agents de change, d'architectes, de conseillers fiscaux, de promoteurs, d'artistes...

Ces proportions ont-elles changé depuis ? Rien ne permet de le savoir dans la présente étude de la rue de Rivoli. Souhaitons que le secret administratif, si longtemps maintenu, ne retombe pas sur ce dossier, alors que les milieux officiels répètent périodiquement vouloir la transparence et la sincérité fiscales...

GILBERT MATHIEU.

(1) *Statistiques et études financières*, n° 337, 12 F (15 F à l'étranger).



* 12767947 contribuables imposés sur leur revenu en 1975, soit 51% des foyers assujettis à l'impôt

CE QUE REPRÉSENTE CHAQUE CATÉGORIE DE CONTRIBUABLES (1)

Revenu de 1974 imposable en 1975	Dans le nombre total des contribuables imposés (en %)		Dans l'ensemble des revenus imposés à l'I.R. (en %)		Dans le total de l'impôt dû sur le revenu (2) (en %)	
Moins de 7 500 F	0,89	(0,7)	0,02	(0,2)	0,01	(0,04)
De 7 600 à 10 000 F	3,66	(7,7)	1,16	(2,7)	0,3	(1)
De 10 100 à 15 000 F	19,25	(23,3)	8,34	(11,3)	3,3	(4,6)
De 15 100 à 20 000 F	19,44	(19,6)	11,59	(13,2)	5,1	(5,7)
De 20 100 à 25 000 F	15,01	(15,2)	11,50	(13,2)	5,6	(7)
De 25 100 à 30 000 F	12,02	(10,3)	11,23	(10,9)	6,7	(7,3)
De 30 100 à 40 000 F	14,18	(11)	16,63	(14,6)	12,6	(12,4)
De 40 100 à 50 000 F	6,69	(4,9)	10,13	(8,3)	9,8	(9)
De 50 100 à 70 000 F	5,21	(3,8)	10,32	(8,6)	12,9	(11,8)
De 70 100 à 100 000 F	2,43	(1,9)	6,82	(5,9)	11,1	(10,4)
De 100 100 à 200 000 F	1,59	(1,2)	7,22	(6,4)	15,7	(14,8)
De 200 100 à 400 000 F	0,35	(0,3)	3,10	(2,8)	9,3	(8,5)
Plus de 400 000 F	0,08	(0,07)	1,94	(1,9)	7,4	(7,5)
Ensemble	100		100		100	

(1) Entre parenthèses, rappel de l'année précédente.
(2) Il s'agit ici des « droits simples », seuls ventilés de la sorte, avant réduction d'impôt (pour les salariés et certains pensionnés), décote (diminution d'impôt en faveur des petits contribuables), allégement fiscal, crédit d'impôt ou avoir fiscal (dont bénéficient les porteurs de valeurs mobilières). Pour l'année précédente, le calcul est fait avant la majoration exceptionnelle instaurée par le plan Fourcade de « refroidissement » en juillet 1974.

1,2 MILLION DE CONTRIBUABLES SUPPLÉMENTAIRES EN DEUX ANS

Revenu annuel imposable (*)	Nombre de contribuables En 1973	En 1974	En 1975	Différ. en 1975 (en %)
Au-dessus de 7 500 F	349 640	81 937	11 928	— 85,9
De 7 500 à 10 000 F	1 208 635	928 842	467 356	— 49,7
De 10 100 à 15 000 F	2 940 657	2 815 115	2 457 262	— 12,7
De 15 100 à 20 000 F	2 384 732	2 374 044	2 481 759	+ 4,5
De 20 100 à 25 000 F	1 660 596	1 849 998	1 916 585	+ 4,1
De 25 100 à 30 000 F	980 754	1 251 668	1 535 812	+ 22,6
De 30 100 à 40 000 F	999 002	1 339 077	1 809 969	+ 35,9
De 40 100 à 50 000 F	430 670	588 740	854 193	+ 45,1
De 50 100 à 70 000 F	338 800	400 949	665 289	+ 44,3
De 70 100 à 100 000 F	166 121	224 040	310 935	+ 38,2
De 100 100 à 200 000 F	121 073	151 040	203 688	+ 34,4
De 200 100 à 400 000 F	28 676	33 421	44 190	+ 32,2
Plus de 400 000 F ..	5 315	8 241	10 441	+ 26,7
Ensemble	11 502 269	12 092 270	12 767 947	+ 5,6

(*) Il s'agit des ressources nettes, après abattements et exemptions diverses. Les plus-values sur cession de terrain à bâtir, soit environ 308 millions, dont ont bénéficié quelque 7 900 contribuables en 1974, sont comptabilisées ici, ainsi que les revenus *encaissés hors de France (855 millions touchés par 39 840 personnes).*

LA MORT D'UNE VIEILLE DAME

ELLE était de celles qui n'ont plus d'âge, à *force d'avoir vécu.* Petite, massive, sa laideur légendaire avait provoqué l'hilarité avant de devenir un argument publicitaire. Elle avait pourtant été la vedette de deux films. On lui avait consacré un livre et de nombreuses études. Elle avait compté dans le monde entier plus de dix-neuf millions de « fans ».

La Coccinelle vient de mourir après une longue agonie. Volkswagen a décidé le 17 août qu'elle ne serait plus produite en Europe, rompant définitivement avec la voiture fétiche qui avait fait son succès avant de manquer provoquer sa perte.

Elle était née en 1938, du talent d'un *ingénieur* de génie, Ferdinand Porsche, qui, obéissant aux ordres de Hitler, concevait une *« voiture du peuple »* robuste et bon marché ; elle conservera toute sa vie les caractéristiques de base (coque tout acier, moteur à l'arrière refroidissement par air, etc.), et l'allure qui lui vaudra outre-Atlantique le sobriquet de *« vilain petit insecte »*. Du fait de la guerre, elle n'est produite en série qu'à partir de 1949 et, dès 1953, s'attaque au marché américain. Après quelques péripéties, elle y remporte un vif succès, *grâce au talent des services publicitaires.* Utilisant des slogans-chocs — *« VW n'a pas d'âge », « Extérieurement elle ne casse rien, mais à l'intérieur... »*, ils parviennent à créer un snobisme de la Coccinelle ; elle devient la seconde voiture que tous les Américains anticonformistes et... économes veulent posséder. Victime de la concurrence japonaise, de la réévaluation du mark et des nouvelles normes anti-pollution, la Coccinelle marque le pas vers la fin des années 60. Mais ce n'est qu'en 1971 que *Rudolf Leiding, face à une situation* financière et commerciale catastrophique, décidera Volkswagen à sortir une nouvelle voiture chaque année. En quatre ans, une gamme entièrement nouvelle prend le relais de l'ancêtre essoufflée.

Le succès de ce modèle fera rêver plus d'un consommateur. Ne dément-il pas les assertions du marketing selon lesquelles l'innovation — même fausse — est le moteur de toute expansion ?

En fait, la Coccinelle actuelle n'est qu'en apparence la jumelle de celle de 1938. Toutes ses pièces (5 000 au total) ont été renouvelées au fil du temps. Volkswagen a pu sortir ainsi chaque année, comme ses concurrents, un « nouveau cru » comportant des modifications de détail, tactique qui lui a permis de faire accepter au consommateur des augmentations de prix confortables et d'inciter ses clients à renouveler régulièrement le véhicule. Les modèles dérivés (à quatre portes, à toit ouvrant, dorés, etc), qui ont été ajoutés les derniers temps, représentaient plus de 50 % des ventes totales. La publicité avait su la mettre à la mode : les « hippies » roulaient en Coccinelle ou à bicyclette. Ce n'était pas de l'anti-marketing mais du *super-marketing...*

L'expérience a montré les dangers de cette politique : lorsque Volkswagen s'est résigné à remplacer sa vedette, elle avait perdu une bonne part de son marché et beaucoup d'argent : plus qu'aucune autre dans ce secteur.

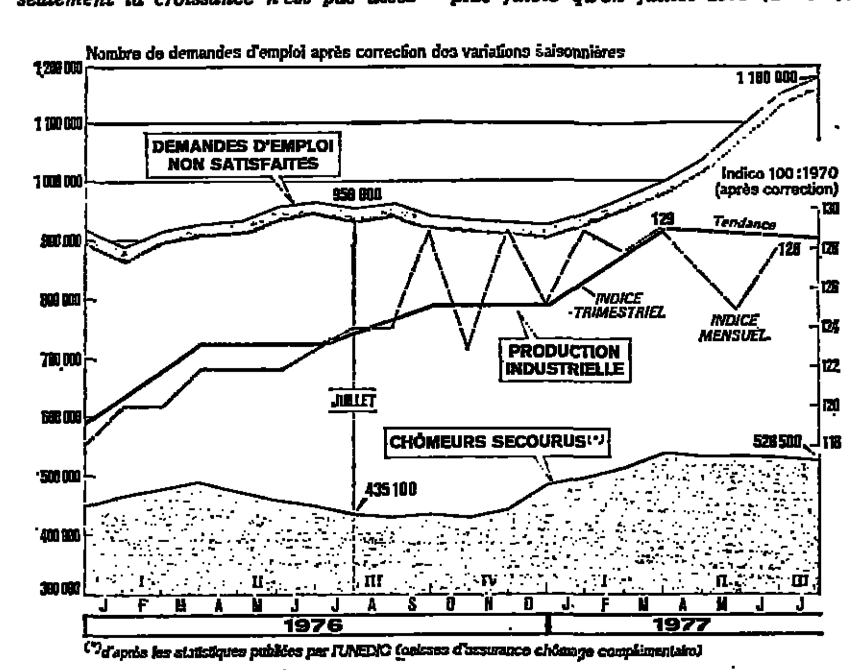
CONJONCTURE

Une activité insuffisante

UN bon indice de la production industrielle en France en juin ; une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi en juillet : les deux résultats sont moins contradictoires qu'il y paraît, dès le moment où l'on examine les tendances sur une plus longue période. Mis en moyenne mobile sur trois mois, l'indice de la production industrielle marque en avril-mai-juin un recul sensible sur le premier trimestre, et même sur la fin de 1976. Encore cet indice ne tient-il pas compte de l'activité dans un secteur à forte main-d'œuvre — le bâtiment et les travaux publics, — activité qui est restée assez molle ces derniers mois et pourrait encore se dégrader d'ici à la fin de l'année, si l'on en croit la dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise de ce secteur.

Dès lors, comment s'étonner que la situation continue à se dégrader. Non seulement la croissance n'est pas assez forte pour créer des postes de travail en nombre suffisant afin d'accueillir les jeunes qui sortent de l'appareil scolaire, mais les entreprises ont procédé depuis la fin de l'an dernier à un « dégraissage » de leurs effectifs d'autant plus importants qu'elles avaient en 1974-75 gardé du personnel en surnombre à l'incitation des pouvoirs publics, pensant que la crise serait de courte durée.

Ainsi, par rapport à juillet 1976, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de 200 000 en données observées (1 004 300 au lieu de 808 500) et de 230 000 en données corrigées, atteignant le chiffre record de 1 180 000. Autres signes de la faiblesse de l'activité : les offres d'emploi nouvelles sont inférieures de 15 000 à ce qu'elles étaient au cours du même mois de l'année dernière ; le nombre des demandes satisfaites en cours de mois (173 300) a lui aussi été sensiblement plus faible qu'en juillet 1976 (192 600).

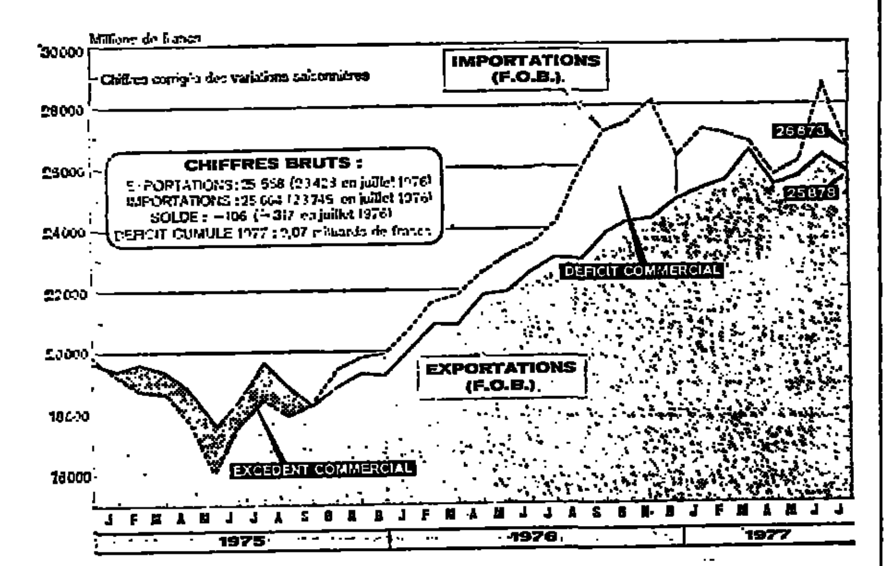


(*) d'après les statistiques publiées par l'UNEDIC (caisses d'assurance chômage complémentaire)

COMMERCE EXTÉRIEUR : un rééquilibrage complet est difficile

LES résultats du commerce extérieur de juillet confirment le redressement de la balance commerciale amorcé en avril. Le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 97 %. Juin, avec 91,9 %, semble n'avoir été qu'un accident.

Il n'empêche que, contrairement à ce qu'on avait pu espérer il y a quelques mois — en constatant la rapidité du rétablissement, — les progrès risquent maintenant d'être très lents et sujets à des rechutes passagères. Cela parce que les importations de produits énergétiques resteront élevées (de l'ordre de 6 milliards de francs par mois), alors que les gains à l'exportation risquent d'être un peu plus difficiles du fait de la conjoncture mondiale. Tous comptes faits, un déficit mensuel de plusieurs centaines de millions de francs pourrait subsister jusqu'en 1978.



La majorité des Français seraient favorables à un blocage momentané des prix et des rémunérations

La majorité des salariés (60 %) seraient favorables au blocage momentané des prix et des revenus. Chez les commerçants, la proportion dépasserait 50 %, taux qui serait approché chez les autres non-salariés. Telle est l'une des conclusions les plus intéressantes de l'étude publiée par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) sur les connaissances et les opinions des Français en matière de prix, document qui résume les enquêtes menées par ce Centre au printemps 1974, puis en septembre 1976, à l'époque où M. Barre préparait son plan.

« *POUR qu'il n'y ait pas d'ambiguïté*, note le CERC, *on a précisé chaque fois à la personne interrogée que son propre salaire (pour les salariés) ou les prix des produits qu'elle vend (pour les non-salariés) seraient bien entendu bloqués comme les autres.* »

« *Chez les salariés, une assez forte majorité s'est déclarée pour le blocage, l'importance de cette majorité étant d'ailleurs pratiquement identique au printemps 1974 et au début de septembre 1976. Cette majorité se retrouvait quels que soient le sexe, l'âge ou la qualification de la personne interrogée, les hommes, les jeunes et les ouvriers qualifiés étant les moins favorables, et les femmes, les « plus de cinquante ans », et les cadres supérieurs les plus favorables.* »

Organisées autour de trois thèmes principaux — la détermination du prix d'un produit, les causes et les effets de la hausse des prix, les mesures anti-inflationnistes — quatre séries de sondages ont été réalisées pour le CERC par la SOFRES, en 1970, 1972, 1974 et 1976. Au fil des pages du rapport, on apprend que, parmi les éléments qui composent le prix d'un produit, seuls les coûts des salaires, des matières premières et des équipements sont considérés par les Français comme « normaux ». Tout le reste leur paraît pouvoir être réduit : les impôts et les taxes, surtout, mais aussi les marges, les frais généraux, les bénéfices, les charges sociales.

Une petite minorité (17 %) des chefs d'entreprise, des membres des professions libérales et des exploitants agricoles « *estime jouer le rôle principal* » dans la détermination du prix de vente, 55 % de ces groupes pensent au contraire n'avoir « *aucune influence* » dans ce domaine.

S'agissant de la relation entre la hausse des prix et celle des salaires, six Français sur dix pensent que c'est « *parce que les prix ont fortement augmenté qu'on a été amené à augmenter fortement les salaires* » ; la majorité estime que les prix grimpent plus vite que les salaires. Quant à savoir à qui « profite » cette hausse des prix, les jugements du public ont évolué : en 1970, 48 % plaçaient l'Etat en tête, bien avant les grossistes et les intermédiaires (21 %), alors qu'en 1976 ils étaient également cités.

En dernier lieu, les enquêtes du CERC montrent que les avis sur les mesures à prendre pour lutter contre l'inflation se sont, eux aussi, transformés entre 1970 et 1976. Le « *blocage ou contrôle des prix* » est, en effet, passé de 27 % à 48 % de suffrages favorables, tandis que la « *diminution des impôts et taxes* » revenait de 84 % à 17 %. Sont également mentionnées la « *diminution des intermédiaires* » (23 % - 25 %), la « *réduction des bénéfices et marges* » (17 % - 16 %) et celle des « charges sociales » (15 % - 7 %).

FISCALITÉ

Le rapport du Conseil des impôts sur les bénéfices des entreprises

Les agents du fisc répondent au C.N.P.F.

Le troisième rapport du Conseil des impôts, consacré à l'imposition des bénéfices industriels et commerciaux, et que nous avons analysé et commenté dans « le Monde » du 8 juillet, a provoqué une réponse de M. Robert Pelletier (« le Monde » du 18 juillet) au nom du patronat français. Les praticiens de la fiscalité donnent aujourd'hui leur avis sous la plume de M. Bernard Michel, secrétaire général adjoint du Syndicat national unifié des impôts. Pour eux, l'un des intérêts de ce débat est de faire mieux comprendre à l'opinion publique des *anomalies dénoncées depuis plusieurs années* par les organisations syndicales des services fiscaux.

QU'IL soit permis aux fonctionnaires qui ont fourni les éléments de l'enquête statistique demandée par le Conseil des impôts à ceux qui assoient et vérifient les résultats des sociétés et des entreprises industrielles et commerciales de rétablir certaines vérités, afin que le débat public sur la fiscalité ne soit pas une analyse dont les termes économiques et politiques cacheraient une réalité profonde qui est celle de l'injustice fiscale.

Les divers commentaires publiés dans la presse ont notamment porté, d'une part, sur la proportion des sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices et, d'autre part, sur l'importance de la pression des prélèvements fiscaux et sociaux sur les entreprises. Le rapport du Conseil des impôts relève que 47 % des entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés ont un résultat fiscal négatif ou nul. Cela s'explique par la conjonction des possibilités de déduction offertes par la législation et de l'inefficacité de la lutte contre la fraude en France.

Les déductions peuvent être opérées par les entreprises au titre de charges très diversifiées : la législation paraît rigoureuse au C.N.P.F. sur le chapitre des provisions, par rapport à d'autres pays. Cette « rigueur » permet tout de même de faire échapper à la taxation une partie des bénéfices, autorisant les entreprises à se constituer des avances de trésorerie en franchise d'impôt...

Le système de l'amortissement est très favorable aux entreprises. En effet, l'amortissement dégressif qui permet de reconstituer le capital rapidement, au début de l'installation du matériel, diminue notablement le bénéfice au moment même où l'investissement en cause est opérationnel. Cela doit être analysé économiquement comme une aide de trésorerie par l'Etat aux entreprises, dans le cadre du soutien à l'investissement, mais fiscalement comme une mesure qui permet de minorer artificiellement le bénéfice au moment de l'achat d'une immobilisation.

A cet égard, il faut souligner que 20 à 25 % de l'appareil productif est actuellement inutilisé, compte tenu de la crise économique, tout en donnant lieu à un amortissement. Un certain nombre d'installations improductives, voire inutiles — sièges sociaux somptueux, locaux à usage de relations publiques, — sont également amorties. De même l'étalement dans le temps de l'amortissement, sauf dans le cas de biens particulièrement obsolescents (matériels électroniques, mécanographiques, de recherche, etc.), est, en général, plus court que la durée de vie effective du bien.

Par exemple, les constructions légères du type magasin à grande surface sont amorties sur une période de dix ans, alors que la durée réelle est manifestement plus longue.

En ce qui concerne les autres charges, les contradicteurs du Conseil des impôts soulignent l'importance des charges sociales et fiscales qui limiterait les possibilités de faire des bénéfices. Il suffira de remarquer que les cotisations sociales qui sont déduites des salaires et les impôts sur la consommation ne sont pas des charges d'exploitation mais de simple transferts sociaux ou fiscaux. La seule charge réelle à cet égard de l'entreprise est donc celle des employés qui collectent ces fonds pour le compte du budget de l'Etat, des collectivités locales ou de la Sécurité sociale... A moins que les chefs d'entreprise ne considèrent que les salaires et les prix d'achat sont trop élevés et que le collecteur, tel un fermier général, doit pouvoir conserver une part des fonds qu'il devrait reverser. C'est le cas des entreprises qui ne reversent pas les cotisations à la Sécurité sociale (4 milliards en 1975) ou de celles qui fraudent en matière de T.V.A. (plus de 2 milliards de redressements en 1975). Quant à la part patronale des cotisations sociales, elle s'analyse non pas comme une charge mais comme la contribution à la couverture collective des salaires payés par la Sécurité sociale en cas d'accident du travail ou de maladie.

Frais injustifiés amortissements redressés

Par contre, le C.N.P.F. ne parle ni des réintégrations de rémunérations excessives, de frais d'emploi injustifiés des dirigeants — congrès aux Antilles, grands restaurants... — et de charges non déductibles (26 % des redressements d'impôts sur les sociétés), qui sont des frais engagés par la société pour le compte personnel des dirigeants ou de leur famille, ni de la fraude consistant à minorer les recettes ou les travaux en cours (23 % des redressements d'impôts sur les sociétés).

Enfin, il signale l'importance des redressements d'amortissement dans les grandes entreprises, en mettant ainsi en cause la manière dont se déroulent les vérifications. En fait, les redressements d'amortissement représentent 20 % des sommes réintégrées aux bénéfices, mais atteignent 50 % pour les entreprises de plus de 50 millions de chiffre d'affaires. Cette différence est due au fait que les techniciens de la direction des vérifications nationales n'ont pas les moyens d'analyser longuement la comptabilité de sociétés aux imbrications multinationales et nationales si complexes qu'il est difficile d'y discerner le vrai du faux.

Ainsi, le vérificateur d'une entreprise multinationale occupera plus de son temps à comprendre la structure financière de l'entreprise et à faire les redressements les plus évidents en matière d'amortissement et de provisions qu'à déceler les minorations de ventes pour lesquelles il n'a ni les moyens ni le temps de rechercher des fausses factures par recoupement ou par visites de filiales sur place.

Sur le chapitre des rythmes de vérifications, nous nous bornerons à rappeler que la moyenne des fréquences de passage dans les entreprises est de dix-sept ans sur le territoire national et de vingt-cinq ans dans le paradis fiscal qu'est la région parisienne, alors que le délai de prescription est de quatre ans.

Nous préciserons que le temps moyen entre deux vérifications croît de sept ans pour les grosses entreprises de plus de 50 millions de chiffre d'affaires à vingt et un ans pour les petites entreprises de moins de 500 000 francs de chiffre d'affaires...

Les agents des impôts sont las de demander douze mille emplois pour une véritable gestion d'un service public qui pourrait sanctionner la fraude, mais également assurer son rôle préventif de conseiller, par l'intermédiaire de relations améliorées avec le public. En effet, il serait plus positif de faire un contrôle sur dossiers efficace, afin d'éviter les erreurs d'interprétation, que de recevoir à la hâte des redevables, lorsqu'il reste un peu de temps entre deux vérifications de comptabilité. Une lutte systématique contre les fraudeurs potentiels serait plus efficace que la mise à l'index prétendument « dissuasive » de membres éminents des professions libérales ou du monde artistique, qui savent bien que la D.G.I. n'a pas les moyens de vérifier l'ensemble de ceux qui s'adonnent également au jeu intellectuel et combien rémunérateur de la fraude fiscale.

A cela, M. Robert Pelletier, directeur général des affaires économiques du C.N.P.F., répliquera que la proportion de 47 % des sociétés qui ne déclarent rien au fisc s'explique par le fait que de nombreuses entreprises subsistent sur le papier par négligence et parce qu'il est désastreux de dissoudre fiscalement une société. Nous répondrons que ces « négligences » permettent d'échapper à la taxation sur les plus-values que ferait normalement apparaître la liquidation de la société. Pour échapper au « désastre » fiscal, il y aurait donc lieu de frauder ? Quant aux sociétés de gestion, elles sont souvent créées par les entreprises qui se facturent ainsi, au prix fort, des services qui accroîtront artificiellement leurs charges déductibles.

M. Pelletier pourra démontrer également, à juste titre, que le statut juridique de société est recherché par des entreprises de taille modeste dont le chef est l'un des principaux actionnaires. Dans de telles « *sociétés à caractère familial prédominant* », le salaire du chef d'entreprise et de certains membres de sa famille est déduit des recettes — ce qui annule donc souvent le bénéfice de la *société*, — *mais il est* imposé à l'impôt sur le revenu sous la rubrique des salaires. Cela conduit à imposer des bénéfices sur 72 % du montant déclaré par le jeu des abattements de 10 % et 20 % que vont s'octroyer ces faux salariés.

Les exemples sont nombreux dans la fiscalité française qui démontrent une discrimination entre les catégories socio-professionnelles taxables. Une évidence s'impose : ce sont les salariés qui n'ont aucun moyen de frauder qui forment la plus grande part de ceux qui payent l'impôt sur le revenu et qui supportent l'impôt sur la consommation. La part prévisible des recettes fiscales dans le budget de 1977 est de 20 % pour l'impôt sur le revenu et de 57 % pour les taxes sur le chiffre d'affaires et les droits indirects.

L'impôt sur les sociétés représentera environ 11 % des recettes (35 milliards). C'est dire la faiblesse de la participation des sociétés au budget de l'Etat, si l'on note seulement que le produit national brut s'élève à environ 1 500 milliards de francs. Les multiples avantages fiscaux accordés aux entreprises sous prétexte de créer des emplois et d'améliorer leur compétitivité sur le plan de la concurrence internationale servent en fait à favoriser l'accumulation et la concentration du capital dans les principaux pays occidentaux.

La question que se posent les praticiens de l'impôt, dans ces conditions, est la suivante : le système fiscal français ne surtaxe-t-il pas les salariés soit directement au stade de leurs revenus, soit en tant que consommateurs, afin de réduire la contribution des entreprises aux ressources publiques ?

BERNARD MICHEL.

NATATION

LA DÉCADENCE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

De notre envoyé spécial

Jönköping. — A l'heure des comptes, les championnats d'Europe *terminés*, beaucoup d'équipes nationales font sans doute grise mine. Au regard du grand nombre de succès remportés par la République démocratique d'Allemagne, l'Union soviétique et la République fédérale allemande, la plupart des autres pays n'ont eu, à l'évidence, qu'une participation pour le moins discrète.

C'est notamment le cas de la France qui peut, en tout et pour tout, se prévaloir d'une sixième place dans le relais 4 × 200 mètres nage libre et de deux qualifications dans des finales individuelles. *Il est bien loin le temps où la* natation française était l'une des meilleures d'Europe. Passée même l'époque où, à défaut d'une équipe homogène, quelques individualités arrivaient encore à dissimuler les premiers effets, puis le développement d'une décadence accélérée.

Aujourd'hui, force est de constater, au vu des résultats de Jönköping, que la natation française n'a plus aucun rôle à jouer *sur le plan international*. C'est la conséquence d'un dépistage insuffisant, voire inexistant, de moyens limités, de l'absence d'une politique cohérente et dynamique et peut-être du refus progressif de la part des nageurs de tout ce qu'exige désormais le sport d'équipe.

En fin de compte, le nageur français a fait en sorte de se satisfaire d'ambitions restreintes. Il lui suffit d'être champion de son village, de sa ville, de son pays. Le reste, de son point de vue, relève de l'impossible. Celui ou ceux qui veulent échapper à ce repli sur la facilité, soit qu'il dispose d'un caractère mieux trempé ou de qualités supérieures, craque au bon moment.

Manque de préparation psychologique ? *Incapacité de se surpasser le jour du rendez-vous ?* Méforme insolite généralisée ? Handicap d'appartenir à une équipe battue avant que de se battre ? Incompréhension entre nageurs et entraîneurs ? Mauvaises *méthodes ? Technique dépassée ?* Tout ou partie de ces hypothèses ont concouru pour que la natation française connaisse à Jönköping la plus grande des déconvenues, celle d'une quasi-inexistence dans une confrontation européenne.

Le temps des illusions, cependant, demeure pour quelques-uns. Ainsi, tel croit réellement qu'il pouvait être champion d'Europe, tel autre s'imagine tout aussi sincèrement qu'il sera un jour *champion olympique. Dans ce domaine*, celui de l'imagination ou de la naïveté, la natation française est encore, à coup sûr, la première d'Europe.

A Jönköping, le rêve est passé, brutal. Si rien de radical n'intervient rapidement, il *en sera de* même à Moscou en 1980 pour les prochains Jeux olympiques et les perspectives d'avenir à plus long terme ne sont pas meilleures. Déjà il est sûr que les championnats du monde, qui auront lieu à Berlin-Ouest en 1978, fourniront l'occasion de faire ressortir davantage encore les carences apparues à Jönköping. C'est qu'à Berlin la concurrence sera renforcée, dans une compétition ouverte à tous, par les Américains, les Canadiens, les Australiens, et par le reste du monde.

Pour l'heure, M. Gérard Garoff, le directeur national, refuse de se laisser aller à une telle analyse de la situation. S'il admet la faillite présente de ce qui tient lieu d'élite — comment faire autrement ? — il considère que les prochains Jeux olympiques, et les assez de promesses pour redonner force et dynamisme à la natation française. A l'écouter, la possibilité demeure de mettre en application une solution *« à la française »* qui, sans être la copie d'un acquis étranger, s'inspirerait de ce qui se fait de mieux un peu partout. M. Garoff place l'essentiel de son espoir dans le centre national qui doit entrer prochai*nement en fonctionnement*, la mauvaise saison à Paris et, en principe, à Antibes le reste de l'année.

Champions des états d'âme

Avec des moyens accrus, une organisation assez souple pour concilier le cycle d'études et l'entraînement, sans trop sacrifier l'un à l'autre, le directeur national croit qu'une chance subsiste de repartir sur des bases concurrentielles. Il est vrai, au demeurant, que d'autres nations, assez comparables dans leur potentiel sportif, comme par exemple l'Italie, ont réussi dans cette entreprise. Sans supporter la comparaison avec la R.D.A., la R.F.A. ou l'U.R.S.S., l'Italie a su dégager une *forte* équipe de natation et elle le doit pour la plus grande part à l'efficacité du centre fédéral établi à Rome. Il a fallu cinq ou six ans pour que les effets positifs d'une telle centra*lisation commencent* à *apparaître* et la fédération italienne tient pour acquis que le redressement ira en s'accentuant.

Pour beaucoup cependant, quelle que soit la qualité de l'instrument dont disposera la natation française, la principale difficulté à surmonter sera de modifier complètement l'état d'esprit des candidats champions. A Jönköping, ils ont pu se rendre compte de la capacité combative de leurs adversaires. Le grand nombre de records nationaux battus au cours des championnats d'Europe témoigne d'une aptitude à la lutte, le plus souvent contre soi-même, qui fait défaut, pour des raisons difficiles à cerner, aux nageurs français. *Il y a toujours quelque chose qui* va de travers, effectivement ou dans leur imagination. La nourriture, le trac, l'hôtel, le froid, le dépaysement, une perte de poids, l'environnement, les entraîneurs, c'est à qui trouvera la meilleure excuse ou le plus crédible motif possible pour justifier d'une contre-performance.

On conviendra qu'il est significatif que le point commun des membres de l'équipe de France est cette année d'avoir battu à quelques exceptions près tous leurs records de lenteur à Jönköping. Dans un sens, il serait rassurant de penser qu'une certaine désinvolture est à l'origine de leur échec. Le mal, au moins, serait connu. Mais il se trouve que, au contraire, tous ont obtenu ces résultats en prenant à cœur leurs responsabilités et en essayant vraiment de faire de leur mieux. Ils étaient déçus, vexés, humiliés même, les nageurs français. Bref, les champions des états d'âme.

Le nageur français perd ses moyens parce qu'il pense trop à sa compétition, veut trop bien faire et qu'il s'épuise à force de concentration. Peter Daland, entraîneur en chef de l'équipe américaine, n'avait pas tort en affirmant : *« Un nageur, monsieur, n'est pas fait pour réfléchir. Les nageurs, ça nage ! »*

Presque tous se sont retrouvés sans influx, la peur au ventre, blêmes sur la plage de départ. Ce n'est certes pas nouveau dans la natation française, qui, sur ce plan, peut s'enorgueillir d'une *grande tradition. Gottvallès*, en 1964, aux Jeux de Tokyo, n'était, pour toutes ces raisons, que l'ombre de lui-même. Bozon, en 1952, à Helsinki, aurait dû être champion olympique, et Mosconi, en 1968, à Mexico, a laissé passer sa chance, parce que, pour la première fois, le trac l'avait vidé de ses ressources habituelles.

A Jönköping, les responsables de la natation française ont parfait leurs connaissances au sujet de la généralisation de la prospective et des plans de carrière mis en œuvre par les meilleures équipes étrangères. En République démocratique d'Allemagne, d'où l'exemple est parti, chaque nageur a depuis longtemps son avenir programmé. A huit ans, les prélèvements osseux permettent d'estimer l'évolution morphologique. D'autres mesures médicales servent à situer l'âge auquel le nageur sera en pleine possession de ses moyens physiques. Tous, en plus, ont un plan de carrière avec schéma d'entraînement à l'appui et objectifs à atteindre aux échéances prescrites. L'idée a fait boule de neige et l'U.R.S.S. a repris à son compte, depuis au moins deux ans, une partie de cette approche de la compétition moderne.

C'est ainsi que les nageurs soviétiques n'ignorent rien de leur travail à l'entraînement pour l'horizon 80, c'est-à-dire jusqu'aux Jeux olympiques de Moscou. Chacun aura à parcourir, en quatre ans, 12 000 ou 13 000 kilomètres, un peu plus, un peu moins, selon le style choisi ou la spécialité (sprint, nage de fond, etc.). Andreï Krylov, seize ans, vice-champion d'Europe du 200 mètres (1 min. 51 sec. 77) et sixième du 100 mètres (52 *sec.* 71), a parcouru *2 600 kilomètres en 1976 et s'est* astreint en outre à deux cent cinquante heures de musculation (augmentation de la force, de la puissance). En 1977, le kilométrage a été réduit, la musculation, dite travail « à sec », a augmenté. Il nagera 3 000 kilomètres en 1978, 2 800 kilomètres en 1979 et 3 600 kilomètres en 1980, plus cinq cents heures passées à fortifier son anatomie. En tout quatre à cinq mille heures dans l'eau et mille six cents heures « à sec », soit deux cent soixante-quinze journées de vingt-quatre heures consacrées à l'entraînement. La programmation de Krylov indique qu'il devrait atteindre en 1980 1 min. 47 sec. sur 200 mètres et moins de 50 sec. sur 100 mètres. Réaction d'un nageur français : *« Ils sont fous ces Russes !... »*

FRANÇOIS JANIN.

ÉQUITATION

Galops perdus dans un bourbier à Rotterdam

De notre envoyé spécial

***Rotterdam. — Des pluies tropicales au pays d'Erasme*, les cavaliers crottés jusqu'aux paupières, les chevaux besognant cinq jours consécutifs dans un bourbier de marais. Le terrain de détente inutilisable. Comment, en des conjonctures aussi déplorables, le Concours hippique international officiel des Pays-Bas (C.H.I.O.), qui a pris fin dimanche 21 août au Kralingse Boos, l'espace vert de Rotterdam, aurait-il pu prétendre au succès ?**

Le tracé du Prix des nations, l'épreuve-cime du meeting gagné par les Irlandais, où les cavaliers français ne purent terminer que sixièmes et avant-derniers portaient l'estampille de Mrs Carruthers, chef de piste très prisé à Rotterdam. Cette athlétique britannique au teint lilas et maniant elle-même les barres ainsi que des brindilles a eu, compte tenu de l'état du terrain, la main lourde : treize obstacles conformément au règlement, mais un double en faux pied, un triple peu engageant et un nombre respectable de « verticaux » sur lesquels les pur-sang en particulier ne se sentent pas spécialement à l'aise. Longueur du parcours, 693 mètres, *temps accordé, 104 secondes*. Il fallait galoper.

Nations engagées : France, Grande-Bretagne, Irlande, République fédérale allemande, Pays-Bas, Australie, Belgique. La France pour sa part alignait Hubert Parot, Marc Roguet, tous deux héros de tant de batailles, Christophe Cuyer, vingt ans, actuel champion de France et qui courait à Rotterdam sa quatorzième Coupe des nations, et enfin le jeune Bordelais Jacques Couperie qui, pour sa *première* apparition à ce niveau, a parfaitement honoré sa sélection. Marcel Rozier, indisponible hélas comme cavalier pour avoir été accidenté le mois passé à Vienne, avait dû laisser son merveilleux Bayard de Maupas à l'écurie pour se consacrer entièrement sur le terrain à ses responsabilités d'entraîneur national sous la houlette du docteur Philippe Jouy, directeur technique également présent.

Les opérations commençaient en catastrophe dans le camp français. Hubert Parot, en selle sur Rivage, médaille d'or par équipes à Montréal, pur-sang doté de toutes les vertus, accrochait à *force* de peiner dans l'abominable glu le numéro 10 du parcours puis, en tirant sec, chutait. Le cheval, aussitôt debout, attendit son cavalier qui moelleusement entra dans sa selle et repartit cette fois sans autre incident jusqu'au poteau. Rivage, ancien rebut d'hippodrome, payé 6 000 francs il y a peu d'années et totalisant aujourd'hui plus de 170 000 francs de gains ignore en fait la vilenie. *« On m'en a offert jusqu'à 200 000 francs*, dit Hubert Parot, avec une pointe d'émotion. *Comment un animal si près de mon cœur pourrait-il être jamais vendu ? Mon ambition, c'est que ma fille Sylvie, dix ans, débute en concours sur ce cher compagnon. »*

Deuxième cavalier au départ, Christophe Cuyer sur le bai Varin, cheval quelque peu décrépit et blasé dont il était raisonnable de ne pas attendre des étincelles. Ce lourd centaure aux prises avec un sol à son image s'en tira avec *huit points de pénalisation*, résultat très honnête. Huit points également pour Jacques Couperie sur le courageux Ecureuil du Bois et pour Marc Roguet sur la bondissante Belle de Mars.

La deuxième phase commençait. Rivage survolait tous les obstacles jusqu'au numéro douze, un vertical touché d'un antérieur, et terminait avec cinq points (quatre plus un pour temps dépassé), score excellent. Déroute de Cuyer sur un Varin désemparé (dix-huit *points*), *douze points* à la *marque* de Couperie, un peu crispé peut-être cette fois sous le poids de ses nouvelles responsabilités. Enfin, la malchance accentuant sa pression, Roguet quittait la piste avec trois fautes.

Finalement, les Irlandais effectuant une remontée spectaculaire gagnèrent l'épreuve, le commandant Kiely, le capitaine Power, les jeunes Darragh et Kernan chargeant comme à la guerre sans se soucier des balles sifflant à leurs oreilles.

Au classement définitif, les Allemands précédaient les Français d'un quart de point, ce qui constitue tout de même, compte tenu de leur valeur, une fiche de consolation. Les cavaliers venus *des antipodes fermaient la marche*, l'Australien volant Ken Bacon excellant — une fois n'est pas coutume — dans le rase-mottes.

ROLAND MERLIN.

VOILE

La Nouvelle-Zélande, terre de création

Disputés en même temps, l'Admiral's Cup réunissant dix-neuf nations et le championnat du monde de « 505 » opposant quatre-vingt-sept concurrents, ont vu l'un et l'autre triompher des équipages anglais devant des américains. Dans la Coupe de l'America, les Etats-Unis dominent depuis 1851 leurs adversaires dont les plus valeureux viennent en général d'Australie.

Ainsi, en ce mois d'août comme depuis plus d'un siècle, des confrontations très différentes organisées entre des bateaux habitables de haute mer, entre des dériveurs de 130 kilos et entre des grands voiliers de 25 tonnes, donnent des résultats convergents : les nations anglo-saxonnes y font la loi. Les pays ayant été liés à la Grande-Bretagne ont, semble-t-il, gardé pour la mer et pour le vent la même passion que nos voisins d'outre-Manche.

En se limitant aux trois noms cités plus haut, on commettrait toutefois une grave injustice. Dans le domaine de la voile, la Nouvelle-Zélande mérite en effet de figurer parmi les nations vedettes, non certes à cause de la valeur particulière de ses équipages — elle ne participait même pas à l'Admiral's Cup, — mais parce que les meilleurs architectes navals actuels, qui sont en même temps les plus jeunes, sont nés dans cette île de trois millions d'habitants. Le pays se distingue dans la conception des voiliers de compétition comme la petite Finlande l'avait fait en athlétisme il y a quelque temps déjà.

On aurait pu croire naguère que les créations américaines garderaient leur suprématie, Olin Stephens, le vétéran new-yorkais, cédant après un long règne sa place au jeune Californien Doug Peterson. Or les bateaux de Ron Holland Néo-Zélandais de trente-six ans établi en Irlande, s'imposent partout. Sous le pavillon des Etats-Unis, son *Imp* s'est détaché parmi les cinquante-sept voiliers de l'Admiral's Cup. En même temps, son *Golden-Shamrock* remportait la course de *l'Aurore*. Quelques jours plus tôt, son *Manzanitas* avait gagné la Quarter Ton Cup à Helsinki sous les couleurs espagnoles.

En Nouvelle-Zélande même, à Auckland, Bruce Farr, vingt-huit ans, et Paul Whiting, vingt-cinq ans, misant sur des déplacements légers, font triompher un nouveau style très imité. En remportant la Quarter Ton Cup respectivement en 1975 et 1976, *45° South* de Farr et *Magic-Bus* de Whiting ont réalisé une percée qui n'a pas fini d'être exploitée.

L'été austral s'annonce exceptionnel. Pour la One Ton Cup, disputée à Auckland du 3 au 12 novembre, Farr crée cinq dériveurs inédits tandis que la Half Ton Cup organisée du 3 au 15 décembre à Sydney fait naître de nouveaux Whiting comme *Bodega* étonnamment long — 9,70 mètres — étroit et léger. Et la Nouvelle-Zélande ne se signale pas seulement par ses architectes mais aussi par ses chantiers et par ses artisans dont la renommée déborde de beaucoup le Pacifique Sud. *Bay-Bea*, qui appartenait à l'équipe des Etats-Unis dans l'Admiral's Cup, a été construit outre-Atlantique en bois moulé. Le grand chantier Palmer Johnson, chargé de ce travail mais assez *peu familiarisé avec cette technique*, a tenu à faire venir un spécialiste de Nouvelle-Zélande.

On a souvent besoin...

YVES ANDRÉ.

ATHLÉTISME

Casanas et Juantorena meilleurs qu'à Montréal

La Fédération internationale du sport universitaire (FISU) vient de réussir à Sofia ce que le Comité international olympique (C.I.O.) n'avait pu faire à Montréal : réunir sur un même stade, pour une épreuve pluri-disciplinaire, les délégations de quatre-vingt-trois pays, dont les Etats africains, la République populaire de Chine, Cuba et les Etats-Unis, Israël et les régimes socialistes européens. La seule absente remarquée aux neuvièmes Jeux mondiaux universitaires est la Nouvelle-Zélande, qui fut, il est vrai, à l'origine du retrait de la plupart des pays africains aux Jeux olympiques. On ignore toutefois si les Néo-Zélandais se sont volontairement abstenus pour des raisons économiques ou pour prévenir d'éventuels incidents.

A trois ans des prochains Jeux olympiques prévus à Moscou en 1980, l'organisation des Jeux universitaires à Sofia prenait valeur de test. Considérée comme le plus proche des pays satellites de l'Union soviétique, la Bulgarie a mis un point d'honneur à accueillir toutes les délégations invitées par la FISU, tout comme les Soviétiques ont donné l'assurance d'accepter à *Moscou toutes les délégations des pays reconnus par* le C.I.O. Seule réserve des observateurs étrangers : les strictes mesures de sécurité prises par les autorités bulgares — les journalistes n'ont même pas accès aux installations universitaires où logent et s'entraînent les concurrents — qui nuisent à l'ambiance traditionnellement décontractée des épreuves universitaires.

Le niveau très inégal des compétitions explique le faible succès populaire rencontré par ces neuvièmes Jeux universitaires auprès du public bulgare. La supériorité d'ensemble des Soviétiques a été jusqu'à présent contestée dans les disciplines phares de ces jeux : la gymnastique et l'athlétisme. Ainsi, c'est le Japonais Kajiyama qui s'est imposé dans le concours général de gymnastique devant les Soviétiques Markhelov et Tikhonov et le Chinois Tsai Huang-tsung, surprenant quatrième. L'épreuve féminine, où Nadia Comaneci et Théodora Urghureanu, trop jeunes, ont dû s'abstenir, est revenue à une autre Roumaine, Anna Goreac.

Toutefois, les vedettes de ces Jeux universitaires sont sans conteste les athlètes cubains. Le sprinter Silvio Leonard s'est imposé sur 100 mètres en 10 sec. 8/100, tandis que ses compa*triotes Alejandro Casanas et Alberto Juantorena* battaient les records du monde du 110 mètres haies et du 800 mètres. Comme à Montréal, Juantorena a fait toute la course en tête, sans se soucier de ses adversaires, pour terminer en 1 min. 43 sec. 44 soit 6/100 de mieux que son record du monde de Montréal. Quant à Casanas, deuxième derrière Guy Drut à Montréal, il a enfin battu en 13 sec. 21 le vieux record de l'Américain Rod Milburn, le champion olympique de Munich.

GERARD ALBOUY.

Les sauts en vedette à Nice

A Nice, au Parc des sports de l'Ouest, cinq mille personnes environ garnissaient les tribunes quand à 18 h. 30, dimanche 21 août, par temps frais et sous le soleil déclinant, s'ouvrit le meeting international réunissant deux cent vingt athlètes de trente-trois pays. C'est par le saut à la perche que débutèrent les concours, discipline dans laquelle le revenant Français Tracanelli se surpassa en montant le record de France à 5,50 m. et en terminant deuxième derrière le finaliste olympique américain Mike Tully.

Tandis que sur la piste les courses de demi-fond étaient disputées par une dizaine de Kenyans (N'Geno vainqueur du 3 000 m. en 7' 47"), sur le sautoir un spectacle digne du théâtre de Montréal se déroulait entre le bel Américain Dwight Stones, adepte du « Fosbury flop », et l'espoir de la R.D.A., Rolf Beilschmidt, qui pratique le « rouleau ventral ». A 2,27 m. Beilschmidt réussit à franchir la barre au premier essai. Stones n'ayant échoué qu'une fois, préféra sauter tout de suite à 2,30 m., performance qu'il réalisa du premier coup alors que l'Allemand devait s'y reprendre à deux fois. Les deux athlètes se mirent ensuite d'accord pour placer la barre à 2,34 m. afin de battre le record de Yachenko. Mais ni l'un ni l'autre n'y parvint.

L'avenir du sprint français

Les championnats d'Europe juniors se sont terminés dimanche 21 août à Donetsk, en Ukraine, après trois journées que les détestables conditions atmosphériques rendirent pénibles aux athlètes. C'est décidément le sprint qui valut de l'or pour la France. Vendredi 19 août, le jeune Martiniquais Herman Panzo (dix-neuf ans, 1,82 m., 84 kg), disciple de Lucien Sainte-Rose, a enlevé le titre en 10 sec. 40, s'affirmant ainsi un des plus sérieux espoirs nationaux dans une discipline manquant cruellement de chef de file depuis la retraite de Bambuck. Dimanche, les jeunes relayeurs français du 4x100 m. (Panzo, Thessard, Patrick et Pascal Barré) se sont également distingués, conservant pour la France le titre conquis il y a deux ans à Athènes. Mis à part la troisième place de Pascal Barré sur 200 m. (21 sec. 12), peu d'autres grandes performances sont à mettre à l'actif des Français, dont la seule présence lors des finales est considérée aujourd'hui comme une prouesse.

La vedette de ces trois journées n'en a pas moins été le Soviétique Vladimir Yachenko, dix-huit ans. Il n'avait pas reparu sur un sautoir depuis son exceptionnelle performance du match juniors Etats-Unis-U.R.S.S. à Richmond, où il avait battu le record du monde avec un bond prodigieux de 2,33 m. Samedi à Donetsk, il confirma péremptoirement ses dons, avec une régularité qui rappelle celle du grand Brumel. Il commença à 2,07 m., puis franchit 2,10 m., 2,14 m., 2,18 m., au premier essai, 2,20 m. au second, 2,22 m. au premier, enfin 2,30 m. également au premier essai, ce qui lui valait la médaille d'or. Ayant fait placer la barre à 2,35 m., il manqua d'un rien le record.

L'Allemagne de l'Est, qui avait semblé marquer le pas au cours des deux premières journées, a terminé en tête dimanche, à la manière de ses athlètes seniors de la Coupe d'Europe disputée la semaine dernière à Helsinki : trente-huit médailles, dont quinze d'or, devant l'U.R.S.S., dix-huit médailles, et la R.F.A., dix-sept médailles.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
DE DEUXIÈME DIVISION
(deuxième journée)

GROUPE A

*Béziers bat Arles	1-0
*Epinal bat Toulouse	4-2
Haguenau bat *Fontainebleau	1-0
*Avignon bat Chaumont	3-2
*Toulon bat Alès	1-0
*Besançon et Cannes	0-0
Martigues bat *Auxerre	2-0
*Ajaccio bat Melun	3-0
*Angers bat Saint-Dié	3-0

Classement : 1. Martigues, Angers et Epinal, 4 pts ; 4. Ajaccio et Cannes, 3 ; 6. Toulon, Avignon, Auxerre, Arles, Alès, Béziers, Chaumont et Haguenau, 2 ; 14. Besançon et Saint-Dié, 1 ; 16. Fontainebleau, Melun et Toulouse, 0 point.

GROUPE B

*Lille bat Lucé	5-0
*Poissy et Brest	0-0
*Limoges et Red Star	1-1
*Nœux et Tours	0-0
*Châteauroux bat Angoulême	3-0
*Paris Football-Club b. Rennes	2-0
*Quimper bat Boulogne	1-0
*Guingamp bat Caen	3-0
Dunkerque bat *Gueugnon	2-0

Classement : 1. Lille, 4 points ; 2. Tours, Dunkerque, Red Star, Quimper et Châteauroux, 3 ; 7. Gueugnon, Boulogne, Paris F.C., Guingamp et Nœux, 2 ; 12. Caen, Rennes, Limoges, Angoulême, Brest, Poissy et Lucé, 1 point.

Hippisme

Le Grand Handicap de Deauville, *retenu pour les paris couplé gagnant* et tiercé, a été gagné par *Frénétique*, suivi d'*Ile flottante* et de *Dauphin du Roi*. La combinaison gagnante est 8-1-3.

Natation

CHAMPIONNATS D'EUROPE
MESSIEURS

1500 m libre. — 1. Salnikov (U.R.S.S.), 15 min. 16 sec. 45 (record d'Europe) ; 2. Parinov (U.R.S.S.), 15 min. 20 sec. 05 ; 3. Petric (Youg.), 15 min. 30 sec. 74.

4 × 100 m. quatre nages. — 1. R.F.A., 3 min. 48 sec. 73 ; 2. R.D.A., 3 min. 49 sec. 42 ; 3. Pays-Bas, 3 min. 51 sec. 05.

10 m. libre. — 1. Nocke (R.F.A.), 51 s 55 ; 2. Bure (U.R.S.S.), 52 s 02 ; 3. uarducci (Italie), 52 sec. 11.

4 × 200 mètres libre. — 1. U.R.S.S., 7 min. 28 sec. 21 ; 2. R.D.A., 7 min. 33 sec. 28 ; 3. R.F.A., 7 min. 36 sec. 94 ; 6. France, 7 min. 42 sec 58 (*record de France*).

DAMES

100 mètres brasse. — 1. Bogdonova (U.R.S.S.), 1 min. 11 sec. 89 ; 2. Nitschke (R.D.A.), 1 min. 13 sec. 12 ; 3. Reinke (R.D.A.), 1min. 13 sec. 76.

200 mètres quatre nages. — 1. Tauber (R.D.A.), 2 min. 15 sec. 95 (record du monde) ; 2. Kahle 3. Guarducci (Italie), 52 sec. 11. (R.D.A.), 2 min. 17 sec. 70 ; 3. Klevakine (U.R.S.S.), 2 min. 19 sec. 35.

100 mètres dos. — 1. Treiber (R.D.A.), 1 min. 2 sec. 63 ; 2. Richter (R.D.A.), 1 min. 3 sec. 87 ; 3. Edelijn (Pays-Bas), 1 min. 5 sec. 25.

800 mètres nage libre. — 1. Thumer (R.D.A.), 8 min. 33 sec. 32 ; 2. Maas (Pays-Bas), 8 min. 39 sec 33 ; 3. Altmann (R.D.A.), 8 min. 52 sec. 94.

4 × 100 mètres quatre nages. — R.D.A. 4 min. 14 sec. 35 ; 2. U.R.S.S., 4 min. 18 sec. 12 ; 3. R.FA 4 min 19 sec. 5.

Un seul record du monde a été battu à l'occasion des championnats des Etats-Unis disputés à Mission-Viejo par Alice Browne (quinze ans) en 16 min. 24 sec. 60 sur 1 500 mètres.

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Lundi 22 août

Les salles ouvertes

Antoine, 20 h. 30 : les Parents terribles.
Athénée, 21 h. : Equus.
Cloître des Billettes, 21 h. 15 : le Maître de Santiago.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Pepsie.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Madeleine, 21 h. : Peau de vache.
Nouveautés, 21 h. : Divorce à la française.

Festival estival

Eglise Saint-Séverin, 20 h. 30 : Ensemble vocal et instrumental R. Faller (la Passion selon saint Matthieu, de Schütz).

Les cafés-théâtres

Au Coupe-Chou, 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; 22 h. : les Frères ennemis.
Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : la Démarieuse ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.
Café d'Edgar, I, 22 h. : Tango. — II, 20 h. 45 : Popeck ; 22 h. 15 : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Marianne Sergent ; 21 h. 45 : Arnaque 77 ; 23 h. : Vive la culture.
Le Fanal, 20 h. 30 : Béatrice Arnac.
Petit Casino, 21 h. 15 : Caml ; 22 h. 30 : Montefls.

Les concerts

Le Lucernaire-Forum, 21 h. : Pierre Laniau, guitare (Bach, Villa-Lobos).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de treize ans.
(**) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

AIDA (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15).
ALICE DANS LES VILLES (All., vers. amér.) : Le Marais, 4e (278-47-86), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Le Paris, 8e (359-53-99). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
BROTHERS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04), Olympic, 14e (542-67-42).
CAR WASH (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (*) . Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
LE CASSE-COU (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LA DENTELLIERE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Nations, 12e (343-04-67).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LE DIABLE PROBABLEMENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
DONA FLOR ET SES DEUX MARIS (Brés., v.o.) (**) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Monte-Carlo, 8e (225-09-83), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42). — V.f. . Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67).
ELISA VIDA MIA (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'HOMME PRESSE (Fr.) Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Bosquet, 7e (551-44-11), Ambassade, 8e (359-19-08), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22), U.-G.-C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02).
L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
L'ILE DU DOCTEUR MOREAU (A., *, v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), Mistral, 14e (539-52-43), Les Tourelles, 20e (636-51-98) h. sp.
JAMBON D'ARDENNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
MADAME CLAUDE (Fr., **) : Impérial, 2e (742-72-52), Marignan, 8e (359-92-82), Maxéville, 9e (770-72-86).
LE MAESTRO (Fr.) : Paris-8e (359-53-99), Richelieu, 2e (233-56-70), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MESSAGE (A., v. arabe) : Wepler, 18e (387-50-70).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, It., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82), A. Bazin, 13e (337-74-39), du 21 au 23.
NUCLEAIRE, DANGER IMMEDIAT, (Fr.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
OMAR GATLATO (Alg., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
OPERATION THUNDERBOLDT (Isr., v.o.) : ABC, 2e (236-55-54) ; vers. ang. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
PAINTERS PAINTING (A., v.o.) : Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42). H. Sp.
LE PASSE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Colisée, 8e (359-29-46), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Helder, 9e (770-11-24), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Murat, 16e (288-99-75), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PROVIDENCE (Fr., v. ang.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
RAGE (A., v. fr.) (**) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
SALO (It., v.o.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), Styx, 5e (633-08-40).
TRANSAMERICA EXPRESS (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
TREIZE FEMMES POUR CASANOVA (It.-Fr., v. ang.) (*) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), J. Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03), Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24).
TROIS FEMMES (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
UN FLIC SUR LE TOIT (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
UN TAXI MAUVE (Fr.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE VEINARD (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

Les films nouveaux

J.-A. MARTIN, PHOTOGRAPHE, film canadien de Jean Beaudin La Clef, 5e (337-90-90) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Le Lucernaire Forum, 6e (544-57-34) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
DERNIERE SORTIE AVANT ROISSY, film français de Bernard Paul. Richelieu, 2e (233-56-70) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) , 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PLUS ÇA VA, MOINS ÇA VA, film français de Michel Vianney (*). Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CET OBSCUR OBJET DU DESIR, film français de Luis Bunuel. U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
LE DERNIER DES GEANTS, film américain de Don Siegel. — V.o : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). — V f. : Impérial, 2e (742-72-52)
LE CONTINENT OUBLIE, film américain de Kevin Connor. V.o : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Mistral, 14e (539-52-43), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75).
BLACK SUNDAY, film américain de John Frankenheimer (**). V.o : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) : Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
LES FRISSONS DE L'ANGOISSE, film italien de Dario Argento (**). V.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) , Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) . Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
L'OMBRE D'UN TUEUR, film américain d'A.-M. Dawson (*). V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
ASTERIX ET CLEOPATRE, film franco-belge de M. Goscinny. Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) : Calypso, 17e (754-10-68).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Omnia, 2e (233-39-36).
BUTCH CASSIDY ET LE KID (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CASABLANCA (A., v. o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Secrétan, 19e (206-71-33), Hollywood Bd, 9e (770-10-41).
ENQUETE SUR UN CITOYEN AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON (It., v.o.) Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
LA FIANCEE DU PIRATE (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Cambronne, 15e (734-42-96), à partir du 19.
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
GET AWAY (A., v.o.) (*) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
GUERRE ET PAIX (Sov., v.f.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), Lucernaire Forum, 6e (544-57-34), Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Denfert, 14e (033-00-11).
LUCKY-LUKE (Fr.-Belg.) : Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LES LUMIERES DE LA VILLE (A., v.o.) : Actua Champo, 5e (033-51-60).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62). — V.f : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
MA FEMME EST UN VIOLON (It. v.o.) : Studio Logos (033-26-42).
LE MAGNIFIQUE (fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
MALICIA (It., v.o.) (**) : Biarritz, 8e (723-69-23). V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA MEPRISE (A.) (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. sp.
MES CHERS AMIS (It., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39), jusqu'au 20.
MILAREPA (It., v.o.) : Studio Gît-Le-Cœur, 6e (326-80-25).
MORE (A., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'OR SE BARRE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE PASSAGER DE LA PLUIE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) : Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).
PORTRAIT D'UNE ENFANT DECHUE (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
QUAND LES AIGLES ATTAQUENT (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) : v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
REGG'S AND BACON (A., v.o.) : Videostone, 6e.
LES SEPT MERCENAIRES (A., v.f.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).
LES 39 MARCHES (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
UN HOMME DANS LA FOULE (A., v. o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
UNE NUIT A L'OPERA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70).

Les festivals

ETRANGE (v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99) . 22 h. : Solaris ; 24 h. 15 : le Manuscrit trouvé à Saragosse ; II : 22 h. 30 et 24 h. : la Nuit des morts-vivants.
I. BERGMAN (v. o) : Le Seine, 5e (633-43-71) : la Prison.
L'AMERIQUE SANS ILLUSION (v. o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : Panique à Needle Park.
P. P. PASOLINI (v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83) : 14 h., 22 h. : le Decameron ; 16 h. : les Contes de Canterbury ; 20 h. : les Mille et Une Nuits.
POLANSKI (v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71) : 13 h. 45 : Macbeth ; 16 h. : Repulsion ; 18 h. et 24 h. 30 : le Bal des vampires ; 20 h. : Chinatown ; 22 h. 15 : le Locataire.
M. BROTHERS (v.o.) : Studio des Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : la Pêche au trésor.
SINBAD ET L'ŒIL DU TIGRE (A., v. f.) : Hollywood - Boulevard, 9e (770-10-41), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03), Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).
LA THEORIE DES DOMINOS (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Lumière, 9e (770-84-64), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
HOMOSEXUEL (v.o.) : Bilboquet, 6e (222-87-23) : 14 h. et 20 h. : Pink Narcissus ; 16 h. : Scènes de chasse en Bavière ; 18 h., 22 h. : Hommes entre eux.
GRANDS SPECTACLES (v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16) : Patton.
COMEDIES MUSICALES (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Dancing Lady.
CHATELET - VICTORIA, 1er (508-94-14), v. o., I, 11 h. 50 : la Grande Bouffe ; 14 h. et 20 h. 40 : Dersou Ouzala ; 16 h. 15 : Vol au-dessus d'un nid de coucou ; 18 h. 30 : les Valseuses ; 23 h. : l'Epouvantail. — II, 12 h. (D.) : les Mille et Une Nuits ; 14 h. : Satyricon ; 16 h. 5 : Cria Cuervos ; 18 h. 15 : Taxi Driver ; 20 h. 20 et 23 h. 40 : le Dernier Tango à Paris.
BOITE A FILMS, 17e (754-51-50), I, 13 h. : Pink Floyd à Pompéi ; 14 h. : le Lauréat ; 16 h. : Amarcord ; 18 h. : Lenny ; 19 h. 45 : Carrie ; 21 h. 45 : Zardoz. — II, 13 h. : Jeremiah Johnson ; 14 h. 45 : 1900 (première époque) ; 17 h. 30 : 1900 (deuxième époque) ; 20 h. 15 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise.
LES CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, la Pagode, 7e (705-12-15) : les Enfants du paradis.
BOGART, Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Mystérieux Docteur Clitterhouse.
FILMS NOIRS, Action La Fayette, 9e (878-80-50) : M le Maudit.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), à 18 h. 30.
BEN ET BENEDICT (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), à 18 h.
LE DERNIER TANGO A PARIS (It., **, v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), à 18 h.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) Le Seine, 5e, à 12 h. 30.
MACADAM COW-BOY (A., v.f.) : Les Tourelles 20e (626-51-98) Mar. à 21 h.
MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e, à 18 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Lucernaire-Forum, 6e, à 12 h. et 24 h.
NEWS FROM HOME (Fr.) : Olympic, 14e, à 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e à 10 h., 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.
ZABRISKIE POINT (It., v.o.) : Lucernaire-Forum, 6e à 12 h. et 24 h.

Musique

L'orchestre et le chœur de Bienne au Festival estival

Un point noir de moyenne grosseur sur la carte indiquant seulement qu'il y a, à Bienne, un peu plus de cinquante mille habitants, la proximité de Berne et une spécialité : l'assemblage automobile... Le laconisme des encyclopédies fouette l'imagination.

Simple curiosité d'abord, étonnement ensuite, après l'audition d'une Gloria *de Bernard Reichel et des* Scènes de Faust *de Schumann au Festival estival de Paris par l'orchestre symphonique municipal, le chœur Faller et neuf solistes réunis pour la circonstance : on chercherait en vain l'équivalent en France dans des villes de même importance. Pour cruelle qu'elle soit, cette constatation ne troublera cependant pas la quiétude de la période des vacances. Période sacrée en ce sens qu'elle donne au public habituel la certitude absolue que, la vie musicale s'étant déplacée en province, il n'y a, dans la capitale, plus rien qui soit digne de son intérêt. Il lui faut d'ailleurs préserver son enthousiasme — dès la saison prochaine — pour les concerts prestigieux qui en auront besoin, faute de quoi ils risqueraient de passer tout à fait inaperçus...*

Quel que soit le plaisir d'une ironie un peu facile, les choses ne sont sans doute pas aussi simples, et, pour expliquer qu'il se soit trouvé si peu d'auditeurs dimanche soir pour venir à la faculté de droit à l'exécution d'un des chefs-d'œuvre lyriques de Schumann, on en est réduit à penser que l'œuvre, plus tout à fait inconnue et loin d'être consacrée, ne suscitant ni intérêt de la découverte ni enthousiasme profond, se heurte à l'indifférence.

Sans parler de la musique, dont certaines pages, surtout dans la troisième partie, touchent directement par le charme pénétrant de la courbe mélodique, le livret, fait de citations du Faust *de Goethe, est à lui seul un modèle de mise en forme ingénieuse, usant de raccourcis avec un rare esprit de synthèse.*

Le rôle de Faust, dévolu à un baryton, était confié à Philippe Huttenlocher, saisi, dès le début, par l'enthousiasme de sa partie, celui de Marguerite à Danielle Borst, tandis que Werner Mann incarnait d'abord Méphisto avant de se transformer en Pater Profundus dialoguant avec le Pater Seraphicus (Charles Ossola)... Telle est la magie de cet opéra de concert qui se montre d'autre part exigeant quant à ses interprètes ; ceux-ci étaient excellents.

Malgré quelques imprécisions et un certain manque de relief accentué par l'acoustique assez médiocre du lieu, l'orchestre dirigé par Robert Faller laisse une agréable impression, ainsi que le chœur. Ce sont les mêmes qu'on devait retrouver lundi soir à Saint-Séverin dans la Passion selon Saint Matthieu *d'Heinrich Schütz.*

GÉRARD CONDÉ.

Théâtre

Trois compagnies pour Tours

La saison théâtrale 1977-1978 s'annonce passionnante à Tours. Pour la première fois, les spectacles seront présentés par trois compagnies différentes, et, ce qui ajoute une certaine saveur à l'ensemble, ces trois compagnies ont chacune pour noyau d'anciens ou d'actuels employés de la municipalité. Ainsi le Centre dramatique de Tours, dirigé par Pierre Lefebvre, voisinera avec le Théâtre libre de Touraine d'André Cellier, son prédécesseur licencié il y a un an par M. Royer, et avec le Théâtre du Pratos, animé par des anciens de la Comédie de la Loire.

Le Centre dramatique de Tours de Pierre Lefebvre présentera au théâtre municipal et à la salle Jean-Vilar dix-huit spectacles, dont trois créations, totalisant cent huit représentations. Au programme, Voltaire, Beckett, Claudel, Michaux, interprétés par le C.D.T. ou par des troupes invitées. André Cellier, de son côté, a voulu rester à Tours après son licenciement et a créé le T.L.T. Il s'est signalé à l'attention en jouant avec succès *Mort d'un commis voyageur*, d'Arthur Miller, et plus récemment *Sept images d'intolérance*, spectacle présenté à la fête de l'hebdomadaire local du P.C.F., où il a quelque peu dérangé les militants en dénonçant l'attitude de la C.G.T. à l'encontre des groupes de femmes lors des défilés du 1er mai ou en rappelant l'emprisonnement en Union soviétique du cinéaste Serge Paradjanov. La première saison du T.L.T. a été rendue possible grâce au concours de l'université de Tours, qui met à sa disposition une salle pour les huit spectacles prévus. Au programme : Brecht, Shakespeare, J.-P. Wenzel, etc. Le mime Marceau et Raymond Devos viendront également à Tours sur l'invitation du T.L.T.

Troisième série de spectacles aux ambitions différentes : ceux que donnera le Théâtre du Pratos. Cette compagnie s'est créée après la dissolution de la Comédie de la Loire qu'animait Guy Suares et qui eut, elle aussi, maille à partir avec la municipalité tourangelle. La troupe a donné pendant la saison écoulée plus de représentations que n'en prévoit le C.D.T. Mais son travail s'est effectué jusqu'à présent hors de Tours. Il n'en sera plus de même à la rentrée avec l'intégration du Théâtre du Pratos dans une structure originale : le « lieu commun ». Ce « complexe » à échelle réduite s'est installé dans un quartier populaire de Tours riche d'une solide tradition de fêtes, mais actuellement délaissé par l'animation culturelle. Le « lieu commun » verra regroupée autour du noyau formé par les comédiens une série d'activités — librairie, cinéma, photo, ateliers d'enfants — qui s'interpénétreront en permanence dans la réalisation d'une animation collective. Dans cette structure auront lieu non pas des représentations mais des « spectacles-animation » de cinq jours auxquels participeront des invités tels que Gilles Servat et le guitariste Roland Dyens.

Le Pratos ne jouera pas qu'au « lieu commun ». Accueilli lui aussi à l'université, il créera « *le Verbe et l'Hameçon* », une farce-fable de Jean-Michel Diaz, et une « *Andromaque* » réalisée « *comme si Racine avait connu l'inconscient et le magnétophone* ».

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Raoul Dufy, imagier de charme

Deux expositions, l'une à Nice, l'autre au Havre commémorent le centenaire de la naissance de Raoul Dufy. Une part de son œuvre abondante, restée dans son atelier, avait été léguée par sa veuve au Musée national d'art moderne à Paris, au Musée des beaux-arts de Nice et à celui du Havre.

Les Dufy de Nice, augmentés d'un dépôt des musées nationaux, ont été rassemblés pour l'occasion à la galerie des Ponchettes : vingt-huit peintures, quatorze gouaches et aquarelles, quatre-vingt-huit dessins, des gravures sur bois, une tapisserie et quelques céramiques. L'ensemble témoigne assez substantiellement de l'art d'un peintre qui a connu des fortunes diverses, les éclipses succédant à l'engouement, suivant le cours changeant des modes. Une rétrospective, même en raccourci, permet de mieux saisir son parcours, qui semble avoir toujours tendu vers la plus grande légèreté d'expression et la plus grande économie de moyens. A ses meilleurs moments, l'art de Dufy, c'est de la peintur qui serait devenue de l'air.

Naissance et enfance au Havre en 1877, où les lumières nacrées de Boudin lui donnent un premier réveil. De longues années vécues en Provence, où il meurt en 1953. (Dufy repose à Cimiez, non loin du musée Matisse.) Mais, entre-temps, les régates à Deauville, les salles de concert à Paris, et surtout le pesage de Longchamp, où il s'intéresse davantage aux chevaux qu'aux élégantes pour lesquelles le couturier Poiret et les soyeux de Lyon (Bianchini, Ferrier) lui avaient demandé de créer des tissus.

Dufy, qu'on n'imagine guère autrement que par son style typique, plein d'allégresse colorée de maître du dix-huitième siècle qui serait miraculeusement réapparu au siècle de l'électricité, s'est longtemps cherché. Il vient vaguement de l'impressionnisme, frôle, brille dans le fauvisme. Mais son genre caractéristique, le ton et le rythme Dufy, sa précision aussi, ne sont venus qu'à maturité.

Quatre toiles, de 1905 à 1909, témoignent des influences qu'il avait subies : la Balançoire, *de 1905 ; les* Bateaux à l'Estaque, *de 1908 ; le* Compotier *et* Au bois de Boulogne, *de 1909. En ces années, une grande part de la peinture évolue à travers le réseau des amitiés entre les artistes. Chez Dufy comme chez les autres, Picasso, Braque, Derain, Vlaminck, Friesz, Matisse...*

Dufy va peindre en compagnie de Braque à l'Estaque. Le second en rapporte des paysages cubistes de première importance, et le premier cette scène de bord de l'eau presque cubiste, peinture sévère, plutôt dure, qui doit tout à Cézanne, un peu à Braque et bien moins à la nature primesautière du Dufy qui se révélera par la suite. Il faut lier le cubisme de l'Estaque *comme celui, plus affirmé, du* Compotier, *à la période fauve de Dufy qui fut plus durablement marquée par un chef-d'œuvre de Matisse,* Luxe, calme et volupté, *exposé au salon d'Automne de 1905.*

Le lourd et l'appuyé, même très colorés, ne lui siéent pas. Son rythme, c'est la rapidité, son genre, le raccourci, l'ellipse, la grâce, et même une sorte d'enchantement. Il y tend irrésistiblement, mais, pendant qu'il suit ou accompagne les avant-gardes du moment, Dufy perd ses amateurs qui aimaient le réalisme poétique de ses premiers paysages de facture impressionniste.

Jusque vers 1920, pour Dufy peintre, ce sera la traversée du désert, traversée durant laquelle il s'adonne à la création de tissus et aux décors de fête. Elle n'est guère évoquée ici, cette période.

C'est de 1919 que date l'envol nouveau, à Vence. (Vues de Vence, 1919-1920). Dufy a changé de technique et changé sa peinture. Au lieu de l'amoindrir, sa période délicate l'a enrichi. De là viennent ces plages de couleur largement tracées comme un feu de rideau de théâtre et ce dessin aérien qui a une fraîcheur d'esquisse. Et puis la rencontre de Dufy avec le Midi lui est bénéfique. Il gagne, si l'on peut dire, sur tous les tableaux : l'impression et la rigueur. Architecture parfaite, géométrique et baroque à la fois, de cette nature morte Aux poires et aux fruits *(1920-1922) ; étrangeté de l'hommage à Claude Lorrain (1923), noir et lumineux peintre qu'il admire ; scènes de rues niçoises et de sa promenade du bord de mer (de 1927 à 1947), avec ses palmiers, les casinos à coupole, les calèches caracolantes et les feux d'artifice... Et ce grand arbre de 1942 qui regarde Sainte-Maxime, sans doute de là même d'où la regarde Dunoyer de Segonzac, avec son branchage planant sur la baie comme un grand oiseau. C'est tout Dufy dans sa simplicité lorsqu'il est au soleil.*

Mais on ne l'évoquerait pas entièrement si l'on oubliait l'eau des régates, toute bleue, plage Sainte-Adresse, au Havre, ou bien à Henley, en Angleterre, plus bariolée de couleurs estivales et de drapeaux.

Une peinture à la colle fluide, légère

Il faut enfin ajouter la musique, dans laquelle Dufy avait vécu avant même de vivre dans la peinture : l'harmonie de feu du Concert rouge *(1948), le très bel hommage à Claude Debussy, aussi français dans sa musique que Dufy l'est dans sa peinture.*

Ici, comme ailleurs, le style Dufy tient à un secret : le « médium Maroger », du nom de ce chimiste ami qui avait travaillé avec le peintre au milieu des années 30. C'est une peinture à la colle, fluide, légère, pelliculaire, séchant vite, sans laisser aux traces du pinceau le temps de fondre. Avec le « médium », sa trajectoire est toujours là, qui montre le passage de la main, rend visible le geste qui fut et l'action qui, désormais, reste. Cette technique a passionné un peintre abstrait ou « geste » comme Hartung. Elle a servi admirablement le grand jeu visuel de Dufy, fait de dessins en boucles, déliés, voltigeurs, larges ici, menus là, toujours vifs et justes. Même l'esquisse d'une fresque, qui, en d'autres mains, n'aurait été qu'un pensum, l'illustration des « savants », destinée à la singerie du Jardin des Plantes, sœur de la « fée électrique », montre son imbattable maestria, toujours l'élégance, toujours la presiance. Lorsqu'il est lui-même, on a le sentiment que Dufy ne sait peindre que de l'extrême fraîcheur. Rien alors ne retient cet imagier de charme d'un genre mineur mais de la meilleure veine.

D'autre part, au musée Chéret, on pourra voir un ensemble de peintures de Van Dongen, réunies à l'occasion du centenaire de sa naissance, et à la galerie de la Marine, 59, quai des Etats-Unis, la rétrospective d'un artiste contemporain mort prématurément, en 1961, à l'âge de trente-deux ans : Bernard Réquichol.

JACQUES MICHEL.

■ **Le prix de musique danois Leonie Sonning 1978, d'un montant de 100 000 couronnes — soit environ 79 000 F — a été attribué au flûtiste français Jean-Pierre Rampal. Le prix Leonie Sonning 1977 avait été décerné à Olivier Messiaen.**

■ **Le premier violon de l'orchestre du Bolchoï de Moscou, Leon Saks, est mort accidentellement le 20 août en Grèce. Il était âgé de cinquante-neuf ans. Leon Saks se produisait avec l'ensemble soviétique à Athènes.**

ARCHÉOLOGIE

FOUILLES FRANCO-SYRIENNES

Des textes cunéiformes trouvés à Ras-Ibn-Hani

Une mission archéologique franco-syrienne créée en 1975 pour effectuer une fouille de sauvetage à Ras-Ibn-Hani, menacé par le plan de développement et d'aménagement touristique de Lattaquié, en Syrie, vient de mettre à jour plusieurs fragments de tablettes portant des textes en écriture cunéiforme ugaritique et en écriture cunéiforme syllabique. La maison d'où proviennent ces textes possède un grand caveau funéraire, analogue à ceux d'Ugarit, qui avait été découvert fortuitement et fouillé par le service des fouilles syrien en 1973.

Depuis sa création, la mission franco-syrienne a découvert et dégagé en partie un palais de la deuxième moitié du deuxième millénaire avant notre ère, construit très probablement par le roi de la grande ville voisine d'Ugarit (Ras Shamra), explorée depuis 1929 par une mission française. Le site de Ras-Ibn-Hani a été occupé de manière à peu près continue depuis le quatorzième siècle avant J.-C. jusqu'au sixième siècle de notre ère, avec cependant deux interruptions notables, l'une du sixième au quatrième siècle avant J.-C., l'autre du premier au troisième siècle après J.-C. La ville hellénistique est particulièrement importante, entourée de puissants remparts ; elle a livré une inscription et des monnaies attestant une domination lagide au troisième siècle avant J.-C.

Des renseignements précieux

La campagne de 1977, particulièrement fructueuse, a permis de mieux mesurer la vaste extension du palais ugaritique et de voir comment, peu après la destruction de celui-ci, son emplacement fut habité, au douzième siècle, par des gens utilisant une céramique de type mycénien. La base d'un mur d'enceinte entourant l'acropole, faite d'un talus recouvert d'un glacis de pierre et conservée sur 4 mètres de hauteur environ, a été découverte, et de vastes portions de fortifications hellénistiques ont été dégagées.

Presque totalement ignoré il y a peu, le cap d'Ibn-Hani s'est révélé, en trois ans, comme un site des plus intéressants pour l'histoire de périodes mal connues en Syrie. L'apparition de textes cunéiformes souligne la vitalité et le niveau de culture du royaume d'Ugarit, en dehors même de la capitale. Le déchiffrement des tablettes récemment découvertes apportera sans doute des renseignemnts précieux pour la connaissance de la civilisation de la côte syrienne dans la deuxième moitié du deuxième millénaire avant J.-C.

● *Les fouilles effectuées dans les ruines des thermes de Vicarello,* au nord de Rome, ont permis de mettre au jour une statue en marbre du dieu Apollon, haute de 2 mètres. La pièce, trouvée en très bon état — seule manque la partie inférieure des jambes, — a, selon les experts, été sculptée au deuxième siècle de notre ère, sous le règne de l'empereur Hadrien.

CULTURE

Le souvenir de Marcel Bataillon

Mme Jeanne Lefort nous écrit :

Le Monde a bien voulu évoquer longuement à deux reprises [7 et 8 juin] la figure de mon père, Marcel Bataillon, au lendemain de sa mort.

Puis-je éclairer un trait demeuré dans l'ombre et qui nous importe, à mes frères, à moi-même et à tous ses proches : il n'a pas seulement posé un « regard pénétrant sur les grandes interrogations de notre temps », instruit par les « déchirements de la conscience chrétienne du seizième siècle ». Il était attaché au rationalisme et au libéralisme, non comme doctrine mais comme *éthique*.

Il fut l'un des fondateurs du Comité de vigilance des intellectuels antifascites avant la guerre ; connut de ce fait un internement de plusieurs mois au camp de Compiègne en 1941. Et, depuis la guerre, il n'est pas d'action au service de la liberté des peuples ou des individus à laquelle il ne souscrivit ou ne donnât son soutien explicite.

J'ajoute qu'il n'était pas un « grand bourgeois », « petit-fils d'un membre de l'Académie de médecine ». Son grand-père paternel était un humble maçon d'un milieu paysan. Son père, Eugène Bataillon, biologiste rendu célèbre par ses travaux sur la parthénogénèse et membre de l'Académie des sciences à la fin de sa vie, ne dut sa notoriété qu'à son œuvre.



RADIO-TÉLÉVISION

VU

Qui êtes-vous, Jean d'Ormesson ?

Cet œil bleu, si bleu, ce sourire, cette aisance dans la réplique qui vient d'une parfaite tolérance aux critiques mais aussi d'un esprit rapide et clair, cet art, ce goût passionné du dialogue, ce charme, en un mot, que chacun lui reconnaît, ont plus fait pour Jean d'Ormesson, dimanche soir, sur le petit écran, que son autoportrait, son beau château, sa grande famille, sa piété filiale, le succès de ses romans et la modestie plus réelle que feinte avec laquelle il s'est mis lui-même en question : pas de vocation impérieuse, une envie de toucher à tout, des contradictions à ne savoir qu'en faire...

C'est pourtant sur ces contradictions que ses « questionneurs » — faut-il dire juges ou adversaire ? — ont insisté. Il est à remarquer que, dans cette émission, contrairement à l'habitude, il n'y avait pas d'avocat de la défense. Même Gérard Guégan, le meneur de jeu, posait des banderilles. A ses côtés, deux journalistes, Franz-Olivier Giesbert, du Nouvel Observateur, *et Pierre Viansson-Ponté, du* Monde, *un écrivain « marginal, René Ehni, que tout semble opposer à Jean d'Ormesson : ils ont débuté ensemble chez Julliard, ils se sont retrouvés chez Gallimard, l'un aujourd'hui est de l'Académie française, l'autre se retranche de plus en plus dans son Alsace natale.*

Le débat a été serré. Pourquoi avoir accepté la direction du Figaro *quand on avoue avoir pour seule ambition d'être un « écrivain français » ? Pourquoi y être resté après l'arrivée d'Hersant ? Pourquoi afficher le progressisme d'un père, ambassadeur du Front populaire, et le régicide qu'on compte dans ses ancêtres, quand on apporte aujourd'hui comme hier son soutien à la droite ? Pourquoi faire profession de libéralisme et verser si souvent, la plume à la main, dans la polémique ?*

Qui êtes-vous, Jean d'Ormesson ? Un esprit superficiel ? Un homme de peu de conviction ? Un joueur avide de puissance et de gloire ? Le bâtard d'une illustre famille ? Le responsable, par votre milieu, de la disparition des cultures du peuple qui, lui, ne tue point ses rois ?

Il répond à tout, sans biaiser. Non, il n'est pas une tête politique. Non, il n'est pas un meneur d'hommes. Oui, il sera battu, si la majorité est battue. Chirac ou Giscard ? Il « s'en tape ». Certes, il est pour l'alternance et même pour la social-démocratie. Mais l'alliance des socialistes avec les communistes, c'est une erreur qu'il ne peut supporter. Avec Robert Hersant, pas d'« atomes crochus ». On l'a trop attaqué. Alors, il est resté à ses côtés. Du moins tant qu'il a eu les mains libres. Oui, il a sacrifié la littérature au journalisme. Ne peut-on parfois préférer l'urgent à l'essentiel, la vie du monde à cette lutte contre sa propre mort qu'est le ressort secret de l'écrivain ?

Il n'y a pas à dire, tout se tient. Et peu à peu l'agressivité du tribunal tombe, les visages se détendent. Le fameux charme de Jean d'Ormesson, une fois de plus, a joué...

***

Une nouvelle inédite de Christine de Rivoyre a inauguré, ce même dimanche 21 août, sur Antenne 2, une émission littéraire, due à Patrice Galbeau et à Gérard Patris, qui se propose de mettre la beauté et la sensibilité d'un visage au service d'un texte littéraire. Nicole Courcel, sans aucune mise en scène, lisait simplement les Vaches de la nuit *: au cœur d'un chagrin d'amour, une femme trouve sa consolation auprès d'un enfant de trois ans dont elle partage la rêveuse fantaisie et elle apprend de lui les magiques secrets de la séduction.*

La diction est bonne, la nouvelle jolie et, sur les lèvres de la conteuse, on cueillait les bonheurs d'expression, les raccourcis, les vives images. Voyait-on vraiment ce grand pré la nuit où la femme et l'enfant s'avancent pour toucher les vaches comme les bêtes fabuleuses d'un autre monde ? A regarder Nicole Courcel et son charme à elle empêchait le charme des mots de jouer. Pour faire passer la poétique pouvoir d'un texte, la voix seule vaudrait-elle mieux que le spectacle d'une bouche parfaite ?

JACQUELINE PIATIER.

LUNDI 22 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, FILM : UNE ROUSSE QUI PORTE BONHEUR, de F. de Cordova (1966), avec E. Presley, D. Douglas, N. Kovack et H. Morgan.

Vedette d'un bateau-théâtre sur le Mississipi, Johnny aime sa partenaire Frankie. Joueur invétéré, il gagne avec le concours d'une femme rousse. Frankie est jalouse.
Une comédie parfaitement anodine inspirée du blues célèbre « Frankie et Johnny ».

22 h. 15, Emission de l'INA (Les grands mystères de la musique) : Maurice Ravel, de P. Nivollet.

23 h. 10, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Music-hall, de R. Pradines ; 21 h. 45, Documentaire d'art : Un mauvais garçon nommé Le Caravage, de F. Spar et J. Plessis.

La vie d'un peintre qui fit parfois scandale à son époque et qui a inventé un genre : le caravagisme.

22 h. 25, Sports : Catch à quatre.

23 h. 5, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (cinéma public) : TORA, TORA, TORA, de R. Fleischer (1969), avec M. Balsam, S. Yamamura, J. Cotten, T. Mihashi, E. G. Marshall, T. Tamura.

En décembre 1941, la préparation et l'exécution de l'attaque-surprise de la flotte américaine basée à Pearl-Harbor par l'aviation japonaise.
Une reconstitution historique très précise et un peu ennuyeuse de palabres diplomatiques et de conférences d'états-majors, puis un saisissant morceau de bravoure.

22 h. 45, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Mélodrames : « le Crime des Catacombes ou la Nonne sanglante », de M. Barfati, avec R. Varte, R. Salik, M. Schlitz, réal. B. Horovicz (rediffusion) ; 21 h., Portrait d'un compositeur hongrois : concert Miklos Kocsar ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac (rediffusion) ; 23 h., Le temps de la fin, par J. Couturier.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, « Off - Bayreuth »... Concert donné par les ensembles régionaux : Musiques et danses de Franconie ; 22 h. 30, En direct du Festival de jazz de Châteauvallon ; 0 h. 35, Les fouleurs de paroles ; 0 h. 45, Mélodies : Fauré, Satie, Poulenc.

MARDI 23 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Série : Au-delà de l'horizon ...« Les Vikings » ; 21 h. 25, Variétés : Andrée Gagnon ; 22 h. 20, Les grandes expositions : Puvis de Chavannes, par J. Foucard.

22 h. 50, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Les dossiers de l'écran, FILM : LA DERNIÈRE CROISADE, de S. Nicoleascu (1970), avec A. Pellea, M. Albulescu, G. Kovacs, F. Piersic, I. Gardescu.

Au seizième siècle, la lutte de Michel le Brave pour arracher les provinces des Balkans à la domination de l'empire ottoman et créer la Roumanie.
L'épopée d'un héros national reconstituée dans cette superproduction roumaine, à grand renfort de figurants et de batailles spectaculaires.

Débat : Michel le Brave, fondateur de la Roumanie.

Avec MM. les professeurs N. Bizir, J. Berenger, M. C. Giuresco, Mme Zoe Dumitresco Busulenga, M. V. Candea et M. A. Dupront.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, Westerns, policiers, aventures... FILM : LA BRIGADE DES COW-BOYS, de W. Hale (1967), avec J. Caan, M. Sarrazin, B. Scott, D. Stroud, P. Petersen, M. Burns.

Pendant la guerre de Sécession, sept jeunes Texans naïfs et idéalistes décident d'aller s'engager dans l'armée sudiste. Leurs illusions tombent au cours d'une longue randonnée.
Mise en scène de série B et méditation sur l'absurdité de la guerre.

22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Parallèles : Copenhague ; 8 h., Les chemins de la connaissance (rediffusions) : L'esprit de la main, par J. Peignot ; à 8 h. 32, La terre est notre maison, par C. Mettra ; 9 h. 7, Les pérégrins d'autrefois : Arthur Young ; suivi de « Aquarium », par José Pivin ; 9 h. 3, Portrait de Han Suyin (rediffusion) ; 11 h. 2, Le folklore hongrois ; 11 h. 32, Le folklore dans la musique hongroise : œuvres de Bartok ; 12 h. 5, Le mensonge, le secret, l'illusion, par J. Bouriez : Le corps et sa représentation ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, La vraie gloire de Georges Bizet, par E. Bondeville ; 14 h., « Guerre et Paix », de Tolstoï, adapt. G. Govy, réal. R. Jentet (rediffusion) ; 14 h. 47, Les après-midi de France-Culture... Magazine international ; à 15 h. 25, Anthologie ; 15 h. 35, Fenêtre sur l'étranger ; 16 h. 35, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 32, Musique vocale hongroise ; 18 h. 30, Le plus simple appareil, par M. Louys et C. Garrigues : « Le vêtement, pour quoi faire ? » ; 19 h. 30, Feuilleton : Une certaine France de mon grand-père... « et compagnie », de J.-R. Bloch, adapt. M. Ricaud, réal. E. Frémy ;

20 h., Utopie, par C. Dupont et G. Peyrou ; 21 h. 30, Musique vocale hongroise : « le Château de Barbe-Bleue » (Bela Bartok), par l'Orchestre philharmonique de Budapest, dir. J. Ferencsik, avec K. Kasza et G. Melis ; 22 h. 30, Entretiens avec François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h., Le temps de la fin, par F. Estèbe et J. Couturier.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Summertime ; 9 h. 2, Points cardinaux ; 10 h., Cicerenella ; 10 h. 30, Ballade avec Pelléas et Mélisande (Beethoven, Debussy, Ligeti) ; 12 h., La chanson (le Québec) ; 12 h. 35, Sélection - concert ; 12 h. 40, Jour J de la musique ; 13 h., Les classiques du jazz ;

13 h. 30, Musique à la lettre ; 14 h., Paysages d'estive : Camus ; 16 h. 2, Ceux qui sont aimés des dieux meurent jeunes (Mozart) ; 19 h. 2, Ecoute, magazine musical ; 19 h., Jazz, de Art Tatum à Mc Coy Tyner ; 19 h. 35, Kiosque ; 19 h. 45, Jeunes solistes ;

20 h. 30, Huit jours à Washington : La tradition francophone ; 21 h., En direct « Off - Bayreuth », avec les Chœurs et Solistes des Rencontres internationales de la jeunesse, dir. K.-F. Beringuer : « Messe pour chœur mixte et deux quintettes à vent » (J. Stravinski), « Messe n° 2 pour chœur et instruments à vent » (Bruckner), « Blaser Musik » (W. Fortner), « Sérénade pour instruments à vent » (R. Strauss) ; 23 h., Wagner on Pacific ; 0 h. 5, Les fouleurs de paroles, feuilleton musical ; 0 h. 10, En direct du Festival de jazz de Châteauvallon ; 1 h., Mélodies.

● *Après 23 heures, les émissions des trois chaînes de télévision seront facturées à part. — « La lettre envoyée aux sociétés de télévision est une invitation à contribuer à l'effort national d'économie d'énergie. Elle ne comporte pas d'interdiction absolue »,* précisent dans un communiqué les services de M. Raymond Barre, qui a recommandé aux directeurs des trois chaînes de télévision *« d'éviter, sauf cas exceptionnel, la diffusion des programmes après 23 heures ».*

Cette lettre, poursuit le communiqué, *« ne s'applique pas pendant le week-end et ne concerne pas les émissions de ciné-club ». Enfin, « les sociétés de télévision demeurent libres de diffuser leurs émissions au-delà de 23 h., pour autant qu'elles prennent en charge les dépenses d'énergie qui en résultent et qui leur seront facturées par T.D.F en sus de leur abonnement normal ».*

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 21 AOUT

— *M. Alain Peyrefitte*, garde des sceaux, ministre de la justice, participe au journal d'Antenne 2, à 20 heures.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03



emplois internationaux emplois internationaux

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE DE FORAGE

1, place Bir-Hakeim - El-Biar - ALGER
recherche pour son Ecole de Formation de Hassi-Messaoud

— DEUX (2) INSTRUCTEURS de FORAGE :

Profil du poste :

— Formation de base : Ingénieur
— Chef de chantier ayant au moins dix (10) ans d'expérience
— Formation pédagogique moyenne
— Bilingue souhaité (anglais-français)

— DEUX (2) INSTRUCTEURS en MÉCANIQUE :

Profil du poste :

— Ingénieur en mécanique
— Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
— Connaissance du matériel de forage souhaitée
— Bilingue souhaité (anglais-français)

— DEUX (2) INSTRUCTEURS d'ÉLECTRICITÉ :

Profil du poste :

— Ingénieur en électro-mécanique
— Ayant au minimum cinq (5) ans d'expérience
— Expérience dans l'industrie pétrolière souhaitée
— Bilingue (anglais-français).

— Conditions de travail et de vie agréables
— Salaires intéressants avec possibilité de transfert de 85 % pour agents étrangers
— Rythme de travail : quatre (4) semaines de travail, deux (2) semaines de récupération au pays d'origine et frais de transports pris en charge par la Société.

Société d'Ingénieurs conseils recherche pour séjour en pays anglophone

CHEF MATÉRIELS TRAVAUX PUBLICS

qui sera chargé, dans le cadre d'une assistance technique en entretien routier, de coordonner et de planifier la gestion centrale des différents matériels T.P. : évaluation, rénovation du parc, lancement d'appels d'offre, plans d'investissement. Une très bonne expérience dans un poste semblable est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais courant et technique. Possibilités d'intervention en tant que consultant.
Les personnes intéressées sont priées d'écrire (joindre C.V. et dernière rémunération) sous la référence 875/112,
L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

BI-LINGUAL SECRETARY

We need a bi-lingual secretary for about fourteen months in Huston, Texas. Languages are English and French. Good salary and excellent fringe benefits. For further details please write to or telephone :
King-Wilkinson (International) B.V. - Koningin Julianaplein 10, The Hague, Holland
Tel. : 070 814411 Ext. 145

IRAM
49, rue de la Glacière (13e)

ORGANISME BRITANNIQUE DE DÉVELOPPEMENT
recherche

AGRONOME POLYVALENT

AVEC EXPER. AFRICAINE pour travail 14 mois à partir fin octobre 1977 sur PROJET AGRICOLE VISANT RENFORCEMENT AGRICULTURE TRADITIONNEL. EN MAURITANIE. JOINDRE C.V.

Importante Société Paris recherche pour son séjour en pays anglophone

INGÉNIEUR
ayant une expér. confirmée en

MATÉRIELS BITUME

(transport, stockage, réchauffage, épandage). Les ingénieurs intéressés sont invités à écrire (joindre C.V., indiquer dernière rémunération annuelle), sous référence 896/107,
L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui trans.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

---

côte africaine

Importante société industrielle recherche :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT DISTRIBUTION HYDROCARBURES

Sous l'autorité du directeur de la division pétrolière, il sera chargé d'élaborer et de mettre en place la politique de développement de cette division.
Il sera responsable de la conception, de la réalisation et de l'entretien des stations services.
Il assurera ensuite l'entreposage, la distribution et le transport de tous les produits pétroliers.
Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire de faire preuve de 5 années d'expérience dans un poste similaire au sein d'un groupe pétrolier.

La rémunération sera fonction du niveau du candidat et assortie d'avantages substantiels (villa équipée, voiture, soins médicaux gratuits, polyclinique, etc...).

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 1062/M à AXIAL Publicité, 91, Fg Saint-Honoré 75008 Paris qui transmettra.

GTE INTERNATIONAL INCORPORATED

Professionnels de la formation

GTE INTERNATIONAL exécute actuellement un contrat de plusieurs millions de dollars qui consiste à la construction et l'équipement d'un complexe de fabrication dans un pays stable d'Afrique du Nord, situé en bordure de la Méditerranée.
Nous exploiterons au début cette usine, qui doit produire divers produits pour les loisirs à la maison, mais l'objectif est de former des nationaux du pays afin qu'ils assument les responsabilités entières de l'exploitation. Des emplois importants sont maintenant disponibles, assortis de rémunérations intéressantes et de logements.
Professionnels de la formation, nous cherchons des instructeurs qualifiés, capables de travailler dans une situation délicate et d'enseigner aussi bien en français qu'en anglais. Vous devez être techniquement qualifiés dans les domaines de la mécanique et de l'électronique.. ou bien être des généralistes, professionnels de la formation dans les domaines de la comptabilité, de l'informatique, de l'administration ou de la gestion.
Veuillez s'il vous plait adresser vos C.V. détaillés (qui seront traités de façon confidentielle) y compris vos salaires passés et présent à :
Jean Laurain - GTE TRAINING CENTER
Grand Parc, 2, rue de la Moselle, 54100 Nancy, France

Bureau d'Etude recherche

INGÉNIEUR
Diplômé d'une grande école + C.H.E.B.A.P. ou C.H.E.M.
Ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans en trajets

OUVRAGES D'ART

Cet ingénieur, libre sous peu, travaillera près de Montpellier et sera disponible pour effectuer des déplacements à l'étranger (anglais nécessaire). - Veuillez écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération annuelle) sous référence 902/103, à
L.T.P 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui trans.

Société d'Economie mixte recherche pour assistance technique dans un pays anglophone

INGÉNIEUR ROUTIER MÉCANICIEN

Ayant une expérience confirmée de l'utilisation optimum des matériels de travaux publics et apte à conseiller les responsables sur leur planification et leur mise en œuvre. Veuillez prendre un premier contact en écrivant (joindre C.V., indiquer dernier niveau de rémunération) sous référence 894/107, à
L.T.P 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui trans.

Etablissement public recherche pour son Centre médico-chirurgical

de KOUROU
en Guyane française

UN MÉDECIN GÉNÉRALISTE

très compétent en radiologie, inscrit au Conseil de l'Ordre des médecins.
Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser C. V. et prétentions nº 23.706, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

emplois internationaux

Le Monde *présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.*

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

emplois régionaux

GROUPEMENT INDUSTRIEL DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour

BOURGES (18)

INGÉNIEUR SYSTÈME

Pour Centre de Traitement de l'Informatique de Gestion doté d'un ordinateur IBM 370/135 travaillant sous DOS/VS avec POWER et CICS.

Cet ingénieur diplômé de Grande Ecole devra posséder :

— Une solide formation informatique ;
— Le goût des contacts humains ;
— Une bonne connaissance de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo et prétentions à M. le Directeur de l'E.F.A.B., 6, rte de Guerry. B.P 705 et 713, 18015 Bourges Ced.

L'ÉCOLE DE COMMERCE INTERNATIONAL E.C.I.

recrute sa première promotion

Stage de format. de cadres moyens à l'exportation (de janvier 1978 à novembre 1978)
REMUNERATION MENSUELLE DE 110 % DU S.M.I.C. A 110 % DU SALAIRE ANTERIEUR.

CONDITIONS D'ADMISSION :
— être âgé de 21 à 35 ans ;
— niveau d'études : classes terminales de l'enseignement secondaire ;
— très bonne connaiss. d'une langue étrangère ;
— expérience professionnelle obligatoire 1 an min. ;
— pour les jeunes gens, être libérés des O.M.
S'adresser à M. LE DIRECTEUR DE L'E.C.I., 6, rue de Kerguélen - 56100 LORIENT.

EN BRETAGNE

Nous recherchons pour le Bureau de développement d'une importante entreprise

D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

un INGÉNIEUR débutant

MÉCANICIEN ou ÉLECTROMÉCANICIEN
Diplômé de l'ENSAM (ou ENSI, ou INSA)

Adresser C.V., photo et prétent. sous nº 23.583 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
Demi-produits en métaux non ferreux
recherche
pour son bureau de LYON

DIRECTEUR RÉGIONAL
POUR LE SUD DE LA FRANCE

- Commercial dynamique avec bonnes notions techniques ;
- L'expérience de la vente des produits métallurgiques à une clientèle industrielle sera appréciée;
- Connaissance de la langue allemande souhaitée;
- Agé de 30 ans minimum ;
- Excellent négociateur capable de gérer dans une large autonomie le marché qui lui est confié ;
- Contact aisé à tous niveaux ;

Disponible pour fréquents déplacements.
Statut cadre - Voiture de fonction
Rémunération élevée.

Env. C.V., photo et prétent. sous nº T 75.816 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

SOCIETE DE DISTRIBUTION EN EXPANSION
(200 personnes)
C.A. 100 millions de francs
articles d'équipement du foyer et de loisirs
recherche pour ROUEN

DIRECTEUR DES ACHATS

gde expér. des achats nécess. Rech. produits négociation et contrats fournit., gestion, approvisionn., supervision du service.
Ecr. avec réf., photo et prétent. nº 703.600 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75081 Paris, qui transmettra.
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ TUBAUTO
(filiale VALLOUREC)
route de Montargis
89300 JOIGNY
spécialisée dans le façonnage de tubes et la fabrication de portes de garage recherche pr BUREAU D'ETUDES

DESSINATEUR ÉTUDES 1 confirmé

formation brevet ou bac de technicien construction mécanique. Expérience de quelques années en conception d'outillage (presse, déformation à froid, etc., etc.).
Ecrire avec C.V. et prétentions ou se présenter à partir du 22 août 1977 à l'usine de Joigny.

Organismes professionnels et interprofessionnels de services aux entreprises région Nord-Ouest recherche

COLLABORATEUR

CADRE, licencié en droit, ayant une bonne expérience des relations sociales dans l'entreprise industrielle.

Adres. lettre, C.V. man., photo à nº 23.407, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

Importante Sté V.P.C. en développement rech. pour ROUEN chef de département

ACHETEURS DYNAMIQUES

bons négociateurs, bons gestionnaires, ayant une solide expérience de la distribution et de la connaissance des sources d'achat, de production et d'importation, dans un ou plusieurs des secteurs suivants :

- Hifi-son, - optiq., photo-ciné ;
- Bricolage, outillage, jardin ;
- Ménager, électro - ménager, décoration ;
- Linge de maison, textile ameublement.

Ecr. avec référ. et prétentions nº 703.599 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75081 Paris, qui transm. Discrétion assurée.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

---

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE UN

ACHETEUR

- Langue maternelle française, parfaitement bilingue anglais.
- 25 ans minimum
- une expérience de 2 à 3 ans dans une Société d'Engineering ou dans les industries mécaniques lourdes.
- expérience du suivi des commandes et de l'expédition souhaitable.

Envoyer C.V. détaillé mentionnant âge, expérience et prétentions à BECHTEL FRANCE 37, avenue Pierre 1er de Serbie Paris 8e sous réf. Y.M.M.

Importante Société électronique professionnelle banlieue Ouest

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Pour action technico-commerciale et vente produits de haute technicité.
Diplômé Ecole d'Ingénieurs - Libéré service national - Motivé par l'action commerciale - Anglais courant indispensable, autres langues appréciées.
Déplacements fréquents de courte durée.
Adresser C.V., photo (retournée) à nº 22.796, CONTESSE Publicité, 20, av Opéra, Paris-1er, q. tr.

Si vous pensez avoir :

- un esprit très créatif
mais suffisamment réaliste pour que vos idées puissent être concrétisées par vous-même, et par les autres!
- un style "vendeur", clair et imagé
- de la rigueur et de la méthode
- une grande faculté d'adaptation
- le sens des responsabilités
- l'esprit d'équipe

alors vous serez sans doute intéressé par le poste de

concepteur rédacteur

que vous offre une grande firme internationale d'édition, leader de la vente par correspondance.

Une solide expérience de la promotion ou de la publicité est indispensable car vous devez pouvoir concevoir et réaliser, en liaison avec les différents services de la société, des campagnes complexes, en bénéficiant des techniques de création et de vente les plus modernes.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Dites-nous en une page pour quelles raisons cette proposition retient votre attention et adressez votre lettre accompagnée d'un c.v., d'une photo et de vos prétentions sous réf. 40762 M à Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE
recherche

Ingénieur informaticien

(Grande Ecole ou équivalent) pour support de produits, base de données.
Expérience indispensable en IBM (MVS, utilitaires et Cobol).
Des connaissances sur:
- DL/1, system 2000 ou autres SGBD
- PL/1, assembleur.
seraient appréciées et/ou 1 à 2 ans d'ingénieur système.
Adresser C.V. et prétentions à CISI, 35, bd Brune, 75680 PARIS - Cedex 14.

Emplois et Carrières

Important Groupe Industriel Français
recherche

JURISTE très EXPÉRIMENTÉ

dans la négociation et la rédaction d'ACCORDS INTERNATIONAUX

(accords techniques et commerciaux comportant les formules d'associations les plus variées) ;

- maîtrise parlée et écrite de la langue anglaise ;
- expérience en matière de création de sociétés à l'étranger ;
- responsabilité de l'animation d'une équipe de juristes du type décrit ci-dessus.

Envoyer C.V. manuscrit détaillé sous référ. 22065 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et +. (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche

pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du *télé-processing*, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
- UN 370/168 - AP de 6000 K,
- 550 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 35830M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

GIE

Havas Contact

SOCIETE INTERNATIONALE recherche pour sa succursale de PARIS

CONTROLLER

Dynamique, capable de prendre en charge la comptabilité générale, le contrôle budgétaire et le reporting anglo-saxon.

- Formation supérieure niveau D.E.C.S. ;
- Expérience société multinationale appréciée ;
- Anglais lu et parlé ;
- Age souhaité : 25 ans minimum.

Envoyer C.V. et prétentions sous n° T. 75.884 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Collaborateur grand standing pr contacts haut niveau. Possibilité gains importants. 236-12-30.

SERVICE SOCIAL D'AIDE AUX EMIGRANTS cherche assistants sociaux diplômés d'Etat pour PARIS, ESSONNE, HTS-DE-SEINE, VAL-DE MARNE. T. 532-27-79, p. 46.

Situation intéressante pour

CADRE COMPTABLE

ayant

- 28 ans minimum ;
- D.E.C.S. complet ;
- Solide expérience cabinet ;
- Bonnes connaissances angl.

Caractéristiques du poste :

- AUDIT comptable général, tenant ses missions de la direction financière ;
- Consolidation des comptes du groupe.

Lieu de travail

banlieue SUD dans importante entreprise TRAVAUX PUBLICS ayant chantiers en province et étranger.

Le poste nécessite des déplacements.

C.V. manuscrit complet et prét. à *S.T.O.*, 11, rue Géricault, 75016 PARIS, qui transmettra.

Sté de service en informatique (près ORLY) recherche

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE option informatique pour participer à la programmation de *systèmes temps réels sur mini-ordinateur* (1 à 2 ans expér. ou débutant) .Env. C.V. et prétent.

T.I.T.N. SELECTION 1, rue G.-Eiffel, 91420 *Morangis.*

SOCIETE DE MECANIQUE DE PRECISION ET D'ELECTRONIQUE banlieue Ouest recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

spécialiste des problèmes d'asservissements, ayant plusieurs années d'expérience, pour leur confier la responsabilité d'un poste de CHEF DE PROJET. La préférence ira à un candidat dynamique et entreprenant. *Une carrière intéressante est offerte à un candidat compétent et ambitieux.* Env. C.V. et prét. à n° 23.506, Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

CENTRE de FORMATION LANGUES VIVANTES proche banlieue Ouest recherche plein temps pour animation équipe professeurs et relat. extérieures

ASSISTANTE PÉDAGOGIQUE

ANGLICISTE

expér. adultes et enseignement audio visuel exigé. Ecr. n° T 075.868 M. Régie-Presse 85 bis, rue Reaumur, Paris 2e.

MAISON D'OPTIQUE recherche

TÉLÉPHONISTE

minimum 25 ans

B.E.P.C. ou niv. 2e cycle exigé. Formation technique assurée. Ecr. n° T 075.867 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Import. groupem. d'éditeurs de livres pour la jeunesse rech. un ANIMATEUR NATIONAL. Elle ou il devra diriger une *équipe d'animateurs régionaux* et coordonner des actions promotionnelles en faveur d'ouvrag. de qualité.

Elle ou il disposera d'un bureau à Paris, mais sera appelé à de fréquents déplacem. en province.

Elle ou il devra avoir une expérience de l'enseignement et de *la lecture. Format. d'éducateur* souhaitée.

Ecr. à O.P.F., 2, rue de Sèze, 75009 PARIS (n° 2.090), qui tr.

AMERICAN EXPRESS I. B. C. RUEIL-MALMAISON recherche

COMPUTER OPERATIONS MANAGER

IL DOIT AVOIR :

- L'EXPERIENCE D'UNE DIRECTION DE SERVICE INFORMATIQUE ;
- DEMARRE UN SYSTEME ;
- FORME ET ENCADRE DES OPERATEURS ET DES EMPLOYES (ENVIRON 15) ;
- L'EXPERIENCE D'HORAIRES DECALES ;
- PARLER ET ECRIRE COURAMMENT L'ANGLAIS ;
- ETRE PRET A VOYAGER ;
- AU MOINS 30 ANS.

DE PREFERENCE IL AURA :

- UNE EXPER. BURROUGHS;
- UNE EXPER. A TOUS LES NIVX DE L'INFORMATIQ. ;
- ETRE ACTUELLEM. CHEF DE SERVICE OU OPERATIONS MANAGER.

Adress. C.V. EN ANGLAIS à : A.E.I.B.C., SERV. DU PERS., 1, AVENUE DE CHATOU, 92500 RUEIL-MALMAISON.

SOCIETE DE MECANIQUE DE PRECISION ET D'ELECTRONIQUE BANLIEUE OUEST recherche

1) AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Niveau B.T.S. pour travaux de laboratoire sur dispositifs d'asservissements de précision.

2) RÉDACTEUR TECHNIQUE

pour rédiger notices, clauses techniq., procédures de contrôle en liaison avec les services études. *Le candidat devra avoir* de bonnes connaissances en électronique et moyens de mesure.

Adr. C.V. et prét. à n° 23.720, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

La filiale Transports d'un important groupe français de construction automobile rech. pour BOULOGNE 92

UN CADRE COMPTABLE

(25 ans min.), niveau supérieur. Le candidat devra posséder de sérieuses qualités :

- D'organisation
- De méthodologie appliquée à l'informatique.

Expér. *souhaitée* auprès d'un transitaire ou commissionnaire en transports.

Ecr. avec C.V. manuscrit, photo et prétentions, sous n° 10.822 B, BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

Filiale d'un groupe européen tr. connu dans la production et la commercialisation de matières plastiques recherche pour son DEPARTEMENT EMBALLAGE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Mission :

- Fournir l'assistance technique aux clients français ;
- Assurer le contact avec la clientèle.

Personnalité : expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de l'emballage. Spécialisation machines thermoformage. Langue allemande. *Adresser lettre manuscrite,* C.V. détaillé et photo, à Mlle GUILLORY, 53, rue du Port, 92000 NANTERRE.

CIE GENERALE D'AUTOMATISME Centre du Bois des Bordes LE PLESSIS-PATE 91220 BRETIGNY-sur-ORGE

recherche :

Domaine pétrole et pétrochimie

1) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

diplômé Grande Ecole

Pour élaboration et négociations de propositions techniques et commerciales. Expér. acquise en suivi d'affaires et en démarrage d'équipements automatiques appliqués à conduite de procédés pétrochimiques. Anglais indispensable. Déplacements en France et à l'étranger.

2) UN AGENT TECHNIQUE

CONFIRME. Chargé du suivi, de la réalisation et de la mise en service d'automatismes de procédés pétrochimiques. Quelques années d'expérience en instrumentation, automatisme et si possible en informatique. Anglais ou allemand nécessaire. Déplacements en France et à l'étranger. Possibilité de formation complémentaire.

Adresser C.V. manuscrit, à la Direction du Personnel.

La filiale Transports d'un important groupe français de construction automobile rech. pour BOULOGNE 92

UN (UNE) CONTROLEUR DE GESTION

pour sa direction financière

Formation :

- D.U.T. gestion ou équivalent
- Anglais souhaité

Avantages sociaux importants. Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prét., sous n° 10.823 B, BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES

IMPTE STE DE TELECOMMUNICATION, PARIS-13e, rech. pour son service ETUDES

1) AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

NIVEAU 4, ECHELON 1

Solide formation en électronique. Expér. d'au moins 2 ans en laboratoire dans le domaine des circuits logiques et analogiques. Expérience appréciée dans le test automatique.

POSTE OFFERT

Dévelop. de données de test de sous-ensembles électroniques.

2) AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

NIVEAU - ECHELON 1 et NIVEAU 5, ECHELON 1

Solide formation en électronique, connaissances en télécommunications appréciées. Expérience d'au moins 3 ans en laboratoire.

POSTE OFFERT :

Participation à la conception et au développement d'équipement de télécommunicat. électroniques. Ecrire avec C.V. et prétent., à A.O.I.P. - B.P. 301, Paris 13e.

secrétaires

de direction

Importante Société Française, groupe multinational, recherche pour son secrétariat de direction

SECRÉTAIRE TRILINGUE

(allemand, anglais) B.T.S. ou équivalent 25 ans minimum

Tél. à 225-97-39, pr rendez-vous.

Secrétaire

Important groupe PARIS (5e) recherche *pour Service* ACHATS CHIMIE

J.F. SECRETAIRE DACTYLO

Bon niveau anglais. Aptitudes relations hum. nécessaires. Horaires personnalisés. Restaur. d'entreprise. Tél. pour rend.-vous 381-11-31, poste 46-01.

représent. offre

Fil. d'un groupe europ. tr. connu ds la product. et la commercial. de matièr. plastiq. rech. pr son DEPARTEMENT EMBALLAGE

REPRÉSENTANT (E)

REGION RHONE-ALPES

Mission : visiter la clientèle de cette rég. La connaissance des marchés d'emballage plastique de cette région serait appréciée. Personnalité : 30 ans minimum, dynamisme, contact humain. Adres. lettre man., C.V. détaillé et photo à Mlle GUILLORY, 53, rue du Port, 92000 Nanterre.

information divers

POUR

TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)

Extraits du sommaire :

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'action détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE EXPORTATION, 51 ans - Français, anglais, arabe ; longue expérience commerciale France et pays arabes ; 10 ans transitaire et agent de voyages. — RECHERCHE : poste exportation, transit, douanes, agences de voyages France et pays arabes (section B).

CADRE PERSONNEL, 50 ans - Expérience recrutement, gestion, relations partenaires sociaux, bilan social ; formation ENOES, IAE, psycho. — RECHERCHE : poste chef personnel ou adjoint région indifférente France ou étranger (section B).

INGENIEUR ELECTRONICIEN, automaticien, 42 ans ; diplômé Grande Ecole, bilingue anglais, expérience professionnelle : chef de chantier, recherche, formation, très bonnes connaissances microprocesseurs matériel et logiciel. — RECHERCHE : poste technique ou formation - R.P. - Province (section B).

INGENIEUR DES VENTES, bilingue anglais, longue expérience commerciale et marketing matériel industriel et électronique. — RECHERCHE : poste adjoint directeur commercial ou chef de produits (section B).

ANPE

s'adresser à:

AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

Hme 29 ans, désirant s'orienter vers fonction personnel, relations sociales, recherche poste évolutif à responsabilités. Libre suite. — Ecrire sous n° 67.144, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

CADRE ADMINISTRATIF ANCIEN OFFICIER SPECIALISTE TRANSPORT *INTERNATIONAL* cherche poste administratif à l'étranger, 2 ans d'expérience de responsable adm. de chantier au Moyen-Orient et Afriq. du Nord. Ecr. n° 1.386, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE ADMINISTRATIF dynamiq., 31 a., D.E.C.S. compt., *très bnes référ., rech. situation* région Sud ou étranger. Ecr. à CLUZEL, 10, rue Jean-Jaurès, 94800 Villejuif, qui transmettra.

J. F. ECONOMISTE nationalité Suédoise 32 ans, parl. couramment franç., anglais, allemand, not. espagnol, références sérieuses, ch. poste à responsabilité. Libre de suite. Ecrire Mme PAPI Maud, 10, rue Jean-Bologne - Paris 16e.

Jeune fem. trent., études supér. (anglais courant) et cours arts dram., ch. emploi contact public : hôtesse, animat., réception. Ecr. n° 6.537, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Je cherche pr ma fille, 22 ans, Allemande, désir. apprendre le franç., une pl. au pair à Paris, famille de bonne position, d'un niv. culturel certain. Dr Karl-H. *Wessel, Kloppenheimer Steige 12,* 6200 Wiesbaden-Sonnenberg (All.)

Anglaise, 23 ans, français cour., LICENCIEE ES LETTRES, expérience ASSISTANTE DE DIRECTION libre voyager, permis conduire, ch. poste intéressant, à respons. Ecr. n° T 075.893 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

PROFESSEUR RUSSE - ANGLAIS - FRANÇAIS expérimentée ch. poste France ou étranger. Mme CHEDORGE, 43, rue Jacques-Dulud, 92200 NEUILLY - Tél. 747-51-83.

SECRETAIRE BILINGUE STENODACTYLO ANGLAIS conf., 23 ans, rech. poste stable SECRETARIAT DIRECTION Mlle BECHERBLUT, 20, Grande-Rue, 91260 JUVISY. 921 - 25 - 31.

propositions diverses

CADRES AYANT UN PEU SERVI...

...Vous qui avez dans les 30, 40 ou 50 ans, on a toujours besoin de vous dans l'Industrie ou les Affaires. Les clients de CHUSID prouvent, constamment, que ce sont là les années de travail les plus riches et les mieux rémunérées de leur carrière.

Pour savoir comment les Cadres « ayant un peu servi » ont abordé le tournant de leur vie professionnelle (et personnelle), vous êtes invités à rencontrer l'un de nos Conseils en carrière, sans engagement ni aucuns frais. Téléphonez ou écrivez pour prendre un rendez-vous personnel et confidentiel.

Frederick CHUSID et Co.

FRANCE

Conseils internationaux en évaluation de Cadres et en avancement de Carrières.

6, rue de Berri, 75008 PARIS. 225-31-80
35-37, Fitzroy Street, LONDON W 1 P 5 AF 580-78-61
Sociétés affiliées à l'étranger

annonces diverses

Partic. rech. personnes du 28-8 au 12-9 pour CROISIERE EN TURQUIE. 285-39-77, sauf w.-e.

occasions

ENTREPOTS BENARD - MARTEL, MAISON MARTEL, fondée en 1873, vendrait ses vieux vins.

Visible de 14 h. à 17 h., chaque jour, sauf le dimanche.

Téléph. (35) 27-51-74.

cours et leçons

COURS AUDIO VISUEL PRIVE ANGLAIS, ESPAGNOL, FRANÇ. DEMONSTRAT. GRATUITES SESSIONS INTENSIVES D'ETE Venez, 46, bd St-Michel, Paris-6e Tél. 326-08-70 - 329-02-88 Tous les jours 9 h à 21 h.

autos-vente

B.M.W. OCCASIONS

316 - 320 - 520 - 525 - 528 - 30 L Modèles 77 peu roulé. Garanties. AUTO PARIS XV - 533-69-95 63, rue Desnouettes, Paris 15e.

perdu-trouvé

PERDU PEKINOIS MALE (nommé Waddy), blanc et roux, collier noir avec cœurs rouges. Tatouage oreille UR 324. — *Téléphone 350-11-57 ou 878-29-40.* Grosse récompense.

villégiatures

RANDONNÉE AU NÉPAL

REGION EVEREST - 8/31 oct. QUELQ. PLACES DISPONIB. BILLET GROUPE, SEUL POSS. Ecr. M. LEBLANC, 618, rte des Pèlerins - 74400 CHAMONIX TEL. (50) 53-10-72

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

BUTTE-MONTMARTRE

Face jardins - 2 P. + sous-sol *habitable sur patio.* Usage mixte - 230.000 F. FRANK ARTHUR - 766-01-69

COURCELLES-WAGRAM Splendide 6 p., 280 m², nombreuses dépendances. Prix justifié. 633-08-11, matin.

9e MONCEY, très beau 6 p., ch. de serv., téléph., 175 m² environ, cave, asc. 800.000 F. 878-75-90.

BD VOLTAIRE, 4 PIECES 2e étage, immeuble pierre de taille, refait neuf, 3,20 m. sous plafond. Prix 318.000 F. Etude LACUEE, 340-30-02.

DEVENEZ INVESTISSEUR

depuis 30.000 F cpt (PEL poss.)

SOYEZ RASSURE TS RISQUES Placer son argent est un acte sérieux Sélection de programmes d'investissement dans PARIS

- Haute rentabilité immédiate
- Accroissem. rapide du capital
- Fiscalité avantageuse
- Location et gestion assurées.

Pour une étude personnalisée GROUPE VRIDAUD - 261-52-25+ 15, rue de la Paix - PARIS Ouvert tous les jours sur R.-V.

PL. des ÉTATS-UNIS (près) Dans hôtel particul. 2 P., 60 et 70 m2. Très gd luxe. - 734-73-88.

HALLES Duplex 170 m2, living + 5 ch., 5e étage sans ascens., parf. état. Tél. 589-20-97.

MADELEINE Propriétaire vend dans bel imm., asc., 2-3 P. et 5 P., poss. prof. libér. 734-99-75.

9e BEAU 3 P., entrée, cuisine, s. de bains, chff. imm., tél., cave, balc.-terrasse, 257.000 F. Lundi-mardi, 13-18 h : 36 bis, rue de la Tour-d'Auvergne.

Paris Rive gauche

MONTPARNASSE

Dans imm. neuf de luxe Magnifique 2 pièces 55 m2, cave, parking, tél. 422.000 F Prix justifié

S/place ts les jrs, 14 à 19 h 30 :

4 à 6, RUE FERMAT ou TEL. 766-13-14

13e PEUPLIERS. Petit imm. nf

5 ATELIERS D'ARTISTE

de 100 à 110 m2. Const. originale Livrais. sept. 78. Tél. apr. 18 h : 589-28-97.

17e RÉSIDENTIEL

BEL APPT 5 P., gde réception, imm. bourgeois, 4e étage, asc., superbe chbre de service. TEL. Profession libérale permise. 780.000 F - 704-88-18.

AV. DE BRETEUIL EXCEPTIONNEL 3 p. tt confl. Audoli - 525-27-08.

7e SAINT-GERMAIN **7 PCES** lingerie, 2 chbres serv. soleil, verd. - 326-69-19.

DUPLEIX Gd stand. Beau 4 p., tt cft + ch. service. REGY - 577-29-29.

ALMA Rive gauche 169, r. de l'Université Superbe 2/3 P., 77 m2, tt conft 540.000 F. Samedi après 14 h.

GOBELINS Part. vend 3 pièces, s. eau, poss. bains, tél., chauff. gaz, 5e ét. sur cour, asc., clair - Tél 222-11-13.

Région parisienne

BOULOGNE près BOIS Vue sur Seine Gd standing, 85 m2, séj. + 2 ch., cuis. équipée, s. de bs, nombr. rangements - 580.000 F. *603-70-92, heures bureau.*

NEUILLY-s/SEINE. Propriétaire vend charmant BATEAU-LOGT 4 P., cuisine, bains, tél., berge aménagée en jardin, chenil. - 704-55-98.

LE VÉSINET CENTRE 4e ét., asc., jolie vue, 2 pièces, 40 m2 + terrasse, 190.000 F. AG. TERRASSE, Le Vésinet. 976-05-90

Province

PRINCIPAUTE DE MONACO Vendons bel appart., imm. neuf, quart. calme, résid., hall, 3-4 p., 2 bns, cuis., placards, cave, loggia circul., vue panor. 1.100.000. Ecrire INTERMEDIA, B.P. 10, Monte-Carlo, ou tél. (93) 50-66-84.

A SAISIR STUDIO, KITCHENETTE EQUIPEE, CAVE. EN CONSTRUCTION. — 212.000 F. Paiement échelonné. Ecrire INTERMEDIA, B.P. 10, Monte-Carlo, ou tél. (93) 50-66-84.

appartem. achat

Assoc. rech. studio cft. R.-de-ch. ou 1er ét., sect. Dupleix ou Ch.-Michels. Ecr. sous n° 122, DAG, 65, rue Rivoli, 75001 Paris, q. tr.

immeubles

SORAIPA, 60, r. des Morillons, 75015. 531-85-56, rech. pour son compte immeuble libre ou occupé Paris et proche banlieue Sud. Même avec gros travaux. Intermédiaire accepté.

18e, limitrophe 17e, dans bel immeuble, nous vendons directement *plusieurs studios et 2 pièces.* Importante rentabilité. Avec 300.000 comptant. 531-85-56.

Immobilier (information)

525 25 25

INFORMATION LOGEMENT

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat

- un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
- une documentation sur chaque programme ;
- des renseignements juridiques et fiscaux ;
- un plan de financement adapté à votre budget ;
- un service entièrement gratuit.

Centre Etoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris
525-25-25

Centre Nation
45, cours de Vincennes, 75020 Paris
371-11-74

Centre Maine
210, avenue du Maine, 75014 Paris
539-22-17

VS ETES MUTES EN FRANCE GRATUITEMENT NOTRE DELEGUE AU PERSONNEL MUTE EST A VOTRE DISPOSITION POUR ACCESSION A LA PROPRIETE. — S A D E C, 4, rue Ch.-Lamoureux, à BORDEAUX. Téléph. (56) 44-11-03.

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. La Michodière, M° Opéra. Frais abonnem. 310 F. 742-78-93.

bureaux

PROPRIETAIRE loue un ou plusieurs bureaux refaits neuf. — 563-17-27.

DOMICILIATION. TEL. SECR. **TELEX** Frais 100 F par mois APEPAL - 228-56-50

fonds de commerce

Promoteur recherche PHARMACIEN PR CREATION OFFICINE dans centre commercial. Achat ou location. Ecrire GUERIN, CABOURG, 38520 LES DEUX-ALPES.

fermettes

ARDECHE MERID. Vends fermette à restaur. sur 2 ha, pleine nature, climat doux, ensol., vue sup. *Px 80.000 F. (91) 73-07-55.*

MARTEL près **SOUILLAC (LOT)** 5 km DORDOGNE, bel. fermette rest. tt cft, s/1.200 m2. 310.000 F. Tél. (65) 37-31-74, mat., repas.

propriétés

80 km. Sud Paris, site unique, VILLA 8 p. princip. aménagées, cuis. équipée, cheminée, nombreuses depend., 700 m² terrain aménagé. 530.000 F. BASSUEL, 7, rue du Prieuré-Saint-Martin, 77130 MONTEREAU.

TORCY (77). Propriété ds parc boisé. 5 pces, tt conft, 6.500 m². 600.000 F. DONAT. Tél. 005-30-26.

locations non meublées Offre

Région parisienne

ORSAY 20' PARIS, résidentiel, dans parc privé, *tout confort, parking, téléphone.* 4 P., 1.730 F charges comprises. 5 P., 2.060 F charges comprises. H. LE CLAIR - ALM. 13-72

locations meublées Offre

Paris

PRES TOUR EIFFEL

MACSON

43, r. Saint-Charles, 75015 Paris loue à la SEMAINE, QUINZAINE ou MOIS, studios et appts. - Tél. 577-54-04.

Province

NICE 2 pièces, cft, luxe. (93) 84-06-43, sept.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Pr Société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. *Durée 2 à 6 ans.* — 283-57-02.

CHELLES RECH. PAVILLON à louer avec jardin. Loyer mensuel 1.500 F maxim. Ecr. n° 6.536, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

les annonces classées du

Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures

au 296-15-01

Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

ÉDUCATION

Des classes primaires « transplantées » aux États-Unis

LES PETITS FRANÇAIS DE L'IOWA

« Ça me fait plaisir d'entendre parler français ! », *s'exclame un écolier de dix ans qui arbore un tee-shirt neuf frappé aux armes de Cedar-Rapid (Iowa). Ses camarades, en rang par deux devant le guichet des douanes de l'aérogare de Roissy-Charles-de-Gaulle, manifestent eux aussi leur satisfaction de retrouver la mère patrie. Presque tous portent des tee-shirts américains et certains brandissent fièrement une batte de base-ball.* « C'était chouette ! » *disent-ils en guise de commentaire.*

Ces cinquante-quatre enfants sont des élèves de CM 2 de l'école Marcel-Roby, de Saint-Germain-en-Laye, et de l'école Croix-Bosset de Sèvres (Yvelines). Ils ont eu la chance de passer quatre semaines aux Etats-Unis, grâce à une formule originale de « classes transplantées ».

« L'idée remonte à 1975, *explique M. André Girod, professeur de français.* J'étais en poste aux Etats-Unis pour le compte des affaires étrangères, afin de Amérique. Nous nous sommes relancer l'étude du français en très vite aperçus qu'un bon moyen de persuader les jeunes Américains d'apprendre le français était de leur donner l'occasion d'aller en France. » *Cette année-là, deux classes américaines de Cedar-Rapid se rendent dans les Alpes pour un séjour de neige au cours duquel un contact se noue avec une classe de Versailles.*

L'année d'après, la ville de Cleveland envoie quatre classes dans les Alpes, en même temps que la municipalité de Sèvres. C'est alors que se pose la question : pourquoi les petits Français n'iraient-ils pas à leur tour aux Etats-Unis ? Ce qui a été fait cette année, grâce à des subventions municipales et à une participation raisonnable des parents (800 F par famille, pour vingt-huit jours tout compris). « Finalement, *affirme M. Girod,* ces classes transplantées aux Etats-Unis ne coûtent pas plus cher que des classes de neige ou de mer. »

Fructueux

Encadrés par leurs maîtres habituels, les enfants ont d'abord passé quinze jours à Cleveland (Ohio), chaque classe étant accueillie dans une école différente — et chaque élève étant hébergé dans une famille distincte. Puis les classes françaises se sont transportées pour une semaine à Cedar-Rapid (Iowa). Partout, les écoliers français devaient se mettre au rythme de l'école américaine : six heures de « classe » — y compris l'heure du repas. Après-midi libre à partir de 14 h. 30 ou 15 heures. Ont-ils appris beaucoup d'anglais ? « Pas tellement, *avouent-ils.* Comme nous suivions la classe en français, nous étions beaucoup entre nous. » *Ils regardaient la télévision* (« C'est formidable : il y a des dessins animés dès le matin »), *ce qui n'est pas le meilleur moyen de pratiquer le dialogue... Si beaucoup n'ont retenu que les formules les plus usuelles, comme* « I don't know » *ou* « breakfast time », *la plupart ont, en revanche, beaucoup appris sur la vie d'une famille américaine du Middle-West.* « Ils nous ont appris les règles du base-ball et nous leur avons appris à jouer à l'épervier », *explique l'un d'eux, qui était dans la famille d'un professeur de bowling. Les écoliers ont fait du tourisme pendant les week-ends — d'autres diront de l'étude de milieu.* « Les gratte-ciel de Chicago, c'est dingue », *commente un « grand » de onze ans.*

La formule a-t-elle un avenir ? Les promoteurs en sont persuadés. Ils ont constitué une association régie par la loi de 1901 (1) *qui se propose de mettre en contact les écoles désireuses de procéder à des échanges par-delà l'Atlantique.* « Pour le maître aussi, la transplantation à l'étranger est fructueuse, *explique un instituteur :* sans quitter sa classe, on peut voir vivre une école qui fonctionne autrement, on peut *confronter des méthodes et tirer* parti de l'expérience des autres. De plus, cela rapproche beaucoup les élèves et le maître qui, pour une fois, sont tous logés à la même enseigne. »

ROGER CANS.

(1) Association des classes de neige franco-américaines, 4, rue de Beauregard, 39200 Saint-Claude. Tél. (84) 45-11-88. A Paris, tél. : (1) 954-87-18.

A Paris

LA MAISON DES ÉTUDIANTS CONGOLAIS VA ÊTRE VENDUE

La Maison des étudiants congolais (M.E.C.) (1) à Paris et celle des stagiaires congolais (2) vont être vendues. C'est la décision prise par M. Joachim Yhombi Opango, président de la République populaire du Congo lors de sa visite à Paris en juin dernier et qui vient d'être révélée par les étudiants congolais.

A l'ambassade du Congo à Paris, on confirme la nouvelle, mais on se refuse à la commenter, sauf pour souligner la « vétusté » de la M.E.C. Selon un responsable parisien de l'A.E.C. (Association des étudiants congolais), ces rumeurs illustrent la politique « répressive » de leur gouvernement à l'égard des étudiants et *visent à « liquider » l'A.E.C. et la* F.E.A.N.F. (Fédération des étudiants d'Afrique noire en France), qui ont leur siège à la M.E.C.

Pour les étudiants, cette décision est d'autant plus préoccu*pante que le montant des bourses* qui leur sont allouées par leur gouvernement est de 800 F par mois environ, et qu'aucune proposition de logement ne leur a été faite. Les étudiants rappellent de surcroît qu'ils ne sont pas venus en France de leur plein gré, mais à l'initiative de gouvernements congolais successifs et avec aval du gouvernement français, en vertu des accords de coopération culturelle liant les deux pays.

(1) 20, rue Béranger, 75 003 Paris.
(2) 31, rue Boussingault, 75 014 Paris.

A Dijon

DES ENFANTS ASSOCIÉS A LA RÉALISATION DE LEURS ÉQUIPEMENTS DE JEU

(De notre correspondant.)

Dijon. — Les enfants des quartiers de Dijon seront *désormais associés* à la réalisation des équipements de jeu qui leur sont destinés. Telle est la décision prise par la municipalité, en accord avec l'inspection académique.

Tout a commencé à la rentrée 1976, lorsque les enfants des cours élémentaires deuxième année de l'école des Bourroches ont demandé au service des espaces verts quelques outils pour construire une volière. Saisissant l'occasion, les techniciens de la Ville ont proposé leurs services. C'est ainsi qu'ont été réalisés successivement des dessins de la volière, puis un plan, ensuite les maquettes. Au début de cette année, trois couples de pigeons sont venus occuper la cage, remarquablement construite.

Un terrain de jeu de 6 000 m2 devant être aménagé entre *l'Ouche et le quai Nicolas-Rolin*, une maquette a été demandée aux élèves de trois classes de cours moyen de deux groupes scolaires de la ville. Les plus jeunes ont proposé cabanes et tunnels, les plus grands ponts de singes et châteaux forts. Dès la rentrée de septembre, les enfants vont en entreprendre la réalisation en y consacrant une ou deux heures par semaine dans le cadre du tiers temps pédagogique, sous la surveillance des menuisiers de la Ville. En même temps, les élèves du groupe scolaire de Varennes seront associés eux aussi à la construction des équipements de jeu prévus dans le square de la Charmette.

C. M.

PRESSE

LANCEMENT D'UN QUOTIDIEN EN GUYANE

(De notre correspondant.)

Cayenne. — La Guyane compte, depuis le jeudi 18 août, un nouveau quotidien, *Guyane-Matin*. Imprimé en offset, il est tiré à près de 2 000 exemplaires, sur huit pages de format « tabloïd ».

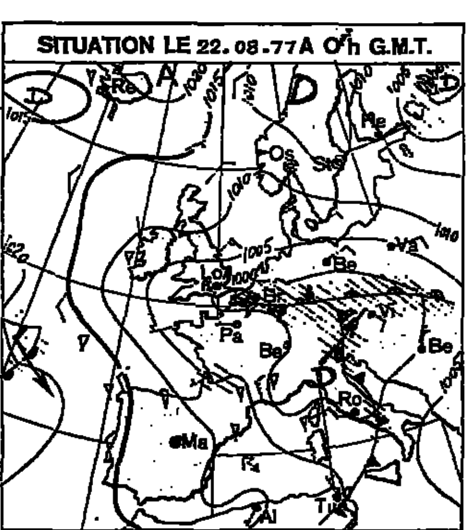
La première page du numéro un est consacrée à la prospection pétrolière en Guyane et à la construction d'un futur centre E.D.F. *dans le département. Elle* ne compte pas d'éditorial. L'information nationale et internationale est reprise dans le journal *la Croix*.

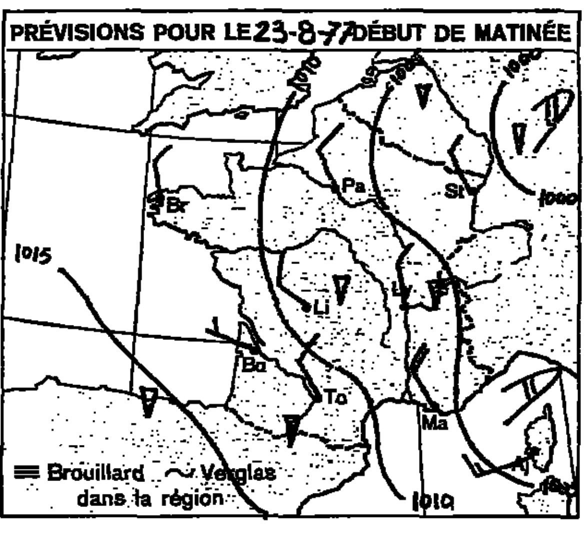
Il reste à savoir s'il est économiquement possible de faire vivre un quotidien dans un département de cinquante-cinq mille habitants, ne disposant pas de grosses recettes publicitaires.

La Guyane compte déjà un bulletin préfectoral quotidien, *la Presse de Guyane*, tiré à *1 600 exemplaires, et un bi-hebdomadaire* (lancé en janvier 1976), diffusé à 3 300 exemplaires. — J.O.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses ☈ orages ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 août à 0 heure et le mardi 23 août à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence de masses d'air frais, humide et instable dirigées par une zone dépressionnaire centrée sur le continent.

Mardi 23 avril, nos régions méditerranéennes bénéficieront de belles périodes ensoleillées, mais, sur la plus grande partie du pays, le temps sera souvent nuageux, temporairement couvert avec des pluies ou des averses parfois accompagnées d'orages. Il y aura cependant des éclaircies passagères qui deviendront assez belles près de l'Atlantique. En début de journée, des brouillards sont à craindre sur le Nord, le Bassin parisien, l'Est et le Nord-Est. Les vents, de secteur nord-ouest, seront modérés en général, assez forts près du golfe du Lion.

Les températures s'élèveront un peu, mais demeureront relativement basses.

Lundi 22 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 000.9 millibars, soit 750.7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 août ; le second, le minimum de la nuit du 21 au 22) : Ajaccio, 24 et 17 degrés ; Biarritz, 18 et 14 ; Bordeaux, 20 et 13 ; Brest, 18 et 11 ; Caen, 20 et 10 ; Cherbourg, 17 et 13 ; Clermont-Ferrand, 19 et 12 ; Dijon, 21 et 12 ; Grenoble, 19 et 12 ; Lille, 19 et 12 ; Lyon, 20 et 13 ; Marseille, 24 et 16 ; Nancy, 19 et 10 ; Nantes, 20 et 12 ; Nice, 22 et 15 ; Paris-Le Bourget, 21 et 9 ; Pau, 17 et 12 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 20 et 11 ; Strasbourg, 19 et 13 ; Tours, 20 et 12 ; Toulouse, 20 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 14 degrés ; Amsterdam, 19 et 14 ; Athènes, 33 et 23 ; Berlin, 19 et 12 ; Bonn, 17 et 14 ; Bruxelles, 17 et 14 ; îles Canaries, 30 et 20 ; Copenhague, 19 et 10 ; Genève, 18 et 12 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 20 et 14 ; Madrid, 21 et 12 ; Moscou, 15 et 5 ; New-York, 24 et 16 ; Palma-de-Majorque, 25 et 17 ; Rome, 23 et 15 ; Stockholm, 17 et 6 ; Téhéran, 32 et 18.

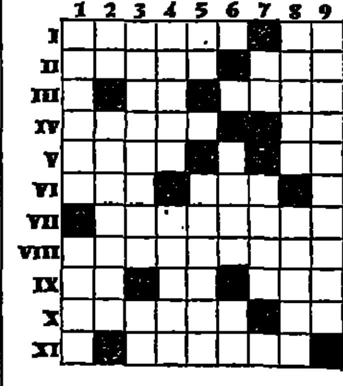
Journal officiel

Est publié au *Journal officiel* du 21 août 1977 :
UN DECRET

● Modifiant le statut des ingénieurs des travaux de la météorologie.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 847



HORIZONTALEMENT

I. Reçoit de tendres épanchements ; Interjection. — II. Pas écrite ; Préfixe. — III. Note ; C'est une épreuve. — IV. Dans les bas de laine italiens ; Fin de participe. — V. Retient un crapaud de mauvaise mine ; Niche pour thermomètre (épelé). — VI. Conteste ; Ne permet qu'une culture fort modeste. — VII. Détestable habitude. — VIII. Déposer. — IX. Un point dans l'eau ; Préfixe ; Abréviation. — X. Courante ; Nœud ferroviaire. — XI. Ne se déplaçait qu'en sabots.

VERTICALEMENT

1. Si on le traite mal, il finit par mal tourner ; Bien fournis. — 2. Titre abrégé ; De toutes les couleurs. — 3. Vilains oiseaux ; Préfixe privatif. — 4. En Suisse ; S'attaque parfois au rocher. — 5. Fin de participe ; Donnent toujours l'impression d'un grand vide. — 6. S'appropria ; D'un auxiliaire. — 7. Saint ; Ne prônait pas l'entente. — 8. Anneaux ; Croisé. — 9. N'offrent pas le gîte et le couvert.

Solution du problème n° 1 846

Horizontalement

I. Orage ; Bec. — II. Ivoire ; Si. — III. Drôme. — IV. Os ; Ton. — V. Enfilera. — VI. Couloirs. — VII. Olten ; Nie. — VIII. De ; Vent. — IX. Ases ; Elia. — X. Cal. — XI. Inavouées.

Verticalement

1. Oie ; Coda. — 2. R.V. ; Geôles. — 3. Aod ; N.U.Té ; Eva. — 4. Giroflées. — 5. Erosion ; Co. — 6. E.M. ; Li ; Veau. — 7. Eternelle. — 8. Es ; Orsini. — 9. Cinna ; Etats.

GUY BROUTY.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Paul Elkaim, Véronique, Diane, David-Simon, ont la joie d'annoncer la naissance de
Laura,
le 12 août 1977.
70, rue du Point-du-Jour,
92100 Boulogne.

— *M. Denis de Souza et Mme* laissent à Fabrice la joie d'annoncer la naissance de
Julien.
Londres, le 18 août 1977.
9, rue Th.-Ribot, 75017 Paris.

Mariages

— Le docteur Guy Fialon, officier de la Légion d'honneur,
Et Marguerite Coutard, conseiller de Paris, conseiller régional d'Île-de-France,
sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, à Paris, le 19 août 1977.

— M. et Mme Albert Préd'Homme,
M. et Mme James DeCamp Wise,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Martine Préd'Homme
et
Frederich H. Dulles,
qui sera célébré le vendredi 26 août, à 17 heures, en la cathédrale américaine à Paris.

Décès

— La Saulsotte, Courbevoie.
Le docteur Marcel Bidegaray, son époux,
Le docteur et Mme Jean Bidegaray,
M. et Mme Jean-Claude Dusserre,
Ses enfants,
Isabelle, Sylvie et Florence Bidegaray,
Jacques Dusserre,
Ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de vous faire part du décès de
Mme Marcel BIDEGARAY,
née Hélène Pingret,
survenu accidentellement, le 17 août 1977, à Maison-Rouge (Seine-et-Marne), dans sa soixante-seizième année.
Les obsèques ont eu lieu le samedi 20 août 1977, en l'église de la Saulsotte, dans l'intimité, suivies de l'inhumation au cimetière de la Saulsotte (Aube).
55, rue Jean-Pierre-Timbaud,
92400 Courbevoie.

— Mme Joseph Blanchard,
M. et Mme Jean-Marc Blanchard,
M. et Mme Joël Blanchard,
M. et Mme Léon Oppenheim et leurs enfants,
M. et Mme Roger Oppenheim et leurs enfants,
MM. Ran et Dov Oppenheim,
Mlle Renée Vaucheret,
M. et Mme Paul Badonnel et leurs enfants,
M. et Mme Jean Combe-Ferrier,
Les familles Renaud et Berthaud,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Joseph BLANCHARD,
ingénieur G. M.,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien directeur à la Compagnie industrielle et financière des ateliers et chantiers de la Loire,
leur époux, père, beau-frère et cousin, survenu le 13 août 1977, muni des sacrements de l'Eglise, à Paris, dans sa soixante-huitième année.
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Lons-le-Saunier (Jura), le 18 août.
316, boulevard Raspail,
75014 Paris.
39000 Messia-sur-Sorne.

— Mme Jean-Jacques Fransès-Magre
a la douleur de faire part du décès de
M. Jean-Jacques
FRANSÈS-MAGRE,
docteur en droit,
juge au tribunal de grande instance de Nanterre,
survenu à Paris, le 15 août 1977.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, selon la volonté du défunt, le vendredi 19 août 1977, à Domont (Val-d'Oise).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Bernard KUTAS,
Et leur famille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de leur fils
Jean-Jérôme,
à l'âge de dix-sept ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière Laple, à Saint-Maur-des-Fossés.

— On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de
Mlle Janine PARENT,
ancienne présidente de l'Association des anciennes élèves du lycée Fénelon,
pieusement décédée le 19 août 1977.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 août, à 14 heures, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon.
De la part de sa famille et de ses amis.
11, rue Rollin, 75005 Paris.

— Mme Etienne Renucci,
Mme Jeanne Elie,
Parents et alliés, amis fidèles,
Et ses serviteurs dévoués,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Me Joseph RENUCCI,
notaire,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien président du Conseil régional des notaires d'Algérie,
ancien président des chambres de notaires de Constantine et d'Alger,
doyen des notaires de Marseille,
ancien censeur de la Banque de l'Algérie,
survenu le 9 août 1977, à Vichy.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Vichy.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Visites et conférences

MARDI 23 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 30, 11, quai de Conti, Mme Hulot : « Pèlerinage à Watteau ».
15 h., 60, r. des Archives, Mme Garnier-Ahlberg : « Le Marais ».
15 h., 25, boulevard de Vaugirard, Mme Legregeois : « Le quartier Maine-Montparnasse ».
15 h., métro Monceau, Mme Pennec : « La folie de Chartres ».
21 h. 30, 6, place des Vosges, Mme Zujovic : « Le Marais illuminé » (en anglais).
10 h. 30, porche central : « Notre-Dame » (en anglais) (Caisse nationale des monuments historiques).
15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris).
15 h., 123, boulevard de Port-Royal : « Autour du cloître de Port-Royal » (Paris et son histoire).
CONFERENCE. — 19 h., 13, rue Etienne-Marcel : « Méditation transcendantale et l'expansion de la conscience » (entrée libre).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	108 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LES JEUNES ET LA

Désarroi à la n

Paris sous terre

LES JEUNES ET LA CRISE

Désarroi à la milanaise

Milan. — Sur la place du Dôme, touristes et gens de la ville déambulent au milieu des pigeons. Sous les arcades, les magasins cossus s'apprêtent à fermer, après une journée fructueuse. Terrasses de cafés bondées, restaurants animés, devantures de cinéma alléchantes... dans cette tranquille opulence, la foule flâne, à la recherche de quelque plaisir. Carla, vingt et un ans, dactylo dans une maison d'édition, après de menus achats pour son prochain départ en Grèce, s'engouffre dans le métro pour rejoindre l'appartement familial de banlieue...

Il bruine sur Gallaratese, quartier-dortoir d'ouvriers et de petits employés aisés du nord-est de l'Hinterland, périphérie milanaise. Sous les arbres touffus de la cour de l'ancienne école désaffectée, des éclats de voix joyeux accueillent ceux qui, comme Carla, arrivent au cercle des jeunes du quartier pour la soirée d'adieu, avant leur départ massif en vacances. C'est un des rares à subsister, parmi ceux qui se créèrent voici un an, occupant les immeubles vides.

Sur la trentaine d'adolescents présents ce soir au cercle de Gallaratese, deux ont un travail fixe. Les autres restent à l'école, ouverte à tous, ce « parking » italien des jeunes sans emploi. De temps à autre, ils font quelques menus travaux « au noir ». Ainsi, début juillet, quinze d'entre eux ont emballé des produits surgelés dans une petite entreprise jusqu'au jour où, à la suite d'une algarade avec le directeur, ils partirent, après avoir dû proférer quelques menaces pour être payés.

Sans avoir jamais appartenu à un groupe politique, ils font bloc, au cercle, en vacances, pour fumer le « H », ou pour se procurer de façon plus ou moins légale quelque marchandise. Seule manière, disent-ils, de *« résister au vide et à la marginalisation généralisés »*. Ils ont un ton légèrement dédaigneux pour parler des autres, la majorité, qui lisent des « porno-fumetti » ou fréquentent bars et salles de bal, le plus souvent à l'extérieur du quartier. A Gallaratese, pas de cinéma, peu d'équipements collectifs. Deux bars. Quelques vestiges de champs, où certains font pousser le cannabis.

Fin de soirée, aux alentours de 2 heures du matin : les garçons raccompagnent les filles. C'est désormais une nécessité, comme celle d'avoir sur soi un couteau. Dans la grande avenue qui traverse Gallaratese tournent les motos, pétaradantes, parfois sur une seule roue. Ou des voitures à l'avant renforcé de plomb, jouant aux « autos tamponneuses ». Quelques jeunes jouent au football. En réponse à leurs hurlements, des fenêtres voisines pleuvent injures et seaux d'urine...

En famille

« Tonio »... Quelques secondes de silence... *« Tonio, je sens que je vais te cogner »*... La voix du père, venues des profondeurs du lit, résonne dans le coquet appartement familial, où les portes restent ouvertes la nuit pour veiller à ce que les enfants rentrent bien. Habitent ici le père, la mère, deux tantes célibataires, quatre enfants, venus du Sud il y a une dizaine d'années. En dehors de Tonio, dix-neuf ans, qui rentre du cercle, et des deux plus jeunes, tous travaillent et font bourse commune. Le père, ouvrier-monteur à la Fiat, se lève tous les jours à 4 h. 30 et rentre chez lui à 16 h. 30. Il gagne 300 000 lires, moins que sa fille aînée, secrétaire depuis quelques mois (1).

Tonio, cheveux longs, subtil et réservé jusqu'à la méfiance, a travaillé trois fois dans sa vie — manutention, distribution de prospectus, vente de poupées gonflables — pour un salaire d'environ 200 lires à l'heure. Il ne veut pas d'un travail fixe où, dit-il, *« il se ferait avoir comme son père »*. Il veut disposer d'un temps libre, *« pour voir les copains et essayer de vivre d'une manière plus vraie »*.

En attendant, il habite chez ses parents, comme la grande majorité des jeunes Milanais, qu'ils travaillent ou non. Pas d'autre solution pour pouvoir manger deux fois par jour. Les loyers sont élevés — 140 000 lires en moyenne pour un « trois pièces ». — les appartements rares. Occuper les maisons vides ? Après la grande période du « squatting », voici deux ans, on n'y croit plus guère. La police intervient très vite, à chaque nouvelle tentative.

Inscrit dans une école technique d'art, Tonio ne s'y est pas rendu pendant quatre mois et passe pourtant dans la classe supérieure. *« L'école, elle aussi, est foutue »*, dit-il.

Dans cette famille relativement aisée, unie, où le travail est une valeur sacrée, ne semble-t-il pas un peu curieux d'entendre une des deux tantes, coupeuse dans une maison de la haute couture milanaise, approuver la violente interruption d'une « première » au théâtre de la Scala, en décembre dernier, par une foule de jeunes ? *« Ces fourrures, le prix des places*, dit-elle, *une telle disproportion avec la misère des jeunes... »*

Le programme de lutte contre le chômage

Selon un responsable de la mairie, cinquante mille emplois ont été supprimés en deux ans dans l'industrie milanaise. Le secteur tertiaire reste pauvre. Pour les trois cent mille jeunes, âgés de quinze à vingt-neuf ans, que comptent Milan et sa périphérie — soit environ un cinquième de la population totale, — l'avenir est problématique. De source officielle, un tiers n'a pas de travail, se retrouvant à l'école ou dans la rue. Un nombre infime touche les 800 lires quotidiennes d'allocation-chômage. Deux tiers travaillent, pour moitié dans l'industrie, pour moitié dans le tertiaire. Mais ils sont de plus en plus nombreux à le faire « au noir », sans aucune protection sociale, dans ce pays où le statut du travailleur est le meilleur d'Europe. Des occasions que l'on glane dans les bars, ou encore — fait plus spécifique à l'Italie — dans des bureaux qui ont pignon sur rue. En échange de leurs services, ceux-ci retiennent la moitié du salaire. Certaines de ces officines ont subi dernièrement quelques assauts de la *« ronde contre le travail noir »*, de la part de jeunes décidés à faire respecter leurs droits.

Sur le plan national, pour lutter contre le chômage, la loi de juin 1977 (2) sur le travail des jeunes assure un financement public, de 1977 à 1980, de 1 060 milliards de lires, pour la création d'environ quatre cent mille emplois.

A Milan, selon un responsable communiste de la mairie, on ne se fait pas trop d'illusions sur l'efficacité de cette loi au niveau local. Sur les soixante mille jeunes de l'agglomération intéressés par cette loi, six mille seulement avaient, quelques jours avant la clôture des inscriptions, demandé à en bénéficier.

Dans le secteur public, la municipalité prévoit la création de quelques milliers d'emplois — recensements de logements, remise en état d'espaces verts, etc., emplois gérés par des coopératives de jeunes qui se formeraient à cette occasion et recevraient alors 50 000 lires par mois et par jeune coopérateur, en plus de leurs gains.

« Mais le quartier le plus chaud de Milan, le dépotoir des sans-travail les plus désespérés, où il ne fait pas bon se risquer dès la nuit tombée, c'est Baggio », disent les Milanais.

A une heure et demie du centre, cossu et paisible, au-delà de la frontière que constitue l'énorme raffinerie de la Fina, une longue avenue conduit à Baggio, bordée de ces maisons de couleur à l'odeur de moisi, construites par Mussolini pour cantonner les immigrants venus du Sud. Village agricole et artisanal, devenu cité dortoir pour quatre-vingt-dix mille habitants, rares équipements, un seul cinéma, spécialisé dans le « porno », ateliers « au noir », vol, peur, prostitution. Dix-huit pour cent des pensionnaires de Beccaria, la prison pour jeunes garçons de Milan, viennent de Baggio.

Apparue sur le marché voici trois ans, l'héroïne s'est développée ces derniers mois. Cinquante seringues, jonchant la pelouse qui entoure la bibliothèque municipale, en une seule matinée... Juste avant Noël, 1 gramme coûtait 100 000 lires ; aujourd'hui, il en coûte 250 000. Pour un jeune qui en utilise 1 gramme par jour, cela signifie trouver 7 millions de lires par mois. De quoi occuper son temps. Ces données ont été établies par un centre de lutte contre l'héroïne, un des cinq centres privés existant à Milan, animé par d'anciens militants de la gauche extra-parlementaire, occupant une caserne désaffectée. *« La drogue n'est malheureusement pas ici un phénomène de la bourgeoisie »*, constate un adjoint communiste de la mairie.

Marco, vingt-cinq ans, habitant Baggio avec ses parents, ouvrier à la chaîne dans une entreprise de sous-traitance mécanique, pour un salaire mensuel de 330 000 lires. Du manque douloureux, de la course à l'héroïne, il n'a pas eu envie.

Avoir de l'argent en poche, un espace où se retrouver, où se parler, voici ce qu'est l'usine pour Marco. « *A l'assemblée de chaîne*, ajoute-t-il, *on décide du nombre de pièces à faire dans la journée, pour que la fatigue soit également distribuée.* » On ne lit pas les journaux ; on se dit de l'opposition ; on discute avec les plus âgés ; on se rend en masse au congrès *syndical pour faire entendre* sa voix. On reste à l'écart des jeunes partisans de la lutte armée, qui n'hésitaient pas, il y a peu, à tirer dans les jambes des chefs d'entreprises ou de délégués syndicaux.

Le P-38 utilisé lors des violents affrontements de l'année écoulée se vend depuis longtemps et sans difficultés à Milan. Marco et ses *compagnons ne croient* pas à la violence sans autre perspective. Mais à quoi reconnaissent-ils croire ?

Les mouvements de jeunesse, les patronages, sont en perte de vitesse, même ceux animés par l'extrême gauche extra-parlementaire, hier encore très attirants. Le confusion et le vide semblent avoir peu à peu remplacé les objectifs clairs des manifestations de l'année écoulée. Plus de point central autour duquel « se regrouper », comme disent ces jeunes. Le « pont » des radios démocratiques, telles *Canal 96* ou *Radio-Popolare*, fonctionne encore entre les quartiers, les bandes, étudiants, jeunes ouvriers ou chômeurs. Grande écoute, originalité des programmes émis 24 heures sur 24, faisant alterner nouvelles, petites annonces et musique, commentées avec lucidité et ironie. Ironie que l'on retrouve *dans le ton qu'emploient la* dizaine de journaux de quartiers qui se sont créés à Milan depuis le printemps,

Aux qualificatifs de « marginaux », « casseurs » et même de « criminels » employés dans la grande presse pour dénoncer, voire conjurer les bandes violentes, répondent quelques mots, massivement utilisés par les jeunes, mots devenus quasi magiques, auxquels on adhère. *« Vide »*, *« rage »* ou encore *« autonomie »* : revendication diffuse qui n'a plus grand-chose à voir avec ce même nom qu'utilisait ces derniers mois un noyau partisan de la lutte armée, dont de nombreux membres ont été emprisonnés. Linguistique sommaire traduisant, au-delà de la crise économique, le mal de vivre. Mais, en ces premiers jours d'août, la grande majorité des jeunes Milanais part en vacances, en bande, en famille. A Fiorucci, magasin « in » du centre, il y a foule pour acheter les soldes de tuniques et de jeans aux couleurs éclatantes. Et, aux portes de Milan, s'allongent d'immenses cohortes de voitures...

DANIELLE ROUARD.

(1) 1 000 lires valent 5,40 F.

(2) Cette loi applicable aux jeunes entre quinze et vingt-neuf ans diffère peu des récentes mesures prises en France pour encourager l'embauche des jeunes.

REGARDS

Paris sous terre

Paris en sous-sol, le métro : un espace clos dans lequel les voyageurs ne se rencontrent pas, la plupart se cachant derrière leur journal pour éviter d'avoir à dire un mot ou à céder leur place. En été, les touristes eux-mêmes préfèrent se retrancher derrière leurs plans et leurs guides. Cependant, ce « transport en commun » est le lieu de brèves cohabitations avec ceux qu'on aurait envie de revoir, avec les « autres », n'importe quels « autres ».

A Sèvres-Lecourbe, un lundi, vers 15 heures, lorsque cette femme infirme monte dans un wagon aux trois quarts vide, on la gratifie de regards plutôt compatissants. Une main se tend pour lui faciliter le trajet vers une banquette, un homme l'aide à s'installer face à lui. Sa tête secouée de mouvements incontrôlés, son souffle court, ne peuvent qu'effrayer. Les bandages de ses jambes laissent deviner des plaies. Et cette incroyable odeur... Deux stations plus loin, les autres passagers se sont regroupés, la mine dégoûtée, dans l'autre partie de la voiture. A Montparnasse, trois nouveaux arrivants, manifestement en signe de protestation, vont s'asseoir non loin d'elle, et, à Denfert-Rochereau, l'*aideront à descendre*.

Les attitudes racistes, en revanche, sont en général acceptées comme une fatalité quotidienne, et passent totalement inaperçues. A une sortie, un contrôleur vérifie les billets. A un Africain, il demande de montrer aussi sa carte de séjour. Une seule personne tente de s'opposer à cet acte illégal.

A la station Reuilly-Diderot, un soir, vers 21 h. 30, nul ne dit mot quand le conducteur, attiré par le bruit d'une altercation entre deux hommes, dont un jeune Nord-Africain, confie ce dernier à un gardien de la paix qui arpentait le quai — comme cela arrive si souvent maintenant, — sans chercher à connaître les raisons de l'incident. En fait, le jeune homme était monté à la station Gare-de-Lyon, une cigarette allumée à la bouche ; sans même lui demander de l'éteindre, un gros homme sanguin l'avait giflé violemment pour faire tomber la cigarette avant de continuer à lui chercher querelle parce qu'il s'indignait de cette violence...

Dans une rame de la ligne Porte-de-Clignancourt - Porte-d'Orléans, une jeune femme noire assise sur un strapontin mobile se lève pour descendre à Odéon. Le strapontin, en remontant, heurte le coude d'une vieille dame qui occupait le siège voisin. *« Sales nègres*, s'écrie-t-elle, *toujours pareils, ils ne peuvent pas faire attention ! Et quelle éducation ! »* Pourtant, quelques minutes avant, cette dame ne ménageait pas ses sourires à la petite fille noire qui accompagnait sa mère, qu'on insultait maintenant. Conquise par les sourires et les mines de l'enfant, elle parlait, jouait avec elle et lui offrait des bonbons...

Parfois, heureusement, un musicien monte, et, si sa musique plaît, elle calme un instant l'intolérance. Un soir, à la station Nation, dans une voiture du Réseau express régional, en instance de départ vers Boissy-Saint-Léger, un jeune homme en frac et chapeau haut-de-forme sort son violon. Dès les premières mesures de Bach, un silence total se fait. Les portes se ferment, le métro démarre, il continue à jouer. Avant le premier arrêt (Vincennes), le morceau est fini. Tous les passagers applaudissent avec un réel enthousiasme, puis le silence revient. *Ils espèrent la suite.* Le musicien s'assied et range lentement son violon. Sans bruit, les voyageurs ressortent leurs journaux, un peu déçus.

Enfin, il est un incident tristement fréquent auquel chaque voyageur parisien court le risque d'assister au moins une fois, et qui donne la nausée aux « non-initiés ». Arrêté à une station, le métro ne repart pas. Quelques instants suffisent pour que les passagers s'agitent, descendent sur le quai. De bouche à oreille, la rumeur atteint l'avant-dernier wagon : il s'agirait d'un suicide.

« Non, s'exclame une dame, se dressant d'émotion, *ça va me faire perdre du temps. Ils ne pourraient pas choisir un autre endroit et un autre moment quand ils veulent crever ? »* Par chance, en ce mois d'août, le wagon était peu rempli, les touristes l'occupaient en majorité, et les Parisiens, à cette exception près, semblaient calmes. Alors, contrairement à l'habitude, personne n'a renchéri.

JOSYANE SAVIGNEAU.

L'ÉTAT CONDAMNÉ A INDEMNISER UN LYCÉEN PARALYSÉ

Le tribunal administratif de Lyon, après neuf ans de procédure, vient de condamner l'Etat à verser 1 350 000 F de dommages et intérêts à un jeune lycéen, M. Jack Gauthier, habitant le Côteau (Loire), qui est resté paralysé des quatre membres après un accident survenu au cours d'un match de rugby en 1968 à Saint-Etienne. Dans un jugement en date du 1er juillet 1976, le tribunal notait : « *La participation au championnat de rugby comporte des risques d'accident anormalement graves pour les joueurs. Les dommages qui résultent de tels accidents excèdent les charges que doivent normalement supporter les élèves des établissements d'enseignement en contrepartie des avantages tirés du service public et de l'éducation. La responsabilité de l'administration se trouve engagée*, concluaient les juges, *même en l'absence de faute, en raison de dommages d'exceptionnelle gravité subis par les jeunes gens qu'elle a sélectionnés pour prendre part aux épreuves de cette nature.* »

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

Par décrets publiés au *Journal officiel* du 21 août, sont nommés :

— *Présidents de chambres à la cour d'appel de Paris* : MM. Jean Regnault et Pierre Morelli ;

— *Premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris* : M. Pierre Dray ;

— *Vice-présidents au tribunal de grande instance* : de Paris, M. Jean Raffetin ; de Toulon, M. Adolphe Amsellen ; de Limoges, M. Jean Masbatin ; de Nantes, M. Jean Le Ninivin ; de Marseille, M. Jean Albertini ; de Dijon, M. Pierre Blondeau ; d'Annecy, MM. Yvon Thery et François Deplante ; de Bastia, MM. Paul Eon et Ange Léonelli ; de Draguignan, M. Jean-Pierre Ransac ; de Saint-Pierre-de-la-Réunion, Mme Madeleine Coilley ;

— *Premiers juges au tribunal de grande instance* : de Paris, M. Pierre de Leffe ; de Nanterre, M. Paul Brogly ; de Nantes, M. François Roger ;

— *Juges au tribunal de grande instance* : de Quimper, M. Philippe Bothorel ; de Nantes, Mme Nicole Roger ;

— *Procureur de la République à Périgueux* : M. Marc Guemas.

● *Le hold-up de Corfou.* — La police italienne aurait identifié les trois auteurs du hold-up du Club Méditerranée de Corfou commis le 16 juillet dernier. Les photos de ces trois hommes devaient être présentées, ce lundi 22 août, par Interpol aux témoins du hold-up qui avait coûté la vie à un employé du village de vacances. Selon la police, ces malfaiteurs appartiendraient à une bande franco-italienne dirigée par Henri Turatello, et les deux hommes identifiés seraient originaires de Marseille.

DISTRIBUTION DE TRACTS ANTINUCLÉAIRES A NOTRE-DAME-DE-PARIS

Dimanche 21 août, dans l'après-midi, à Paris, une vingtaine de manifestants ont pénétré dans la cathédrale Notre-Dame, où se déroulait un concert, pour y distribuer des tracts signés du « *groupe autonome de soutien aux inculpés antinucléaires* ». Ils sont *montés sur el podium, ont* branché un magnétophone pour tenter de faire entendre un message avant d'essayer de déployer une banderole. Le sacristain, qui a voulu s'interposer, a été bousculé ; la police est intervenue et a interpellé sept personnes, qui ont été relâchées après vérification d'identité.

Dans un communiqué publié après ces incidents, le « *groupe autonome de soutien aux inculpés antinucléaires* » appelle à une manifestation mardi 23 août, devant le palais de justice, à Paris, à l'occasion du procès en appel des manifestants de Creys-Malville prévu pour le lendemain à Grenoble.

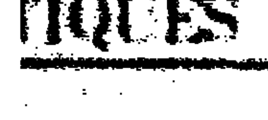
CATASTROPHES

LE SÉISME EN INDONÉSIE

Plus de cent quarante morts

Le gouvernement de Djakarta a annoncé, lundi 22 août, que le tremblement de terre qui a frappé l'archipel indonésien le vendredi 19 août a tué soixante-douze personnes dans les îles de la Sonde, soixante-dix dans l'île de Sumbawa et deux à Bali. Ces chiffres sont encore provisoires, tous les rapports sur les régions touchées n'étant pas encore parvenus à Djakarta. — *(A.P.)*

● *Inondations aux Philippines.* — Des pluies torrentielles ont causé des dégâts très importants au cours des deux derniers jours dans le nord des Philippines. Huit mille personnes ont dû être évacuées et la capitale, Manille, est sous 1 mètre d'eau. Une dizaine de morts ont été recensés jusqu'à présent. De nouvelles pluies sont attendues dans la région. — *(Reuter.)*





LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

DE NOUVEAUX GISEMENTS DE PÉTROLE SONT DÉCOUVERTS AU MEXIQUE

De nouveaux gisements de pétrole ont été découverts dans les Etats de Chiapas et de Tabasco, dans le sud du Mexique, a annoncé le 20 août M. Diaz Serrano, directeur général de la compagnie nationale PEMEX. Un nouveau gisement est trouvé dans *cette région tous les vingt jours*, et *« les échantillons de roches extraits de ces nappes sont les plus riches en pétrole que j'ai jamais eu en main »*, a précisé le directeur général de PEMEX. *La production* de chaque puits, qui serait de l'ordre de cinq mille cinq cents barils par jour (275 000 tonnes par an), ferait de cette région de 6 000 km carrés l'une des plus riches du monde. — *(A.F.P.)*

[Découverts en 1972, les gisements de Chiapas et de Tabasco ont permis au Mexique de redevenir un pays exportateur de pétrole. La production *totale du pays qui était de 650 000* barils par jour (32 millions de tonnes par an en 1974) est passé successivement à 750 000 barils par jour en 1975, 890 000 en 1976 et 1,2 million actuellement (soit 60 millions de tonnes par an) *dont 10 % sont* exportés vers les Etats-Unis et Israël.]

ÉDITION

L'ÉTRANGE HAUSSE DES ACTIONS PRESSES DE LA CITÉ

Que se passe-t-il aux Presses de la Cité ? L'action connaît — une nouvelle fois — une hausse spectaculaire à la Bourse de Paris. Elle a gagné 10 % en deux séances à la fin de la semaine dernière. Rien d'étonnant, dira-t-on : le marché boursier n'est-il pas bien disposé depuis quelque temps ? Les Presses de la Cité ne connaissent-elles pas une bonne croissance de leurs ventes (+ 31 % au premier semestre) et des bénéfices ? De plus, le « marché des Presses » enregistre périodiquement de telles « sautes d'humeur ». Des explications dont on pourrait se satisfaire si...

Si « deux ou trois mains » ne ramassaient pas systématiquement les titres... Si M. Sven Nielsen, fondateur des Presses de la Cité, n'était pas décédé en janvier 1977... Si son fils Claude, qui lui a succédé, et sa famille contrôlaient aussi bien le capital de l'affaire qu'ils veulent le dire...

La famille Nielsen a toujours fait preuve de la plus grande discrétion sur le pourcentage d'action des Presses de la Cité qu'*elle détient. Peut-être parce* que, dit-on, le chiffre surprendrait par sa faiblesse. Certes, avec les membres du conseil d'administration, « les amis », les pouvoirs blancs, M. Claude *Nielsen « contrôle » l'affaire. Il* reste qu'en rachetant un petit paquet d'actions en Bourse — 15 à 20 % — on peut toujours caresser l'espoir de prendre le pouvoir aux Presses de la Cité pour *une somme qui, finalement,* n'est pas exorbitante. Ceci, à condition de trouver quelques alliés au sein du conseil d'administration ou parmi les grands auteurs maison, dont certains nourrissent peut-être quelques ambitions. —

J.-M. Q.

EMPLOI

Le P.C.F. propose la reprise de Montefibre par C.D.F.-Chimie

De notre correspondant

Epinal. — M. Jean Colpin, secrétaire du comité central du parti communiste, a présenté, à la fin de la semaine dernière à Saint-Nabord (Vosges), le *« plan du P.C.F. pour sauver Montefibre »*.

« Tenant compte, a-t-il dit, *qu'il s'agit d'une entreprise moderne dépendant d'une société étrangère et que le gouvernement français a accordé 100 millions d'argent public à cette entreprise, nous proposons la reprise de Montefibre par l'entreprise nationalisée C.D.F.-Chimie, qui diversifie actuellement sa production à base chimique. »*

M. Colpin a précisé : *« Cette mesure, dont les modalités devraient être discutées entre les représentants des travailleurs, la direction de l'entreprise et le gouvernement, permettrait de maintenir les emplois, de sauvegarder cet outil de production moderne et le savoir-faire du personnel. Du même coup, l'Etat récupérerait ses 100 millions de prêt et n'alourdirait pas le déficit de la balance commerciale de la France à l'étranger. »*

Par ailleurs, le comité d'entreprise doit se réunir, *mercredi 24 août, pour* examiner la situation du personnel. Au cours de cette réunion, on étudiera vraisemblablement le plan social élaboré par le ministère du travail, et qui a été soumis à la direction de Montedison. Le contenu de ce plan n'a pas été révélé mais on dit, du côté syndical, qu'il prévoirait, au-delà du 5 septembre et dans un premier temps, une prolongation du chômage durant quatre semaines. Ce nouveau sursis per*mettra peut-être de trouver* les moyens de faire redémarrer lentement l'usine de Saint-Nabord.

Mardi 23 août, les travailleurs de Montefibre devaient se rendre à *Colmar pour participer à une mani*festation organisée à l'occasion de la venue de M. Raymond Barre.

● *La C.G.T. et I.B.M.-France.* — En réponse à un document de la C.G.T. relatif aux dispositions gouvernementales et patronales en faveur de l'emploi des jeunes (*le Monde* du 3 août), la direction d'I.B.M.-France affirme, dans une lettre adressée à la Fédération C.G.T. de la métallurgie, que les trois cents contrats temporaires emploi - formation qu'elle offre s'ajoutent au plan d'embauche de mille personnes pour 1977 et ne sont donc pas compris dans ce plan. La direction d'I.B.M.-France signale aussi qu'elle a, en plus, *« ouvert la possibilité de six cents stages rémunérés, offerts à de jeunes diplômés de toute provenance, désireux de se familiariser avec le milieu industriel »*.

La visite de M. Barre en Alsace

UNE RÉGION RELATIVEMENT FAVORISÉE

Le premier ministre, M. Raymond Barre, qui se rend mardi 23 août en Alsace, présidera, à la préfecture de Colmar, la réunion du comité départemental pour la promotion de l'emploi, avant de recevoir des représentants des syndicats C.G.C., F.O. et C.F.T.C. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé l'invitation du premier ministre ; la C.G.T. a décidé d'organiser une manifes*tation à laquelle* s'associeront les salariés de l'usine de la Montefibre de Saint-Nabord (Vosges), menacée de fermeture.

Après Montpellier le 18 août et avant Charleville-Mézières, le 25 examiner l'évolution de la situation de l'emploi et l'application des mesures en faveur de l'embauche des jeunes — trouvera une région relativement favorisée, mais pourtant menacée, elle aussi, par l'aggravation du chômage. Le nombre des demandes d'emploi (22 500) représente 3,5 % de la population active au lieu de 4,4 % en moyenne, en France, mais la progression du chômage a été très importante et risque de s'aggraver encore. Selon M. Jean Kaspar (C.F.D.T.), l'afflux des jeunes sur le marché du travail porterait prochainement le nombre des chômeurs alsaciens de 22 500 à 25 000 ; d'autre part, *3 500 à 5 000* emplois seraient menacés à court terme. Autre particularité de cette région, mais aussi autre source d'inquiétude : la situation des 26 000 Alsaciens qui, chaque jour, vont travailler en Allemagne et en Suisse ; même partiel, un brusque reflux de ces travailleurs poserait de délicats problèmes.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

LA DETTE DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT DÉPASSERA 250 MILLIARDS DE DOLLARS A LA FIN DE L'ANNÉE

Genève. — La dette totale des pays en voie de développement non producteurs de pétrole passera de 180 milliards de dollars à la fin 1976 à 253 milliards à la fin *de cette année (+ 40 %), prévoit* un rapport de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement).

Ce rapport, qui devait être soumis au conseil de la CNUCED *mardi 23 août, estime que le déficit* extérieur de ces pays passera de 28,4 milliards de dollars à la fin 1976 à 36,3 milliards de dollars à la fin de cette année (+ 28 %) et à 39 milliards de dollars à la *fin 1978. Dans le même temps*, l'excédent des principaux pays producteurs de pétrole diminuerait, passant de 44 milliards de dollars en 1976 à 41 milliards de dollars cette année (— 7 %) et à *37,5 milliards de dollars en 1978*.

Quant aux pays de l'O.C.D.E., leur déficit progresserait de 3,7 milliards de dollars en 1976 à 5,5 milliards de dollars en 1977 (+ 48,6 %). Mais, selon la CNUCED, ce groupe de pays devrait enregistrer un excédent de 12,5 milliards de dollars en 1978.

Pour les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le rapport prévoit une réduction du déficit de *8,5 milliards de dollars en 1976* à 6 milliards de dollars en 1977 (— 30 %) et à 5 milliards de dollars en 1978. — *(AGEFI.)*

FAITS ET CHIFFRES

A l'étranger

● *De nombreuses banques américaines* ont à leur tour relevé leur « prime rate » (taux de base bancaire) samedi 20 août imitant en cela leurs concurrents qui avaient déclenché le mouvement (*le Monde* daté des 21-22 août). C'est ainsi que la Citibank a porté son taux de base à 7 %. En revanche la Bank of America n'a jusqu'à présent pas suivi. Mais certains évoquent dès maintenant la possibilité d'une poursuite de la hausse qui hisserait ce taux à 7,5 % en fin d'année puis à 8,5 % l'an prochain. — *(Agéfi.)*

● *Le Japon prêtera 100 millions de dollars à la Thaïlande* pour la réalisation de son quatrième plan quinquennal de développement économique et social.

Europe

● *M. Jacques Chirac* réitère, dans une interview accordée, dimanche 21 août, à FR 3 Limoges, son opposition à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne, en disant notamment :

« Certes, je suis un défenseur convaincu et acharné de l'Europe agricole, mais il n'est pas possible d'accepter l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, car il n'y a actuellement aucun moyen technique qui pourrait être envisagé pour en compenser les effets, et qui serait efficace. Ce serait l'arrêt de mort de nombreuses productions agricoles françaises. »

Immigrés

● *Une conférence internationale sur la protection des travailleurs immigrés* sera organisée du 31 octobre au 4 novembre prochains à Cavtat (Adriatique yougoslave) par l'Organisation mondiale de la santé et les ministères yougoslaves du travail et de la santé. Il s'agira de déterminer pourquoi les ouvriers immigrés sont plus souvent victimes d'accidents de travail et de maladies professionnelles que les ouvriers autochtones. — *(A.F.P.)*

Santé

● *Quarante-huit pour cent des Français* (et 56 % des dix-huit à trente-quatre ans) sont devenus conscients de la nécessité d'un choix équilibré des aliments, révèle un sondage SOFRES publié à la suite de la *« campagne sur l'alimentation de la femme enceinte et du nourrisson »*, qui a eu lieu de fin avril à fin mai.

Cette campagne, menée par le Comité français d'éducation pour la santé, à la demande de Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, a fait naître un plus grand besoin de conseils et d'informations diététiques, notamment chez les jeunes, indique-t-on au ministère.

On a ainsi pu enregistrer une revalorisation du petit déjeuner.

Le ministre de la santé indique, en outre, que, selon cette enquête de la SOFRES, 91 % des femmes estiment utile la campagne entreprise par le ministère sur le thème « Se nourrir mieux, c'est vivre mieux » et 63 % d'entre elles pensent que l'influence de l'alimentation sur la santé *« dépend avant tout de l'équilibre dans le choix des aliments »*.

Le ministère avait notamment recommandé aux futures mères une plus grande consommation de produits laitiers, de poisson, de grillades et de légumes verts.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Fr suisses		Fr français	
48 heures	5 1/2	6 1/2	3 5/8	4 5/8	1 1/8	2 1/8	8 3/8	8 5/8
1 mois	5 7/8	6 3/8	3 5/8	4 1/8	2	2 1/2	9 7/8	10 3/8
3 mois	6 1/4	6 3/4	3 3/4	4 1/4	2 1/8	2 5/8	10 3/4	11 1/8
6 mois	6 3/8	6 7/8	3 5/8	4 1/8	2 5/8	3 1/8	11 1/4	11 5/8

A L'ÉTRANGER

Au Danemark

Une loi codifie le travail des enfants à partir de l'âge de dix ans

De notre correspondante

Copenhague. — Le ministère danois du travail a publié récemment un décret qui fixe, en détail les règles auxquelles sera soumis, désormais, le travail des enfants

Nombreux, au Danemark, sont les jeunes qui travaillent en dehors de leurs heures de classe ou durant les vacances, et cela dans toutes les couches de la société. Ces garçons et ces filles ne se livrent pas à ce genre d'activité pour contribuer à faire bouillir la marmite familiale (ce genre de situation est inconcevable dans un pays où l'aide sociale est tellement développée !), mais pour se procurer les biens de consommation que leurs parents ne sont pas toujours à même de leur donner : vélomoteurs, magnétophones, équipements sportifs, petits voyages, sans compter les nombreux cadeaux qu'il est de bon ton d'offrir.

Tous les établissements scolaires ferment quotidiennement au Danemark à quatorze heures. Combien d'enfants alors sont désœuvrés et n'ont pas tellement envie de regagner immédiatement un appartement ou une maison dont le père et la mère sont souvent absents. Plutôt que de traîner dans les rues, *mieux vaut qu'ils trouvent une* occupation utile et rentable.

La nouvelle réglementation interdit d'employer des enfants au-dessous de dix ans dans l'agriculture et à des travaux ménagers (c'était possible autrefois), sauf s'ils appartiennent à la famille de leur employeur. De dix à treize ans, les enfants ne peuvent pas travailler plus de vingt heures par semaine (deux heures par jour durant la période scolaire). Ils peuvent être affectés à de légers tra*vaux agricoles : cueillette des* fruits, sarclage, triage des pommes de terre, soins aux animaux (cela avec quelques restrictions, concernant notamment les vi*sons*). Il leur est possible également de distribuer journaux, prospectus et catalogues après les heures de classe et d'effectuer les courses peu fatigantes.

Marchands de journaux

De treize à quinze ans, les enfants peuvent travailler un maximum de quarante heures par semaine comme vendeurs dans les kiosques, les boulangeries, les cafétérias, les fruiteries ou comme essuyeurs de verres dans les restaurants, ou encore manutentionnaires d'emballages vides dans les magasins. Ils peuvent également se faire engager dans l'industrie mais ne doivent pas être affectés aux machines (ces dernières années, plusieurs enfants ont été victimes d'accidents graves dans des usines).

Enfin, de treize à quinze ans, ils peuvent distribuer, de porte en porte, aux abonnés, les journaux du matin avant l'école. D'ailleurs, les messageries de Copenhague ont parmi leurs « porteurs » un nombre très important d'écoliers qui servent les abonnements, entre cinq et sept heures du matin.

Le problème des rémunérations du travail des enfants donne régulièrement lieu, au Danemark, à des débats parfois très vifs. Ces rémunérations varient beaucoup d'un lieu à l'autre et d'une branche professionnelle à l'autre. Chaque été, notamment, les associations de jeunesse gauchisantes organisent des campagnes et même parfois des manifestations pour pousser les enfants à exiger des salaires décents et, surtout, pour tenter d'obliger leurs employeurs à les payer suffisamment. Mais le problème est délicat et flou...

Beaucoup de petits commerçants, par exemple, qui emploient, de-ci de-là, un gamin ou une gamine pour les aider, déclarent qu'ils préféreraient y renoncer s'ils devaient les payer au tarif syndical des adultes ou à un tarif approchant (ce tarif est actuellement de 29 couronnes, c'est-à-dire environ 25 francs l'heure). Ils arguent qu'un enfant de treize à quinze ans ne peut faire l'effort d'un adulte et que, par ailleurs, ces jeunes n'ont pas du tout besoin de gagner leur pain. Il s'agit pour eux d'un jeu ou de se procurer le superflu, ou encore de s'initier quelque peu à la vie pratique des *« affaires »*

Le fisc accorde aux enfants qui ont des activités rémunérées une *« carte fiscale libre »* qui leur donne la franchise pour un gain annuel d'environ 12000 francs ; s'ils dépassent *cette somme, ils paient pour* l'excédent un taux d'impôt assez élevé : de 35 à 40 %.

CAMILLE OLSEN.

LANCEMENT DE DEUX NOUVEAUX EMPRUNTS D'ÉTAT EN GRANDE-BRETAGNE

Deux nouveaux emprunts d'Etat ont été lancés par la trésorerie britannique pour un montant global de 1,4 milliard de livres (12 *milliards de francs environ). Le* premier *Treasury Stock 9 1/4 % 1983*, d'un montant de 800 millions de livres, sera émis le 25 août. Le second, *Exchequer Stock 3 % 1983*, qui sera émis à la même *date de 87 livres pour* une valeur nominale de 100 livres, doit en principe remplacer un emprunt *Treasury 3 % 1977*, qui vient à échéance le 15 novembre.

En lançant ces deux emprunts la trésorerie britannique fait d'une pierre deux coups : elle se procure des fonds à un moment où les capitaux étrangers affluent dans la City, tout en renforçant son contrôle sur l'évolution de la masse monétaire.

● *Multiplication des faillites.* — En République fédérale allemande, le nombre des faillites d'entreprises enregistrées au cours du premier semestre (3 939) a progressé de près de 10 % par rapport à la période correspondante de 1976. La tendance est la même en Belgique, où le nombre des faillites pour le premier semestre a encore augmenté par rapport au chiffre élevé de la même période 1976 : 1 322 contre 1 262, soit + 4,7 %.

● *En Grande-Bretagne, le commerce de détail* a repris vigoureusement en juillet, l'indice mensuel ayant augmenté de 3,5 %. La croissance des ventes est liée à la période des soldes, à la tendance des Britanniques de passer cette *année leurs vacances chez eux* et aussi à la vague des touristes. Toutefois, pour l'ensemble de la période allant de mai à juillet, l'indice n'a progressé que de 1 % par rapport à la même époque durant les trois *mois précédents*.

LES MARCHÉS FINA

BOURSE DE PARIS - 19 AOUT

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

Marché mieux disposé

(Agefi). — Le marché euro-obligataire reste toujours bien disposé et continue d'absorber des volumes importants d'émissions nouvelles, surtout celles qui offrent des coupons suffisamment élevés pour compenser à la fois la récente hausse sur les taux à court terme et l'instabilité du dollar sur les marchés des changes. Après une brève hésitation en début de semaine, consécutive à la vive hausse à New-York du taux des federal funds, le marché secondaire des euro-obligations s'est progressivement repris au cours des jours suivants, les cours ayant, vendredi, pratiquement retrouvé leurs niveaux précédents.

D'une manière générale, le marché international des capitaux semble maintenant avoir surmonté la crise engendrée par la tension sur les taux à court terme venue d'outre-Atlantique. Cette tension a été particulièrement forte la semaine écoulée : la Citibank a relevé son « prime rate » à 7 % et les taux sur les federal funds, les bons du Trésor et le papier commercial à quatre-vingt-dix jours ont respectivement progressé de 24,17 et 20 basis points.

Les milieux financiers internationaux sont maintenant éclairés sur les intentions des autorités monétaires américaines, alors qu'un certain doute subsistait à cet égard la semaine passée. Toutefois, il est probable qu'après le passage à présent accompli au niveau de 6 % du taux des federal funds, ceux-ci soient appelés à se stabiliser pour un temps à ce nouveau palier. Le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis est un élément qui milite contre tout resserrement supplémentaire de la politique monétaire américaine. Quelle que soit la liberté d'action de la Réserve fédérale, que son président, M. Arthur Burns, a soulignée avec fierté la semaine dernière, les considérations politiques devraient l'emporter dès lors que les statistiques reflétant l'activité commerciale se révèlent aussi peu encourageantes. Le fait que la demande en crédits nouveaux continue à diminuer à New-York, ainsi qu'elle n'a pratiquement pas cessé de le faire depuis le début de l'année, n'est pas en lui-même l'élément le plus fâcheux, le nombre d'entreprises industrielles et commerciales domiciliées dans son enceinte décroissant régulièrement. Par contre, la diminution de 1 milliard de dollars du montant des encours de papier commercial au cours du mois de juillet est un élément autrement significatif dans la mesure où, durant le mois considéré, le bas niveau du taux prélevé sur cet instrument en faisait un des meilleurs moyens de financement des sociétés américaines.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Chiffres d'affaires hors taxes du premier semestre 1977

B. S. N. (consolidé) : 6 604 millions de francs (+ 15,6 %).

S. A. T. : 654,15 millions de francs contre 555,10 millions.

GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE (consolidé) : 1 292 millions de francs contre 1 219,13 millions.

BEGHIN-SAY : 2 219,8 millions de francs contre 2 047 millions.

MOET-HENNESSY (consolidé) : 673,3 millions de francs contre 538,7 millions.

GROUPE SELLIER-LEBLANC : 445,6 millions de francs (+ 5 %).

SCOA (neuf premiers mois) : 219,1 millions de francs contre 205,5 millions.

FOUGEROLLE : 1 339 millions de francs contre 1 173 millions.

MANUFRANCE : 316,2 millions de francs (+ 12 %).

C. M. - INDUSTRIES (groupe) : 705,1 millions de francs contre 579,7 millions.

JAEGER : 355,8 millions de francs contre 327,5 millions.

BONGRAIN. — L'O. P. A. lancée en mai par ce groupe fromager français sur la totalité des actions de la firme américaine Zausner Foods Corp. a pleinement réussi. Cette opération est la première du genre tentée aux Etats-Unis par une entreprise française à caractère familial.

UNILEVER. — En baisse de 15,3 % à l'issue des trois premiers mois de l'année, les résultats nets du groupe se sont fortement redressés durant le second trimestre, atteignant 343 millions de florins (+ 17 %) sur la base des taux de change en vigueur à fin décembre 1976. Pour le semestre, l'amélioration reste faible (+ 1 %), le bénéfice net s'élevant à 561 millions de florins (toujours sur la même base) pour un chiffre d'affaires accru de 13 % à 20 114 millions de florins.

SINGER. — Reprise pour le troisième trimestre du versement d'un dividende de 10 cents. En 1976, la société s'était bornée à payer un dividende de 10 cents en décembre en raison du déficit subi l'année précédente. L'exercice 1977 devrait être bon.

AQUITAINE CANADA. — Malgré la remontée des résultats pour le deuxième trimestre, le bénéfice net du premier semestre (14 millions de dollars) est inférieur de 15,6 % à celui enregistré l'an passé à pareille époque.

PAKHOED. — Bénéfice consolidé du premier semestre : 16,76 millions de florins contre 15,92 millions.

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — Lancement, début septembre, d'un emprunt dont le montant serait de l'ordre de 1 milliard de francs.

B.A.S.F. — Les résultats du premier semestre sont marqués par une diminution des bénéfices avant impôts, de 6,4 % à 654 millions de deutschemarks pour le groupe et de 17 % à 382 millions de deutschemarks pour la société mère, et une faible augmentation des chiffres d'affaires respectivement de 3,9 % à 10 741 millions et de 1,8 % à 4 997 millions. Ces résultats décevants sont essentiellement dus au mauvais climat des affaires en Allemagne. Les dirigeants mettent en cause l'accroissement des coûts et des charges, les pertes de changes accrues, la baisse du taux d'utilisation des capacités de production, la pression grandissante sur le prix de vente et le renchérissement du deutschemark. Aucune amélioration n'a été enregistrée en juillet et en août.

LONDRES

La première séance de la semaine, mais aussi de la nouvelle période de règlement, s'ouvre sur une note assez soutenue, mais sans plus, en raison des nouvelles tensions sociales enregistrées notamment dans l'industrie automobile. Les industrielles progressent de 1 ou 2 points. Irrégularité des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Nouvelle avance des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 144 20 contre 144 50

VALEURS	CLOTURE 19 8	COURS 22/8
Beecham	587 ...	593 ...
British Petroleum	916 ...	914 ...
Courtaulds	114 ...	115 ...
De Beers	282 1/2	282 ...
Imperial Chemical	411 ...	413 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	212 ...	214 ...
Shell	587 ...	591 ...
Vickers	194 ...	194 ...
War Loan 3 1/2 %	31 5/8	31 7/8
*West Driefontein	20 1/2	20 1/2
*Western Holdings	17 5/16	17 3/16

(*) En dollars U. S., net de prime sur le dollar investissement.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	18 août	19 août
Valeurs françaises	88,1	89,2
Valeurs étrangères	101	100,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	57,9	58,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	19/8	22/8
1 dollar (en yens)	267 08	267 45

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 8 1/2 %

BOURSE DE PARIS - 19 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	36 20	2 665
5 %	52 35	2 740
5 % 1920-1960	143 50	2 740
3 % amort. 45-54	88 20	0 158
4 1/4 % 1963	104 90	1 971
4 1/4-4 3/4 % 63	92 60	4 203
Emp. N. Eq.5% 65	106 10	4 656
Emp. N. Eq.6%66	104 30	5 310
Emp. N. Eq.6%67	89 ..	1 315
Emp. 7 % 1973	214 ..	4 142
Emp. 8,80% 1977	105 ..	2 098
E.D.F. 6 1/2 1960	... ..	1 638
— 5 % 1960	104 ..	2 534

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1958	492 ..	493 ..
E.D.F. parts 1959	... ..	... ..
Ch. France 3 %	140 ..	140 ..
Abeille I.G.A.R.D.	... ..	... ..
Abeille (Vie)	... ..	... ..
A.G.F. (Ste Centr.	389 .	390 .
Ass. Gr. Paris-Vie	1137 .	1139 .
Concorde	255 .	255 ..
Epargne France	288	280 ..
Financ. Victoire	164 ..	165
Fonc. T.I.A.R.D.	75 90	75 80

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France I.A.R.D.	160 ..	157 ..
France (La)	... ..	328 .
GAN (Sté) Centr.	614 .	615 .
Protectrice A.I.R.	227 ..	223 .
U.A.P.	562	564 .
Alsacien. Banque	347	347
(Li) Bque Dupont	... ..	235 ..
Banque Hervet	227 90	228 ..
Bque Hypoth. Eur.	213 80	214 ..
Bque Nat. Paris	372 ..	372 .
Banque Worms	149 ..	148 90
C.G.I.B.	.. ..	57 50
Cofica	.. ..	.. ..
C.A.M.E.	58 ..	59 ..
Creditel	93 80	98 ..
Créd. Gén. Indust	133 ..	130 ..
Cr. Ind. Als.-Lor.	131 ..	135 ..
(M) Crédit Mod.	.. ..	52 .
Electro-Banque	121 ..	120 10
Eurobail	101 80	101 50
Financière Sofal.	240 .	241 .
Fr. Cr. et B. (Cie)	46 80	45
France-Bail	153 .	153 ..
Hydro-Energie	.. ..	24 ..
Immobail B.T.P.	120 ..	120 50
Immobanque	163 40	163 ..
Immofice	122 10	122 10
Interbail	142 90	142 90
Laffitte-Bail	110 50	110 60

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	177 ..	176 .
Locafinancière	123 50	123 50
Marseil. Crédit	231 60	231 50
Paris-Réescompt.	270	268 ..
Séquanaise Banq.	161	166 ..
SLIMINCO	184 50	185 ..
Sté Cent. Banq.	68 10	68 50
Sté Générale	201 80	201 80
SOFICOMI	153 .	153 .
Sovabail	198 ..	200
UCIP-Bail	104 .	104
Unibail	*179 90	179 90
Un. Ind. Crédit	133 ..	134 .
Cie F. Stein Re.	90 ..	d 93 50
Fonc. Chât.-d'Eau	598 .	590 .
(M) S.O.F.I.P.	..	64 .
Fonc. Lyonnaise	525 .	520 .
Immob. Marseille	765 .	752 .
Louvre	156	158 ..
Midi	596	600 .
Rente foncière	398	396 .
SINVIM	147 60	147 80
Voitures à Paris	268 80	268 70
Cogifi	113 ..	112 .
Foncina	95 .	95 .
Gr. Fin. Constr.	109 10	109 ..
Immindo	115 ..	113 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Immoinvest	84 ..	82 ..
Cie Lyon. Imm.	82 ..	82 ..
UFIMEG	78 10	78 ..
U.G.I.M.O.	108 ..	105 80
Union Habit.	148 ..	144 ..
Un. Imm. France	120 ..	120 .
Acier Investiss.	86 ..	86 50
Gestion Sélect.	170 .	169 .
Sofragi	184 ..	183 50
Abeille (Cie Ind.)	145 ..	148 ..
Applic. Hydraul.	585 ..	582 ..
Artois	97 ..	97 ..
Centen. Blanzy	257 ..	255 ..
(Ny) Centrest	110 40	118 40
(Ny) Champex	... .	115 40
Charg. Réun. (p.)	2490 .	2525
Comindus	345 .	345 ..
(Li) Dév. R. Nord	... ..	120 ..
Electro-Financ.	215 ..	223 ..
Fin. Bretagne	.. ..	41 ..
Gaz et Eaux	475 .	474 ..
La Mure	22 05	22 ..
Lebon et Cie	106 40	107 ..
(Ny) Lordex	111 ..	111 ..
Cie Marocaine	27	27 ..
O.V.A.I.M.	. ..	40 ..
OPB Paribas	90 80	91 .
Paris-Orléans	74 70	74 20

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Paternelle (La)	71 10	72 ..
Placem. Inter.	70 80	70 ..
Providence S.A.	174 .	178 .
Revillon	220 .	220 .
Santa-Fé	78 80	78 60
Seichimé	96 50	95 50
Suffo	70 70	70 70
Sofinex	185 ..	190 ..
Cambodge	42 90	43 10
Clause	353 ..	353 ..
Indo-Hévéas	77 50	78 50
Madag. Agr. Ind.	.. ..	27 40
(M.) Mimot	... ..	. .
Padang	77 80	78 20
Salins du Midi	... ..	168 ..
Aliment Essentiel	78 35	78 85
Allobroge	152 .	156 .
Banania	194 50	195 .
Fromageries Bel.	82 90	80 10
Berthier-Saveco.	582 .	582 .
Cédis	322 ..	322 ..
(M.) Chambourcy	152 ..	152 ..
Compt. Modernes	138 .	136 ..
Docks France	212 .	214 ..
Economats Centr.	260 .	260 ..
Epargne	345	345 .
From. Paul-Renard	235 .	232 .
Générale Aliment	86 .	86 ..
Genvrain	137 10	140 ..
Goulet-Turpin	166 .	164 ..
Lesieur (Cie fin.)	219 ..	215 .
Gr. Moul. Corbeil	... ..	144 .
Gr. Moul. Paris	265 .	265
Nicolas	185 50	185 50
Piper-Heidsieck	236 .	235 .
Potin	337 .	327
Rochefortaise	165 ..	168 80
Roquefort	204 .	204
Sanpiquet	d178 .	c170
Sup. Marché Doc.	78 ..	79 ..
Taittinger	224 .	227 ..
Unipol	100 ..	100 ..
Bénédictine	1050	1040 ..
Bras. et Glac. Int.	316 50	318 .
C.D.C.	... .	160 .
Cusenier	... .	325 .
Dist. Indochine	329 ..	327 .
Ricqlès-Zan	79 .	78 60
Saint-Raphaël	133 .	135 ..
Sogepal	238 ..	238
Union Brasseries	30	30 ..
Slanma	157 ..	157 50
Sucr. Bouchon	67 10	67 10
Sucr. Soissonnais	... ..	154 ..
Bariiet	... ..	...
Chausson (Us.)	30 60	30 60
Citroën	44 ..	43 50
Equip. Véhicules	52 90	53 ..
Motobécane	101 ..	101 50
Saviem	86 50	o 84 ..
Bois Dér. Océan	d 6 10	d 6 30
Borie	221 ..	220
Camp. Bernard	74 ..	73 50
C.E.C.	55 ..	53 ..
Cerabati	103	102 .
Ciments Vicat	229 60	229 50
Cochery	60	59 ..
Drag. Trav. Pub.	135 .	135 ..
F.E.R.E.M.	56 .	58 ..
Fougerolle	98 10	98 ..
Française d'entr.	..	100 .
G. Trav. de l'Est	87 50	87 90
Herlicq	175 90	175 .
Iéna Industries	.	20 05
Lambert Frères	36 50	37
Leroy (Ets G.)	55 .	57 ..
Origny-Desvroise	95 80	95 20
Porcher	134 20	135 .
Rougier	130 .	130 .
Routière Colas	220	224 .
Sablières Seine	84 50	85 ..
S.A.C.E.R.	34 50	d 34 50
Savoisienne	108 .	108 .
Schwartz-Hautm.	41 90	d 41 90
Spie Batignolles	38 15	39 90
Unidel	183 70	183 90
Voyer S.A.	.. ..	.. ..
Dunlop	20 15	20 15
Hutchinson-Mapa	83 ..	82 ..
Safic-Alcan	158 ..	158 ..
Comiphos	73 ..	74 ..
S.M.A.C.	115 ..	117 ..
Gaumont	444 .	444 50
Pathé-Cinéma	63 ..	65 50
Pathé-Marconi	120 ..	120 ..
Tour Eiffel	82 ..	81 ..
Air-Industrie	66 60	64 ..
Applic. Mécan.	54 .	c 56 .
Arbel	117 10	121 90
Ateliers G.S.P.	19 50	19 50
Av. Dass.-Breguet	240 .	240 .
Bernard-Moteurs	30 60	31 50
B.S.L.	228 .	231 .
C.M.P.	260 .	261 ..
De Dietrich	406 .	410 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Duc-Lamothe	... ..	292 .
E.L.M.-Leblanc	488 ..	470 ..
Ernault-Somua	75 80	78 ..
Facom	489	500 .
Forges Strasbourg	62 90	62 60
(Li) F.M.B. ch. fer	101 ..	101 ..
Frankel	d410 .	419 .
Huard-U.C.F.	197	205 .
Jaeger	71 40	71 50
Jaz	147	148 .
Luchaire	185 10	185 ..
Manurhin	134 50	133 .
Métal Déployé	231 ..	232 ..
Nadella	40 .	40 ..
Nodet-Gougis	178	178 ..
Peugeot (ac. ant.)	123 80	127 ..
Ressorts-Nord	.	83 .
Roffo	d11 30	12 15
S.A.F.A.A. Ap. Aut	82 50	82 50
Satam	55 50	54 50
Sicli	51 .	51 .
Soudure Autog.	183 .	184 60
S.P.E.I.C.H.I.M.	166 80	166 80
Stokvis	62 10	62 20
Trailor	... ..	313
Virax	107	107 80
Chant. Atlantique	... .	178 ..
At. Ch. Loire	14 50	14 95
France-Dunkerque	63 ..	63 .
Ent. Gares Frig.	114 ..	112 50
Indus. Maritime	243 ..	243 ..
Mag. gén. Paris	109	110 .
Cercle de Monaco	33 30	d 34 60
Eaux de Vichy	430 ..	430 .
Sofitel	. ..	21 10
Vichy (Fermières)	o196 ..	196 ..
Vittel	165 .	164 ..
Aussedat-Rey	40 70	40 70
Darblay S.A.	26 80	26 60
Didot-Bottin	103 ..	99 .
Imp. G. Lang	d 5 45	o 5 55
La Risle	. .	60 ..
Rochette-Cenpa	47 60	49 ..
A. Thiéry-Sigrand	130 .	133
Bon Marché	61	62 60
Damart-Servip	240 50	243 30
Darty	320 ..	324 .
Mars. Madagasc.	49 .	48 50
Maurel et Prom.	82 50	83 ..
Optorg	162	168 ..
Palais Nouveauté	301 .	301 ..
Prisunic	22 25	22 90
Uniprix	33 ..	34 30
Crouzet	68 ..	68 50
Europ Accumul.	240	240 .
Ind. P. (C.I.P.E.L.)	77 50	78 ..
Lampes	76 10	76 ..
Merlin-Gerin	163 ..	165 ..
Mors	. ..	40 10
Océanic	92 10	91 10
Paris-Rhône	108 .	109 80
Piles Wonder	201 ..	201 60
Radiologie	234 .	235 ..
SAFT Acc. fixes	566	565
Schneider Radio	168 .	168 ..
SEB S.A.	168 80	173 50
S.I.N.T.R.A.	240 ..	240 ..
Carnaud S.A.	60 ..	60 ..
Chiers	. ..	43 ..
Davum	109 .	105 ..
Escaut-Meuse	146 10	149 .
Fonderie-préc.	21 40	22 20
Gueugnon (F. de)	52	53 .
Profilés Tubes Es	29 50	29 50
Senelle-Maub.	40 50	40 20
Tissmétal	71 ..	70 ..
Vincey-Bourget	36 10	37 50
Huaron	105 .	106 .
Kinta	245 50	254 ..
Mokta	... ..	185 ..
Amrep G.	190 ..	192 ..
Antargaz	141 ..	141 .
Antar P. Atlant.	.	19 10
Hydroc. St-Denis	148 60	145
Lille-Bonnières-C.	164 10	164 10
Shell Française	.. .	48 10
Carbone-Lorraine	d 41 30	d 43 ..
Delalande S.A.	184 90	186 20
Finalens	44 .	44 80
FIPP	o 53 .	d 54 50
(Ly) Gerland	205 .	204 .
Gévelot	154 ..	160 20
Grande-Paroisse	85 ..	88 40
Holles G. et dér.	61 50	61 ..
Novacel	95 60	96 ..
Parcor	225 .	219 .
Quartz et Silice	20 60	19 80
R.E.T.I.	177	177 ..
Ripolin-Georget	d 50 50	o 60 60
Rousselot S.A.	.. ..	436 ..
Soufre Réunies	135 ..	132 10
Synthelabo	106 ..	106

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Thann et Mulh.	32	32 ..
Ufiner S.M.D.	106 ..	106 ..
Agache-Willot	429	434 .
Filés Fourmies	18 80	18 60
Lainière-Roubaix	45 .	43 20
Roudière	315	318 ..
Saint-Frères	35 80	36 ..
Auxil. Navigation	98 .	102 ..
M. Chambon	... .	125 ..
Delmas-Vieljeux	d216	c221 ..
Messag. Marit.	65 20	65 40
Nat. Navigation	. .	67
Navale Worms	98 ..	98 20
Saga	. .	36 80
Transat (Cie Gle)	165 20	166 .
S.C.A.C.	81	82 .
Stemi	235 50	236 .
Tr. C.I.T.R.A.M.	103 .	104 .
Transport Indust.	126 50	128 .
(Li) Baignol-Farj.	.. ..	45 ..
Bis S.A.	251 ..	251 ..
Blanzy-Ouest	173 ..	173 ..
La Brosse	64 20	64 20
Cigarettes Indo.	140 ..	140 .
Degremont	313 ..	312 ..
Dong-Trieu	160 60	160 .
Duquesne-Purina	d343 .	353 ..
Essilor	695	690 ..
Ferrailles C.F.F.	225 .	225 .
Havas	110	110 .
Locatel	189 ..	196 60
Lyon-Alemand	95	96 ..
G. Magnant	o47 50	47 50
Novafer	140 10	141 ..
O.F.P.-Om.F.Paris	250 50	251 .
Publicis	100 ..	100
Sellier-Leblanc	148 ..	148 10
Waterman S.A.	210 .	208 .
Brass. du Maroc	285 .	278 .
Brass. Ouest-Afr.	96 ..	95 .
Elf-Gabon	395 .	391 .
(B) Min. et Métl.	... .	430 .
C.E.C.A. 5 1/2 %	.... ..	4600 .
Emprunt-Young	... ..	... ..
Nat. Nederlanden	... ..	... ..
Phoenix Assuranc.	d 21 30	22 30
Algemene Bank	C650 .	635 .
Bco Pop. Español	.. ..	81 ..
B.N. Mexique	. .	22 10
B. régl. intern.	7700 .	7700
Bowring C.I.	9 40	9 20
Commerzbank	425	440 .
Dresdner Bank	... .	495 .
Bowater	17 25	16 50
Cie Br. Lambert	219 08	215 .
Gén. Belgique	277 80	284
Latonia	104	103 50
Rolinco	260 .	260 80
Robeco	364 80	366
Cavenham	8 70	8 50
Lyons (J.)	C 9 ..	8 45
Goodyear	.. ..	98 ..
Pirelli	. ..	6 ..
I.H.C.	30 20	30 .
Kubota	5 70	5 80
Olivetti	4 01	4 10
S.K.F. Aktiebolag	77 90	76 .
Pakhoed Holding	... ..	166 .
Femmes d'Auj.	.. ..	.. ..
Marks-Spencer	12 40	12 40
A.E.G.	188 50	188 50
Bell Canada	249 90	247 50
E.M.I.	19 50	19 60
Hitachi	4 03	4 10
Honeywell Inc.	... ..	258
Matsushita	11 40	11 45
Sperry Rand	184 ..	184 50
Arbed	295 ..	304 .
Cockeril-Ougrée	.. ..	57 10
Finsider	.. ..	. ..
Hoogovens	083 ..	83 ..
Mannesmann	... ..	... ..
Steel Cy of Can.	125 ..	120 10
Thyss c. 1000	... ..	249
Blyvoor	18 25	21 ..
De Beers (port.)	.. ..	20
De Beers p. cp.	.. ..	.
General Mining	.. ..	95 60
Hartebeest	.. ..	58 60
Johannesburg	.. ..	77
Middle Witwat.	. ..	9 70
President Steyn	.. ..	36 .
Stilfontein	13 90	13 40
Vaal Reefs	71 ..	69 .
West Rand	. ..	9 35
Alcan Alum.	.. ..	131 30
Asturienne Mines	99 10	99 50
Cominco	... ..	148 ..
Finoutremer	... ..	122 .
Minerals-Resourc	. ..	9
Noranda	117 60	115 10
Vieille Montagne	... ..	323
Am. Petrofina	159 .	154 50
British Petroleum	80 50	80
Gulf Oil Canada	... ..	128 90
Petrofina Canada	.. ..	..
Shell Tr. (port.)	49	49 50
Akzo	58 60	57 65
Dart. Industries	153 ..	184 .
Dow Chemical	... ..	152 ..
Foseco	.. ..	17 70

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Gevaert	167 20	171 90
Glaxo	48 .	48 .
Grace and Co.	133 ..	133 60
Pfizer Inc.	123 ..	127 50
Procter Gamble	412 ..	416 .
Courtaulds	... ..	10 40
Est-Asiatique	105	105 .
Canadien-Pacif.	88 30	85 ..
Wagons-Lits	.. ..	68 ..
Barlow-Rand	11 30	11 ..
Suéd. Allumettes	.	73 10

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alser	o455 .	455 .
Batibail-Sicomi	600 ..	565 .
Cellulose Pin	. ..	.
Cofipa-Sicomi	... ..	885 ..
Coparex	248 ..	250 .
Ecco	375 ..	372 .
Euratrep	440 ..	443 .
Francarep	..	88 ..
Intertechnique	142 .	147 .
Métall. Minière	. ..	.. .
Promuptis	c240 ..	d240 .
Sab. Mor. Corv.	... ..	161 .
Sofibus	... ..	267 .
S.P.R.	... ..	230 .
Ufinex	... ..	115 .
Oce v. Grinten	... ..	305 .
Rorento NV	248 60	248 90

SICAV

Plac. Institut.	12468 61	12045 97
1re catégorie.	10016 35	9821 91

22.8	Emission frais inclus	Rachat net
Actions Sélec.	139 69	133 36
Aedificandi	156 35	149 26
Agfimo	167 04	159 47
A.L.T.O.	150 19	143 38
America-Valor	290 62	277 43
Assurances Plac.	120 65	115 19
Bourse-Invest.	127 60	121 72
B.T.P. Valeurs	124 07	119 88
C.I.P.	271 11	259 30
Convertibles	115 19	109 97
Convertimmo	118 72	113 34
Drouot Invest.	166 10	160 47
Elysées-Valeurs	167 15	153 60
Epargne-Croiss.	521 18	498 02
Epargne-Inter.	260 95	249 15
Epargne-Mobil.	151 53	144 66
Epargne-Oblig.	133 65	127 79
Epargne Revenu	279 06	266 41
Epargne-Unie	272 34	259 93
Epargne Valeur	169 63	161 94
Foncier Investiss.	278 01	265 40
Fortune 1	*120 50	105 56
France-Croissance	157 57	150 43
France-Epargne	150 71	143 77
France-Garantie	215 78	211 55
France-Invest.	135 62	129 47
Laffitte-Rend.	103 60	95 90
Laffitte-Tokyo	184 65	176 31
Nouv. France-Obl.	278 01	265 41
France Placement	161 70	154 37
Gestion Rendem.	227 76	217 53
Gest. Sél. France	141 97	135 53
I.M.S.I.	139 10	132 79
Indo-Valeurs	180 12	172 63
Intercroissance	139 97	133 62
Intersélection	135 63	129 48
Livret portef.	192 53	183 80
Oblig. ttes catég.	1106 40	1071 67
Paribas Gestion	161 62	144 75
Pierre Investiss.	182 29	174 02
Rothschild-Exp.	267 62	255 48
Sécur. Mobilière	285 22	272 29
Sélec. Croissance	535 93	510 68
Sélect. Mondiale	113 76	113 37
Sélection-Rend.	130 82	124 89
S.F.I. FR. et ETR.	167 31	159 73
S.I.G.	241 92	230 68
Silvafrance	152 58	145 66
Silvam	111 50	106 16
Silvarente	143 95	137 45
Silvinter	123 94	123 69
Sogepargne	279 04	266 39
Sogevar	326 18	311 39
Soleil-Investiss.	168 17	160 54
U.A.P.-Investiss.	131 27	125 32
Unifoncier	277 08	264 62
Unijapon	197 56	188 60
Uni Obligations	1474 70	1417 88
Unipremière	1499 83	1442 14
Unisic	133 69	127 53
Worms Investiss.	223 69	213 45

22.8		
Actigest-Etoile	103 67	98 97
Credinter	134 79	128 68
Croissance-Imm.	136 04	129 77
Euro-Croissance	134 58	128 48
Financière Privée	326 08	310 35
Fructidor	140 47	134 10
Gestion Mobilière	195 91	187 03
Mondiale Invest.	170 82	163 07
Oblisem	128 10	122 29
Optima	141 22	134 82
Planinter	276 35	263 12
Sicavimmo	186 02	177 58
S. I. Est	369 60	352 54
Soginco	121 32	115 82
Sogninter	420 99	401 90
Univalor	151 67	144 79
Valorem	156 50	149 49

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
659	4,5 % 1973	656 80	657 ..	656 60	656 80
1590	C.N.E. 3 %	2013 90	2010 ..	2004 50	2000 ..
315	Afrique Occ.	337 50	345 ..	342 90	345 ..
265	Air liquide	285 ..	284 90	287 .	285 ..
59	Als.Part. ind.	58 60	58 60	58 60	58 55
126	Als. Superm.	130	133 80	133 80	138 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
187	E.J. Lefebvre	198 50	199 80	199 50	198 ..
61	Esso S.A.F.	59 60	60 50	60 70	60 ..
158	Eurafrance	174 ..	174 90	174 90	174 90
345	Europe no 1	358 50	359 50	358 .	362 ..
348	Ferodo	339 90	343 50	348 .	342 ..
146	Fin. Paris PB	149 10	151	151 50	150 40

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
115	Olida-Caby	119 20	119 20	119 20	121 ..
82	Opfi-Paribas	89 60	89 90	89 90	90 ..
59	Paris-France	63 50	65 ..	68 ..	67 ..
64	Pechelbronn	64 .	64 ..	64 ..	65 20
76	P.U.K.	85 90	87 ..	87	86 ..
119	— (obl.)	124	124 10	124 10	123 80

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
185	Tél. Ericsson	178 20	177 90	177 90	175 30
58	Terres Roug.	63	61 50	61 50	61 50
156	Thomson-Br.	163 80	165 50	165	165 ..
215	— (obl.)	213	214 60	214 60	210 50
198	U.I.S.	202 50	203	202 90	200 ..
162	U.C.B.	172 50	172	172 50	168 60
192	Un. F. Bques	202	202	202	202 ..
66	U.T.A.	66	66	66	66 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
330	Gen. Motors	325 50	325 10	324 60	325 .
12	Goldfields	13 65	13 35	13 40	13 30
19	Harmony	20 85	20 70	20 70	20 30
293	Hoechst Akti	293 20	292 50	292 50	292 ..
32	Imp. Chem.	35 30	35	34 93	34 50
125	Inco Limited	111 20	110 10	110 50	110 40
1309	I.B.M.	1336	1315	1324	1315
169	I.T.T.		164 50	162 90	162 40

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
245	Dome Mines	249 20	249 .	249 ..	248 ..
590	Du Pont Nem.	569	565	565	563 .
280	East Kodak	307 90	309 40	310 40	310 80
12 50	East Rand	12 55	12 70	12 70	12 90
108	Ericsson	115 .	113	112 80	112 20
265	Exxon Corp.	248 50	248 50	248 50	247 .
270	Ford Motor	260 .	260 ..	263	260 ..
59	Free State	63 60	64 15	64 .	63 50
265	Gen. Electric	267	267 20	267 60	266 40

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
11 50	Tanganyika	11 50	11 50	11 50	11 40
250	Unilever	244 50	249 80	249 80	246
15	Union Corp.	15 60	15 75	15 70	15 45
118	U. Min. 1/10	117 40	118 20	120 20	120 10
101	West Drief.	100 10	100 10	100 10	99
40	West Deep.	38 40	38 80	39 50	38 80
76	West Hold.	82 10	83 60	83 .	84 ..
260	Xerox Corp.	267 ..	269 90	270 50	270 .
0 98	Zambia Cop.	0 98	0 97	0 96	0 97

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19 8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 927	4 909	4 870
Allemagne (100 DM)	210 750	210 810	211 ...
Belgique (100 F.)	13 763	13 775	13 625
Pays-Bas (100 fl.)	199 660	199 860	198 ...
Danemark (100 krd)	82 150	81 660	81 500
Suède (100 krs)	111 670	111 250	110 500
Norvège (100 k.)	93 300	92 990	92 250
Grande-Bretagne (£ 1)	8 575	8 544	8 500
Italie (1 000 lires)	5 574	5 567	5 600
Suisse (100 fr.)	202 230	202 790	202 ..
Autriche (100 sch.)	29 690	29 705	29 850
Espagne (100 pes.)	5 818	5 800	5 750
Portugal (100 esc.)	12 680	12 680	12 ...
Canada ($ can. 1)	4 576	4 584	4 535

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19 8
Or fin (kilo en barre)	23450	23470
Or fin (kilo en lingot)	23500	23500
Pièce française (20 fr.)	245 65	246 50
Pièce française (10 fr.)	203 50	203 50
Pièce suisse (20 fr.)	215 10	218 20
Union latine (20 fr.)	203 50	203 50
Souverain	223	223 20
Pièce de 20 dollars	1104 .	1109 60
Pièce de 10 dollars	560 .	559
Pièce de 5 dollars	308 ..	308 .
Pièce de 50 pesos	956 ..	951 .
Pièce de 10 florins	214 ..	214 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



A B C D E F G

L'AFFAIRE APALATEGUI

- Le militant basque, qui poursuit sa grève de la faim est hospitalisé
- Plusieurs manifestations à Saint-Sébastien et à la frontière franco-espagnole

Plusieurs manifestations ont été organisées en Espagne, au Pays basque, les 20 et 21 août, pour réclamer la libération de M. Miguel-Angel Apalategui-Ayerbe, militant du mouvement séparatiste ETA, qui est actuellement détenu en France et dont le gouvernement espagnol demande l'extradition. Incarcéré depuis le 21 juin à la prison des Baumettes, à Marseille, M. Apalategui-Ayerbe a commencé, au début du mois d'août, une grève de la faim après le rejet de sa demande de mise en liberté. Son état de santé a nécessité son transfert à l'hôpital de la prison ce lundi 22 août. Les demandes d'extradition formulées par le gouvernement espagnol — qui soulèvent de nombreuses protestations tant en Espagne qu'en France — seront réexaminées le 14 octobre par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence (« le Monde » des 20 juillet et 10 août).

Un millier de personnes venant de la ville voisine d'Irun ont manifesté le 21 août sur le pont de la Bidassoa, qui marque la frontière près d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques). Les manifestants se sont regroupés dans la zone qui sépare les deux postes de douanes, français et espagnol, après avoir renversé les barrières installées par le service d'ordre français. Ils ont arraché les drapeaux français et espagnol hissés sur le pont pour les remplacer par des drapeaux basques, puis ils ont scandé des slogans hostiles au gouvernement français. Les manifestants se sont dispersés au bout de deux heures sans que la compagnie de C.R.S. envoyée sur les lieux ait eu à intervenir.

Les manifestations qui ont eu lieu les 19 et 20 août à Saint-Sébastien ont été plus violentes. Treize personnes ont été blessées au cours des affrontements qui ont opposé les forces de l'ordre à près de vingt mille manifestants qui réclamaient la libération de M. Apalategui. Les incidents les plus graves se sont produits aux abords du consulat de France, dont la police interdisait l'accès. Le frère de M. Apalategui venait de lire un message de ce dernier affirmant qu'il continuerait sa grève de la faim jusqu'à sa libération quand le chauffeur d'une voiture immatriculée en France, perdant le contrôle de son véhicule, a heurté plusieurs manifestants — sans toutefois les blesser. Cet incident, qui a été pris pour une agression par les manifestants, a marqué le début des heurts avec la police. Celle-ci a tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes pour disperser la foule. La veille, une manifestation analogue avait eu lieu dans le centre de la ville. Dix-sept personnes — dix manifestants et sept policiers — avaient été blessées, l'une d'entre elles grièvement atteinte au visage par une balle en caoutchouc.

Sur la Costa Brava, près de Barcelone, quatre voitures, immatriculées en France, ont été incendiées le 20 août. Des attentats similaires s'étaient déjà produits au mois de juillet contre des touristes français. Le 21 août, une organisation s'intitulant Guérilla rouge, a revendiqué la destruction de vingt-cinq véhicules français *« pour protester contre la séquestration d'Apalategui par le gouvernement français »*.

Après le meurtre d'un travailleur algérien à Marseille

LE JOURNAL « AL CHAAB » ADRESSE UNE MISE EN GARDE AUX AUTORITÉS FRANÇAISES

Alger (A. F. P.). — Le quotidien algérien « Al Chaab » écrit dimanche que « l'Algérie, pour préserver la sécurité et la dignité de ses enfants, est capable d'aller plus loin encore que la décision de septembre 1973 suspendant l'émigration algérienne en France ».

Ce commentaire est la première réaction *officieuse* algérienne au meurtre, la semaine dernière, d'un ressortissant algérien à Marseille (« le Monde » du 20 août). Il met sur un même plan le meurtre de Marseille et le licenciement par Usinor d'un ouvrier algérien qui a passé « la fleur de l'âge » au service de cette entreprise.

Le journal algérien rappelle que « le facteur humain est un élément essentiel et fondamental des relations franco-algériennes »,

Evoquant la « détérioration » de ces relations, « Al Chaab » estime qu'« il ne reste plus à la France qu'une courte distance la séparant du point de non-retour ». Il souhaite néanmoins que Paris « manifeste sa volonté, et pas seulement par des propos mielleux, d'ouvrir une nouvelle page dans les relations franco-algériennes, qui pourrait commencer par un accueil de nos frères émigrés digne du pays auquel ils appartiennent ».

« La France le pourra, souligne le quotidien algérien, dans la mesure où elle aura reconnu les nouvelles réalités imposées par le mouvement de libération nationale, qui ne peut considérer toute coopération loyale qu'à la fois comme une concrétisation matérielle et un engagement moral. »

Au Liban

Des accrochages entre chrétiens et musulmans ont fait une dizaine de morts dans un village du Chouf

De notre correspondant

Beyrouth. — Des heurts sanglants ont opposé, dimanche 21 août, chrétiens maronites et musulmans druzes autour de l'église du village de Brieh, situé dans la région montagneuse du Chouf. Selon la radio phalangiste, les affrontements ont éclaté après que des musulmans eurent massacré plusieurs fidèles qui étaient *« sortis de l'église pour s'enquérir des causes d'une panne soudaine d'électricité »*. Les assaillants appartiendraient au parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt, actuellement en voyage à l'étranger. Un porte-parole du P.S.P. a affirmé, en revanche, que les incidents avaient éclaté lorsque les phalangistes avaient, à la sortie d'une messe de requiem, *« tiré d'abord en l'air, puis sur des Druzes, faisant trois morts et deux blessés »*.

Selon les phalangistes, les affrontements ont fait onze morts et vingt-trois blessés. Un communiqué de la force arabe de dissuasion fait état de quinze morts et blessés. La FAD s'efforce de minimiser la gravité de ces incidents et assure qu'elle est intervenue rapidement pour contrôler la situation en opérant de nombreuses arrestations.

Bien que ces affrontements aient suscité une vive émotion au sein de la droite chrétienne, il est peu probable qu'ils dégénèrent en une grave crise politique. La situation était, ce lundi matin, normale à Beyrouth et dans la montagne voisine. Il n'en reste pas moins que l'incident de Brieh risque de retarder la mise en œuvre des mesures envisagées par le gouvernement pour débloquer la situation. Les affrontements de Brieh ont eu lieu à la veille du congrès du Front libanais maronite, qui est censé définir une nouvelle formule de coexistence intercommunautaire au Liban, et l'on peut craindre que ses répercussions ne renforcent les tendances autonomistes déjà puissantes parmi les chrétiens, et ne compromettent l'application, actuellement en cours, de l'accord libano-palestino-syrien de Chtaura. — L. G.

La polémique se poursuit entre Jérusalem et Washington sur la création de colonies juives en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Américains et Israéliens paraissent décidément résolus non seulement à ne rien cacher de leurs divergences, mais à exprimer leurs désaccords avec le maximum de clarté.

Le département d'Etat ayant déclaré, le 18 août, que la création de trois nouvelles colonies en Cisjordanie constitue un obstacle à la recherche de la paix et que de surcroît cette décision est *« illégale »* (*le Monde* du 20 août), le gouvernement israélien a publié à l'issue du conseil des ministres du dimanche 21 août un communiqué repoussant, en termes abrupts, la déclaration du département d'Etat.

Après avoir rappelé que la décision de créer les trois colonies avait été prise le 19 avril, et donc par le précédent cabinet, le communiqué estime injustifiée la remarque du secrétaire d'Etat américain sur l'influence négative que cette décision peut avoir sur les chances d'une négociation. Le communiqué ajoute qu'Israël *« n'accepte pas et ne pourra jamais accepter l'argument selon lequel l'installation de juifs en Eretz-Israël est illégale »*.

Quelques heures après la publication du communiqué de Jérusalem, le département d'Etat répliquait officiellement qu'il maintenait son jugement et rappelait que les divergences de points de vue ne devaient surtout pas porter atteinte *« à la vieille et profonde amitié qui unit les deux pays »*.

A l'issue du conseil des ministres a aussi été annoncée la visite éclair que doit faire à Londres ce lundi le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, pour, selon le motif officiel, informer la communauté juive des résultats de la visite de M. Cyrus Vance. On se demande en Israël si une rencontre avec le roi Hussein n'est pas la véritable raison du voyage de M. Dayan.. — A. Sc.

L'ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

Polémique P.C.-P.S. sur le sort de trois groupes « nationalisables »

« Les propositions du parti socialiste laissent de côté la nationalisation de Dassault, de Thomson-C.S.F., de Cit-Alcatel, de Roussel-Uclaf, de C.I.I.-Honeywell Bull et de centaines de filiales importantes des sociétés nationalisables », écrit M. Marchais dans sa réponse à M. Priouret (*voir page 6*). Que le secrétaire général du parti communiste évoque le sort qui sera fait à Cit-Alcatel et Thomson-C.S.F., filiales respectives des groupes C.G.E. et Thomson-Brandt, dont la nationalisation est prévue par le programme commun, n'est pas surprenant. On sait, en effet, que de graves divergences opposent le P.S. et le P.C. sur le champ des nationalisations. Le P.C. désire les étendre à toutes les filiales détenues à plus de 51 % par les groupes « nationalisables », le P.S. est beaucoup plus réservé sur ce point précis.

L'allusion faite à Dassault, Roussel-Uclaf et C.I.I.-Honeywell Bull est plus surprenante. Ces trois groupes figurent, en effet, sur la liste des groupes nationalisables dans le programme de 1972, et le P.S. a clairement réaffirmé que les modifications intervenues dans le capital de deux d'entre eux — Roussel-Uclaf, passé sous le contrôle de la firme allemande Hoescht et C.I.I.-Honeywell Bull, dont le groupe américain Honeywell détient aujourd'hui 47 % du capital — ne remettaient pas en cause ce principe.

Alors ? Les responsables du P.C. ont acquis la conviction que la position du P.S. n'est pas aussi claire qu'il y paraît. Selon le parti communiste, le parti socialiste entendrait limiter la nationalisation aux « têtes financières » qui contrôlent ces groupes. Dans deux de ces cas, les « têtes » sont connues ; il s'agit de la Générale immobilière Marcel Dassault (GIMD), qui contrôle à 58 % les Avions Marcel Dassault-Breguet aviation, et de Chimio, une société contrôlée par le groupe allemand Hoechst et qui détient 50,02 % du capital de Roussel-Uclaf, le reste des actions de ces deux groupes étant détenues par le public. La situation de C.I.I.-Honeywell Bull est un peu plus compliquée, puisque son capital est réparti entre le groupe américain Honeywell (47 %) et la Compagnie des machines Bull (53 %) ; le capital des machines Bull est détenu par l'Etat (19 %), un holding contrôlé par la C.G.E. (17 %), la majorité étant répartie dans le public.

De ce rappel succint il ressort qu'une nationalisation limitée aux « têtes financières » laisserait entre les mains du public des participations non négligeables. D'où la mise en garde du P.C. qui considéré qu'il y a là un recul par rapport au programme de 1972 puisque ces opérations devraient être, en fait, assimilées à des prises de participation.

Au siège du P.S. où les propos de M. Marchais ont surpris et sont démentis — aucune allusion n'y a été faite pendant les discussions sur l'actualisation du programme commun, nous a-t-on affirmé, — on se réserve la possibilité de répondre ultérieurement de façon plus détaillée au secrétaire général du parti communiste. — Ph. L.

LES SOVIÉTIQUES RATTRAPERONT VITE LEUR RETARD DANS LA FABRICATION DE LA BOMBE A NEUTRONS

déclare un savant est-allemand

Le professeur von Ardenne, l'un des savants les plus réputés vivant en R.D.A., vient de déclarer dans *Neues Deutschland*, organe du P.C. est-allemand, que l'Union soviétique pourrait être prochainement en possession de la bombe à neutrons. *« Si les Etats-Unis entreprennent réellement la production de la bombe à neutrons,* a dit M. von Ardenne, *le délai sera étonnamment court jusqu'à ce que l'U.R.S.S. dispose de la même arme. J'ai vécu en Union soviétique et j'ai pu voir de quelle façon et avec quelle rapidité ce pays rattrapait ce genre de « retard ». La bombe à neutrons n'apportera aucun changement essentiel à l'équilibre nucléaire entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. »*

Aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, le physicien Manfred von Ardenne, qui travailla de 1945 à 1955 en Union soviétique, fut ensuite, après son retour en Allemagne de l'Est, directeur d'un centre de recherches portant son nom, et créé à Dresde par les autorités pour lui permettre de poursuivre ses travaux avec une grande liberté d'initiative.

Le général Heusinger, ancien responsable de la Bundeswehr ouest-allemande, s'était, lui aussi, dit récemment convaincu que si les Etats-Unis s'engageaient dans la fabrication de la bombe à neutrons, les Soviétiques ne mettraient pas longtemps à posséder cette arme.

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Damas, Amman et Le Caire seraient prêts à signer des traités de paix avec Israël

La Syrie, l'Egypte et la Jordanie ont informé les Etats-Unis qu'elles étaient prêtes à signer des traités de paix avec Israël, dans le cadre du règlement global du problème du Proche-Orient, rapporte dimanche 21 août le *New York Times*.

Le quotidien précise que la Jordanie et l'Egypte pourraient aussi étudier, par la suite, une proposition américaine d'établir des relations diplomatiques avec Israël. Selon le journal, ces diverses positions des pays arabes ont été communiquées au secrétaire d'Etat, M. Cyrus Vance, au cours de sa récente tournée au Proche-Orient.

Le *New York Times* souligne que ces informations, tenues secrètes jusqu'à présent, lui ont été communiquées de « diverses sources dignes de fois ». Abordant le problème de la participation palestinienne à la conférence de Genève, le quotidien rapporte que M. Vance a avancé un certain nombre de propositions à ses interlocuteurs, sans grand succès jusqu'à présent.

Ainsi, selon le secrétaire d'Etat, les Palestiniens pourraient soit faire partie de la délégation jordanienne, soit être inclus dans une délégation arabe unique, à moins que le problème palestinien ne soit simplement inscrit à l'ordre du jour de la conférence de Genève.

Israël, ajoute le *New York Times*, serait favorable à la première solution, à condition que les délégués palestiniens n'appartiennent pas à l'O.L.P., ce que veulent précisément tous les pays arabes, qui préféreraient, pour leur part, la seconde option proposée par M. Vance.

L'hebdomadaire *Time* indique, pour sa part, que le Front du refus, hostile à toute solution politique négociée au Proche-Orient, se serait rallié aux thèses plus modérées de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) de M. Yasser Arafat.

Ce ralliement se serait opéré la semaine dernière après de longues négociations et sous la pression de diplomates soviétiques, précise l'hebdomadaire.

Le Front du refus rejetait jusqu'à présent les objectifs de l'O.L.P., à savoir la création d'un Etat palestinien indépendant sur toute portion du « territoire national » pouvant être repris à Israël, soit essentiellement la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza.

Cet obstacle levé, poursuit *Time*, M. Arafat aurait l'intention de soumettre le mois prochain à l'Organisation des nations unies, une résolution demandant la reconnaissance d'Israël en échange de solides garanties pour la création d'un Etat palestinien. — (*A.F.P.*).

ADMISSIONS A L'ACADÉMIE DE FRANCE

- Par arrêté du ministre de la culture et de l'environnement publié au *Journal officiel* du 2 août, sont déclarés admis à l'Académie de France à Rome (villa Médicis) au titre de l'année 1977-1978 :

Première section : MM. Pierre Pinon et Sylvestre Monnier, architectes ; M. Jean-Marc Chevallier et Mlle Hélène Mugot, peintres ; M. Frédéric Marquis et Mlle Anne Descolas, sculpteurs.

Deuxième section : M. Jean-Noël Vuarnet, écrivain ; M. Allain Gaussin, compositeur de musique ; MM. Alain Dubois, Philippe Nahoun, Paul Brizzi, cinéastes.

Troisième section : Mme Isabelle Balsamo et M. Denis Lavalle, historiens d'art.

Douze pensionnaires — trois dans la première section, quatre dans la deuxième, cinq dans la troisième, — admis en octobre 1976, bénéficient, d'autre part, du renouvellement de leur bourse de séjour pour une année.

NOUVEAU FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR

En dépit du relèvement des taux de base bancaires intervenu aux Etats-Unis à la veille du week-end, le dollar a continué de s'affaiblir lundi matin 22 août contre toutes monnaies sur les différentes places financières internationales.

Peu avant midi, la devise américaine s'échangeait à 4,98 F (contre 4,91 F), à 2,3250 DM (contre 2,3285 DM), à 2,41 FS (contre 2,4197 FS) et à 2,4525 florins (contre 2,45775 florins).

A Londres, la Banque d'Angleterre a continué d'intervenir pour empêcher la remontée de la livre sterling, qui s'est traitée à 1,7495 dollar (inchangé).

Le franc français a cependant fléchi vis-à-vis du deutschemark, qui valait 2,1125 F (contre 2,1090 F).

Le numéro du « Monde » daté 21-22 août 1977 a été tiré à 479 953 exemplaires.

Au synode de l'Église canadienne anglicane

CONTROVERSE PUBLIQUE AUTOUR DE L'EUTHANASIE

Montréal (*A.F.P.*). — Les trois cents délégués au vingt-huitième Synode national de l'Église anglicane du Canada, qui se tient à Calgary (Alberta), ont décidé de remanier un rapport préparatoire sur la mort, qui traite, entre autre, de l'euthanasie, à la suite de la controverse inattendue qu'il a déclenchée dans le grand public.

Le rapport confidentiel, rendu public en juillet, à l'occasion d'une fuite, suggère que l' *« on n'aurait pas tort d'éviter délibérément de prolonger la vie d'enfants gravement déficients, condamnés à une vie végétative »*.

Devant les réactions passionnelles, pour ou contre cette ouverture à l'euthanasie « passive », les délégués ont décidé de remanier le rapport, dans un délai de dix mois, *« pour répondre à des questions théologiques non résolues »*.

En Italie

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS A L'ABRI DES BALLES

(De notre correspondant.)

Rome.— A leur retour de vacances, les députés italiens auront une bonne surprise : le palais de Montecitorio, siège de la Chambre, sera devenu un fortin. Les services de sécurité profitent, en effet, du mois d'août pour introduire une double nouveauté : l'installation de vitres anti-balles sur toutes les fenêtres du premier étage et l'interdiction de circuler en voiture ou à moto aux abords immédiats du bâtiment.

Trois députés — un démocrate-chrétien, un communiste et un socialiste — sont chargés de l'ordre et de la sécurité à Montecitorio. Ils expliquent que, depuis quelque temps, diverses menaces sont adressées à la Chambre par lettre ou par téléphone. On a donc songé à contrôler plus sévèrement les entrées et les sorties, mais sans se limiter à cela, ne suffirait-il pas à des terroristes motorisés de s'approcher du palais et de cribler de balles les vieilles vitres installées à une époque plus pacifique ?

● *Le vice-président du Conseil national africain uni* (UANC), que dirige l'évêque Abel Muzorewa, M. Elliott Gabellah, a quitté cette organisation. Cette nouvelle défection porte à cinq le nombre des responsables du mouvement nationaliste qui ont donné leur démission au cours des dernières semaines. C'est notamment le cas de l'ancien président national de l'organisation, M. Moton Malianga. — (*A.F.P.*)



